

# La nouvelle gauche anticapitaliste

Olivier Besancenot et Luc Boltanski

Regards croisés

Daniel Bensaid

Prendre parti

Frédéric Lebaron

Une alternative post-capitaliste

## L'Empire après les élections

Paul Buhle

Une élection historique

Mike Davis

Obama, un nouveau Roosevelt ?

Howard Zinn

Un entretien

## La crise d'un « pur capitalisme »

Isaac Johsua

Michel Husson

# Contre

# TEMPS

Nouvelle série

N° 1

EDITIONS  
SYLÉPSE

[www.contretemps.eu](http://www.contretemps.eu)

# CONTRE TEMPS

**Revue de critique communiste**

**N°1 - 1<sup>er</sup> trimestre 2009**

Nouvelle série

SYLÉPSE<sup>EDITIONS</sup>

# Sommaire

## EDITORIAL

page 5

**Stathis Kouvélakis** La Grèce en révolte

page 7

## LA NOUVELLE GAUCHE ANTICAPITALISTE

**Daniel Bensaïd** Prendre parti

– Nouveau siècle, nouvelle gauche

page 13

**Frédéric Lebaron** De l'ébranlement idéologique  
au changement de paradigme ?

page 21

**Olivier Besancenot et Luc Boltanski**

« La révolte n'est pas un plaisir solitaire... »

page 27

**Stathis Kouvélakis** France : une crise d'hégémonie prolongée

page 37

**Edgardo Lander** Le processus bolivarien :  
un projet alternatif en tension ?

page 45

## L'EMPIRE APRÈS L'ÉLECTION D'OBAMA

**Mike Davis** Du canyon aux étoiles

page 57

**Paul Buhle** Une élection historique

page 65

**Howard Zinn** Le parcours d'un intellectuel militant

page 71

## CAPITALISME : FIN D'ÉPOQUE ?

**Isaac Johsua** Une crise qui vient de loin

page 79

**Michel Husson** Un capitalisme vert est-il possible ?

page 93

## INTERVENTIONS

**Fred Falzon** Thatcher, Blair et les défaites

de la gauche britannique. Leçons du « néogramscisme »

page 103

## CONTROVERSES

**Autour de Castoriadis**

**Pierre Khalifa** Peut-on critiquer Marx ?

page 113

**Jean-Marie Harribey** La lutte des classes hors sol ?

page 123

## MILLE MARXISMES

**André Tosel** Communisme

Sur l'effacement d'une notion et d'une réalité historique

page 135

## LIVRES EN DÉBAT

**Fanny Gallot** *Sur 68, une histoire collective (1962-1981)*  
et *Mai Juin 1968*

page 145

**Gabriel Girard** *David Halperin, What Do Gay Men Want ?*  
*An essay on sex, risk and subjectivity*

page 150

**Valentin Schaepelynck** *François Cusset,*  
*Contre-discours de mai. Ce qu'embaumeurs*  
*et fossoyeurs de 68 ne disent pas à ses héritiers*

page 154

## **ContreTemps**

Revue de critique communiste

Site : [contretemps.eu](http://contretemps.eu)

### **Directeurs de publication (revue)**

Daniel Bensaïd, Stathis Kouvélakis, Francis Sitel

### **Comité de rédaction (revue et site web)**

Antoine Artous, Louis-Marie Barnier, Daniel Bensaïd,  
Grégoire Chamayou, Séverine Chauvel,  
Philippe Corcuff, Jean Ducange, Cédric Durand,  
Isabelle Garo, Vincent Gay, Razmig Keucheyan,  
Stathis Kouvélakis, Thierry Labica, Sylvain Pattieu,  
Franck Gaudichaud, Bettina Ghio, Ambre Ivol,  
Razmig Keucheyan, Robert March, Lilian Mathieu,  
Clément Mouhot, Danièle Obono, Jérôme Oudin,  
Ugo Palheta, Sylvain Pattieu, Francis Sitel

### **Conception graphique et réalisation**

Jérôme Oudin

Illustrations de Nicolas Filloque et Adrien Zammit

### **Conseil éditorial international**

Arturo Anguiano (Université Autonome de Mexico),  
Paulo Arantes (USP São Paulo),  
Uraz Aydin (Université de Marmara, Istanbul),  
Attilio Boron (Buenos Aires),  
Alex Callinicos (King's Collège, Londres),  
Carine Clément (Moscou),  
Roland Denis (Caracas),  
Fabio Frosini (Université d'Urbino),  
Claudio Katz (Buenos Aires),  
Zbigniew Kowalewski (directeur de la revue *Revolucja*, Lodz),  
Michaël Kratke (Université d'Amsterdam),  
Francisco Louça (Lisbonne),  
Warren Montag (Occidental College, Los Angeles),  
Miguel Romero (directeur de la revue *Viento Sur*, Madrid),  
Spyros Sakelleropoulos (Université Panteion, Athènes),  
Maria-EmiliaTijoux (Santiago du Chili),  
Stavros Tombazos (Université de Chypre)

### **Sites partenaires**

Europe solidaire sans frontières

[www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

Séminaire Marx au XXI<sup>e</sup> siècle

[semimarx.free.fr](http://semimarx.free.fr)

La revue *ContreTemps* est éditée par les éditions Syllepse

69, rue des Rigoles - 75020 Paris

[www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

© La discordance des temps

88, rue de Bagnolet - 75020 Paris

## Editorial

AVEC LA MISE À BAS du Mur de Berlin et les événements qui ont suivi, l'humanité a vécu en pleine conscience un changement d'époque. La clôture du « court vingtième siècle » nous faisait entrer, avant la date officielle, dans le nouveau siècle et annonçait un monde qu'on nous promettait inédit. Une fois effondrées dans la honte les sociétés qui avaient représenté une alternative au capitalisme – le prétendu « socialisme réel » –, on entendit proclamer la « mort du communisme » et l'envoi de Marx aux oubliettes, si ce n'est aux enfers. Sinon la « fin de l'Histoire », du moins le triomphe définitif du capitalisme néolibéral.

Le bouleversement actuel n'est pas moins brutal.

Cette fois domine la troublante impression de feuilleter le livre à l'envers et de remonter le temps. Les « unes » des magazines répètent à satiété que la crise des années 1930 est de retour, escortée par les figures de quelques grands revenants – Keynes, bien sûr, mais aussi Marx... ou ses « spectres ».

De ce retour à Marx, sinon retour de Marx, nous nous félicitons. Même si nous ne fumes pas de ceux qui avaient pris leurs distances avec lui. Ce qui explique sans doute que nous ne nous sentions pas menacés par le danger contre lequel on prétend nous mettre en garde : faire de la crise capitaliste prétexte à ànonner notre Marx, en oubliant que depuis 1848, et même depuis 1929, le monde a changé.

Notre fidélité à Marx nous fait devoir de comprendre que le monde, parce que capitaliste, de plus en plus globalement et profondément capitaliste, est en bouleversement continu, en révolution quasi permanente !

La crise présente n'est donc pas un accident de parcours, la collision malheureuse d'erreurs imprévisibles, mais bien le cœur même du système, sa *vérité* logique.

Les décennies de néolibéralisme, avec l'explosion des profits qui les ont marquées, face lumineuse des sombres attaques portées contre les travailleurs et les peuples, devaient accoucher de la crise présente, porteuse à son tour des plus grands malheurs : de l'explosion brutale du chômage, de la misère, des régressions multiples, d'abord ; puis, comme dans toute grande crise, d'une menace sur la civilisation même.

Le marxisme n'est donc pas une invitation à se reposer sur des schémas préétablis. Ni à sacrifier au confort des dogmes établis l'exigence d'une aventureuse réflexion théorique, à l'épreuve des mobilisations sociales. Loin des replis doctrinaires et des certitudes simplistes, nos convictions sont de l'ordre du mouvement critique, de l'ouverture, de la confrontation et des mises en question. Ce n'est pas l'actuelle situation de crise qui va nous amener à en rabattre sur ce point.

Ces dernières années auront ainsi été marquées par les dégâts du capitalisme néolibéral, mondialisé, dominé par l'hyper-puissance impériale états-unienne. Contre cette domination, à l'échelle de la planète, des forces considérables se sont levées. Malgré la disproportion des forces en présence, les expéditions impérialistes, et tout particulièrement celles de l'Irak et de l'Afghanistan, ont été tout sauf des promenades. Quel qu'en soit le coût, le

peuple irakien, tout comme le peuple palestinien, n'ont pas fait leur paix avec l'occupant, et ne la feront jamais aussi longtemps que leur droit à l'auto-détermination ne sera pas respecté. Le récent changement au sommet de l'hyper-puissance, fruit d'un rejet profond du bushisme par la majorité de la population états-unienne, en porte la marque.

En Amérique latine, une forte poussée populaire a remis en cause les politiques néolibérales prédatrices et la domination nord-américaine. Inégale selon les pays, riche de ses propres contradictions, elle donne lieu aux expérimentations sociales et politiques actuellement les plus décisives, dont la pointe avancée se reconnaît dans l'objectif révolutionnaire d'un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

Même dans nos pays, au « centre » du système capitaliste mondial, et notamment en Europe, des luttes populaires d'ampleur ont tenté de relever le défi de l'offensive des classes dominantes. Si elles n'ont pu jusqu'à présent atteindre leurs objectifs, elles ont montré le potentiel de mobilisation de larges secteurs sociaux, tout particulièrement dans la jeunesse et dans certaines fractions du salariat. Une expérience importante a été acquise, qui demande à être développée – le mouvement altermondialiste, dont le vrai bilan reste à faire, en a représenté une forme stimulante et novatrice. Elle n'a sans doute pas suffi à remporter des victoires autres que symboliques. Surgie de ce même creuset, portant une histoire longue et complexe, une gauche a également commencé à tracer une voie nouvelle, à l'échelle européenne et internationale, celle de l'anticapitalisme. Une gauche de combat, en mesure de comprendre les réalités nouvelles, ayant tiré les leçons des tragédies et des renoncements du passé.

C'est à l'analyse d'ensemble de cette situation que notre revue entend travailler. Fidèle à cette exigence de penser le monde comme totalité pour le changer, qui constitue l'essence même de la méthode du marxisme, selon la formulation du grand philosophe révolutionnaire hongrois Georg Lukács.

Tâche considérable que nos deux revues qui, jusque-ici, existaient séparément – *ContreTemps* et *Critique communiste* – veulent affronter en rassemblant leurs forces. *ContreTemps*, qui est publiée depuis 2001, a décidé de changer profondément de formule. Quant à *Critique communiste*, qui existe de longue date comme revue de la LCR, il lui fallait se redéfinir. La LCR est aujourd'hui partie prenante de la construction d'un nouveau parti, le NPA, qui décidera de son propre système de presse. Sans préjuger de ce que seront ses choix, il y a place pour une revue qui, dans son champ spécifique, poursuive les interventions qui furent celles de *ContreTemps* et *Critique communiste*.

Nos deux revues ont représenté des expériences différentes, mais elles ont aussi partagé bien des combats. Conjuguant leurs capacités pour faire vivre la nouvelle revue *ContreTemps*, revue de critique communiste, les deux équipes rédactionnelles affirment leur commune volonté d'affronter sur le champ politique et théorique les défis que doit relever le mouvement ouvrier et, au-delà, toutes les forces et les individus qui militent pour l'émancipation humaine.

Stathis Kouvélakis, Francis Sitel

# La Grèce en révolte

Stathis Kouvélakis

## « Bon pour l'Orient... » ?

Au départ, l'affaire était entendue : scènes d'émeutes, casseurs cagoulés, « guérilla urbaine » opposant jeunes et forces de police suite à une bavure policière. Non, cela ne se passait pas dans une « banlieue » française ou un quartier britannique déshérité. Ni la victime, ni les émeutiers ne semblent appartenir à une « minorité ethnique » (ou religieuse) ou à une population d'origine étrangère. Cela se passe en Europe, mais dans les marges méridionales et orientales du continent, dans ces « Balkans » inquiétants, ravagés par leurs démons ancestraux. L'explication est toute trouvée : les émeutes qui se sont déclenchées à Athènes et dans les villes de Grèce après le meurtre d'Alexis Grigoropoulos par un policier, le 6 décembre dernier, renvoient fondamentalement à un *archaïsme*. Celui d'une société, et de son Etat, qui, à peine sortis de leur arriération balkanique, peinent à faire face aux défis de la « modernité » et de la « mondialisation ».

Exagérations que tout cela ? Regardez plutôt cet éditorial<sup>1</sup> du « quotidien français de référence », selon l'expression consacrée : « Les émeutes qui ravagent depuis trois jours les grandes villes grecques [...] témoignent des déséquilibres d'une société passée en quelques années des Balkans à l'Europe. » D'où il ressort, d'entrée de jeu, que les Balkans ne font pas partie de l'Europe, qu'ils sont, ou demeurent, l'« autre » contre lequel se construit, et se conçoit elle-même, cette « Europe » là.

Mais revenons aux émeutes grecques. Au premier banc des accusés, l'Etat, un Etat « déliquescents, miné depuis longtemps par le clientélisme, la corruption, le favoritisme ». La Grèce n'a jamais atteint le stade de l'« Etat de droit moderne », lit-on un peu plus loin, car les « grandes familles [...] qui se succèdent au pouvoir depuis des décennies » profitent du système et l'utilisent pour « arroser [...] une large partie de la population ». Ainsi, la responsabilité de l'actuel gouvernement ne renvoie pas tant à sa politique, qu'à sa « faiblesse », qui découle de sa continuité d'avec le système pré-moderne qui s'est maintenu tout au long des alternances au sommet de l'Etat.

On voit se profiler ici le stéréotype orientaliste de base : la Grèce comme une sorte de satrapie déclinante, rongée par les fléaux typiques de l'arriération pré-moderne. On admet, certes, que ces « rapports archaïques » (le mot est enfin lâché !) sont « ébranlés » par l'entrée dans l'« Europe ». Mais ils persistent, et le pays ne parvient pas à « échapper à ces mauvaises habitudes ». Frappé par une « crise économique » et une « crise sociale », dont les symptômes, furtive-

<sup>1</sup>/cf. *Le Monde*, 10 décembre 2008, « La Grèce sans Etat ».

ment évoqués ne sont pourtant que des choses bien familières aux lecteurs du *Monde*, la Grèce souffre de son inadaptation à la modernité. En témoignent ces convulsions violentes et exotiques, qui confirment son appartenance à cette altérité, cet espace situé au-delà de l'Occident européen, dont la modernité et la civilisation ne peuvent que prémunir de telles rechutes dans l'état de nature – l'éditorial s'intitule, du reste, « La Grèce sans Etat ».

Las, il n'aura pas fallu plus de trois jours pour que, dans les colonnes du même quotidien « de référence », le ton change du tout au tout. La « une » de l'édition du 13 décembre annonce en effet : « Social, jeunesse, banlieues : la France gagnée par l'inquiétude. La droite comme la gauche scrutent attentivement les événements de Grèce. » La suite de l'article en rajoute : « La révolte des jeunes en Grèce peut-elle s'exporter en France ? Oui, répondent en cœur Laurent Fabius et Julien Dray. » Les porte-parole du *Modem* et de l'UMP ne semblent pas dire autre chose, tandis que, dans des propos tout à fait remarquables, qui nous sont rapportés entre guillemets, Nicolas Sarkozy n'hésite pas à faire référence à la Révolution française, plus exactement au régicide, pour terminer par cette phrase : « Au nom d'une mesure symbolique, ils [les Français] peuvent renverser le pays, regardez ce qui se passe en Grèce. » Et l'éditorial du même jour de conclure : « La France n'est pas la Grèce. Mais. »

### **Un élève modèle du néolibéralisme européen**

Que s'est-il donc passé, pour qu'en moins d'une moitié de semaine, l'image de l'altérité archaïque et orientalisante soit devenue miroir dans lequel les porte-voix des groupes dirigeants de la société française se regardent et, à leur grande inquiétude, se reconnaissent ? Sans doute le fait que, même vus à travers les filtres et biais habituels, les éléments qui composent la toile de fond de ces événements, et que les correspondants et envoyés sur place de ces quotidiens n'ont pu que faire parvenir à leur rédaction et à leur lectorat, évoquent irrésistiblement la proximité fondamentale des situations, la ressemblance, si ce n'est l'identité, plus que l'exotique altérité : chômage de masse, atteignant des niveaux explosifs dans la jeunesse et tout particulièrement la jeunesse diplômée, bas salaires et protection sociale rognée, pensions menacées, services publics désorganisés et privatisés, climat autoritaire et répressif. Si spécificité de la Grèce il y a, c'est en effet que l'Etat y est plus « faible » qu'ailleurs en Europe (mais sans doute moins qu'en Italie) dans le sens bien particulier où l'Etat social y est plus limité et plus récent. Plus vulnérable donc à la contre-réforme libérale, dont les effets jouent à plein précisément là où ils rencontrent le moins d'obstacles institutionnels.

En réalité, plus que d'un « archaïsme » ou d'un « retard », c'est plutôt d'une avance de la Grèce – et d'autres pays de la périphérie européenne ou du Sud – dans la mise en œuvre du néolibéralisme qu'il faudrait parler. Rappelons donc que la Grèce, dont l'espérance de vie ou les taux de diplômés sont au-dessus de la moyenne de l'Union européenne, dont les capitalistes de l'industrie ou de la banque rayonnent dans toute l'aire balka-

nique et vers laquelle affluent tous les ans des centaines de milliers de travailleurs immigrés venus de l'Est ou du Sud, est aussi l'une des sociétés les plus inégalitaires d'Europe. Ce ne sont pas simplement les salaires (et les retraites) les plus bas d'Europe occidentale (avec le Portugal), c'est aussi la répartition des richesses la plus polarisée : la part des salaires dans le produit national est en-deçà de 55 % – près de dix points de moins qu'en France –, et elle est en chute – comme en France et dans la quasi-totalité des pays occidentaux – depuis les années 1980 (60 % en 1984, 70,3 % en 1980 en France). Le taux de travailleurs en-dessous du seuil de pauvreté est le plus élevé de l'Union européenne (14 %). Au même moment, la dérégulation financière, les privatisations et la politique de taux d'intérêts élevés, pratiquées avec un zèle admirable par les gouvernements du socialiste « modernisateur » (véritable chouchou des médias et des élites européennes) Costas Simitis (1996-2004), opéraient une redistribution sans précédent en faveur des spéculateurs de la Bourse, détenteurs d'actions et de bons du Trésor.

La Grèce occupait ainsi, en 1997, le troisième rang parmi les pays de l'OCDE pour les inégalités, dépassée uniquement par le Mexique et la Nouvelle-Zélande. Le revenu des 20 % les plus riches de la population est supérieur de plus de six fois à celui des 20 % les plus pauvres (contre un à trois au Danemark, par exemple). Et encore, ces inégalités « primaires » sont aggravées par les inégalités « secondaires » dues à la faiblesse de l'État social, tout particulièrement dans deux domaines clés, la santé et l'éducation, gangrenés de façon chronique par la logique du profit. Pour en rester à celui de l'éducation, avec moins de 3,5 % de son budget national, la Grèce se situe traditionnellement en queue du peloton européen. Elle se hisse toutefois au premier rang pour les dépenses des ménages allouées à l'éducation, égales en volume à celles de l'État. Un invraisemblable univers fait d'entreprises spécialisées dans le soutien scolaire, de cours privés et d'établissements privés censés fournir des formations professionnelles, voire même des formations à prétention « universitaire » (en grande part assurées par les antennes locales d'établissements universitaires du monde anglophone ou, en réalité, simplement agréées par ceux-ci), se substitue très largement à une éducation publique défaillante. La réforme des universités, lancée par l'actuel gouvernement en 2006, s'est attaquée à l'un des derniers éléments de service public qui subsistent. Il n'est guère surprenant qu'elle se soit heurtée à la mobilisation massive de la jeunesse qui, avec des hauts et des bas, marque de façon continue la situation sociale des deux dernières années.

### **Crise politique et mobilisation populaire**

Si l'acuité de la crise sociale forme l'arrière-plan indispensable à la compréhension de la révolte grecque – et de son impact international –, elle ne saurait en elle-même suffire à en rendre compte. Deux facteurs doivent ici être pris en compte, que nous ne pouvons évoquer que de façon succincte : la crise politique, qui est à la fois une crise du système bipartite grec et une

crise de l'Etat, et la capacité d'intervention directe de certains secteurs populaires.

Du point de vue politique, le système d'alternance des deux grands partis, Nouvelle démocratie (droite) et Pasok (socialistes), totalisant habituellement, depuis les années 1980, autour de 85 % des suffrages, présente des signes d'essoufflement à partir des élections de 2004. Jusqu'à la crise récente, on peut dire que c'est surtout le Pasok qui en a souffert, incapable de se différencier désormais d'un gouvernement de droite relativement « mesuré » et doté d'un Premier ministre plutôt populaire. Le point culminant de cette crise d'identité du Pasok a été atteint au moment du mouvement contre la réforme des universités, lorsque la direction du parti fut contrainte de changer son attitude au Parlement, et de refuser de soutenir la modification – proposée par la droite – de l'article 16 de la Constitution, qui accorde à l'Etat le monopole des missions de l'enseignement supérieur.

Cette crise du bipartisme a laissé un espace disponible à la « gauche de la gauche », que celle-ci, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, a su occuper. Profondément divisée dans ses deux composantes principales, le Parti communiste grec (KKE) et la Coalition de la gauche radicale (Syriza), auxquelles il convient d'ajouter une extrême-gauche fragmentée et électoralement marginale mais forte en termes militants (et bien implantée dans les universités), la gauche grecque présente la particularité de s'écarter de la tendance dominante en Europe, qui a vu les forces communistes, ou issues de cette matrice, se subordonner progressivement à la social-démocratie (elle même gagnée au néolibéralisme) et à la logique des alliances de « centre-gauche ».

Le KKE est sans doute le parti le plus ouvertement néostalinien d'Europe, d'un sectarisme et d'un dogmatisme jamais pris en défaut, mais il garde une forte combativité, une capacité d'organisation de masse (y compris dans la jeunesse) et une assise dans les classes populaires. La coalition Syriza regroupe le parti Synaspismos (Coalition de gauche, issue de deux scissions du PC, en 1968 et en 1990) et diverses organisations d'extrême-gauche (qui vont du maoïsme et du trotskisme aux socialistes de gauche). Implantée essentiellement dans les couches éduquées, bénéficiant d'un fort vote jeune, elle a vu son audience s'élargir à partir de 2005 lorsque, après une longue lutte interne, la gauche de Synaspismos a réussi à prendre le contrôle du parti et à imposer une ligne de refus des alliances de « centre-gauche » et des velléités de participation à des gouvernements dirigés par le Pasok.

Les élections de l'automne 2007 ont ainsi témoigné d'une sensible poussée à gauche (le KKE passant de 6 % à plus de 8 % et Syriza de 3,3 % à 5,5 %), surtout dans les grands centres urbains et la jeunesse, avec un recul concomitant de l'emprise du bipartisme. Les sondages montrent que cette tendance s'est depuis amplifiée, essentiellement au profit de Syriza, qui semble recueillir un niveau d'intentions de vote supérieur à 10 %. Grâce notamment à la popularité de son jeune dirigeant, Alexis Tsipras (34 ans), souvent surnommé le « Besancenot grec », Syriza apparaît, en effet, en mesure d'exprimer politiquement, de façon partielle mais néanmoins significative,

le climat nouveau instauré par les mobilisations étudiantes et la colère sociale, avant tout celle des jeunes diplômés condamnés aux petits boulots, à la précarité et à la dépendance permanente vis-à-vis de leur famille.

Pays aux fortes traditions de luttes sociales et d'insurrections, la Grèce a vu se multiplier ces dernières années les conflits durs, dont la réforme des universités et celle du système de retraite ont constitué les points de focalisation. Leur bilan est mitigé : le mouvement syndical (très bureaucraté mais regroupé dans une confédération unique, qui garde un ancrage important) a, jusqu'à présent, échoué à obtenir des concessions significatives. Ses directions ont, pour l'essentiel, avalisé les mesures néolibérales. Le mouvement étudiant a pu, par contre, obtenir un recul partiel du gouvernement sur la question de la réforme constitutionnelle concernant les universités privées, même si la restructuration entrepreneuriale de l'enseignement supérieur est en cours et que la législation européenne oblige désormais les gouvernements à reconnaître la validité des diplômes accordés par tout type d'établissement « universitaire », public ou privé.

Les mobilisations répétées de la jeunesse se sont heurtées à un autoritarisme grandissant et à une répression accrue, qui ont joué un rôle décisif dans le climat policier qui a abouti aux événements de décembre dernier. Elles ont toutefois joué un rôle essentiel dans la déstabilisation du consentement aux politiques gouvernementales, et précipité le discrédit des solutions néolibérales, partagées par les deux principaux partis. L'incurie manifeste de l'appareil d'Etat lors des incendies qui ont ravagé le Péloponnèse à l'été 2007 a intensifié la crise politique, en lui ajoutant une forte dimension de crise de l'autorité de l'Etat, incapable d'assurer les conditions élémentaires de la vie sociale (la sécurité des biens, du patrimoine national et des personnes).

Cette crise de légitimité du noyau même de l'action étatique a atteint un niveau paroxystique avec le meurtre de sang froid du jeune Alexis par un policier. Là, c'est le monopole de la violence légitime par l'Etat qui a été mis en cause et ce, de façon large, comme l'attestent l'étendue et le caractère des émeutes, qui furent le fait non pas de petits groupes de « casseurs » mais, surtout, de fractions significatives de la jeunesse scolarisée, y compris celle issue des classes moyennes. Précisons, également, que les rues des villes grecques n'ont pas été simplement le théâtre d'émeutes, mais également celui d'importantes manifestations de lycéens, d'étudiants et de travailleurs, certaines spontanées, d'autres à l'appel des partis de la gauche radicale et des syndicats, notamment lors de la grève générale (prévue depuis longtemps, mais maintenue) du 10 décembre. Les bâtiments publics, avant tout les postes de police, ont été encerclés, parfois même attaqués, de façon entièrement spontanée, des dizaines de fois dans l'ensemble de pays. De petites bourgades ou des îles ont vu se dérouler des manifestations (en général lycéennes) pour la première fois de leur histoire, signe infailible de l'ancrage profond de la révolte.

C'est ce rapport de forces d'ensemble, très différent, par exemple, de celui de l'automne 2005 en France, qui explique l'attitude défensive, voire apeu-

rée, du gouvernement face au déferlement de la colère populaire pendant la semaine qui a suivi la mort du jeune lycéen, ainsi que son isolement politique. Les appels à la démission venant de la gauche radicale étaient, certes, attendus, malgré une attitude pour le moins ambiguë du KKE, qui paraît davantage préoccupé à polémiquer avec Syriza (accusé d'encourager les « casseurs ») et à maintenir ses militants à distance des manifestations de masse, qu'à s'opposer au gouvernement. Il n'en reste pas moins que le Pasok, entièrement absent des mobilisations, a refusé son soutien au gouvernement et réclamé *in fine*, lui aussi, des élections anticipées. Il espère profiter de l'avantage que lui accordent les derniers sondages et faire jouer un réflexe de « vote utile », permettant de contenir la poussée de la gauche radicale et communiste.

Au moment où ces lignes sont écrites, la tournure que prendront les événements est entièrement ouverte. Une chose paraît cependant assurée : aux antipodes de l'archaïsme oriental dont on a voulu initialement l'affubler, la révolte grecque agit comme un révélateur puissant des tendances qui travaillent actuellement le monde capitaliste. Au croisement, d'un côté, des dégâts cumulés des politiques néolibérales, et de leurs conséquences désintégratrices sur le système représentatif, mais aussi, de l'autre, de la mise en mouvement prolongée de secteurs sociaux et d'un « déverrouillage » partiel du jeu politique, elle indique les possibilités d'irruption directe des forces populaires sur le devant de la scène.

Une histoire à la fois ancienne et nouvelle se joue devant nos yeux. Ce nouveau départ de l'insurrection est aussi le nôtre.

Paris, le 14 décembre 2008

## LA NOUVELLE GAUCHE ANTICAPITALISTE

Prendre parti

Nouveau siècle, nouvelle gauche

Daniel Bensaïd

### Pour agir politiquement, penser historiquement

La crise actuelle, la crise du présent, n'est pas une crise de plus, s'ajoutant à celles des marchés asiatiques ou de la bulle internet. C'est une crise historique de la loi de la valeur. Ainsi que Marx l'annonçait dans les *Manuscrits de 1857-1858*, « le vol du travail d'autrui sur lequel repose toute la richesse actuelle » est bel et bien devenu une mesure « misérable » des rapports sociaux. <sup>1</sup> Une « folie », mais une folie « qui détermine la vie des peuples ». Contrairement à la formule selon laquelle l'explosion de la « bulle financière » se propagerait à « l'économie réelle » (comme si la finance était irréaliste !), elle révèle en réalité une crise de surproduction, non, bien sûr, par rapport aux besoins sociaux insatisfaits, mais par rapport à une « demande solvable » comprimée depuis un quart de siècle par les contre-réformes libérales.

L'hypertrophie de la sphère financière gorgée de crédits n'a été qu'un moyen de compenser cet étranglement des débouchés. Le prodige apparent selon lequel l'argent pourrait faire de l'argent par parthénogenèse est la forme suprême du fétichisme marchand : « La division du profit en profit d'entreprise et en intérêt achève de donner à la plus-value *une forme autonome sclérosée* par rapport à son essence. Une partie du profit se détache complètement du rapport capitaliste en tant que tel, et semble découler, non pas de l'exploitation du travail salarié, mais du travail du capitaliste lui-même. Par opposition, l'intérêt paraît alors être indépendant du travail salarié de l'ouvrier et du travail du capitaliste, et avoir dans le capital sa source propre, autonome. Si, primitivement, le capital faisait figure, à la surface de la circulation, de fétiche capitaliste de valeur créatrice de valeur, il réapparaît ici sous forme de capital d'intérêt, *sa forme la plus aliénée et la plus caractéristique.* » <sup>2</sup>

Au-delà de la crise de confiance invoquée par la vulgate journalistique, c'est la croyance dans la toute puissance du Marché qui est atteinte. Quand on cesse de croire à l'incroyable, une crise de légitimité, idéologique et morale, s'ajoute à la crise économique et sociale. L'ordre politique en est ébranlé : « Un état politique où des individus ont des millions de revenus, tandis que d'autres meurent de faim, peut-il subsister quand la religion n'est plus là, avec ses espérances hors de ce monde, pour expliquer le sacrifice ? », demandait Chateaubriand à la veille des révolutions de 1848. Il répondait lui-même prophétiquement : « Essayez de persuader le pauvre, lorsqu'il saura lire, il ne vous croira plus, essayez de le persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations tandis que son voisin possède mille fois

<sup>1</sup>/ Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, Paris, Editions sociales, 1980, t. II, p. 192.

<sup>2</sup>/ Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Editions sociales, 1976, livre III, t. III, p. 207.

le superflu. Pour dernière ressource, il vous faudra le tuer. » Or, des millions d'opprimés sont en train d'apprendre à lire.

Convertie au culte de la « concurrence libre et non faussée », la gauche social-libérale, est une victime collatérale de cette crise systémique. Interrogé il y a dix ans sur l'opportunité d'une taxe contre la spéculation, Tony Blair répondit : « Je dirais que c'est la mauvaise chose à faire, parce qu'il faut que les gens puissent faire circuler leur argent très, très vite... ». Si vite, qu'il a tourné la tête à plus d'un. La longue mue du Parti socialiste français s'est ainsi conclue, en juin 2008, par l'adoption d'une nouvelle *Déclaration de principes* prenant congé à contretemps de la lutte des classes, pour célébrer sans complexes les délices du marché libre. Bertrand Delanoë a payé cher cette « audace » (ou cette témérité !) tardive.

Les médias n'ont voulu voir dans la farce du congrès de Reims qu'une guerre des chefs et des cheftaines. Elle manifeste en réalité une contradiction qui vient de loin. En trois mandats gouvernementaux, le Parti socialiste s'est employé à casser le moule de l'État providence dans lequel il s'était coulé et par lequel il avait prospéré. Il en est résulté un affaiblissement croissant de ses liens avec les mouvements et l'électorat populaires ; et, inversement, un renforcement des liens de ses élites dirigeantes avec les milieux d'affaires. <sup>3</sup> Ségolène Royal le dit tout net : « Les identités politiques ne sont plus figées. Elles se reconstruisent à chaque élection, en fonction des contextes sociaux et médiatiques, des enjeux, des candidats. » <sup>4</sup> « L'identité de la gauche ne va plus de soi », ajoute-t-elle et « ce livre en témoigne ». C'est le moins qu'on puisse dire. Voici donc venu le temps des programmes flexibles et des alliances variables.

« Nous traversons une crise hors norme qui nécessite d'abandonner les schémas idéologiques », pontifie de son côté le libéral Nicolas Baverez. Il s'agit donc de parer au plus pressé au chevet du capitalisme malade : « Les véritables clivages se dessineront ensuite, quand il faudra définir la sortie de crise et savoir vers quel capitalisme il faut tendre. » <sup>5</sup> Préparons-nous en attendant à des transferts et des conversions, des mélanges et des alliances, d'autant plus ébouriffants que, comme le dit Mme Royal, les identités ne sont plus figées ni les frontières gelées.

De Sarkozy à Obama, l'heure serait donc à la « réinvention », ou à la « refondation », du capitalisme. A l'union sacrée autour d'une mission évangélique : moraliser le capitalisme ! Comme si ce dernier n'était pas, par nature, amoral ou immoral. Les affaires sont les affaires ! La morale n'a rien à y faire. Lorsque nous quittons la surface bruyante du marché pour descendre dans les caves et les souterrains infernaux où s'opère la mystérieuse extraction de plus-value, on vient buter, écrivait Marx, sur un interdit catégorique : « *No admittance, except on business* » <sup>6</sup>. Prière donc de laisser sa morale à la porte.

Pour les sauveteurs du Titanic capitaliste, la tâche s'annonce rude. Un nouveau *New Deal* ? Un retour

<sup>3</sup>/ cf. Laurent Mauduit, « Crise financière, l'encombrant héritage de la gauche » [www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr)

<sup>4</sup>/ Ségolène Royal, Alain Touraine, *Si la gauche veut des idées*, Paris, Grasset, 2008.

<sup>5</sup>/ *Marianne*, 4 novembre 2008.

<sup>6</sup>/ « Accès interdit en-dehors du service ».

à l'Etat social ? C'est oublier que la déréglementation ne fut pas un caprice de libéraux doctrinaires. C'était une réponse à la baisse des taux de profit, érodés par les conquêtes sociales de la période de croissance d'après-guerre. Revenir à la case départ, si tant est que ce soit possible dans une économie mondialisée, ce serait retrouver à terme les mêmes contradictions. Comment concilier la régulation du capitalisme et la dérégulation du marché du travail ? « Réguler n'est pas régler », ironise Jean-Marie Harribey.

Alors que tous ou presque s'accordent à vouloir sauver le capitalisme, nous voulons le renverser. Se déclarer anticapitalistes, c'est désigner clairement l'adversaire. Ça ne fait pas encore une alternative, sans doute. Il faudra pour cela donner à l'anticapitalisme son contenu révolutionnaire : l'égalité, la solidarité, la mise en cause des rapports de propriété, l'internationalisme. Mais c'est déjà une ligne de partage des eaux : alors que tous ou presque s'accordent à vouloir sauver le capitalisme, nous voulons le renverser. Sarkozy ne s'y est pas trompé. Dans son discours de Toulon il en a fait l'ennemi inintégrable à sa Sainte Alliance : « Je veux le dire aux Français, l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle. » A en croire certains sondages, les Français n'en sont pas aussi convaincus. Et ils le seront de moins en moins au fur et à mesure que vont se faire sentir les dégâts sociaux de la crise et des contre-réformes sarkozyennes.

### **Pour agir historiquement, penser politiquement**

Nous n'en sommes qu'au début d'un séisme dont le paysage politique sortira bouleversé. Le capitalisme est rattrapé par une crise que sa fuite en avant dans le crédit spéculatif aura trop longtemps réussi à différer. Ralliée aux charmes d'un libéralisme tempéré, la gauche de gouvernement subit de plein fouet le contre-coup de cette conversion. Les deux phénomènes sont liés. Ce n'est pas un accident si la social-démocratie européenne dans son ensemble traverse une crise existentielle : « Qui ne voit que l'affaiblissement de la social-démocratie depuis dix ans en Europe correspond à la crise de la construction politique européenne, que la crise du projet européen entraîne la crise de son projet tout court ? »<sup>7</sup> Mais ce projet européen en crise – celui de l'Acte unique, du traité de Maastricht, du traité de Lisbonne, tous soutenus et ratifiés par les partis sociaux-démocrates européens – c'est précisément son projet : cercle vicieux parfait.

« On a cru que le marché suffisait à réguler l'activité financière », s'indigne Dominique Strauss-Kahn, ex-champion des stock-options, en s'exemptant à bon compte de cette crédulité anonyme.<sup>8</sup> Et Pierre Moscovici de déplorer « la vague énorme de libéralisation économique et financière initiée par les droites anglo-saxonnes », comme si les gauches européennes de gouvernement ne leur avaient pas gaillardement emboîté le pas.<sup>9</sup> A les entendre, ils auraient donc tous et toujours dénoncé la folie systémique des marchés.

C'est pourtant bien sous le ministère socialiste des Finances de Pierre Bérégovoy qu'a été conçue

<sup>7</sup>/ Alain Bergougnoux, co-auteur de la « Déclaration de principes » du Parti socialiste, *Le Monde*, 25 octobre 2008.

<sup>8</sup>/ *Journal du dimanche*, 28 septembre 2008.

<sup>9</sup>/ *Le Monde*, 27 août 2008.

dès 1985 la grande dérégulation des marchés financiers et boursiers en France. C'est un gouvernement socialiste qui, en 1989, a libéralisé les mouvements de capitaux en anticipant une décision européenne. C'est le gouvernement Jospin qui, en privatisant (à hauteur de 31 milliards) plus que les gouvernements Balladur et Juppé réunis, a fait du capitalisme français l'un des plus accueillants aux fonds d'investissement spéculatifs. C'est un ministre socialiste des Finances, Dominique Strauss-Kahn qui a proposé une forte défiscalisation des fameuses stock-options, et c'est un autre ministre socialiste des Finances, Laurent Fabius, qui l'a réalisée. C'est un Conseil européen à majorité social-démocrate qui a décidé en 2002 à Barcelone de libéraliser le marché de l'énergie et l'ensemble des services publics, de repousser de cinq ans l'âge de la retraite et de soutenir les fonds de pension. C'est encore la majorité du Parti socialiste qui a approuvé la sacralisation de la concurrence non faussée gravée dans le projet de Traité constitutionnel européen de 2005. Et c'est elle dont le vote a permis l'adoption du traité de Lisbonne confirmant la construction libérale de l'Europe.

Même trou de mémoire, même amnésie, du côté de la droite gouvernante : « Le monde est au bord du gouffre par la faute d'un système irresponsable », annonçait François Fillon le 3 octobre aux parlementaires de l'UMP, comme si la crise était une catastrophe naturelle, sans responsables ni coupables politiques. Mais qui donc, de droite comme de gauche, a gouverné ? Et qui était aux commandes de l'État pendant ces décennies calamiteuses ?

Il est temps de prendre parti. Au double sens du terme : de s'engager dans la lutte contre les dégâts sociaux et écologiques d'un capitalisme pourrissant ; et de s'organiser collectivement pour briser ce cercle vicieux des alternances sans alternative. Il est temps de refuser le chantage – « nous, ou le désastre » – par lequel le Parti socialiste prend toute la gauche en otage, en utilisant l'implacable logique des institutions de la V<sup>e</sup> République, dont il a contribué à accentuer le présidentielisme.

Jérôme Vidal suggère « une expérience cruciale », consistant à refuser désormais de voter pour les candidats socialistes, y compris au deuxième tour des élections, acculant ainsi le Parti socialiste à choisir entre un retour aux sources et une mutation assumée en parti de centre gauche.<sup>10</sup> Il s'agirait en somme de prendre en otage, par un chantage électoral, le preneur d'otages. Prétendre sortir ainsi de « l'alternative infernale » du moindre mal par la voie électorale, relève encore, paradoxalement, d'une illusion électoraliste. Les électeurs continueront à céder aux sirènes du moindre mal aussi longtemps que preuve n'aura pas été donnée qu'un autre choix existe vraiment. Il n'y a donc pas de raccourci. Il s'agit de construire, dans la durée, un autre rapport de forces social et politique, sans quoi un coup de semonce électoral sans projet alternatif ne ferait rien à l'affaire, et serait perçu comme une politique du pire.

Jérôme Vidal évoque avec émotion et nostalgie l'appel « Nous sommes la gauche », lancé il y a

<sup>10</sup>/ Jérôme Vidal, « Que faire du Parti socialiste ? », in *Revue internationale des livres et des idées*, n° 8, novembre 2008. Voir aussi son livre *La Fabrique de l'impuissance 1*, Paris, Amsterdam (éd.), 2008.

plus de dix ans, dans un tout autre contexte, au lendemain des grèves de décembre 1995 et à la veille de la victoire de Jospin en 1997. Il y voit un modèle de nouvelle subjectivité politique, la possibilité entrevue d'un « décrochage » et d'une « invention critique ». La désillusion n'en est que plus amère, quand il rappelle que les initiateurs appelèrent, à la veille du premier tour, à « voter pour la gauche officielle au nom du refus du pire et du choix du moindre mal ». Ce passage sans transition d'une radicalité formelle et velléitaire à un lobbyisme résigné sur la gauche (électoralement) réellement existante, s'est hélas répété à la veille de la présidentielle de 2007 avec l'étonnant appel d'intellectuels à voter Ségolène dès le premier tour. <sup>11</sup>

Mais pourquoi ces démissions et ces déceptions à répétition, qui entretiennent la fabrication de l'impuissance, plutôt qu'elles ne la détruisent ? C'est que, pour résister durablement aux sirènes du moindre mal qui mènent au pire, il faut plus qu'une somme de désirs et de subjectivités récalcitrantes. Il faut une vision historique, des convictions ancrées dans la critique de l'ordre existant, une force collective pour leur donner leur sens pratique. Disons le carrément : un parti.

Pourquoi pas des réseaux fluides, des coalitions ponctuelles, des formes intermittentes et affinitaires ? Ce discours n'est pas nouveau. Simone Weil, sur ce point, fut conséquente. Elle ne se contenta pas de se réfugier dans un quant à soi apartidaire, mais revendiqua de « commencer par la suppression des partis politiques » <sup>12</sup>. C'était la conclusion logique d'un diagnostic décelant « une anomalie rédhibitoire » dans « la structure de tout parti politique » : « Un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective [...], à exercer une pression collective sur la pensée de chacun. » Tout parti serait « totalitaire en germe et en aspiration » <sup>13</sup>. On trouve là l'expression originarie la plus radicale, de la critique en vogue de « la forme parti ».

Elle a pour contrepartie, chez Simone Weil, un éloge de la « non-appartenance » et un « désir inconditionné de vérité ». Après l'expérience de la guerre civile espagnole et le pacte germano-soviétique, après « le grand mensonge déconcertant » du stalinisme, ce désir était bien compréhensible. Il s'inscrivait cependant, assez logiquement, dans une conception religieuse de la vérité révélée : « la vérité est une » et « le bien seul est une fin ». Qui énonce cette vérité absolue et qui définit ce bien ? La formation des partis politiques modernes participe d'une sécularisation de la politique. Leur re-

jet implique en effet un refus de la politique en tant qu'art des médiations, de la confrontation projets contre projets, d'où peuvent surgir des vérités relatives.

Supprimez la politique, il reste la théologie : « La lumière intérieure accorde toujours à quiconque la consulte une réponse manifeste ».

<sup>11</sup>/ Jérôme Vidal s'en était indigné dans le premier numéro (septembre-octobre 2007) de la *Revue internationale des livres et des idées* : « Silence on vote : les intellectuels et le Parti socialiste ».

<sup>12</sup>/ Simone Weil, « Note sur la suppression générale des partis politiques », publiée, sept ans après sa mort, dans la revue *La Table ronde* en 1950, avec une préface d'André Breton, et rééditée par les éditions Climats en 2006.

<sup>13</sup>/ *Ibid.* p. 35.

Mais « comment désirer la vérité sans rien savoir d'elle ? » « C'est là le mystère des mystères » ! Son élucidation est purement tautologique. La vérité naît du désir de vérité : « La vérité, ce sont les pensées qui surgissent dans l'esprit de la créature pensante uniquement, totalement, exclusivement désireuse de la vérité. C'est en désirant la vérité à vide, et sans tenter d'en deviner d'avance le contenu, qu'on reçoit la lumière ».

Cette révélation par la grâce conduit inéluctablement au paradoxe classique d'un individualisme autoritaire qui, ne reconnaissant aucune autorité collective, finit par imposer sa propre autorité. « La suppression des partis serait du bien presque pur »<sup>14</sup> ? Par quoi les remplacer ? Simone Weil imagine un système électif où les candidats, au lieu de proposer un programme, émettraient une opinion personnelle : « Je pense telle, telle et telle chose à l'égard de tel, tel, tel grand problème ». Plus de partis, plus de gauche ni de droite. Les élus s'associeraient et se dissocieraient selon « le jeu naturel et mouvement des affinités ». Pour éviter que ces affinités fluides et intermittentes ne se figent, il faudrait même interdire que les « lecteurs occasionnels » d'une revue s'organisent en groupes d'amis : « Toutes les fois qu'un milieu tenterait de se cristalliser en donnant un caractère défini à la qualité de membre, il y aurait répression pénale quand le fait serait établi »<sup>15</sup> ! Supprimez la médiation des partis, il reste le parti unique – voire l'Etat – des sans-partis.

Ces lignes de fuite illusoire perpétuent l'impuissance à laquelle elles croient échapper. Au lieu de prétendre s'abstraire de la contradiction, de chercher refuge dans un dehors ou un ailleurs imaginaires, la politique consiste à s'y installer, à la travailler de l'intérieur pour la faire exploser. La méfiance envers les logiques partisans est compréhensible. Il est un peu court, néanmoins, d'imputer à la « forme parti » la responsabilité ou l'exclusivité du péril bureaucratique. La tendance lourde à la bureaucratisation est inhérente à la complexité des sociétés modernes. Produit de la division sociale du travail, elle hante toute forme d'organisation – administration, syndicats, organisations non-gouvernementales. La suppression de la forme parti, procède d'un fétichisme inversé qui la naturalise au lieu de l'historiciser, de penser ses variations dans le temps en fonction des changements de rapports sociaux et des techniques d'information.

La lutte sociale et politique est affaire de rapports de forces. Ces rapports de forces ne sont pas intermittents. Ils s'inscrivent et se transforment dans la durée. Ils sont cumulatifs. L'addition de récriminations et de griefs caté-

goriels ou corporatifs ne suffit pas : la crise systémique du capitalisme exige d'être pensée globalement, et elle appelle des ripostes d'ensemble. Enfin, contre le plébiscite médiatique permanent qui convient au présidentielisme plébiscitaire, un collectif militant est un espace de contre-pouvoir démocratique face

<sup>14/</sup> *Ibid.* p. 61. Dans sa préface, André Breton, reprenant le propos à son compte, s'efforce de le nuancer en remplaçant la « suppression » par « la mise au ban », qui serait, non plus un acte immédiat, mais un processus historique, « le fruit d'une longue entreprise de désabusement collectif », tout aussi lointain et énigmatique que le « dépérissement de l'Etat », du droit, ou de la politique elle-même.

<sup>15/</sup> *Ibid.* p. 65.

aux puissances de l'argent et des médias (qui sont souvent les mêmes). On peut appeler ce collectif, s'efforçant de synthétiser ses expériences militantes et d'inscrire son action dans la durée, organisation, mouvement, front, ou parti. Peu importe. Mais pourquoi ne pas appeler un chat un chat, et parti ce qui prend parti ?

### **Prendre parti**

La notion vague de « gauche de gauche » prend acte d'un fait. Il existe désormais, y compris électoralement, des gauches à la gauche des gauches traditionnelles de gouvernement. Mais cette « gauche de gauche » est en réalité d'un champ de forces instables, tiraillées entre le réalisme électoral et des mobilisations sociales pouvant donner naissance à des projets différents, voire contradictoires. Il s'en dessine – au moins – deux. L'un consiste à faire pression sur la social-démocratie pour la rappeler à son rôle – pourtant compromis – de gérante loyale de l'Etat social. C'est l'option majoritaire de Die Linke en Allemagne, avec pour conséquence logique une tactique d'alliance avec la social démocratie, illustrée par la gestion du Land berlinois. L'autre, qu'illustre en France le projet du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), part de l'idée qu'après une défaite historique, nous n'en sommes qu'au tout début d'une reconstruction sociale et politique. Il s'agit de ne pas céder aux mirages tactiques du coup par coup, mais d'opposer sur la durée à la gauche reniée une alternative radicale. Les deux projets peuvent aussi coexister, dans des proportions variables, au sein de formations comme le Bloc de gauche au Portugal ou Syriza en Grèce (ou Die Linke en Allemagne, même si le choix de sa direction est clairement illustré par sa participation à la cogestion du Land berlinois).

Personne ne peut dire à quoi ressembleront les révolutions futures. Il existe du moins un fil conducteur : contre la concurrence et la discrimination, la solidarité et l'égalité ; contre la marchandisation et la privatisation du monde, une logique du domaine public et de l'appropriation sociale ; contre la catastrophe écologique, une logique écosocialiste des biens communs inaliénables ; contre la mesure de toute chose par le temps homogène et vide du travail abstrait, travailler moins pour travailler tous et vivre plus, le partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs. Se doter d'un programme, c'est se doter d'une boussole, savoir où l'on veut aller, ne plus naviguer à vue, au coup par coup, d'élection en élection. C'est se donner des critères permettant de discerner les compromis qui rapprochent du but de ceux qui en éloignent.

Un goût nouveau pour l'engagement politique se dessine. Un déclic s'est produit. D'une part, une génération nouvelle, qui n'a pas connu les défaites et les désillusions du siècle dernier, a mûri, ces quinze dernières années, au fil de ses expériences dans les luttes sociales et dans le mouvement altermondialiste. D'autre part, l'épreuve négative des gouvernements de gauche, en France, au Brésil, ou de centre gauche en Italie, montre que, pour ne pas retomber dans « l'alternative infernale » du moindre mal quand vient l'heure des élections, il faut dépasser l'opposition simpliste entre des mouvements so-

ciaux neufs et sains, et une politique sale et corrompue, qui aboutit à laisser la politique à ceux qui en font métier. Enfin, la gravité de la crise sociale et écologique sonne l'heure d'un réveil douloureux. La fin de l'histoire est finie.

Logiquement, avec l'histoire, la politique est de retour. Prenant acte de ces données, la LCR a pris la décision de se dissoudre pour se dépasser dans un nouveau parti anticapitaliste. Son histoire – déjà quarantenaire ! – l'y préparait. Depuis sa fondation, en 1969, nous avons toujours été convaincus qu'il ne s'agissait pas de se proclamer, mais de devenir une organisation révolutionnaire et populaire. Nous avons toujours su qu'il ne s'agirait pas là d'une croissance linéaire, mais d'une transcendance passant par de nouvelles médiations organisationnelles. Si nous pouvons en assumer aujourd'hui l'incertitude et le risque, c'est que nous nous sommes toujours efforcés d'enrichir notre héritage à l'épreuve des changements du capitalisme, d'une solidarité internationaliste avec les révolutions coloniales et les mouvements antibureaucratiques à l'Est, de l'analyse de nouveaux mouvements sociaux comme celui des femmes ou comme le mouvement éco-socialiste, d'une réflexion sur la démocratie socialiste.

Le NPA sera le résultat d'une participation active au renouveau des luttes sociales et à l'émergence du mouvement altermondialiste, du succès des campagnes présidentielles de 2002 et 2007 autour de la candidature d'Olivier Besancenot. Mais le projet vient de loin. La globalisation marchande, l'effondrement de l'Union soviétique, la conversion de la Chine au despotisme de marché, la démolition de l'Etat social en Europe, les nouvelles guerres impériales, ont clos un cycle historique. Elles en inaugurent aussi un nouveau.

Nous voulons construire un parti qui soit une nouvelle réalité sociale et politique, pluraliste, rassemblant le meilleur des traditions révolutionnaires. La LCR a veillé à maintenir et à pratiquer les principes d'une organisation démocratique pluraliste. C'est ce qui lui a permis d'accueillir, au cours de son histoire, une série de courants ou d'organisations provenant d'origines et de cultures diverses. C'est ce qui lui permet aujourd'hui d'oser se remettre en cause pour entreprendre d'écrire avec d'autres un nouveau chapitre. Le NPA n'est pas le bout du chemin ni la fin de l'histoire. C'est une étape. Une étape à ne pas manquer pour préparer les suivantes.

# De l'ébranlement idéologique au changement de paradigme ? Réflexions sur la crise du capitalisme et l'alternative post-capitaliste

Frédéric Lebaron

EN 2007, NICOLAS SARKOZY était élu président de la République en mobilisant un discours de droite décomplexé, fondé sur la nécessité de refonder le « modèle social » français. Celui-ci était présenté comme inadapté aux conditions actuelles de la mondialisation, du fait notamment de ses rigidités, du poids des dépenses publiques en son sein, de son incapacité à susciter la prise de risque et l'innovation, etc. La *doxa* s'affirmait, triomphante.<sup>1</sup> Le même voit aujourd'hui dans la crise mondiale « une occasion de “changer le monde” et d'aider les pays en développement à sortir de la pauvreté » (conférence de Doha, samedi 29 novembre). Il multiplie depuis plusieurs mois les déclarations critiques à l'égard de la mondialisation financière et ne cesse d'en appeler à de nouvelles interventions publiques pour limiter les effets d'une conjonction inédite de krach immobilier, financier et de récession économique brutale. Il s'agit désormais de rien moins que de « refonder le capitalisme », perverti par la finance.

Même si l'on sait tout ce que les discours politiques doivent aux « arènes » au sein desquelles ils sont produits et aux contextes particuliers qui leur donnent sens, il est désormais difficile de contester l'importance de l'*ébranlement idéologique* qui affecte actuellement les dirigeants des gouvernements « néo-libéraux », confrontés à une crise financière, économique et sociale d'ampleur imprévue, qui s'ajoute à la crise environnementale planétaire.

L'on n'observe pourtant pas encore de *changement de paradigme* : conformément à l'histoire déjà ancienne de la doctrine « néo-libérale »<sup>2</sup>, les dirigeants en appellent aujourd'hui en premier lieu à de meilleures *régulations* des marchés, à des opérations publiques *exceptionnelles* face à une situation que chacun s'accorde à juger inédite ; cela afin de remettre le capitalisme sur de bons rails, alors que les « excès » de certains acteurs (banque centrale américaine, banques, fonds spéculatifs) l'auraient en quelque sorte fait dévier de son cours « normal », celui du dynamisme, de l'innovation, de l'enrichissement de chacun indexé sur ses mérites, etc. Comme l'écrit Nicolas Baverez, « le dernier [défi] implique de ne pas ériger des mesures exceptionnelles en norme de régulation du capitalisme financier et de ne pas prétendre chercher dans les recettes du passé la clé de l'avenir : la réhabilitation de l'économie administrée et du protectionnisme n'améliorerait en rien la régulation du capi-

talisme mondialisé »<sup>3</sup>. On ne saurait mieux dire la vérité ultime de l'activisme présidentiel et plus largement des dirigeants mondiaux confrontés à la déstabilisation du système économique-financier.

1/ Voir Frédéric Lebaron, « Modèle social », *Savoir/Agir*, n° 6, à paraître.

2/ François Denord, *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007.

3/ Dans *Le Point*, cité dans *Le Nouvel Economiste*, 20 au 26 novembre 2008, p. 23.

### **Un espace politique sous contraintes**

En 2007, les élections françaises révélèrent un espace politique assez homologue à celui que l'on retrouve dans de nombreux autres pays « développés »<sup>4</sup> : une confrontation médiatique, mobilisant les techniques du « marketing » politique, entre des candidats aux projets peu différenciés, sans d'autre perspective que la régulation (plus ou moins affirmée) d'une économie de marché désormais solidement établie, en particulier au sein de l'UE, comme le cadre « naturel » de la vie sociale et politique à l'heure de la mondialisation. Le « modèle social français » était en cause et c'était plus sur les modalités de sa refonte que portait le débat que sur l'idée que le cours pris par l'économie mondiale depuis les années 1980 était fondamentalement dangereux et pervers, déstabilisant et inégalitaire. La « gauche » social-démocrate maintenait sa (de plus en plus petite) différence socio-économique en appelant à un peu plus de dépense publique dans les secteurs sociaux, sans toutefois remettre en cause le combat anti-inflationniste et la « nécessaire » réduction des déficits et de la dette publique portés par les institutions européennes, ni le caractère fondamentalement « sain » d'une économie mondialisée fondée avant tout sur la propriété privée des moyens de production.

Face aux grands pôles de l'espace politique, les « anti-libéraux » (dont certains s'affichent d'abord « anti-capitalistes ») étaient émiettés et ne parvenaient guère à peser dans un débat économique et social fortement dominé par les professionnels de la politique (et de la communication) « moderne », concentrés essentiellement sur la recherche des mots qui séduisent le segment du marché électoral visé, sur des stratégies de micro-différenciations, sur la culture des sondages permanents, etc., autant de logiques qui ont contribué à marginaliser des candidats souvent moins préparés aux nouvelles formes de la confrontation politico-médiatique.

Les succès sociaux et politiques « anti-libéraux » de la période (le « non » au référendum de 2005 sur le TCE, le retrait du projet de contrat première embauche en 2006) sont alors apparus comme des victoires ponctuelles, défensives plus que conquérantes, qui avaient été arrachées, dans un contexte idéologique et social toujours très défavorable, grâce à des circonstances finalement assez spécifiques. Du point de vue électoral, la poussée de la « gauche radicale » lors de l'élection présidentielle de 2002 n'a pas été confirmée par les scrutins de 2007, même si l'ensemble des candidats de la gauche « non-socialiste » (écologistes compris) a représenté près de 9 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle, avec le relativement bon score obtenu par Olivier Besancenot. Cette addition est, de plus, apparue très problématique politiquement, dans la mesure où ce ne sont pas moins de

cinq candidats qui se sont partagé ces suffrages, ce qui a rendu relativement peu lisible l'expression d'une perspective « anti-libérale »<sup>5</sup>.

4/ cf. le n° 1 de la revue *Savoir/Agir* consacré aux élections de l'année 2007.

5/ Voir Frédéric Lebaron, « Illusions perdues de la gauche de gauche », *Le Monde diplomatique*, juillet 2007.

### **Du mouvement social à l'investissement de l'espace politique**

La nouveauté de la période est peut-être à chercher, s'agissant des « anti-libéraux », du côté des liens qui s'établissent entre mouvement social et champ politique <sup>6</sup>. Dans les années 1990, une partie des acteurs du mouvement social (en particulier des mouvements de « sans », comme AC!, le DAL, etc.) étaient extrêmement réticents face aux risques de l'instrumentalisation des luttes émergentes par les partis. L'évolution de la CGT la poussait également à revoir ses liens de dépendance historique avec le Parti communiste français. C'est de l'extérieur du champ politique qu'est née en 1998 l'association Attac, qui a renouvelé les discours et mobilisé de nouveaux militants sur le thème de l'alternative au libéralisme global, en mettant au premier plan la nécessité de reprendre le contrôle de la sphère financière laissée aux spéculateurs privés et déconnectée de l'économie réelle, dévastant progressivement toutes les formes de cohésion sociale. Forte de près de 30 000 membres dans la période la plus haute, Attac est restée à l'écart du champ politique, tout en se divisant ponctuellement sur les liens à établir ou non avec celui-ci. Une partie des dirigeants, mais aussi sans doute des militants d'Attac, se sont investis dans une activité profondément politique, mais, aux marges du champ, ils n'ont pas investi les formes institutionnalisées de la confrontation politique (la compétition électorale, en dehors bien sûr du référendum, la participation à des instances élues, le débat politique médiatisé, etc.). Les mêmes débats ont traversé l'ensemble du mouvement « altermondialiste », qui s'est constitué au niveau mondial durant la période, et ces divisions ou tensions continuent de caractériser un espace complexe au sein duquel coexistent des formes organisationnelles et des orientations politiques et idéologiques relativement diverses. <sup>7</sup> Un déplacement de l'intérêt (au moins de certains secteurs) vers l'espace politique s'accompagne d'une grande réticence à l'égard des formes traditionnelles, jugées souvent trop centralisées et hiérarchiques.

Le développement d'un travail de contre-expertise critique est une autre composante importante des transformations qui se sont fait jour dans l'après-1995. <sup>8</sup> Un certain dynamisme caractérise l'espace des intellectuels critiques et celui, sécant, des contre-experts, situés à l'écart des partis, mais qui s'engagent à leur façon dans une perspective d'intervention politique « nouvelle », adossée aux sciences sociales. Cet univers de la contre-expertise a

<sup>6</sup>/ Nous nous appuyons sur les analyses développées dans Bertrand Geay, Laurent Willemez (dir.), *Pour une gauche de gauche*, Bellecomben-Bauges, Croquant, 2008, notamment les analyses de Claude Poliak sur le mouvement « alter », Gérard Mauger sur le champ de la « gauche de gauche », Bernard Pudal sur le PCF, Patrick Lehingue sur les contraintes économiques dans lesquels évoluent les organisations...

<sup>7</sup>/ Voir notamment les travaux menés au Centre de recherches politiques de la Sorbonne sur l'espace de l'altermondialisme.

<sup>8</sup>/ cf. Bertrand Geay, Laurent Willemez (dir.), *op. cit.*

produit des analyses critiques, diffusé des contre-propositions (par exemple sur les retraites au cours du mouvement de 2003), contribué à élargir le « marché » du discours socio-économique critique et à faire bouger progressivement les lignes de front. Les interactions avec le mouvement social (par exemple dans le domaine éducatif, de la recherche, de la santé, du logement,

de la critique de la statistique officielle, etc.) se sont sans doute renforcées, mais elles continuent de passer principalement par la médiation des organisations syndicales et d'associations de luttes relativement fragiles, comme le montre l'exemple de la Fondation Copernic qui mobilise experts et dirigeants syndicaux ou associatifs. C'est peut-être le constat de la faiblesse organisationnelle persistante de ces organisations qui contribue à faire de l'espace politique un enjeu pour ceux de ces « contre-experts » qui tentent de sortir d'une certaine impuissance à modifier le cours du réel. Alors que leur émergence est liée au déclin relatif de la figure de l'intellectuel organique du Parti ou du mouvement ouvrier, la phase actuelle semble être celle de la réémergence de liens spécifiques avec l'espace partisan.

### **Des dynamiques politiques spécifiques... vers une force politique nouvelle ?**

Une série de dynamiques politiques spécifiques traversent aujourd'hui l'espace situé à gauche du Parti socialiste.<sup>9</sup> Leur point commun est la tension vers la construction d'une « nouvelle force politique », celle-ci étant entendue de façons multiples et, à certains égards, contradictoires. Les désaccords programmatiques restant, somme toute, relativement mineurs ou du moins dépassables, même sur la question du productivisme, ce sont surtout les logiques organisationnelles, les stratégies voire les tactiques (les rivalités « claniques » sinon individuelles), qui expliquent aujourd'hui la persistance d'un espace émietté, voire désarticulé.

La crise de la social-démocratie, accentuée par celle du capitalisme mondialisé, contribue à l'émergence d'un courant « socialiste de gauche », qui se forme, pour l'instant de façon limitée, sur le modèle de ce que l'on observe en Allemagne (Die Linke) et dans les pays du Nord de l'Europe : attaché à l'État-providence, aux services publics, à la poursuite de politiques socialistes « classiques » (développement des services publics, redistribution, solidarité sociale), tout en intégrant de plus en plus nettement la thématique écologiste, il prospère sur le discrédit des socio-libéraux enfermés dans les contraintes institutionnelles européennes. La création récente du Parti de gauche, autour de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez, en est une première traduction organisationnelle d'importance en France, mais on peut faire l'hypothèse que de nombreux secteurs issus du mouvement altermondialiste et de la contre-expertise critique sont aujourd'hui relativement proches d'une telle perspective.

La crise historique du Parti communiste, dont témoignent les strates successives de tentatives de rénovation depuis les années 1980, est surtout liée à son alliance-allégeance « obligée » avec le Parti socialiste. Si elle « garantit » (à très court terme) sa reproduction politique (en termes de postes électifs, de contrôle de collectivités locales et, plus largement, de

l'entretien de ressources économiques et organisationnelles), elle le place aussi dans une contradiction idéologique permanente,

<sup>9</sup>/Je m'appuie ici notamment sur les chroniques de la gauche de la gauche réalisées dans le cadre d'une rubrique de la revue *Savoir/Agir* par Louis Weber.

puisque le PS maintient, et même accentue à certains égards, des orientations social-libérales cohérentes avec celles de la social-démocratie européenne. Les récentes évolutions du PCF, qui le rapprochent de l'émergence du courant précédemment évoqué, sont marquées, simultanément, par la persistance d'orientations tournées vers la réaffirmation idéologique et organisationnelle de l'identité communiste, d'une part, et d'une dissidence engagée dans les « dynamiques unitaires », d'autre part. L'implication d'une frange importante des membres du Parti dans la tentative de construction unitaire qui a suivi le référendum de 2005 n'est sans doute pas restée sans effets, malgré son échec, et elle a contribué à jeter les bases de regroupements actuels (avec, en particulier, le projet récent de fédération entre les communistes unitaires, les collectifs unitaires, les Alternatifs, des écologistes radicaux...). Même si ces regroupements ne concernent que des effectifs militants sans doute réduits par rapport à ceux du PCF – encore qu'ils soient très difficiles à mesurer et sans doute pas négligeables comparés à ceux du Parti de gauche et du NPA –, ils contribuent à renforcer la perspective politique unificatrice, dans la mesure où ils s'inscrivent dans la perspective d'une future unité organisationnelle qui résulterait de la construction d'une « force politique nouvelle ».

Le lancement du Nouveau parti anticapitaliste et l'autodissolution de la LCR témoignent de la légitimité acquise par l'idée de construction d'une nouvelle force politique dans de larges secteurs de l'espace politique à gauche du PS et du mouvement social. Ils ont d'ores et déjà modifié la morphologie sociale « traditionnelle » de la Ligue, en favorisant l'arrivée de nouveaux militants socialisés dans des conditions politiques très différentes de celles qu'avait connues la génération issue de mai 1968. Le succès « médiatique » et l'attractivité du NPA ne résolvent cependant pas par miracle un certain nombre de tensions politico-organisationnelles, qui vont au-delà de la persistance d'un courant minoritaire « unitaire » (Unir). L'accompagnement des luttes et l'élaboration d'un programme ne résument pas toute l'action d'un parti : celui-ci n'acquiert de force réelle que s'il apparaît susceptible de mettre en application son programme, d'ouvrir des perspectives concrètes dans un horizon temporel accessible ; faute de quoi l'absence de perspective à court-terme – en dehors du soutien aux luttes, qui restent pour l'instant dispersées – ne pourra pas répondre aux besoins et aux inquiétudes de la période, notamment dans les classes populaires. La seule rhétorique révolutionnaire ne peut suffire à entretenir très longtemps l'espoir d'un après-capitalisme, d'autant qu'il n'existe pas de modèle révolutionnaire « clé en main » au sein du NPA, alors même que l'opposition « réforme/révolution » demeure importante dans le discours identitaire de l'organisation issue de la LCR. La question des institutions et celle du changement concret se posent donc aussi pour le NPA. Ses animateurs campent, pour l'instant, sur une posture de refus externe de toute alliance, qui lui permet de maintenir son avantage comparatif face aux autres courants, de fait plus liés au Parti socialiste. Cette attitude le situe pour l'instant dans la continuité de l'extrême-gauche française, elle-même éclatée en diffé-

rentes orientations révolutionnaires, avec Lutte ouvrière, le courant lambertiste et divers micro-groupes.

Mais la crise n'aura pas nécessairement pour effet de renforcer un discours anticapitaliste de gauche souvent jugé, à tort ou à raison, abstrait et peu opérationnel. Elle appelle aussi des réponses immédiates, liées à l'urgence sociale, écologique et économique. Pour l'instant, c'est le président de la République et le Premier ministre, voire le directeur général du Fonds monétaire international, qui semblent en tirer les bénéfices politiques et symboliques, en apparaissant comme les seuls en mesure de peser sur des événements globaux d'une ampleur sans précédent.

En conclusion, si le projet de force politique nouvelle orientée vers l'alternative au capitalisme apparaît plus légitime que jamais dans l'espace ouvert par la crise globale et le recentrage idéologique concomitant de la social-démocratie européenne, sa traduction concrète risque de prendre plus de temps que ne le souhaiteraient beaucoup de militants, compte tenu de la dislocation organisationnelle et stratégique de l'espace politique de la « gauche de gauche ». La référence à une force politique nouvelle fonctionne néanmoins de plus en plus comme une sorte d'« idéal régulateur », c'est-à-dire comme l'horizon politique mal défini d'un ensemble de dynamiques sociales et organisationnelles en cours.

On peut espérer que la perspective de donner une force et une efficacité réelles au projet d'une alternative post-capitaliste conduira au moins, à court terme, à la formation d'un « front de gauche ». Celui-ci devra être suffisamment solidaire pour prolonger et soutenir efficacement les mouvements sociaux à venir et suffisamment unifié pour se présenter publiquement comme un projet crédible devant les citoyens, avec comme première échéance électorale les élections européennes de 2009.

## « La révolte n'est pas un plaisir solitaire... »

*Entretien avec Olivier Besancenot et Luc Boltanski*

**ContreTemps :** *Luc, pourrais-tu revenir sur la tribune que tu as cosignée en mai dernier dans Le Monde, dans laquelle vous interpelliez les initiateurs du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ?*

**LB :** Ce que disait cette tribune, c'est qu'il faut reprendre l'initiative, que les choses ne peuvent rester en l'état, et qu'il faut refaire un parti de gauche radicale. En même temps, on n'a pas non plus envie de se retrouver avec les trotskistes prenant la place des anciens stalinien, avec un parti hyper-centralisé pratiquant ce qui s'appelait au PC le « centralisme démocratique ». J'ai pour ma part envie de quelque chose de nouveau, qui soit une nouvelle synthèse de marxisme et d'autres traditions qui ont joué un rôle important dans l'histoire du mouvement ouvrier, s'inspirant notamment d'auteurs que l'on peut rattacher à la pensée libertaire ou encore à l'écologie anticapitaliste. Je n'ai jamais été au Parti communiste, ça fait partie des choses auxquelles j'ai échappé. Je n'ai d'ailleurs jamais appartenu à aucun parti. Mais je connais assez bien ce qu'a été autrefois le PC, à la fois par des lectures et par des expériences de jeunesse. Ma mère en était membre, de même que beaucoup de nos amis. On n'a certes pas envie de rejouer ça, mais on n'a pas envie non plus d'être bloqués dans la situation actuelle. C'est ce que voulait dire l'article. Alors, est-ce que l'arrivée de nouveaux militants, venus notamment de l'altermondialisme, souvent très jeunes, avec de nouvelles attentes, va l'emporter sur l'appareil de la LCR et permettre la formation d'un parti vraiment nouveau ou est-ce que, au contraire, ils seront pris en main et formatés « à l'ancienne » par des militants plus vieux et plus expérimentés ? C'est je crois une question que beaucoup de gens se posent.

**OB :** Un tout petit appareil...

**LB :** La question reste ouverte et il est je pense important de la poser clairement. Pour ma part, j'ai confiance dans le fait que le petit appareil existant soit incapable de contrôler les nouvelles forces qui vont se présenter, même s'il le voulait, ce qui n'est quand même pas absolument sûr. Aux réticents qui croient en une manipulation des trotskistes, je réponds : il faut y aller, justement pour empêcher l'éternel retour du même. Rien n'est joué d'avance.

**OB :** Depuis la première réunion nationale du NPA en juin, il existe un collectif d'animation nationale, qui est l'expression des comités locaux. Ce collectif comprend soixante-dix personnes. Au départ, il devait y avoir une moitié de militants LCR et une moitié de nouveaux militants. Au final, les militants LCR sont très minoritaires. Une rencontre a eu lieu avec les signataires de la tribune, avec dans l'idée de dépasser les blocages liés au passé, en respectant les expériences des uns et des autres. La discussion se

pose avec vous signataires de cette tribune, mais aussi avec d'autres courants. Il n'y a que par la pratique qu'on arrivera à dépasser les malentendus, ou les vrais désaccords. On constate une aspiration à une nouvelle représentation politique chez de nombreux militants syndicaux, associatifs, sur des bases « lutte de classes », radicales, antisystème. Les gens disent : on lutte, mais il nous manque un instrument pour aller plus loin. Ce qui manque aussi, c'est un nouveau programme, qui parte du principe qu'aucun courant révolutionnaire ne peut prétendre à lui tout seul faire la synthèse de toutes les expériences du passé. Pour la LCR, il ne s'agit pas de faire un parti trotskiste de plus, puisque notre démarche consiste justement à ouvrir vers des militants issus d'autres histoires que la nôtre. On savait dès le départ que la LCR serait la seule force organisée au plan national. Mais dans le comité d'animation nationale, on trouve des militants de tous horizons, par exemple des libertaires, des gens qui viennent de l'écologie radicale, du Parti communiste, de la mouvance antilibérale, de Lutte ouvrière... On voudrait reprendre le meilleur de toutes les traditions, et donc aussi de celle de la LCR. Avoir réussi à entraîner la LCR dans son ensemble vers la perspective d'un nouveau parti, ça n'est pas rien non plus...

Les questions du contenu politique, du programme, de la stratégie vont être centrales, et pour en débattre il faudra éviter de placer d'un côté ceux qui veulent parler idées, et de l'autre ceux qui sont dans l'action. Donner de la cohérence suppose de faire de la formation – il y a une vraie demande venant des militants. Il faut aussi assumer un débat ouvert et contradictoire sur un certain nombre de thèmes. Il ne s'agit pas de se mettre d'accord sur tout dès le départ, mais de confronter les idées. Ceux qui viennent sont plutôt en majorité sans parti, donc sans héritage politique au sens partidulaire du terme.

**ContreTemps :** *Quelle est la nature du capitalisme contemporain, et en quoi influe-t-elle sur le type de parti qu'il faut construire aujourd'hui ?*

**LB :** Il est difficile de répondre à la question de savoir à quoi ressemble le capitalisme actuel. Beaucoup de choses ont changé par rapport à la période que nous décrivions, Eve Chiapello et moi, dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme*.<sup>1</sup> Nous nous trouvons à l'époque face à la montée du capitalisme financier et à une réorganisation profonde du travail, qui n'était pas encore l'objet de contestations. Or, aujourd'hui, la thématique de l'« autonomie au travail » que nous analysions n'est plus centrale dans les idéologies qui soutiennent le capitalisme, comme ce fut le cas dans les années 1980-1990. Elle a certes joué son rôle historique, mais la discipline au travail est à l'heure actuelle aussi ou même plus importante qu'au temps du taylorisme. Lorsque notre livre paraît, fin 1999, le mot même de « capitalisme » avait disparu du discours politique et sociologique. En France, je crois même que c'est nous qui l'avons remis en circulation... Le livre vaut toujours pour sa dimension historique et théorique, mais il a pris un coup de vieux du point de vue politique. Je

<sup>1</sup> Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

ne peux donc pas vous dire quelle est la nature du capitalisme contemporain, parce que je ne le sais pas.

Ce que je pense en revanche, c'est qu'il est crucial de s'intéresser à l'articulation entre le capitalisme et l'Etat. Une erreur commise par une partie de la gauche au cours des vingt dernières années a été d'opposer un « méchant » néo-libéralisme à un « bon » Etat, et d'oublier le vieux principe marxiste – magnifiquement illustré par des historiens comme Fernand Braudel ou Immanuel Wallerstein – selon lequel il n'y a pas de capitalisme sans Etat, que c'est l'Etat qui fournit les « formats » dans lesquels le capitalisme opère. Or, la nature du couple capitalisme-Etat a changé depuis trente ans. On assiste actuellement à une crise de l'Etat libéral, qui est extrêmement forte. Après la crise des années 1930, et compte tenu de la menace communiste, les grandes entreprises ont été gérées un peu à la façon des Etats. C'était au moins une sorte d'idéal même s'il n'était pas vraiment réalisé. Tout Etat a une visée « externe », de concurrence avec d'autres Etats, et une visée « interne », de gestion de sa population. Lors de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les grandes entreprises ont accepté l'idée d'un compromis entre la création du profit, ce qui est leur finalité, et le « bien-être » de leur « population », c'est-à-dire de leurs salariés. Quand le Parti communiste parlait, dans les années 1970, de « capitalisme monopoliste d'Etat », il n'avait pas tort. Il s'agissait d'une sorte d'alliance entre l'Etat et les grandes entreprises, souvent d'origine familiale, qui débouchait sur une forme de paternalisme officiel. On ne licenciat pas un vieux salarié parce qu'il travaillait moins bien. On lui trouvait un placard. Cette situation était bien sûr le produit de la lutte politique. Mais elle s'est achevée au cours des années 1970, à l'époque de Giscard. La critique sociale avait alors atteint un niveau intolérable pour le capitalisme, ce qui a conduit les entreprises à recentrer leur activité sur le strict profit actionnarial, et à évacuer toutes les tâches annexes. Ce mode de gestion des entreprises a contaminé l'Etat lui-même, qui est de plus en plus, dans les démocraties capitalistes occidentales, géré comme une entreprise. L'entreprise a un « dehors », l'Etat, où elle peut « déverser » tous ceux dont elle ne veut plus. Mais l'Etat lui ne peut agir tout à fait avec la même désinvolture, puisqu'il n'a pas de « dehors ». C'est pourquoi l'un des problèmes auquel est confronté l'Etat à l'heure actuelle est de contrôler les « entrées », comme le fait une entreprise, – c'est la thématique de l'« immigration choisie » – et, à l'autre bout de la chaîne, de savoir quoi faire des « sortants », c'est-à-dire les gens qui, étant jugés insuffisamment productifs, ont été virés des entreprises et que l'on va appeler, à partir des années 1980, les « exclus ». Un autre problème central des Etats libéraux modernes est de faire rentrer l'impôt. Pensez simplement que à peu près la moitié des flux financiers mondiaux transitent par des paradis fiscaux. Or la fiscalité a toujours été un des points d'ancrage primordiaux des Etats. Ce ne sont que quelques éléments d'une crise dont l'analyse demanderait des développements bien plus poussés.

Les personnes susceptibles d'être intéressées par le NPA et, en tout premier lieu, les précaires, qui sont en passe de former quelque chose comme

une nouvelle classe sociale, sont ambiguës du point de vue de leur relation à l'Etat. D'un côté, elles ressentent une hostilité croissante à son égard, et sentent bien que l'Etat a été colonisé par le nouveau capitalisme. Et aussi qu'il est le principal garant des processus de sélection dont elles sont les victimes. De l'autre, elles espèrent encore dans l'Etat, et survivent en partie grâce à la redistribution. Il est très important aujourd'hui de pousser la réflexion sur la question de l'Etat dans sa relation avec le capitalisme. Et, par exemple, de contester la culpabilité implicite qui soutient la notion de « dette sociale » qui a été mise en avant dans la mise en place du RMI. Comme si ceux que le capitalisme a rejetés pour des exigences de profit étaient non seulement privés de tout, ou presque, mais encore en dette ! Il ne s'agit pas de mettre en cause l'idée d'institution. Aucune société n'est sans doute possible sans institutions. Mais de la remettre au travail et de redessiner profondément ses contours.

**OB :** Nous sommes certainement entrés dans une nouvelle séquence historique, qui nous oblige à porter un regard différent à la fois sur la domination du capital et celle de l'Etat. Nous sommes sortis de la séquence de l'« antilibéralisme » pour passer dans celle de l'« anticapitalisme ». Le capitalisme a lui-même évolué, on est passé du « nouvel esprit du capitalisme » à un « capitalisme pur », comme dirait Michel Husson, c'est-à-dire le genre de capitalisme que Marx lui-même avait sous les yeux.<sup>2</sup> Deux illusions se sont estompées au cours des derniers mois. D'abord l'illusion selon laquelle le capitalisme est éternel. Avec la crise, les « experts » se sont soudainement mis à nous expliquer que le système pouvait s'écrouler. La seconde illusion est celle de la régulation du capitalisme, c'est-à-dire l'idée qu'il existerait un « gentil » capitalisme régulé. Tout ceci a des incidences sur le discours des dominants, et on trouve aujourd'hui de vraies divergences parmi eux sur la manière de gérer la crise et l'évolution du capitalisme. Certains proposent plus de « protectionnisme », un terme qui avait pratiquement disparu du vocabulaire de la droite. Il y a quelques années, on parlait de la « fin du travail », alors qu'à l'heure actuelle on dit qu'il faut réhabiliter le travail. Les institutions financières internationales traversent une crise profonde. Ces bouleversements ont des conséquences importantes sur l'Etat et sa perception. Je crois qu'il y a de moins en moins d'illusions sur l'intervention étatique. Concernant les services publics, personne aujourd'hui ne peut se permettre de dire simplement qu'il faut nationaliser les entreprises. Parce que pour les salariés, nationaliser une entreprise ne suffit pas à garantir qu'ils ne seront pas exploités, ou qu'une prestation de qualité sera proposée aux usagers. Ce débat est apparu à propos de Total. On propose de renationaliser Total. Très bien, mais à l'époque où Total était une entreprise publique, ce n'était pas glorieux pour autant... Il faut donc se battre pour de nouveaux services publics, placés sous le contrôle des salariés. Par exemple, un nouveau service public de l'énergie, dans lequel Total serait réquisitionné et intégré. Face à un capitalisme pur, il faut en revenir à un

<sup>2</sup>/ Cf. Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Lausanne, Editions Page Deux, 2008.

anticapitalisme pur ! La social-démocratie et le stalinisme ont insinué l'idée que face au capitalisme, la solution était l'étatisation des moyens de production. Notre lecture n'a jamais été celle-là, mais plutôt la perspective de la socialisation des moyens de production. L'intervention publique, pour nous, c'est celle de la majorité de la population, et pas forcément celle de l'État. C'est l'un des enjeux essentiels de ce que nous appelons le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », et que d'autres appellent « écosocialisme », « auto-gestion libertaire », « communisme à visage humain ».

**ContreTemps :** *Est-ce que, de ce point de vue, la séquence de l'« altermondialisme » doit être considérée comme achevée ?*

**OB :** On a souvent fait un faux procès au mouvement altermondialiste, en lui demandant de faire des choses qu'il ne pouvait pas faire, et notamment de développer un discours cohérent concernant l'État et la question du pouvoir. La force de ce mouvement était et reste aujourd'hui sa capacité à combiner des courants différents, dont certains souhaitent réguler le capitalisme et d'autres en sortir, mais qui peuvent s'entendre sur des campagnes concrètes : l'eau comme patrimoine commun de l'humanité, l'annulation de la dette du tiers-monde, les OGM... Ces campagnes, on va bien sûr continuer à les mener. En même temps, il faut développer ce que n'a pas su faire le mouvement altermondialiste, à savoir élaborer des positions sur la question de l'État, du rapport au pouvoir et à la démocratie. Des zapatistes du Chiapas jusqu'au Venezuela, en passant par les contre-exemples des gouvernements brésiliens ou italiens, il y a aussi de nouvelles manières de lire la question du pouvoir au prisme des expériences récentes. Dès qu'est formulée la question de la domination du capital dans son rapport à l'État, apparaît également la question du pouvoir.

**ContreTemps :** *Comment se pose aujourd'hui le problème de la « forme parti », et en particulier de son éventuel dépassement dans des structures plus souples ou en réseaux ?*

**OB :** J'ai été surpris de constater que ce n'est pas un point de blocage dans le processus NPA, alors que je m'attendais à un paquet d'engueulades sur la question ! C'est plutôt rassurant, nous avons cette discussion par le biais de la pratique, on se met d'accord sur le fait qu'on a besoin d'un outil politique, et on avance en s'interrogeant sur le type de fonctionnement : quelle place pour les « groupes d'affinité », à des interventions liées à des secteurs particuliers, à des zones géographiques spécifiques... Les solutions sont trouvées sans être décrétées, des groupes se créent, par exemple des militants centrés sur la lutte contre la précarité qui se sont réunis pour rédiger un appel. On a eu dans la séquence précédente des discussions assez poussées sur : parti ou réseaux, rapport aux institutions, rapport entre le social et le politique. Il faut essayer de tirer le meilleur de ces discussions. Il y a une aspiration au contrôle démocratique par la base, avec en partie un fonctionnement par réseaux. On l'a testée dans le mouvement altermondialiste et dans certains syndicats, cette expérience-là elle ne va évidemment pas se perdre.

Une discussion qui, par contre, est très présente est celle qui porte sur le rapport entre le mouvement social et l'outil politique. Bien des militants de la CGT, par exemple, viennent et disent : nous on ne veut pas que le syndicat soit la courroie de transmission du parti, donc on veut l'autonomie. Cela implique aussi de relire la charte d'Amiens avec un point de vue neuf. Il y a aussi de la place pour une intervention politique directe dans les entreprises. Il serait faux de dire que la politique se fait en dehors de l'entreprise, que dans celle-ci n'entrent que les syndicats. Il faut donc un rapport complémentaire entre les deux. Sur ces questions, on n'a pas de réponse toute faite, c'est évident...

**ContreTemps :** *Comment ont évolué au cours des dernières décennies les différentes formes de la domination ?*

**LB :** Ce qui est très important, c'est que le management est devenu la culture des élites internationales. Bourdieu avait raison de dire il y a quarante ans que si un haut fonctionnaire s'entend avec un patron, c'est parce qu'ils avaient fréquenté les mêmes grandes écoles. Mais la situation a évolué, il ne s'agit plus désormais que deux bourgeois d'un même pays s'entendent entre eux, mais qu'ils s'entendent avec les représentants des élites chinoises ou indiennes. Or, pour cela, la culture du management est très efficace. L'une des erreurs de la gauche a été de la sous-estimer, de n'y voir qu'un discours d'accompagnement sans effets spécifiques, et de ne pas être suffisamment attentive au pouvoir qu'ont les pratiques de management de changer la réalité. Il est d'autant plus nécessaire d'identifier le rôle joué par la culture du management que cette dernière a été adoptée par une partie au moins de la gauche social-démocrate.

Les technologies du management ont également atteint le secteur de la culture. Celle-ci vivait autrefois dans des zones relativement autonomes où la question de la rentabilité immédiate n'était pas primordiale. Or, les gens qui gèrent aujourd'hui la culture ont introduit dans cet univers les technologies managériales venues du privé. Cette situation est contraire aux conditions de l'innovation. L'un des objectifs du NPA pourrait être de militer en faveur d'un nouvel « élitisme populaire », pour que réapparaissent des zones avec des « privilèges », où l'on ne va pas regarder de trop près ce que font les gens et où on leur fiche la paix, qu'ils fassent de la poésie, de la musique, de la recherche, qu'on ne les évalue pas en permanence...

Bien des jeunes, souvent très diplômés, ont fait des expériences en entreprise qu'ils n'ont pas supportées. L'une de mes étudiantes vient d'une grande entreprise. Elle m'a dit un jour : « Si j'y étais restée, je me serais tuée. » Le nombre de jeunes qui ne supportent plus la discipline d'entreprise, qui trouvent ça tout simplement idiot, va en s'accroissant. Le désir de vivre autrement, d'être simplement libre, est grand. La situation est un peu comparable, sous ce rapport, à ce qu'elle a été au milieu des années 1960. Mais avec cette différence que les conditions du contrôle social se sont considérablement resserrées. Et cela d'autant plus que la fragmentation des liens sociaux a atteint aujourd'hui un niveau très élevé. Cela vaut par-

ticulièrement pour la condition précaire qui maintient les personnes dans l'isolement, qui leur rend même difficile de confronter leur expérience avec celle d'autres acteurs vivant la même chose. C'est aussi pour cela que la formation d'un nouveau parti est nécessaire. Il est très important de faire circuler l'information, de dire au gars qui n'a pas supporté la discipline d'entreprise qu'il y en a plein d'autres qui ne l'ont pas supportée non plus. La mise en communication d'expériences de refus des conditions actuelles du capitalisme doit être une tâche centrale du nouveau parti.

**ContreTemps :** *Quels rapports le NPA aura-t-il avec les mouvements sociaux contemporains ?*

**OB :** Il y a un double enjeu aujourd'hui. D'abord, s'interroger sur le nouveau sujet révolutionnaire, le sujet contemporain susceptible de changer la société, cette multitude d'exploités et d'opprimés, à l'image de la société telle qu'elle est, dans un capitalisme qui a tendance à revenir à son état initial, mais avec une vision plus générale de ceux qui résistent au capitalisme. Il faut être capable de donner à tous ceux qui résistent un adversaire commun, qui est la domination du capital. Le sujet révolutionnaire, il naîtra aussi, comme tu le disais, de notre capacité à socialiser la révolte. Le danger aujourd'hui est celui de l'émiettement des luttes. Concernant les luttes LGBTI par exemple, dans le cadre de la dernière gay pride, on a eu une discussion avec les camarades du NPA qui ont lancé un appel sur ce thème, avec un discours consistant à dire qu'on ne fait pas une majorité en additionnant toutes les minorités. A mon sens, il n'y a pas de contradiction dans le fait de combiner une intervention spécifique et une intervention plus universelle. C'est ce qu'Aimé Césaire disait sur la « négritude » : je suis fier d'être un Nègre, mais je ne suis pas raciste pour autant, je suis internationaliste et je veux vivre avec les peuples du monde entier. Sur les questions de discrimination, le communautarisme commence quand il n'y a pas de jonction entre ces luttes-là et le restant du mouvement progressiste. C'est la responsabilité du mouvement progressiste, de ceux qui veulent faire un nouveau parti anticapitaliste, de comprendre ça. Il y a une solidarité de sa souffrance avec la souffrance et la révolte des autres. Un thème savamment orchestré par les médias aujourd'hui est que les plus grands homophobes et sexistes se trouveraient dans les quartiers populaires. Je ne dis pas qu'on ne trouve pas de problème de ce côté-là, mais il y a là une volonté d'opposer les révoltes les unes aux autres, à laquelle il faut s'opposer. La révolte n'est pas un plaisir solitaire, il faut la globaliser... La société pousse à l'individualisation du sentiment de révolte. Un jeune qui se fait contrôler six ou sept fois par jour, il le prend pour lui et le seul moment où ça s'exprime c'est quand ça pète. Pour l'instant il n'y a pas de médiations, de structures organisées.

Un autre problème qui se pose à nous, c'est le rapport entre l'individu et le collectif. Comment chacun peut-il trouver un épanouissement personnel par l'entremise d'un outil collectif ? Ce n'est pas évident, ça suppose de trouver les structures adéquates. Il faut que des personnes qui n'ont pas l'habitude de prendre la parole puissent s'en saisir, qu'elles trouvent une expres-

sion à leur révolte, il faut donner à l'espace politique que sera le NPA un rôle de « contre-société », et faire à notre échelle ce qu'on aimerait construire pour demain. Ce que tu disais sur le management a des conséquences politiques. Ça fait par exemple qu'on te pousse à t'en remettre à ta hiérarchie, en te faisant comprendre que tu n'es pas capable. Ça pousse à la personnalisation de la politique, de sa représentation – je sais de quoi je parle... C'est un des gros problèmes qu'on a à régler. On doit être une force collective avec plusieurs voix, mais ce n'est pas évident parce qu'il y a une contradiction dans ce qu'on a suscité nous-mêmes. Des gens nous arrêtent dans la rue pour nous dire : vive le NPA, on est tous derrière vous, on est tous derrière Olivier ! Sauf que nous, on explique que c'est le contraire. Pour te libérer de ta souffrance individuelle, faut que tu fasses un minimum, à la hauteur de ce que tu auras décidé. On a dit qu'on ne reproduirait pas le mode militant de la LCR, qu'on fera un truc moins élitiste, moins avant-gardiste, pour permettre à différentes couches sociales de pouvoir s'intégrer. On veut des militants, pas des activistes, ce qui signifie des gens avec des boulots, une vie personnelle. Mais en même temps, on ne veut pas flatter les tendances actuelles de la société, qui consistent à déléguer sa représentation à d'autres...

**LB :** Tu as raison de dire que l'un des rôles du parti sera de socialiser la révolte, de socialiser le sentiment que la réalité est inacceptable, de socialiser les expériences que les uns et les autres font dans leur coin. Pour certaines, ces expériences trouvent leurs limites quand elles rencontrent la contrainte de la règle. Mais cela veut dire qu'il faut réfléchir à ce que c'est qu'une règle, ce qui a toujours été un objet central de la sociologie. J'essaie actuellement de construire une conception des classes dominantes autour de la question de la règle, avec dans l'idée que ce qui caractérise ces classes est qu'elles sont composées de gens qui contournent constamment les règles, et qui peuvent le faire parce qu'ils pensent qu'ils incarnent l'« esprit » de la règle. En revanche, les dominés, eux, doivent y obéir à la lettre... Cette asymétrie est centrale, regardez la façon dont les dominants essaient de se sortir du guêpier financier : du jour au lendemain, les règles auparavant présentées comme intangibles n'en sont plus. Le rôle d'un collectif révolutionnaire, ce n'est pas d'abord de prendre le pouvoir d'Etat, c'est surtout de socialiser le sens de l'injustice et les différentes façons dont les acteurs qui y sont confrontés lui font face.

Sur la question des nouveaux sujets de l'émancipation, j'essaie dans le petit livre *Rendre la réalité inacceptable* de passer en revue ce qu'on avait manqué, à l'époque, avec Pierre Bourdieu dans l'article que nous avons coécrit intitulé « La production de l'idéologie dominante », paru dans les *Actes de la recherche en sciences sociales* en 1976.<sup>3</sup> Il n'y a rien sur les femmes, rien sur les travailleurs issus de l'immigration, et rien sur l'écologie. C'est impressionnant, c'était pourtant des problèmes émergents à l'époque.

<sup>3</sup>/ Luc Boltanski et Pierre Bourdieu, *La Production de l'idéologie dominante*, Paris, Demopolis, 2008 (réédition de l'article de 1976) ; Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008.

Je pense que c'est parce qu'on avait le sentiment, à la fois juste et faux, que si on ne mettait pas au premier plan la question des classes sociales

et, particulièrement, de la classe ouvrière, tout foutrait le camp. Tu parlais de la gay pride. Les homosexuels étaient entièrement hors de notre champ de vision. Il y avait une forme de machisme, enracinée encore à cette époque dans le mouvement ouvrier, que nous partagions plus ou moins. S'il avait été concevable que nous fassions un papier sur l'homosexualité, on l'aurait fait pour montrer qu'être homosexuel en banlieue ce n'est pas la même chose que l'être dans les beaux quartiers. On dissociait également les travailleurs étrangers, dont s'occupait Abdelmalek Sayad, des travailleurs « normaux », parce qu'il y avait chez nous l'idée que c'est l'exploitation « basique » de l'ouvrier qui devait nous occuper. C'était évidemment une position erronée. En même temps, si on essaie de comprendre la défaite de la gauche au cours des trente dernières années, on voit que la destruction des classes sociales a été centrale. On a assisté, dans la France des années 1945-1970 à une sorte de « nationalisation » des classes. Leur existence était reconnue. Mais, en même temps, elles étaient intégrées à l'appareil d'Etat via les catégories socioprofessionnelles, différentes modalités de représentation (par exemple dans le cadre du Plan), les conventions collectives, etc. Il y avait un ensemble de « nœuds d'accrochage » entre les classes sociales, le système politique et l'Etat. Le rôle du Parti communiste a d'ailleurs été central dans ce processus, qu'il ne s'agit pas de critiquer en soi puisqu'il a été, notamment, une des conditions du développement du syndicalisme. Mais le problème est que, quand la critique sociale est devenue trop encombrante, la classe dominante s'est débarrassé assez facilement des classes sociales en intervenant, de façon il faut bien le dire à la fois subtile et efficace, sur les dispositifs dont la médiation servait à inscrire les classes sociales dans la réalité et donc aussi à assurer leur présence, y compris dans les têtes. Quand vous avez vingt contrats différents pour des gens qui travaillent sur un même site, les solidarités de classe ne durent pas longtemps. La montée de l'individualisme dont on nous ressasse les oreilles, et qui est le dernier « grand récit », a été pour une large part le produit de ce travail de fragmentation. La parcellisation de la condition des salariés a été de pair avec la parcellisation du mouvement protestataire.

Il est déterminant de reconstruire ces liens aujourd'hui. Tout ramener à la classe ouvrière était certes absurde. D'un autre côté, un grand nombre de luttes dites « parcellaires » actuelles ont aussi une dimension qui les rattache à la question de l'exploitation. A mon sens, il devrait être possible d'élaborer quelque chose autour de la notion de « précarité ». C'est un terme qui parle à beaucoup de gens. Il faudrait reprendre ce concept et le mettre en rapport avec la question de l'autonomie, en considérant qu'un précaire est quelqu'un qui n'a pas d'action sur sa propre vie, qu'il est « hétéronome », que ce sont les autres qui ont du pouvoir sur lui.

**ContreTemps :** *Comment se pose aujourd'hui le problème du rapport entre les intellectuels et la politique ?*

**LB :** A l'époque de Giscard sont apparus les « experts », et les sciences sociales ont dès lors été mises au service des gouvernements. C'est pour ça

qu'il faut se méfier des sciences sociales... L'économie en premier lieu, mais aussi la sociologie et la démographie, sont devenues des instances de soutien du pouvoir. Pour moi un sociologue « expert », c'est quelqu'un qui n'interroge pas le cadre, qui se tient à l'intérieur, et à qui on pose un problème d'articulation entre deux « variables », déjà formatées par le langage statistique, administratif, juridique, etc., par exemple « le travail des femmes » et « le taux de natalité ». Sortir de l'expertise, c'est prendre une position d'extériorité pour interroger le cadre, c'est-à-dire considérer que la réalité, dans son ensemble, est une situation historique qui pourrait être autre qu'elle n'est. Et c'est aussi, du même coup, mettre en question ce qui est présenté, depuis les instances de pouvoir, dans le langage de la « nécessité ».

Une bonne utilisation des intellectuels consisterait non seulement à leur confier un rôle de « contre-expertise », mais aussi de mise en cause des cadres qui servent à l'expertise. Le rôle d'un parti révolutionnaire est d'aider les gens à aller puiser dans leurs propres expériences des exemples pour rendre la réalité moins solide, et donc montrer qu'elle peut être changée. Si vous regardez l'histoire du mouvement féministe, c'est exactement ce qui s'est passé. Cela passe aussi par les écrivains et les artistes, parce qu'ils sont moins soumis à des exigences d'argumentation et de justification dans les termes des savoirs légitimes que ne le sont, par exemple, les chercheurs en sciences sociales. Les possibilités qui s'offrent à eux de faire accéder l'expérience au langage et aussi aux autres formes de représentation sont donc plus grandes.

Cela dit, il ne faut jamais donner une once de pouvoir politique aux intellectuels et, particulièrement, aux économistes, sociologues, philosophes, etc., bref, à tous ceux qui se vouent à la théorie. Le travail théorique est tout à fait utile, mais il conduit facilement ceux qui lui consacrent leur vie au dogmatisme, voire au fanatisme. Ils ont la folie de croire absolument à ce qu'ils racontent, à la différence des politiques qui, du fait de leur contact avec la pratique, acquièrent (dans le meilleur des cas) une tolérance à la différence. Le relativisme est le rempart contre l'absolutisme. Je me différencie beaucoup de Bourdieu à ce propos, lui croyait à un pouvoir intellectuel. A mes yeux, les intellectuels doivent se limiter à faire leur boulot, c'est-à-dire à fournir des descriptions dont d'autres pourront se saisir pour mettre en cause la réalité.

**OB :** Aucune catégorie ne devrait détenir le pouvoir seule, intellectuels ou pas, ça conduirait au pire... L'idée dans le NPA c'est que les militants aient un rapport aux idées, à la réflexion, pour décrypter la réalité et en proposer une autre. Mais malgré ce que tu dis, la contre-expertise manque. Il faut des points d'appui, des analyses, des mots, pour mener les luttes. Sur la mobilisation contre la réforme des retraites, la fondation Copernic avait par exemple fait une contre-expertise. Dans les assemblées générales, tout le monde s'en servait. Pour donner du crédit à une action, c'est très utile. Il ne faut pas que les intellectuels restent dans leur coin, il faut développer un réel rapport militant avec eux...

## France : une crise d'hégémonie prolongée

*Stathis Kouvélakis*

UN AN ET DEMI après l'élection présidentielle qui a vu la victoire de Nicolas Sarkozy, il ne fait aucun doute que la « rupture » annoncée par ce dernier est bien en marche. Certes, on peut toujours objecter que, dans leur orientation de fond, les politiques mises en œuvre par le pouvoir actuel s'inscrivent dans la continuité de celles menées tout au long des diverses alternances qui se sont succédées depuis les années 1980, dans une version accentuée. Même dans le domaine de la politique étrangère ou de la dimension répressive, il ne serait guère difficile de trouver des antécédents au tournant atlantiste et à la mise en place d'un dispositif de plus en plus sécuritaire et autoritaire. Pourtant, une telle vision, qui a toute l'apparence du bon sens, risque de passer à côté de la véritable nouveauté de la situation. Il y a un dynamisme dans la façon « décomplexée » dont le pouvoir mène sa politique, une cohérence et un caractère offensif dans cette cure néolibérale qui tranche avec l'ère Chirac ou, *a fortiori*, les gouvernements de gauche qui l'ont précédée. A l'inverse, la faiblesse des oppositions, leur caractère fragmenté et hésitant, signale des reclassements profonds dans les rapports de force politiques et sociaux.

L'échec des mouvements sociaux de l'automne 2007 (cheminots, mobilisation anti-LRU) à remporter un succès même partiel, l'atonie des directions syndicales (si ce n'est la cogestion, aux côtés du gouvernement, de la normalisation de la situation, à la SNCF et ailleurs), l'affaissement sans précédent de la gauche parlementaire indiquent bien un changement de conjoncture : la sortie de la zone de turbulences ouverte par le 21 avril 2002 et accentuée par le triple choc de l'année 2005-2006 (« non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, révolte des quartiers, mouvement anti-CPE). Les points marqués par certains mouvements, essentiellement sur le front dit « sociétal » (grèves des sans-papier, Resf, mobilisation anti-Edvige), la visibilité du pôle anticapitaliste qui se structure autour du NPA ou la mobilité nouvelle qui se manifeste du côté de la gauche parlementaire suite à l'accentuation de la crise du PS constituent des contre-tendances importantes, cruciales pour l'avenir, mais qui ne peuvent, dans l'immédiat, bouleverser l'image d'ensemble évoquée auparavant. La capacité du pouvoir sarkozyen à rebondir, en se posant comme porteur d'une volonté politique forte de contrer les effets de la crise capitaliste, montre que, malgré les difficultés et les revers subis lors de l'année qui s'est écoulée (notamment des municipales désastreuses et un affaiblissement de l'« autorité » présidentielle), il dispose encore de réserves et d'une capacité de tirer profit de la faiblesse de ses adversaires très supérieure à celle de ses prédécesseurs.

Faut-il alors conclure que la société française a bien glissé à droite, que les politiques néolibérales fortement contestées par les mobilisations sociales qui se sont égrenées depuis 1995 (et même avant) recueillent désormais l'adhésion d'un bloc social suffisant ? Selon cette hypothèse, cette base aurait déjà assuré la victoire de Sarkozy à la présidentielle et permis la mise en place d'un nouveau dispositif politique mettant fin à l'instabilité croissante qui caractérise la situation française depuis les années 1980. Voilà qui nous ramène au débat sur la caractérisation du phénomène Sarkozy et, plus largement, de la période au cours de laquelle les clivages fondamentaux de la société française se structurent autour du projet de remodelage néolibéral poursuivi avec un acharnement jamais démenti par le bloc des classes dominantes.

### **Le néolibéralisme, une domination sans hégémonie**

Commençons donc par cette question de périodisation : comment définir *politiquement* le néolibéralisme, étape actuelle d'un capitalisme en rupture avec le compromis social (dit « keynésien » ou « fordiste ») des trois premières décennies de l'après-guerre ? Notre hypothèse de départ<sup>1</sup> est que, du fait même de son caractère fondamentalement destructeur du compromis social antérieur, le néolibéralisme n'a pu émerger et l'emporter que sur fond de défaites et de recul des classes dominées. Il ne l'a emporté que par défaut, en l'absence de perspective alternative, sans être en mesure d'entraîner une adhésion populaire majoritaire. En termes gramsciens, il s'agit d'une domination sans hégémonie, fondée sur la passivité – ou plus exactement, la « passivisation » – des classes dominées, plutôt que sur leur consentement actif. Ce dernier pré-suppose des concessions matérielles que le capitalisme ne pouvait justement plus se permettre dans une conjoncture de crise systémique et de déclin, puis d'effondrement, du bloc soviétique. L'étiollement des formes limitées de participation populaire au processus politique est en ce sens simultanément effet et condition de la poursuite du néolibéralisme : déclin des partis (de plus en plus autonomisés de leur base d'origine) et de la participation électorale, affaiblissement des organisations de masse qui étayaient le compromis social (à commencer par les syndicats), subordination de plus en plus directe des appareils idéologiques de la « société civile » (médias, institutions culturelles et éducatives) à l'emprise capitaliste, et leur corollaire : modalités de plus en plus autoritaires d'encadrement des rapports sociaux (l'Etat pénal se substituant à l'Etat social). Cette « révolution passive », pour reprendre un autre terme de Gramsci, est le résultat de la lutte de classe victorieuse menée par les classes dominantes à l'échelle planétaire au cours des dernières décennies ; elle constitue la base, l'infrastructure socio-politique indispensable à la restructuration économique en cours du système.

Dans ce contexte d'ensemble, la spécificité française, à l'échelle de l'Europe du moins (l'Amérique latine en offre un cas plus avancé) est que cette

domination non-hégémonique s'est heurtée à des résistances actives et durables, dont il importe d'appré-

<sup>1</sup> Pour de plus amples développements cf. Stathis Kouvéakakis, *La France en révolte. Lutttes sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007.

cier avec précision la portée et, du même coup, les limites : incapables d'inverser le cours néolibéral, en se cristallisant en alternative politique, ou en contre-projet à visée hégémonique, elles ont pu néanmoins remporter des succès partiels (dès les années 1980, avec les mouvements étudiants et salariés des années 1986-1988, et plus nettement encore à partir des grèves de 1995) et déstabiliser le projet des classes dominantes. D'où le paradoxe selon lequel, au moment même où, avec l'accentuation du déclin du PCF et de la crise du mouvement syndical, les expressions « classistes » traditionnelles du mouvement ouvrier semblaient en cours de marginalisation, le paysage politique français est entré dans une phase d'instabilité croissante, marquée par l'accélération des alternances gouvernementales et l'irruption régulière de mouvements sociaux d'envergure sur le devant de la scène. L'émergence de forces « antisystémiques » plus ou moins durables et radicales (à la fois dans la droite et la gauche du spectre politique, voire à l'« extrême-centre ») scande une crise de la représentation politique qui ira en s'approfondissant. La bourgeoisie française n'est manifestement pas parvenue à construire un cadre politique adéquat au redéploiement de sa domination de classe.

Cette « instabilité hégémonique » <sup>2</sup> s'accentue après le 21 avril 2002, et la configuration inouïe pour les normes de l'après-guerre du second tour de l'élection présidentielle. Le dérèglement du mécanisme même des alternances, qui avait pu à deux reprises (1988 et 1997) fournir un débouché électoral (certes biaisé et difforme) aux mobilisations sociales, a imprimé une nouvelle tournure à la crise de représentation. Cette fois, la polarisation antisystémique, si elle s'exprime par une nouvelle progression de l'extrême droite, se traduit également par la poussée d'une gauche radicale, qui rejette les compromissions de la gauche de gouvernement. Atteignant des scores à deux chiffres, elle fait preuve d'un ancrage social réel et, sous des formes mouvantes (la LCR et son porte-parole prenant graduellement le relais de LO et d'Arlette Laguiller) s'érige en acteur politique durable. Face à un pouvoir affaibli, et malgré l'échec des mobilisations du printemps 2003, le refus populaire a pu successivement mettre en échec un aspect stratégique de la légitimité du projet néolibéral (victoire du non au référendum sur le TCE) et une réforme emblématique du marché du travail (le CPE). Au même moment, l'escalade répressive menée à l'encontre de la jeunesse des quartiers se heurte à une révolte d'ampleur inédite, qui témoigne de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat en tant que telle, et non simplement de tel gouvernement particulier.

Nous avons utilisé <sup>3</sup> l'expression de « crise de l'Etat » (à distinguer de la crise de régime) pour caractériser ce moment du chiraquisme finissant, marqué par un aiguïsement des contradictions face à l'impuissance du pou-

voir en place, doublée de celle des forces populaires à présenter une ébauche crédible d'alternative. Impuissance qui culminera dans la fragmentation des candidatures à

<sup>2</sup>/ Cf. Nicos Poulantzas, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, Paris, PUF, 1978.

<sup>3</sup>/ Cf. « De la révolte à l'alternative », *Critique communiste*, n° 181, novembre 2006, repris in *La France en révolte...*, op. cit. p. 263-297.

gauche du PS lors du premier tour de la présidentielle de 2007 et le retour au réflexe du « vote utile » au sein de l'électorat de gauche. L'acuité et la forme de cette « crise de l'Etat » constituent, à notre sens, l'aspect essentiel pour la compréhension de la dynamique du sarkozysme et, plus largement, de la recomposition politique qui s'enclenche dès lors. Ce à quoi on assiste au cours de l'année qui sépare la crise du CPE du premier tour de la présidentielle de 2007, c'est, en effet, à une réaction systémique qui s'est traduite par la mise en scène bipolarisante du couple Sarkozy/Royal, une réaction qui a permis de déporter à droite le centre de gravité de l'échiquier politique et de repousser vers les marges les forces antisystémiques tant sur la droite que sur la gauche.

### **Une bipolarisation déstructurante**

Cette bipolarisation a en réalité impulsé des dynamiques profondément dissymétriques. A droite, elle a donné un débouché à la demande d'autorité des couches conservatrices traditionnelles exaspérées par le délitement du chiraquisme, rejointes par une partie des couches populaires désorientées et subissant de plein fouet les effets des fractures multiples induites par la contre-réforme néolibérale. Parti de l'ordre, nourri de la montée des peurs et de l'anxiété sociales, la force du sarkozysme a toutefois résidé dans sa capacité de se construire aussi comme un parti de mouvement, affichant un fort volontarisme politique, une « rupture » assumée avec les faux-semblants du gaullisme sénile, un discours populiste jouant habilement des divisions au sein des classes populaires et de l'incapacité de la gauche à s'adresser à celles-ci sur une base de classe (cf. les thèmes de la valeur-travail et du pouvoir d'achat). Davantage que par l'adhésion profonde à son projet populiste-autoritaire, son succès s'explique par la capacité offensive dont il a su faire preuve, image inversée de l'impotence d'un adversaire officiel (en réalité plutôt un double) ayant pleinement intériorisé sa position subalterne.

Face à cette droite reconstruite, unifiée (certes au prix d'un divorce avec le centre-droit de Bayrou) et radicalisée, la victoire de Ségolène Royal aux primaires du PS a, de son côté, exprimé (et impulsé) une crise profonde, qui n'a cessé de s'accroître, de la principale formation de la gauche de gouvernement, pour aboutir au congrès de Reims. La campagne de la candidate socialiste à la présidentielle a, en réalité, posé les bases d'un « choc identitaire », bousculant le fragile équilibre du PS social-libéralisé, issu des multiples expériences gouvernementales. Clairement subalterne face à la thématique sarkozyenne, y compris dans son versant autoritaire et cocardier, chantant les louanges de l'entreprise et de la compétitivité, refusant d'assumer les propositions de son parti sur nombre de questions sensibles (dont la fiscalité ou le temps de travail), « Ségolène » a poussé la rupture avec les « fondamentaux » du parti d'Epainay sur deux points essentiels : l'alliance avec Bayrou et un rapport « charismatique » direct avec le peuple de « supporters ». Ce rapport contourne l'appareil du parti et mobilise massivement un discours « postpolitique », surchargé de religiosité new age, fondé sur le jeu

des affects et des identifications à une imagerie primaire de l'autorité (univers familialiste, *imago* maternelle castratrice censée s'opposer au phallogocentrisme sarkozyen). Le collapsus identitaire qui en est résulté s'est notamment traduit dans le ralliement, ouvert ou plus feutré, de certaines figures marquantes du PS à la constellation du pouvoir sarkozyen, dans un dégradé de positions qui va de Kouchner ou Besson à Strauss-Kahn et Lang. Il s'est prolongé dans l'aphasie qui affecte depuis maintenant près d'un an et demi un PS devenu incapable d'assumer une quelconque fonction d'opposant parlementaire classique, et ce malgré des résultats électoraux positifs (à commencer par le quasi-succès au second tour des législatives de 2007), et qui auraient, en d'autres circonstances, dopé tout parti légitime à l'alternance gouvernementale (cf. municipales du printemps dernier).

Ce sont les tendances de la campagne présidentielle qui ont resurgi avec une intensité redoublée au moment du congrès socialiste de Reims, qui a révélé l'étendue de la crise du parti : dilemme identitaire autour du socle d'Epinay (alliances à gauche et « parti de militants »), effondrement de la direction Hollande (et de son candidat Delanoë), poussée largement confirmée en faveur de « Ségolène » d'un corps militant largement désorienté, dépolitisé, partiellement constitué des adhérents-supporters (à vingt euros) venus participer au mécanisme plébiscitaire d'une machine à sélectionner des présidentiables. Sauf que cette fois, avec un parti à l'évidence durablement éloigné du pouvoir et dans un contexte de crise économique, la crise identitaire a créé l'espace d'une résurgence d'une gauche du parti, marginalisée depuis la désintégration du camp du « non » (plus de 40 % lors du vote interne de 2004) et du ralliement à la « synthèse » du congrès du Mans de 2005.

Ainsi ce que certains <sup>4</sup>, sur la base des résultats du premier tour de la dernière présidentielle (et du processus qui y avait conduit), avaient caractérisé comme une présidentialisation en cours d'achèvement, mettant un terme à la période d'instabilité des années 1981 à 2002 et normalisant la vie politique française dans le sens de l'alternance bipolaire, s'avère riche en rebondissements imprévus. Certes, l'hyper-présidence Sarkozy a porté à un niveau sans doute jamais atteint sous la V<sup>e</sup> République la concentration de l'initiative politique dans les mains de l'exécutif. Une telle configuration est toutefois lourde de risques : en l'absence de médiations, si la machine s'enraie, les coups sont directement encaissés par le centre. Ce scénario a connu un début de réalisation l'hiver dernier, avec la chute brutale de la popularité élyséenne, qui faisait suite à l'aveu d'impuissance devant les « caisses vides » de l'Etat et à l'embarras causé par l'étalage public de la jouissance infantile du pouvoir émanant d'un personnage présidentiel en état de surexcitation constante. Une variable essentielle de l'équation sarkozyenne fut alors doublement atteinte : l'image d'autorité virile, porteuse énergique d'une volonté politique. Il semble toutefois que la crise économique ait, du

moins dans sa première phase, offert l'occasion d'un rebondissement, d'une restauration (partielle et tem-

<sup>4</sup>/ Cf. notamment Gérard Grunberg, Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

poraire selon toute vraisemblance) de cette image écornée, signe que certains ressorts du sarkozysme demeurent actifs.

L'actuel gouvernement peut, en effet, s'enorgueillir d'avoir fait passer en à peine plus d'un an le plus formidable train de contre-réformes néolibérales des dernières décennies et, chose sans doute encore plus cruciale, avec un niveau très limité de résistances ouvertes. Le caractère systématique et stratégiquement ciblé des mesures (code du travail, éducation nationale et enseignement supérieur, médias, secteur des transports) dénote une équipe politique aguerrie dans l'affrontement social, maîtrisant clairement les points faibles des adversaires. Il témoigne également de la cohérence et du caractère global du projet sarkozyen, de sa volonté de créer les bases futures de sa stabilisation et de sa reproduction, bref de sa visée hégémonique.

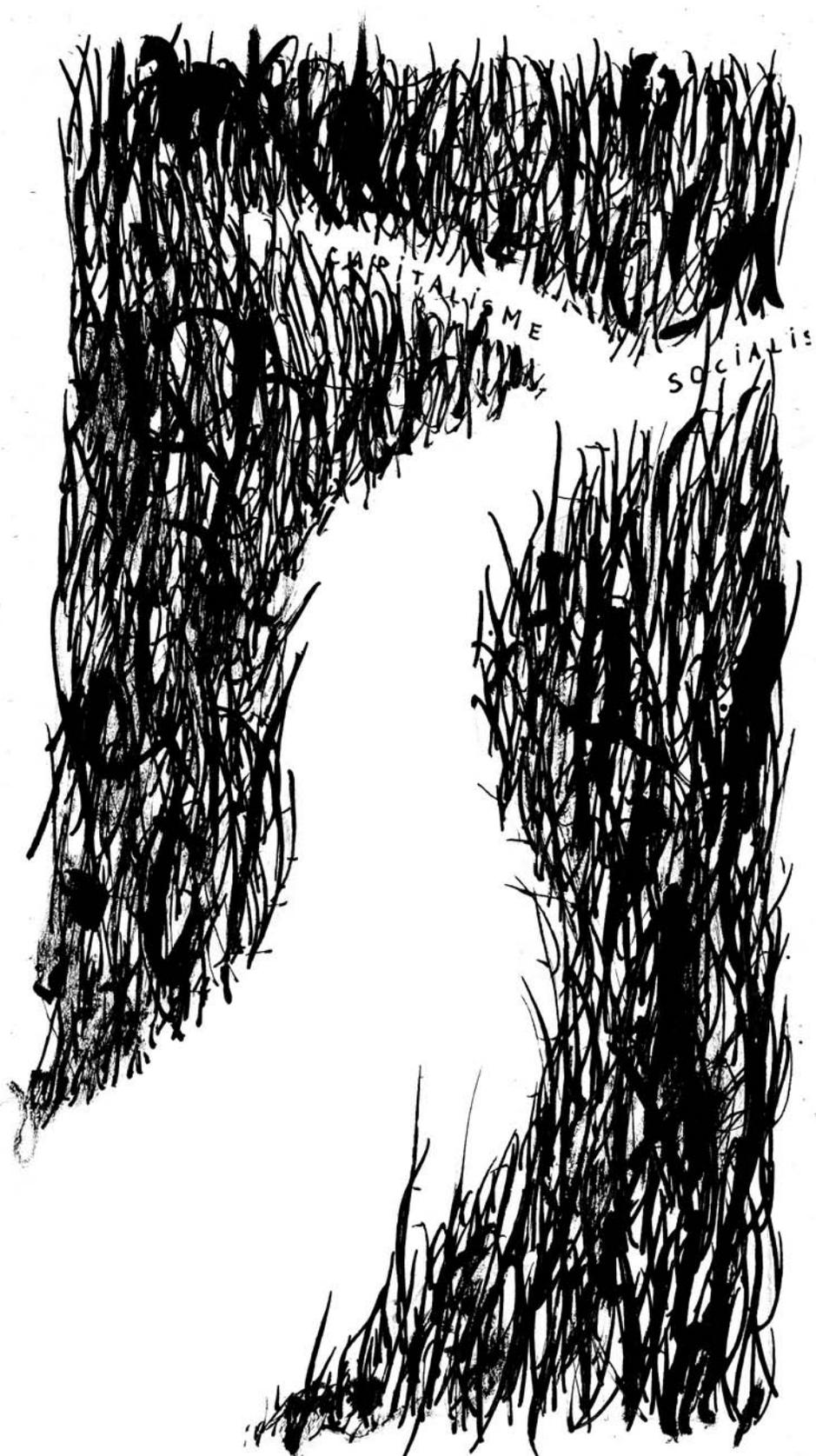
Pendant ce temps, et jusqu'à l'éclatement de la crise du PS, la gauche parlementaire n'a pu offrir que le spectacle affligeant de sa paralysie et de la poursuite de sa capitulation au sarkozysme : incapables de se démarquer, souvent même y compris par leurs votes au Parlement, de la politique gouvernementale, les socialistes ont signé leur réduction politique à une machine de reproduction d'élus locaux. Le PCF a encore avancé dans la voie de son autoeffacement et de sa satellisation au dispositif d'alliances dominé par le social-libéralisme. Quant aux Verts, ils se sont jetés dans les bras d'un politicien centriste nettement plus néolibéral et atlantiste que l'héritier actuel du courant démocrate-chrétien (à savoir Bayrou), l'un des rares à avoir tenté une opposition parlementaire « classique » (et relativement crédible) au pouvoir actuel. En d'autres termes, ce qui manque au succès du scénario de normalisation bipolaire présidentieliste du système politique français, c'est l'existence d'un contrepoids fonctionnel au sarkozysme. La présidentialisation du PS, si elle explique en grande partie le phénomène Royal, a néanmoins conduit à une crise aiguë, qui touche le cœur même de la cohésion de ce parti, et débouche sur une division verticale paralysante, à l'issue incertaine. A une échelle autre, les effets ne sont pas moins destructurants pour les alliés du PS, Verts et communistes, dont la survie même ne va nullement de soi dans la période qui vient.

Une nouvelle poussée déstabilisatrice semble donc à l'œuvre dans la dissymétrie des rapports de forces qui marque la période sarkozyenne. Et ce d'autant que les forces de résistance, si elles ont subi un revers de taille, sont loin d'avoir abandonné la partie. La visibilité d'Olivier Besancenot, seul opposant audible à Nicolas Sarkozy pendant la période écoulée depuis la présidentielle, l'écho que rencontre le Nouveau parti anticapitaliste initié par la LCR dans les couches les plus combattives de la gauche de gauche, en témoignent. Le seuil franchi par la crise du PS lors de son congrès de Reims a commencé à libérer des forces sur son flanc gauche, tant au plan interne, avec la dynamique autour de la motion de Benoît Hamon, qu'à l'extérieur, avec le départ de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez et la création du Parti de gauche. Cette rupture, limitée pour l'instant, annonce peut-être des reclassements plus larges, affectant le PCF et d'autres forces de la gauche antilibérale. Par ailleurs, autant il est illusoire de croire que la crise capita-

liste en pleine évolution entraîne un quelconque automatisme en matière de radicalisation politique (à gauche du moins), autant il est manifeste qu'elle s'ape en profondeur ce qui restait de légitimité et de cohérence au projet néolibéral. Il paraît vraisemblable que l'agitation de l'actuel occupant de l'Élysée, et sa mise en scène du volontarisme politique et du retour de l'Etat protecteur, ne pourront faire illusion longtemps.

Le sarkozysme s'est révélé incapable de mettre fin à la crise hégémonique de la société française. Les effets de celle-ci, notons-le, débordent de loin la seule sphère des partis et touchent l'ensemble des appareils d'hégémonie (voir tout particulièrement la crise de la presse et des médias audiovisuels) et même des secteurs de l'appareil d'Etat (avant tout la justice). Dans ce paysage dévasté, la force du pouvoir actuel ne réside pas ailleurs que dans la faiblesse et les renoncements de ses opposants, dans l'atonie et la démoralisation ambiantes. La question d'une initiative capable de redonner confiance aux forces populaires de la gauche et d'ouvrir à nouveau la voie de la contre-offensive n'en devient que plus urgente.

1<sup>er</sup> décembre 2008



CAPITALISME

SOCIALIS

## Le processus bolivarien : un projet alternatif en tension ?

Edgardo Lander

Entretien réalisé par Franck Gaudichaud

EDGARDO LANDER est professeur de sociologie à l'Université centrale du Venezuela. Intellectuel critique du néolibéralisme, du fonctionnement de la démocratie latino-américaine et de la « colonialité » du savoir, il est un analyste avisé du processus bolivarien. Dans cette réflexion de *ContreTemps* sur l'anticapitalisme et les alternatives à gauche, il nous a semblé intéressant d'aborder avec lui l'expérience vénézuélienne. En effet, depuis 1998 et l'élection de Hugo Chávez Frias, le processus bolivarien a joué un rôle notable dans le renouveau des luttes sociales et des discussions mondiales sur le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Alliant participation populaire, nationalisme et anti-impérialisme, le projet démocratique vénézuélien n'en est pas moins traversé par de multiples tensions et contradictions. Toutefois, alors que la gauche radicale européenne en est encore souvent au niveau du débat théorique, le Venezuela (comme la Bolivie et l'Equateur) permet de réfléchir concrètement sur la construction d'alternatives au néolibéralisme et aux immenses défis qu'une telle question soulève.

### **Bolivarianisme et peuple souverain**

**Franck Gaudichaud :** *Tu as beaucoup étudié le processus bolivarien et proposé des analyses problématisées, à la fois critiques et constructives du point de vue de la gauche radicale, sur cette expérience collective. Tu as défini le bolivarianisme non comme une doctrine, mais plutôt comme un espace où se définissent des valeurs nationales et populaires. Aujourd'hui, au terme de dix ans de gouvernement Chávez, quelle est ta perception ? Peut-on affirmer que le processus bolivarien est aussi un projet alternatif au capitalisme néolibéral ?*

**Edgardo Lander :** Je crois, tout d'abord, qu'en tant que projet politique, idéologique, stratégique, en tant que projet de société, le bolivarianisme est un projet de changement permanent. On ne peut pas dire le bolivarianisme « est », comme si c'était une chose déterminée, avec une doctrine stable ou un corpus de concepts et une vision de la société ancrés dans une conception bien définie. Il s'est produit des déplacements très significatifs au cours des dernières dix années, alors que l'on continue à parler de « révolution bolivarienne ». Dans les premiers temps, quand ce projet a été conçu, le président Chávez a commencé à expliquer ce qu'il entendait par révolution bolivarienne. Plutôt qu'un projet d'État ou la formulation d'une conception économique, d'un système politique, etc., il s'agissait d'énoncés fondés sur des valeurs générales qui relevaient des idées de liberté, d'équité, de solidarité, d'autonomie et d'anti-impérialisme. Deux questions étaient particulièrement importantes : la notion de *peuple*, ce

qui est d'essence populaire, et la notion de *souveraineté*. C'est ainsi que s'est construite la notion médullaire de l'ensemble du discours politique bolivarien : le *peuple souverain*. Dans ses discours avant les élections de 1998, Chávez insistait beaucoup sur la nécessité d'une voie alternative au modèle libéral. Mais il présentait aussi une vision critique de l'expérience du socialisme du XX<sup>e</sup> siècle. Il affirmait la nécessité d'une option fondamentalement enracinée dans l'histoire des cultures latino-américaines. Le terme latino-américain n'est d'ailleurs pas un concept approprié. A cette époque, quand on parlait au Venezuela de « troisième voie » – une orientation fortement associée à la politique de Tony Blair ou d'Anthony Giddens – il s'agissait en fait d'un concept différent. Il s'agissait d'une option historique enracinée dans les traditions de l'Amérique latine, les racines culturelles complexes de l'Indien, de l'Africain et de l'Européen qui ont présidé à la formation de ces sociétés.

Plus qu'un projet de société, c'était une critique aussi bien de ce qu'avait été l'expérience internationale du socialisme réel que de la démocratie libérale expérimentée par le Venezuela à partir de 1959 sous le nom de « pacte de Punto Fijo »<sup>1</sup>. Si on considère le débat préparatoire à la Constituante en 1999 et le contenu même de la Constitution, qui constitue le texte fondateur du nouvel ordre politique de la V<sup>e</sup> République<sup>2</sup>, il faut relever plusieurs éléments qui permettent de comprendre le modèle de société proposé. Tout d'abord, même si le discours politique oppose radicalement la *démocratie représentative* et la *démocratie participative*, dans le texte de la Constitution la démocratie participative n'apparaît pas comme une alternative opposée à la démocratie représentative, mais comme un complément qui rend possible la *radicalisation* et l'*approfondissement* de la démocratie. Sont ainsi conservées les instances fondamentales des institutions de la démocratie libérale, en particulier la séparation des pouvoirs et l'existence d'instances à caractère représentatif comme l'Assemblée nationale et les Conseils municipaux. Mais cela va de pair avec un élargissement significatif des formes d'exercice de la démocratie en termes de participation : référendum révocatoire, référendum permettant de proposer ou d'abroger des lois, mécanismes démocratiques de contrôle de la gestion publique, modalités participatives dans le domaine de la production, de l'économie sociale, etc.

1/ En 1958, la chute du dictateur Pérez Jiménez donne lieu au pacte de *Punto Fijo* entre les deux partis dominants de cette époque, Action démocratique (AD) et le Copei (social-chrétien). Ce pacte organise le partage du pouvoir et l'alternance entre les deux partis, sur la base de l'exclusion du Parti communiste et des secteurs populaires du système politique. Pendant quarante ans, ils appliqueront plus ou moins les mêmes politiques au service de l'oligarchie locale, marquées par le clientélisme et la corruption généralisée.

2/ L'une des principales promesses électorales d'Hugo Chávez en 1998 est d'en finir avec la IV<sup>e</sup> République (celle du pacte de *Punto Fijo*) et de convoquer une assemblée constituante.

Du point de vue du modèle économique et des débats classiques Etat/marché, droite/gauche, capitalisme/socialisme, ce qui apparaît dans le texte de la constitution est au fond la réaffirmation d'un modèle social-démocrate : l'Etat providence, une économie dans laquelle l'Etat intervient fortement à la fois comme propriétaire et comme régulateur. Le pétrole est la richesse principale du pays. Il est donc fon-

damental que l'Etat contrôle ce secteur. Mais c'est aussi vrai pour d'autres secteurs économiques essentiels : électricité, services publics, industries de base. Cette perspective présente une certaine continuité avec le modèle social-démocrate antérieur. Cependant, dans les années quatre-vingt-dix, elle est totalement à contre-courant de ce qui se passait dans le reste de l'Amérique latine. A l'époque de l'hégémonie absolue du consensus de Washington et des politiques néolibérales d'ajustements structurels, la majorité des pays du continent ont connu des processus systématiques de privatisation et de démantèlement de l'Etat social. A l'inverse, dans la constitution vénézuélienne se trouvent inscrits les droits à l'éducation universelle gratuite, à un système national de santé et de sécurité sociale. La garantie de droits sociaux et économiques fondamentaux s'en trouve non seulement préservée, mais encore renforcée. Dans le monde actuel où domine l'imaginaire néolibéral, cette constitution ouvre la possibilité de réorientations politiques radicales.

Ce qui n'apparaît pas au départ dans le projet bolivarien, c'est le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », un concept qui n'est défini que dans les débats postérieurs. La constitution bolivarienne adoptée en 1999 s'inscrit dans les limites d'une société capitaliste et, jusqu'à un certain point, dans les limites de l'ordre libéral. Mais elle postule à faire aboutir des promesses jamais tenues par la social-démocratie et à approfondir les pratiques de la démocratie.

### **Radicalisation politique et contradictions du nationalisme radical**

**FG :** *A partir de 2002, avec le putsch d'avril et le lock-out à PDVSA<sup>3</sup> en décembre et janvier 2003, le processus se radicalise grâce à la mobilisation exemplaire du mouvement populaire qui met à bas les plans de l'opposition, de l'oligarchie et de Washington. On voit progressivement apparaître la figure discursive du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Le défi bolivarien s'affirme alors avec force comme un processus contre-hégémonique, nationaliste et anti-impérialiste. A mon avis, grâce à cette lutte populaire et à la défaite des plans de déstabilisation visant le gouvernement de Chávez, on assiste à un bond en avant en termes de radicalité politique. Est-ce que tu dirais que c'est cette deuxième étape du processus qui semble se prolonger aujourd'hui, avec des hauts et des bas et de fortes contradictions ?*

**EL :** Depuis 2002, nous vivons effectivement un moment différent : le discours a changé, les objectifs ont changé. La définition des étapes présente toujours des difficultés. Quand commence l'une et quand finit l'autre ? Mais il faut constater que nous sommes dans une phase différente du processus de changement au Venezuela. Les confrontations entre le gouvernement et l'opposition et le niveau extraordinaire de mobilisation et d'organisation populaires ont conduit à une sorte de nouveau pacte implicite entre le gouvernement et les secteurs populaires

<sup>3</sup>/ *Petróleos de Venezuela SA* (abrégié en *PDVSA*) est la compagnie pétrolière appartenant à l'Etat vénézuélien. Fondée en 1975, elle a été reprise en main durant le gouvernement Chávez.

et à une radicalisation du processus politique. Il s'est produit parallèlement une redéfinition profonde des

relations entre le gouvernement et le patronat. Au cours des premières années, le gouvernement Chávez, tout en développant un discours politique radical, anti-impérialiste et même de classe, s'efforçait de promouvoir l'industrie nationale en accordant des prêts bon marché aux entrepreneurs et en appliquant des mesures protectionnistes.

Il s'agissait en réalité de deux orientations incompatibles. Le patronat, tout en tirant parti des mesures économiques, restait sur ses gardes face au discours politique. Dès le début il y a eu une fuite massive de capitaux. Les entrepreneurs vénézuéliens n'étaient pas prêts à investir dans le projet bolivarien. Dans la période critique du coup d'Etat d'avril 2002 et lors de la grève patronale dans l'industrie pétrolière (2002-2003), les secteurs dominants ont fait leur possible pour renverser le gouvernement. Il s'est produit alors une rupture apparemment définitive entre le gouvernement bolivarien et la majeure partie du patronat. Ils ont vu dans le gouvernement une menace contre leurs intérêts. De son côté, le gouvernement a reconnu que le projet de transformation qu'il se proposait de mener à bien pourrait difficilement compter sur des alliances avec des secteurs significatifs du patronat.

Le contexte international a changé lui aussi, en particulier le contexte sud-américain. L'isolement total dans un environnement de gouvernements conservateurs et néolibéraux a pris fin dans un continent où la majorité des gouvernements sont considérés comme « progressistes » ou de gauche. En Equateur, et surtout en Bolivie, s'affrontent des visions radicalement différentes de la société à construire. C'est au sein de ce nouveau rapport de forces tant interne que régional qu'a commencé à s'affirmer de façon réitérée l'idée du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Cette dynamique conduit à la proposition de réforme constitutionnelle en 2007, qui marquait une rupture assez claire avec la constitution de 1999 et avançait des préfigurations d'une société « socialiste ».

**FG :** *Avant d'aborder la défaite du référendum du 2 décembre 2007, je crois qu'il est intéressant d'insister sur cette tension constante au sein du processus bolivarien entre ce que nous pourrions appeler la politique « néodéveloppementaliste » du gouvernement, ce mélange de capitalisme d'Etat et privé – que le vice-président de Bolivie, Garcia Linera, appelle le capitalisme ando-amazonien – et la volonté de certains secteurs politiques – au sein, mais aussi en dehors, du chavisme – et des mouvements sociaux, de radicaliser les formes de pouvoir populaire, les conseils communaux, les expériences de contrôle ouvrier, en posant ainsi de façon concrète la nécessité d'une alternative socialiste. Apparemment cette disjonction reste une contradiction clé pour comprendre le Venezuela aujourd'hui. Ainsi, on peut évoquer la rencontre du 11 juin 2008 entre des secteurs du patronat, de la banque et le président Chávez où on a de nouveau évoqué la vieille idée de la « relance de la production » en alliance avec le patronat « national ». Une telle tendance apparaît en contradiction flagrante avec les déclarations gouvernementales des mois précédents, en particulier suite à la*

*nationalisation de Sidor<sup>4</sup> et le qualificatif de « gouvernement ouvrier » qu'il s'était donné. Finalement, quelle est la politique économique du bolivarianisme ?*

**EL :** Il existe sans aucun doute une contradiction permanente, non résolue. Mais il faut la considérer également comme le reflet d'un manque de perspective sur la construction d'une société alternative en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Si nous nous trouvions à une époque révolue, disons il y a plusieurs dizaines d'années, au temps du socialisme réel du XX<sup>e</sup> siècle, l'idée de « socialisme » serait considérée en termes de propriété étatisée des moyens de production, de contrôle étatique par en haut et de façon centralisée. Mais ce n'est évidemment plus ce qui est à l'ordre du jour. C'est si vrai que le débat actuel à Cuba porte sur la réintroduction de certaines modalités de distribution des ressources en termes de prix, de marché, face à l'inefficacité de l'économie étatisée, de ses coûts économiques, politiques et sociaux. Le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ne considère pas que l'Etat va tout contrôler, même si c'est toujours dans l'imaginaire de certains penseurs à l'orthodoxie inflexible.

Mais cette contradiction tient également au fait que le processus bolivarien reste, sur le plan idéologique, extraordinairement hétérogène. De nombreux membres du gouvernement, ou proches de celui-ci, font des affaires, participent à l'accumulation privée de capital, de manière illicite et sur la base des ressources de l'Etat. Cette « bolibourgeoisie » se livre ouvertement à ce genre de pratiques et le fait en l'accompagnant d'un discours révolutionnaire sur le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Il n'y a pas que l'opposition pour porter de telles accusations. Il s'agit d'un sérieux problème de gestion publique auquel le gouvernement n'a pas pu répondre, ou n'en a pas eu la volonté politique. Par ailleurs, au delà de cette absence de définition politico-idéologique d'un projet alternatif au capitalisme, on constate de graves carences et discontinuités dans la gestion publique. Fréquemment, quand une politique publique donnée, par exemple en matière de logement, n'obtient pas les résultats escomptés, on nomme une nouvelle équipe responsable. Cette nouvelle équipe s'installe, écarte le personnel en place, fait table rase pour s'engager dans une nouvelle politique publique, sans faire un bilan de la gestion antérieure et sans continuité avec les programmes engagés...

**FG :** *Après la défaite du référendum de 2007, tu as évoqué une possible « bifurcation critique » du bolivarianisme, au sens où cette défaite pouvait être l'occasion de faire un bilan et de ré-élaborer, démocratiser et réfléchir de façon collective sur le processus, ou au contraire renforcer les tendances autoritaires, bureaucratiques ou le verticalisme du chavisme. Avec le recul, que s'est-il réellement passé ?*

<sup>4</sup>/Sidor est une immense aciérie située dans l'Etat de Bolivar. Sa nationalisation fait suite à un long conflit social. Elle a été décrétée par Chávez alors que le principal actionnaire, la multinationale italo-argentine Techint, refusait d'améliorer les conditions de travail des salariés (en partie avec la complicité du ministre du Travail, Ilmogé depuis).

**EL :** Je crois que cette question n'est toujours pas tranchée. On ne sait toujours pas quelle branche de cette bifurcation a empruntée le processus. C'est précisément dans la pé-

riode immédiatement postérieure au référendum de 2007 que l'on a connu le débat politique le plus ouvert entre les forces politiques et sociales hétérogènes qui se réclament de près ou de loin du chavisme. On a connu au cours de ces semaines une large réflexion critique, surtout dans les rangs des organisations populaires, où je dirais que pour la première fois tout a été mis en discussion, y compris le leadership de Chávez, les relations avec son entourage, les exigences d'autonomie des organisations sociales, la corruption, l'inefficacité de la gestion publique, le sectarisme et l'autoritarisme. Toutes ces questions sont passées de l'état de simples conversations privées à celui de débats publics. J'estime que cette période a été très bénéfique, riche de possibilités. Mais comme toujours, de nouveaux éléments politiques, en l'occurrence les élections, sont venus faire pression pour réduire l'espace du débat critique afin de renforcer l'unité du chavisme, ou selon les termes consacrés « ne pas donner d'armes à l'ennemi ». Je trouve que ce large débat démocratique a beaucoup régressé en 2008.

### **Premiers bilans pour le Parti socialiste unifié du Venezuela**

**FG :** *Nous pouvons aujourd'hui évaluer les premiers mois de fonctionnement du Parti socialiste unifié du Venezuela (Psuv) <sup>5</sup>. Que penses-tu de ce nouveau parti ? Sera-t-il vraiment une instance politique du peuple pour soutenir les progrès du processus tout en construisant un outil démocratique indépendant dans la lutte pour le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » ? Cette tension entre l'appel à « resserrer les rangs » qui étouffe le débat collectif et la nécessité de discuter de tout à la base semble se manifester également à l'intérieur de ce parti. J'ai cru comprendre que les élections internes du Psuv ne se sont pas toujours déroulées de bas en haut et qu'elles n'ont pas suivi une démarche réellement ouverte...*

**EL :** Je dirais que la démarche a été semi-ouverte, tant pour ce qui concerne la désignation des organes directeurs du Psuv que dans l'organisation des primaires pour désigner les candidats pour les élections régionales de novembre 2008. Il y a eu aussi bien manipulation et contrôle d'en haut qu'ex-

<sup>5/</sup> Le Psuv a été créé en 2007 afin de regrouper dans une seule organisation, l'essentiel des forces politiques qui soutiennent le gouvernement Chávez et le processus bolivarien, à commencer par le Mouvement Cinquième République (majoritaire). A l'inverse, *Patria Para Todos* et le Parti communiste ont refusé de s'intégrer à ce parti, tout en continuant à soutenir activement la politique menée par le Président vénézuélien. Le Psuv compterait pas moins de deux millions et demi de militants (sur une population de vingt-huit millions d'habitants).

<sup>6/</sup> Considéré comme un représentant de l'aile gauche du gouvernement, Aristóbulo Iztúriz a été maire de Caracas en 1994 et ministre de l'Éducation sous Chávez. Figure du parti *Patria Para Todos* avant son intégration dans le Psuv, il a perdu l'élection à la métropole de Caracas en novembre 2008.

pression authentique de la volonté des militants. Par exemple, on sait que dans l'élection de la direction du parti, les militants ont clairement indiqué leur préférence pour les candidats civils face aux militaires. Avec les primaires pour la désignation des candidats du Psuv aux postes de gouverneurs et de maires, le fait que Aristóbulo Iztúriz <sup>6</sup> a été désigné avec 95 % des voix comme candidat dans la métropole est très significatif et en fait le numéro deux du chavisme en termes de popularité. Un enjeu important pour la dé-

mocratie au Venezuela concerne à l'évidence le rôle des militaires. La culture militaire est une culture hiérarchique, celle de l'obéissance, non de la démocratie et du débat. Autre exemple. La gestion du maire de Barquisimeto, Henry Falcón, a été jugée positive par la population de cette ville. Lors des primaires du Psuv, il a été élu alors qu'on l'accusait de ne pas être assez révolutionnaire et qu'un autre candidat était soutenu par Chávez et la direction du parti. Dans un certain nombre de cas, l'écart entre les candidats arrivés en tête était faible, ce qui permettait à la direction, selon les dispositions en vigueur, de choisir entre les deux. Là où le candidat arrivé en deuxième position a été choisi, des signes de mécontentement se sont manifestés. Le Psuv est un champ de tensions : il ne permet pas le plein exercice de la démocratie issue de la base, mais il n'est pas non plus un espace que l'on pourrait contrôler totalement par en haut.

**FG :** *Comment perçois-tu le contexte politique de ces derniers mois, après la défaite électorale du chavisme fin 2007 et suite à l'élection des gouverneurs et maires en novembre 2008 ?*

**EL :** Un bref retour en arrière permet d'avancer une réponse. L'année 2007 a été, je crois, une année catastrophique du point de vue du projet de changement au Venezuela. Catastrophique parce que Chávez lui-même et les dirigeants politiques du processus ont eu une appréciation erronée sur la signification de la victoire à l'élection présidentielle de 2006. Ils ont agi comme si soixante et quelque pour cent de la population avait donné carte blanche à Chávez et se prononçait consciemment en faveur du socialisme. Il faut être attentif aux multiples imprécisions qui accompagnaient cette option. Au Venezuela, de larges secteurs de la population associent le « socialisme » directement à l'expérience cubaine. Et en partie du fait de l'image qu'en donnent les médias dominants, l'idée que la majorité de la population se fait de Cuba est associée à la pénurie et aux privations de liberté...

En 2007, deux événements particulièrement importants figuraient sur l'agenda politique du chavisme : la mise en place des conseils communaux et la création du Psuv. Mais vu la façon dont a été conduite la réforme constitutionnelle, tout le reste, y compris la gestion publique, a été subordonné aux exigences conjoncturelles de la campagne du référendum. En témoignent largement l'abandon de modules du programme de santé Barrio Adentro, la croissance de l'insécurité, la pénurie de lait, d'œufs et d'autres aliments de base. La priorité donnée aux intérêts électoraux du parti a entravé la possibilité de mettre en place les conseils communaux, conçus comme des organisations sociales plurielles. Tout cela a nourri un véritable malaise. Le référendum s'est tenu dans ce contexte délabré. Il y a eu trois millions de voix de différence entre ceux qui avaient voté pour Chávez à l'élection présidentielle, un an plus tôt, et ceux qui ont voté pour la réforme constitutionnelle en 2007. C'est la première défaite politico-électorale qu'a essuyée ce gouvernement. La construction du parti a, elle aussi, été affectée par la priorité donnée à la mobilisation pour le référendum. Créé en dehors d'une période électorale, il n'aurait pas connu cette situation où chaque

décision était directement inspirée par la question de qui sera candidat à quoi. Pour l'opposition au Venezuela l'échec du projet de réforme constitutionnelle est un moment historique. Elle y trouve l'opportunité de tirer les leçons des lourdes erreurs des années antérieures, d'isoler les secteurs putschistes de la droite la plus radicale et d'essayer d'impulser un front unitaire, non seulement pour les élections régionales de 2008, mais aussi pour les législatives de 2010 et la présidentielle de 2012. Elle a effectivement réussi à présenter un candidat unique dans la majorité des cas lors des élections qui viennent de se tenir.

**FG :** *Si nous analysons les résultats des élections de novembre que Chávez lui-même avait qualifiées d'élections « les plus importantes de l'histoire du Venezuela » lors d'un discours l'été dernier, quelles leçons peut-on tirer d'un scrutin qui concernait pas moins de 17 300 candidats dans plus de 330 municipalités et 21 Etats ? Comment le chavisme et le Psuv ont-ils passé cette échéance et quelles sont les perspectives de la gauche et de l'opposition ?*

**EL :** Les résultats des élections du 23 novembre peuvent être considérés comme un revers électoral pour le gouvernement de Chávez, même s'il l'a emporté dans la grande majorité des municipalités du pays, obtenu dix-sept gouverneurs et recueilli plus de 1 million de voix de plus que l'opposition au niveau national. Le gouvernement a perdu la métropole de Caracas et Maracaibo, ainsi que cinq Etats, dont les trois plus peuplés du pays : Zulia, Carabobo et Miranda. En outre, avec la défaite dans l'Etat de Táchira, les zones les plus peuplées d'une frontière complexe et tendue avec la Colombie se retrouvent sous le contrôle de l'opposition. On voit se dessiner une nouvelle carte politico-territoriale du pays. L'opposition domine dans les Etats les plus peuplés, tandis que le chavisme est majoritaire dans le reste du territoire national. On estime que 44 % de la population aura des gouverneurs ou des maires d'opposition.

Cette progression importante, mais pas décisive, de l'opposition est interprétée par les deux camps comme une victoire. Le gouvernement fait valoir qu'il est majoritaire dans le pays, l'opposition qu'elle a gagné dans les Etats les plus peuplés. Dans le contexte post-électoral, la controverse porte sur les interprétations de ce qui s'est passé. Qui a gagné et quelles sont les conséquences de ces résultats pour l'avenir du pays, pour le projet de changement social dirigé par Chávez ? Ces résultats électoraux confirment-ils le soutien au processus, à l'accentuation des réformes pour construire le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle et pour essayer à nouveau d'obtenir une réforme de la constitution qui élimine les restrictions à la réélection du président ? S'agit-il au contraire d'un nouveau rapport de forces au niveau national qui ouvre la possibilité d'une victoire de l'opposition aux élections de 2012 ? La réponse à ces questions ne peut se déduire des résultats électoraux. Elle dépendra de la capacité politique qu'auront le gouvernement et l'opposition à tirer parti de cette nouvelle conjoncture. La capacité du gouvernement et du Psuv à mener une large réflexion critique et autocritique sur les causes de ces résultats s'avère une question d'importance centrale.

La population a de nouveau exprimé son mécontentement à propos de la gestion publique des maires et des gouverneurs chavistes. Sans aucune exception, tous les maires, au niveau métropolitain ou municipal, qui ont administré la ville de Caracas au cours de ces dix dernières années, ont été sanctionnés par la population pour leur gestion particulièrement déficiente. On a très souvent voté pour eux par loyauté vis-à-vis de Chávez, malgré une opinion assez négative. Les problèmes de l'insécurité, des transports, du traitement des ordures, de l'éclairage public, l'absence d'espaces publics de rencontre et de loisirs, etc., sont loin d'avoir été corrigés aujourd'hui à Caracas. On ne peut pas s'engager dans un processus de transformation profonde de la société si on n'est pas capable, par une gestion compétente, d'améliorer les conditions de vie quotidienne de la population. On dirait que, puisqu'on s'engageait dans la tâche stratégique de « faire la révolution », il ne semblait pas nécessaire de s'occuper d'un problème aussi secondaire que le traitement des ordures.

L'année 2009 sera une année particulièrement critique pour la consolidation du processus de transformation que connaît le Venezuela. Les importantes réserves internationales permettront sans doute au gouvernement de protéger l'économie vénézuélienne des effets les plus négatifs de la crise économique et financière globale. Mais si, comme cela paraît probable, la crise mondiale s'aggrave et se prolonge, la chute des prix du pétrole aura certainement un profond impact à partir de 2010 sur les recettes fiscales et les dépenses publiques, moteur de la croissance économique qu'a connue le pays au cours des cinq dernières années. Les élections parlementaires se dérouleraient alors dans des conditions très peu favorables au gouvernement. C'est pourquoi, soit les graves carences de la gestion publique seront traitées d'ici là avec vigueur ; soit les partis et les forces d'opposition – bien qu'ils soient incapables de proposer des options attractives pour l'avenir – pourront tout au moins apparaître aux yeux de beaucoup comme de meilleurs gestionnaires de la vie quotidienne. L'opposition fera tout son possible pour se donner cette image dans les régions qu'elle va gouverner d'ici 2012.

### **Renforcer la démocratie participative et le pouvoir populaire**

**FG :** *Parmi les aspects les plus positifs du processus bolivarien figurent les expériences de participation populaire (comme les conseils communaux) mais aussi l'impressionnante politisation de vastes secteurs de la population, qui avaient été jusqu'ici marginalisés par le système politique dominant. Que faudrait-il renforcer pour (re)construire des formes d'auto-organisation démocratique et collective, des organes de « pouvoir populaire » ? Quelle serait la stratégie pour construire un projet de contre-hégémonie, une alternative réelle au capitalisme néolibéral ? Enfin, en guise de conclusion, comment forger ce que tu as appelé « un monde de démocratie sans fin » et que nous pourrions appeler « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » ?*

**EL :** Le défi essentiel est d'imaginer une société différente : que pourrait être une société post-capitaliste ? Ce défi est tributaire tant des particularités du

Venezuela que du changement d'époque à l'échelle mondiale. Je dirais qu'il y a deux axes de tension majeurs pour concevoir un projet démocratique alternatif pour le Venezuela. Un premier thème tient aux limites écologiques de la planète, singulièrement pour un pays pétrolier comme le nôtre. La construction d'un projet de société alternatif à l'ordre destructeur du capitalisme doit nécessairement proposer un *modèle de civilisation alternatif* du point de vue de la production et de qualité de vie, des modèles de consommation destructeurs qui sont aujourd'hui hégémoniques. Cette dimension ne peut pas être renvoyée à plus tard, à une phase postérieure du processus de changement. C'est un enjeu urgent dont dépend la poursuite ou non de la vie sur la planète Terre. Je suis convaincu que si nous ne trouvons pas de réponse d'un point de vue anticapitaliste, s'il n'y a pas de réponse alternative démocratique à la crise écologique planétaire, on verra finalement s'imposer des réponses profondément autoritaires dans une société marquée par un *apartheid global* croissant. Les grands murs-frontières et la répression systématique des migrants économiques en sont seulement le signe précurseur. Pour la lutte des mouvements paysans et indigènes en Amérique latine et dans de nombreuses régions du monde, le thème de la démocratie et celui de la vie ne sont pas séparés ; ils sont partie intégrante de leur propre vision du monde et de leur propre vécu. Mais les gouvernements continuent à penser – et, ce qui est pire, à agir – avec comme indices de succès la croissance du PIB et du revenu *per capita*. Au Venezuela, nous n'avons avancé aucune réponse à ces défis urgents. Loin de diminuer, la dépendance de l'économie vénézuélienne vis-à-vis de la rente pétrolière ne fait que s'accroître.

En outre, ce modèle de développement rentier suppose un niveau élevé d'étatisme, de centralisation et d'autoritarisme. Le rapport entre autonomie et étatisme constitue une autre question centrale pour concevoir un projet anticapitaliste démocratique. Cette tension est centrale dans l'histoire du Venezuela pétrolier. Au nom de la société, l'État vénézuélien exerce son contrôle sur les principales richesses du pays. Mais il n'a pas les capacités de gestion qui sont nécessaires pour que ces ressources répondent aux nécessités de l'ensemble de la société, en particulier les secteurs sociaux traditionnellement exclus. Au Venezuela, les rapports entre État et organisations sociales, entre État et partis, sont marqués par un verticalisme pesant. L'autonomie des organisations sociales est trop souvent vue par le gouvernement comme une menace potentielle. C'est visible dans tous les domaines. Le mouvement syndical qui soutient le processus connaît une tension très forte entre les tendances qui donnent la priorité au soutien, parfois inconditionnel, à la politique gouvernementale et les tendances qui cherchent à construire des organisations autonomes. Si les organisations syndicales se transforment en appendices de l'État, cela signifie la perte de toute la richesse de l'expérience historique du mouvement ouvrier. Il en va de même avec les conseils communaux.

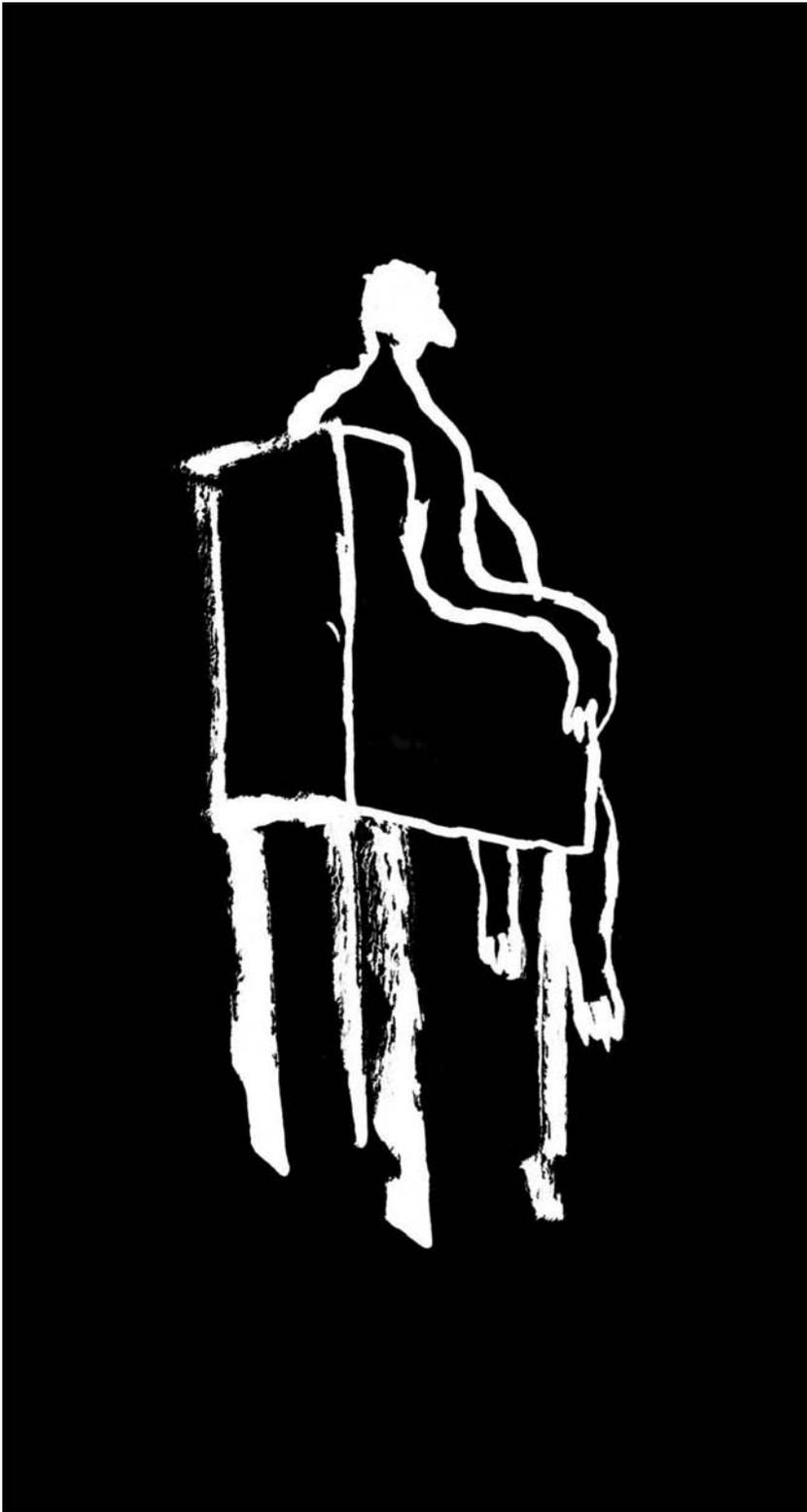
Deux conceptions s'opposent donc fortement : celle qui voit dans les conseils communaux une organisation populaire de base, l'expression de

l'ensemble pluriel des secteurs de la société qui discutent et décident au niveau local de leurs propres affaires ; et celle qui les conçoit comme formes d'organisation à la base du mouvement chaviste. Les conseils communaux sont censés être le lieu privilégié de la démocratie participative. S'ils sont soumis à une logique sectaire partisane, une grande partie de la population se sent exclue a priori et les conseils communaux perdent leur potentiel comme organes premiers de la démocratie participative. Le Venezuela a une tradition limitée d'organisations sociales autonomes. Jusqu'en 1958 c'était une société qui n'avait pratiquement pas d'expérience démocratique, même dans son acception libérale. Ensuite la mainmise des partis sur la vie politique a été très forte. Les partis dominants, Action démocratique et Copei, ont été les vecteurs de la répartition des ressources de l'Etat, ce qui leur a permis de contrôler et de soumettre la majorité des organisations de la société vénézuélienne. Ils contrôlaient absolument tout. Ils s'infiltraient par tous les pores de la société.

Le gouvernement bolivarien a impulsé un processus positif et intense d'extension et de renforcement des organisations sociales de base, en développant des actions politiques spécifiques. C'est notamment le cas des politiques sociales en matière d'éducation, de santé ou de production. Elles sont définies de façon à contribuer à la constitution d'un tissu social, à la promotion de la citoyenneté, à l'organisation communautaire. Le modèle d'organisation communautaire de la politique de santé connu sous le nom de *Barrio Adentro* en est emblématique. La mise en place d'un dispensaire dans une communauté et la présence de médecins n'ont aucun sens si la communauté n'est pas organisée en comités de santé pour prendre en charge cette action. Ces initiatives publiques se heurtent à la difficulté d'avancer dans la construction de formes organisationnelles et de tissus sociaux autonomes qui ne soient pas tributaires, en permanence, de l'Etat et de ses ressources.

Pour conclure, la capacité de préserver ou de construire cette autonomie dans le cadre d'un projet populaire alternatif dépend de nombreux facteurs, mais avant tout de l'existence préalable d'organisations de base, riches d'une expérience de lutte et de participation collective. Cela dépend aussi des orientations politiques mises en œuvre par les fonctionnaires du gouvernement eux-mêmes selon qu'ils considèrent les politiques publiques d'un point de vue instrumentaliste, clientéliste, ou au contraire comme un instrument de promotion de l'organisation sociale populaire autonome. L'expérience en la matière de ces dernières années est très diverse, mais cette tension entre le contrôle par en haut et l'autonomie à la base est, peut-être, du point de vue de la démocratie radicale, un des axes médullaires propre à mettre en perspective ce qui se passe au Venezuela et à concevoir la construction d'un « monde de démocratie sans fin ».

Entretien traduit de l'espagnol (vénézuélien)  
par Robert March



## L'EMPIRE APRÈS L'ÉLECTION D'OBAMA

### Du Canyon aux Etoiles

Mike Davis

#### L'ivresse des profondeurs

Laissez-moi commencer, de façon apparemment très indirecte, par le Grand Canyon et le paradoxe consistant à essayer de faire face à l'inouï, à ce qui est dépourvu de tout précédent historique ou culturel. Le premier Européen à promener son regard dans les profondeurs de la Grande Gorge du Colorado est le conquistador García López de Cárdenas, en 1540. Il est horrifié par ce qu'il voit et se retire donc au plus vite du South Rim [l'un des points de vue les mieux situés pour voir le Grand Canyon]. Plus de trois siècles passeront avant que le lieutenant Joseph Christmas Ives, du corps des ingénieurs en topographie de l'armée américaine, ne devienne le second visiteur de ces lieux. Comme García López, il évoque un « effroi presque douloureux à vivre ». Malgré le fait qu'un artiste allemand très connu soit de l'expédition, les croquis officiels du canyon sont largement déformés, tant du point de vue de l'échelle que de celui de la perspective.

En d'autres termes, ni le conquistador ni l'ingénieur de l'armée n'ont réussi à trouver un sens dans ce qu'ils ont essayé de voir. L'horreur primitive et l'effroi les ont écrasés. Au sens propre du terme, ils se sont retrouvés aveugles, parce que ne disposant pas des concepts nécessaires permettant d'organiser une vision cohérente d'un paysage complètement différent. Des descriptions précises du canyon viendront seulement une génération plus tard lorsque celui-ci est devenu l'obsession d'un héros de la guerre civile amputé d'un bras, John Wesley Powell [1834-1902, soldat, géologue et explorateur] et de ses célèbres équipes formées de géologues et d'artistes. Ces hommes étaient là comme des astronautes victoriens sur une autre planète, le plateau du Colorado. Il a fallu des années de recherche sur le site pour parvenir à construire un cadre conceptuel pour saisir ce paysage.

Le résultat de ce travail, *The Tertiary History of the Grand Canyon*, publié en 1882, est illustré par des croquis magistraux qui, comme l'a démontré l'historien Wallace Stegner, « sont plus parlants que n'importe quelle photo », parce qu'ils reproduisent des détails de la stratigraphie qui sont habituellement obscurcis sur les images de caméra. Quand nous visitons l'un de ces fameux points de vue aujourd'hui, la plupart d'entre nous oublions combien nos yeux ont été entraînés à voir la structure du canyon à travers ces images devenues des icônes ou combien nous avons été influencés par l'idée, popularisée par Powell, du canyon en tant que musée géologique se révélant à nous sous la forme d'un cake aux très nombreuses couches de strates sédimentées.

Mais pourquoi donc suis-je en train de parler de géologie ? Parce que, comme les premiers explorateurs du Grand Canyon, nous sommes en train

de regarder le fond d'un abîme de bouleversement économique et social sans précédent, qui trouble nos perceptions antérieures du risque historique. Notre vertige est intensifié par notre ignorance de la profondeur de la crise et de jusqu'où nous risquons de chuter.

Il me faut avouer qu'en tant que socialiste militant, je me retrouve tout à coup dans la position du témoin de Jéhovah qui ouvre sa fenêtre pour regarder les étoiles en train de tomber du ciel. Bien que j'aie prêché la théorie des crises chez Marx pendant des décennies, je n'ai jamais pensé que je vivrais assez longtemps pour voir le capitalisme financier se suicider ou pour entendre le Fonds monétaire international (FMI) mettre en garde contre l'imminent « effondrement systémique ». Ainsi, ma première réaction lors de l'abominable plongeon de 777,7 points du Dow Jones à Wall Street en octobre dernier, fut une joie un peu ringarde, très années soixante. « T'avais raison, Karl », ai-je crié. « Bouffez-les vos produits dérivés, puis crevez, sa-lopard de Wall Street ! ». Comme le Grand Canyon, la chute des banques peut constituer un spectacle terrifiant, mais sublime.

Les véritables coupables ne sont toutefois pas conduits à la guillotine ; ils sont en train de flotter gentiment en direction de la terre, confortablement installés dans leurs parachutes dorés. Nous autres pouvons bien rester dans un avion sans pilote en train de cramer, tant que le méprisable Richard Fuld [PDG de Lehman Brothers ayant reçu des salaires et bonus vertigineux], accusé d'utiliser Lehman Brothers pour piller des fonds de pension et les fonds de retraite, peut, lui, tranquillement continuer à naviguer sur son yacht. La gauche américaine n'a pas de temps à perdre. Face à une nouvelle dépression qui promet un monde de souffrance inouïe aux êtres humains, de Wasilla<sup>1</sup> à Tombouctou [Mali], comment reconstruisons-nous notre compréhension de ce qu'est l'économie globalisée ? Et jusqu'à quel point pouvons-nous nous tourner vers Barack Obama ou vers tout autre démocrate pour nous aider à analyser la crise et pouvoir ensuite agir effectivement pour la résoudre ?

Aux Etats-Unis, pendant la campagne présidentielle, aucun des candidats n'a eu les tripes ou l'information nécessaire pour répondre aux questions simples posées par une auditoire inquiet. Que va-t-il se passer pour nos emplois ? Quelle ampleur va prendre la crise ? Quelles mesures urgentes devraient être prises ? Obama et McCain sont restés collés comme des mouches à leurs discours obsolètes. La seule surprise venant de McCain a été une nouveauté dans le registre de la tromperie : un plan de sauvetage hypothécaire qui profiterait aux banques et aux investisseurs sans nécessairement sauver les propriétaires qui risquent la saisie de leur maison. Obama a, quant à lui, récité son programme en quatre points, infiniment préférable en principe à l'option de McCain en faveur des riches, mais ce programme est resté abstrait et manquait de précision. Il relevait davantage de la promesse rhétorique que du plan directeur d'un véritable dispositif

de réformes. Ce n'est qu'en passant qu'il faisait référence à la prochaine phase de la crise qui surviendrait

<sup>1</sup>/ Capitale de l'Alaska, Etat dont Sarah Palin, candidate à la vice-présidence de John McCain, est le gouverneur.

avec l'effondrement de l'économie réelle et l'apparition d'un chômage de masse à un niveau probablement inconnu depuis soixante-dix ans.

Avec une courtoisie déconcertante à l'égard de l'administration Bush, Obama n'a réussi à mettre en lumière aucun autre maillon faible du système économique : le dangereux écroulement de la masse des CDS <sup>2</sup> provoqué par la chute de Lehman Brothers ; le trou noir gigantesque laissé par la dette de l'ensemble des cartes de crédit qui risque de menacer la solvabilité de la banque JP Morgan Chase et de la Bank of America ; l'implacable déclin de General Motors et de l'industrie automobile américaine ; les fondations des finances publiques en train de se fissurer ; le massacre des actions du secteur des hautes technologies à Silicon Valley ; et, fait des plus inattendus, les soudaines fissures apparaissant dans la solidité financière d'une compagnie telle que General Electric [un des conglomérats les plus importants des Etats-Unis].

De plus, dans leur soutien au plan de 700 milliards de dollars du secrétaire au Trésor Henry Paulson [qui a connu déjà trois versions depuis lors], aussi bien Obama que son partenaire à la vice-présidence, Joe Biden, évitent toute discussion sur les inévitables conséquences que produira le cataclysme de restructurations et de mesures de sauvetage accordées par le gouvernement Bush. Ce n'est pas le « socialisme » qui en ressortira, mais l'ultra-capitalisme, qui parviendra, selon toute vraisemblance, à concentrer le contrôle du crédit dans les mains de quelques monstres bancaires, eux-mêmes contrôlés, en large partie, par des fonds souverains, tout en étant subventionnés pour plusieurs générations par la dette publique et l'austérité budgétaire.

En soutenant Obama, un nombre sans précédent d'Américains ordinaires a fait un choix conscient en faveur d'une solidarité économique au-delà des divisions raciales. Pourtant les slogans de campagne d'Obama s'adressent à peine aux priorités existentielles de ses plus fervents partisans : les femmes célibataires coincées dans des jobs de service mal payés, des employés d'hôpitaux et d'hôtels qui se trouvent face à des réductions d'emplois, des étudiants qui se débattent avec des frais de scolarité en hausse, des enseignants qui ne sont plus en mesure de payer leur prêt hypothécaire et des familles urbaines qui ne peuvent pas faire face aux factures de chauffage en hiver.

### **Obama, un nouveau Roosevelt ?**

Un ami proche, exaspéré par mon pessimisme chronique, m'a réprimandé l'autre jour en ces termes : « Ne sois pas si injuste. Franklin D. Roosevelt n'avait pas non plus un programme tout ficelé en 1933. D'ailleurs personne n'en avait ». D'après cet ami, ce dont Franklin D. Roosevelt était pourvu en ces années de files d'attente pour le pain et de faillites de

<sup>2</sup>/ Contrat entre deux parties : l'acheteur d'obligations paie une prime au vendeur et, en contrepartie, il est censé recevoir une protection en cas de défaut, ce qui s'avère impossible aujourd'hui.

banques, c'était d'une énorme empathie avec les couches populaires et une volonté de faire l'expérience d'une intervention étatique en dépit

de l'hostilité sans faille des classes aisées. Selon ce point de vue, Obama serait une sorte de clone de notre 32<sup>e</sup> président, relooké à la façon *MoveOn.org*<sup>3</sup>, à savoir un homme calme, fort, profondément en phase avec les besoins des gens ordinaires et désireux d'accepter les conseils des meilleurs et plus brillants esprits dont le pays dispose.

Mais même si nous accordons à l'ancien sénateur de l'Illinois une force de caractère véritablement rooseveltienne ou, ce qui est encore mieux, lincolnienne, cette analogie porteuse de beaucoup d'espoir se trouve prise en défaut sur au moins trois points essentiels.

Premièrement, nous ne pouvons considérer la Grande Dépression comme analogue à la crise actuelle, ni voir dans le *New Deal* un modèle de solution. Il est certain qu'il y a pas mal de « déjà vu » dans les tentatives effrénées d'enrayer la panique et de rassurer le public en lui faisant croire que le pire est passé. Une grande partie des déclarations de Henry Paulson auraient pu, en effet, avoir été directement empruntées à Andrew Mellon, secrétaire au Trésor du président Herbert Hoover [et grand banquier], et il est vrai que les deux campagnes présidentielles se calquent clairement sur la rhétorique héroïque du début du *New Deal*.

Néanmoins, comme la presse économique l'a martelé pendant des années, nous ne vivons plus dans la « vieille économie », mais dans une sorte de nouveau machin entièrement farfelu, construit à partir de segments livrés à la sous-traitance et branché sur les marchés mondiaux dans tous les domaines, du dollar aux faillites, en passant par le désastre des marchés à terme. Nous sommes en train d'assister aux conséquences d'une restructuration perverse, commencée sous la présidence de Ronald Reagan, qui a permuté la part respective de l'industrie manufacturière dans le PIB (21 % en 1980, 12 % en 2005) et celle des services financiers (15 % en 1980, 21 % en 2005). En 1930, les usines ont été gravement affectées mais la machinerie était encore intacte ; elle n'avait pas encore été bradée à la Chine.

D'un autre côté, nous ne devrions pas faire des remarques désobligeantes sur les miracles de la technologie de marché contemporaine. Le capitalisme de casino a prouvé son courage en transmettant le virus mortel de Wall Street à chaque centre financier de la planète, et cela à une vitesse sans précédent. Ce qui a pris trois ans au début des années 1930 n'a pris cette fois que trois semaines. C'est cela la mondialisation intégrale de la crise. Que Dieu nous vienne en aide si, comme cela semble être le cas, le chômage explose à la même vitesse.

Deuxièmement, Obama n'héritera pas de l'avantage décisif de Roosevelt : à savoir des instruments nouveaux d'intervention de l'Etat et de gestion de la demande (appelée plus tard le « keynésianisme ») imposée par un soulèvement des ouvriers industriels au sein des usines les plus productives du monde. Si vous avez regardé n'importe laquelle des tristes parades des gourous de l'économie à la télévision américaine, alors vous savez qu'à Washington les rayons où l'on peut trouver des intellectuels sont maintenant presque vides. Partie prenante du consensus néolibéral sur

<sup>3</sup>/ Site de campagne de Barack Obama.

le commerce et la privatisation, aucun parti d'importance ne propose autre chose que quelques énigmatiques fragments provenant de traditions politiques différentes. En effet, si on laisse de côté les pseudo-populistes, on ne sait pas bien si quelqu'un à Washington, même parmi les conseillers économiques d'Obama, parvient à penser clairement au-delà du kit de pensée que leur a procuré Goldman-Sachs, celui qui a endoctriné deux des plus éminents secrétaires au Trésor de la dernière décennie.

Mais Keynes, que l'on semble pleurer soudainement, est en réalité bien mort. Rappelons qu'à l'époque, le *New Deal* n'avait pas surgi spontanément de la bonne volonté ou de l'imagination de la Maison Blanche. Tout au contraire, le contrat social pour le deuxième *New Deal* d'après 1935 était une réponse complexe et adaptée au plus grand mouvement de la classe ouvrière de toute l'histoire américaine, à une période où de puissantes forces en dehors des deux partis <sup>4</sup> continuaient d'occuper le champ politique et où le marxisme exerçait encore une extraordinaire influence sur la vie intellectuelle américaine. Or, même avec le plus grand optimisme ou la meilleure volonté du monde, il est difficile aujourd'hui d'imaginer le mouvement ouvrier américain se remettre de sa défaite comme il a pu le faire, de façon spectaculaire, entre 1934 et 1937. La différence principale est davantage structurelle qu'idéologique. Le mouvement syndical actuel est bien plus progressiste que l'AFL <sup>5</sup> décrépite, nationaliste et raciste de 1930. Le pouvoir du monde du travail est simplement plus dispersé et difficile à mobiliser dans une économie dominée par Wal Mart qu'à l'époque des gigantesques concentrations industrielles et urbaines et des quartiers ouvriers traditionnels.

### La constellation de la guerre

Il y a encore un troisième problème de l'analogie avec le *New Deal* et c'est sans doute le plus important : le keynésianisme militaire ne représente plus une thérapie miracle envisageable. En 1933, quand F. D. Roosevelt est arrivé au pouvoir, les États-Unis se retiraient entièrement de leurs engagements militaires à l'étranger, et le retour de quelques centaines de marines d'Haïti [1915-1934] ou du Nicaragua [1927-1933] ne provoquait que peu de controverse. Il a fallu deux années de guerre mondiale, la défaite de la France et le quasi-collapsus de l'Angleterre pour gagner finalement une majorité du Congrès en faveur du réarmement. Mais lorsque, en 1940, l'économie de guerre a finalement commencé à produire, elle est devenue une immense machine pour la réembauche des travailleurs et travailleuses américains, une véritable thérapie pour le marché du travail déprimé depuis les années 1930. Par la suite, la puissance mondiale américaine, liée

au plein emploi, allait gagner la loyauté de plusieurs générations de votants de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la situation est bien sûr radicalement différente. Les rallonges accordées au budget du Pen-

<sup>4</sup>/ Notamment les syndicats, dont le CIO (Congress of Industrial Organizations), créé en 1935, dans le sillage des grandes luttes ouvrières des années 1930.

<sup>5</sup>/ *American Federation of Labor* (AFL) : principale confédération syndicale avant la création du CIO, avec lequel elle fusionna en 1955.

tagone ne créent plus automatiquement des centaines de milliers d'emplois industriels stables, depuis que des parts significatives de la production d'armes sont maintenant, dans les faits, sous-traitées et que le lien idéologique entre taux élevé d'emploi et intervention étatique (des « bons boulots » et la gloire sur des rives étrangères) est structurellement plus faible que jamais depuis le début des années 1940. Même dans la nouvelle armée professionnelle (une sorte de caste héréditaire formée de Blancs pauvres, de Noirs et de Latinos), la démoralisation est en train d'atteindre le stade du mécontentement actif et d'ouvrir de nouveaux espaces à des idées alternatives. Bien que les deux candidats aient endossé des programmes incluant l'expansion de la capacité de frappe de l'armée de terre et de la flotte, du dispositif des missiles (« guerre des étoiles ») et en même temps l'escalade militaire en Afghanistan – ce qui va aboutir à relancer le complexe militaro-industriel – rien de cela ne peut donner des emplois décents, ou réamorcer la pompe d'une relance économique. Cependant, dans un tel effondrement, ce qu'un immense budget militaire peut faire, c'est d'enterer les réformes modestes, mais essentielles, qu'ont laissé espérer les projets d'Obama pour la santé, les énergies alternatives et l'éducation. En d'autres termes, les armes et le beurre de Roosevelt sont devenus une contradiction dans les termes, ce qui signifie que la stratégie d'Obama est en train de conduire à une collision catastrophique entre ses priorités en matière de « sécurité nationale » et ses objectifs de politique intérieure.

Mais pourquoi ces gens ne voient-ils pas le Grand Canyon ? Peut-être qu'ils le voient et, dans ce cas, on peut vraiment penser que la tromperie est le lait maternel des politiques états-uniennes. Ou peut-être qu'Obama est devenu le prisonnier réticent, à la fois intellectuellement et politiquement, d'un libéralisme culturellement permissif dont la rhétorique de type *New Deal* masque un esprit politique digne de Richard Nixon.

Il faut se demander par exemple en quoi ses priorités en matière de politique étrangère sont différentes de l'héritage radioactif de la doctrine Bush. Oui, il veut fermer Guantanamo, engager des pourparlers avec les Iraniens et gagner les cœurs des Européens. Mais il a également promis la poursuite de la « guerre contre le terrorisme », à la manière dont Bush père et Clinton ont maintenu le noyau dur des politiques de Reagan, même si c'était de façon « plus humaine ». Au cas où quelqu'un aurait manqué quelque chose des débats aux Etats-Unis, il convient de rappeler que le candidat démocrate s'est enfermé lui-même dans une stratégie globale pour laquelle la « victoire » au Moyen-Orient (et en Asie Centrale) reste la prémisse numéro un de la politique étrangère. Voilà qui est comparable à la folie d'un Dick Cheney ou d'un Paul Wolfowitz [secrétaire à la Défense de 2001 à 2005] sur la construction d'une Nation à l'irakienne, mais on *relooke* ce discours délirant avec des termes tels que la « confiance réaliste » en une « stabilisation » globale.

C'est vrai, l'ampleur de la crise économique risque d'obliger le président Obama à trahir certaines promesses marquantes du candidat Obama afin de soutenir un système idiot de « bouclier antimissile » ou de défendre

l'idée provocatrice d'une adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. Néanmoins, comme le nouveau Président le répète avec insistance dans presque tous ses discours, la mise en échec des Talibans et d'Al-Qaida, en même temps qu'une défense résolue d'Israël, constituent la priorité de son agenda sur la sécurité nationale. Soumis à une forte pression des républicains et des démocrates les plus droitiers, qui s'efforcent d'amputer le budget et de réduire l'augmentation exponentielle de la dette nationale, quels choix le président Obama pourrait-il être forcé de faire dès le début de son mandat ?

Il est plus que probable que le projet de système de santé complet sera rogné au maximum, que les « énergies alternatives » seront vidées de toute portée et que tout ce qui pourra bien rester dans les caisses, une fois menée l'entreprise de pillage de Wall Street, servira à acheter des bombes pour pulvériser plus de villages pachtounes afin de produire encore plus de générations de moudjahidin aigris.

Suis-je injustement cynique ? Peut-être, mais j'ai vécu les années de la présidence de Lyndon B. Johnson (1963-1969) et assisté à son programme de « guerre contre la pauvreté », le premier vrai programme de type *New Deal* qui a été réduit à néant pour mener un génocide au Vietnam. L'ironie est amère, mais je pense qu'il est historiquement prévisible que des millions d'électeurs qui ont soutenu le candidat pour sa promesse de terminer la guerre ont hypothéqué leur vote, bien malgré eux, dans une escalade militaire plus décidée que celle, sans espoir, d'un McCain, en Afghanistan et à la frontière tribale pakistanaise. Dans le meilleur des cas, les démocrates vont échanger une guerre brutale, perdue, pour une autre. Je crains que nous assistions, non pas à la résurrection de l'espoir, mais à un réveil douloureux.

Le grand défi pour les forces réduites de la gauche est d'anticiper cette désillusion de masse et de comprendre que notre tâche n'est pas de « faire bouger Obama à gauche » mais de sauver et de réorganiser les espérances trahies. Le programme de transition doit être le socialisme en tant que tel.

25 novembre 2008

Traduction et notes : A l'encontre et Stathis Kouvelakis



## Une élection historique

*Paul Buhle*

PERSONNE NE POURRA OUBLIER ce moment historique de sitôt. Les quelque 200 000 personnes rassemblées à Grant Park à Chicago auront marqué les mémoires de ceux qui, comme moi, ont vu ces jeunes de diverses origines, enthousiastes et emplis d'espoir, aux côtés d'Afro-Américains ayant participé au mouvement des droits civiques et pour qui Chicago était restée l'une des villes les plus violemment racistes des Etats-Unis. Les plus âgés se souvenaient de la victoire du premier maire noir, Harold Washington, en 1983, une victoire rendue possible grâce à des militants de gauche de tous âges, mais plus particulièrement les anciens des mouvements des années 1930 et 1940. Restés actifs, ces derniers étaient alors parvenus à mobiliser une base populaire locale, au sein même de la classe ouvrière de la ville, pour faire élire un candidat progressiste et pour exprimer leur opposition au racisme une dernière fois. Jusqu'à aujourd'hui.

Je me souviens aussi de Grant Park dans un autre contexte politique : lors de la répression policière contre les manifestants pacifistes pendant la convention démocrate, près de quarante ans et quelques mois avant les événements post-électorales de cette année. En 2008, la police s'est tenue tranquille (certains de ses agents sont d'ailleurs actuellement accusés de torture policière). Cette fois-ci, les jeunes accueillaient un Président élu, au lieu d'être exclus du processus démocratique par les va-t-en guerre des Partis républicain et démocrate.

La société américaine dans son ensemble a bien changé, évidemment, depuis les années 1960 et 1970 et cela a contribué à de tels bouleversements. Les hommes blancs de plus de soixante ans ont, semble-t-il, voté dans leur grande majorité pour John McCain ainsi que de nombreux comtés à majorité blanche. Mais les nouveaux électeurs (68 %), ainsi que les groupes démographiques en expansion, comme les Américains d'origine hispanique (67 %), les électeurs de moins de trente ans (66 %) et ceux d'origine asiatique (63 %) ont voté pour Obama. Certes, la « majorité silencieuse » des victoires de Nixon et Reagan, sans oublier la majorité douteuse de George W. Bush, n'avait jamais été une majorité réelle, mais à ses voix s'étaient ralliés les conservateurs, en particulier les catholiques et les évangéliques.

Ces secteurs de la population sont restés figés dans le passé et sont maintenant à la dérive ; ils sont gagnés à la défense hystérique de « notre pays » face à une démographie changeante et, de ce fait, prêts à faire de Sarah Palin leur héroïne et leur lot de consolation (cependant près de 55 % des femmes ont voté pour Obama).

### **La longue marche de la gauche états-unienne**

Au-delà de ces phénomènes, le rôle historique de la gauche au niveau national mérite d'être souligné et exploré. Le *New Deal* de Franklin Delano Roosevelt a correspondu, après 1934, avec la période du Front populaire, dont quelques-uns des participants locaux avaient déjà commencé à collaborer avec le gouvernement Roosevelt, avant même la nouvelle stratégie communiste en faveur d'un nouveau front antifasciste. La réélection de Roosevelt en 1936 fut renforcée par l'émergence d'une gauche dirigée par le *Congress of Industrial Organizations* (CIO), c'est-à-dire par les syndicats industriels disposant d'une capacité d'influence électorale. Simultanément, le versant culturel du *New Deal*, c'est-à-dire sa vitrine publique dans les arts populaires, était très largement dirigé par la gauche. Roosevelt dépendait discrètement de ces militants de gauche et Eleanor Roosevelt (plus impliquée dans leurs combats) les invita à la Maison Blanche. Malgré la période du pacte germano-soviétique et l'opposition à Roosevelt en 1940, l'impulsion des politiques du *New Deal* revint en grande partie aux militants de base, aux fins stratèges politiques, à la gauche d'Hollywood et à tous ceux qui avaient pensé à et lutté pour une démocratie plus inclusive et plus égalitaire.

Tout cela sembla prendre fin avec la guerre froide, avec la candidature sacrifiée de l'ancien vice-président Henry Wallace (soutenu par le jeune George McGovern et l'actrice Katharine Hepburn, parmi d'autres personnalités célèbres). Le démocrate va-t-en-guerre Harry Truman sortit victorieux de ces élections, grâce à la croisade anticommuniste dirigée par certains hommes d'affaires et autres conservateurs, avec la coopération des « libéraux »<sup>1</sup> et la mobilisation des conservateurs catholiques et protestants. La campagne Wallace représente l'ultime contestation dirigée contre la militarisation permanente de l'économie et la mise en place effrénée de l'empire américain en tant que relais des puissances coloniales européennes dans le contrôle du tiers-monde. Après cela, vint l'essor combiné de l'industrie de la défense et de la consommation de masse, de l'armement et des banlieues aisées, d'un nouveau système autoroutier national, accompagné de la destruction de l'environnement, le tout alimenté par la double crainte d'une guerre nucléaire et de l'emprise communistes ailleurs dans le monde. Et malgré Elvis Presley et un certain malaise de la jeunesse, le système semblait s'autoréguler sans problème.

Le retour des revendications pour la paix durant les années 1960, dû à l'impopularité de la guerre du Vietnam et à la conscription, ainsi qu'à la rébellion culturelle de la jeunesse, fut le fait d'une nouvelle génération mais aussi le fruit des réseaux politiques des militants de gauche de générations antérieures (et de leurs enfants), forcés d'entrer dans la clandestinité, mais qui n'avaient pas disparu. Les communistes, les trotskistes et les autres militants de

l'« ancienne gauche » continuaient d'avoir une influence, notamment dans la capacité de mobilisation manifestante, mais leur poids propre n'augmenta guère. Il fut difficile pour

<sup>1</sup> Le terme américain de *liberal* désigne, selon le contexte historique, une mouvance réformiste plus ou moins de gauche. Le terme inclut en général le Parti démocrate américain. Voir aussi l'entretien avec Howard Zinn.

le Parti démocrate d'absorber des sections de cette jeunesse idéaliste, car il refusa d'accepter les éléments les plus pacifistes et resta discrètement déterminé à préserver ses liens de proximité avec les secteurs du renseignement et de l'armée. L'effondrement de la nouvelle gauche après 1970 laissa d'une génération de militants pratiquement déboussolés, certes en mesure de mobiliser à l'échelle locale et d'obtenir des succès, mais radicalement incapables d'élaborer une vision politique d'ensemble. Par la suite, les années Clinton ouvrirent une nouvelle ère historique pour l'expansionnisme américain, combinant bombardements de populations civiles et invasions d'un nouveau genre, sur fond d'effondrement du bloc de l'Est. Même la récente crise qui précipita l'invasion de l'Irak et qui représente l'un des moments les plus intenses du nouveau mouvement antiguerre, s'est terminée sur une démobilisation quasi-complète. Sans la conscription et sans défaites militaires américaines majeures, la guerre a été reléguée à des entrefilets dans les journaux...

### Le moment Obama

... ou du moins ce fut le cas jusqu'à la procédure de nomination de candidatures à la présidence américaine durant l'hiver 2007-2008. Les militants antiguerre notamment, ralliés une fois de plus aux militants pour les droits civiques et à des célébrités afro-américaines, se saisirent de l'improbable campagne de Barack Obama, y insufflant de l'énergie, au moment-même où celle-ci allait devoir soit décoller... soit s'éteindre. Des observateurs proches disaient alors en riant que cette coalition leur rappelait une gauche « version Harry Belafonte », en référence aux supporters de ce chanteur et acteur d'origine caribéenne qui devint extrêmement populaire dans les années 1950 (selon certains le premier sex-symbole noir aux Etats-Unis). Belafonte avait alors dû renoncer à une carrière hollywoodienne du fait de son engagement politique de gauche. Aujourd'hui bien âgé, mais rejoint désormais par des personnalités plus jeunes (l'acteur noir américain Danny Glover en tête) impatientes de s'impliquer dans les mobilisations contre les invasions américaines et en faveur de revendications sociales populaires, Belafonte symbolisait ce que les traditions de gauche américaines avaient su conserver de vivacité et de ténacité au cours des dernières décennies.

2/ S'inspirant d'une chanson de Bob Dylan (*Subterranean Homesick Blues*) pour se revendiquer du rôle d'aiguillon politique dans le pays, ce groupe était une scission du SDS (Students for a Democratic Society), principale organisation de la nouvelle gauche à la fin des années soixante. La fin de la décennie fut traversée de tensions raciales dans un contexte où la guerre au Vietnam semblait s'éterniser malgré les mobilisations populaires. Le groupe décide alors de se tourner vers des actes plus radicaux, en posant des bombes dans divers lieux publics, considérés comme des symboles de la puissance de feu américaine. Ce groupe a été taxé de « terrorisme », or ils n'ont jamais tué de civils. Cf. William Ayers, *Fugitive Days, A Memoir*, New York, Penguin Books, 2003.

Durant cette élection présidentielle, et surtout après la défaite d'Hillary Clinton aux primaires, Obama a évolué vers le centre de l'échiquier politique en termes de politique étrangère ainsi que sur d'autres questions. Et pourtant, ni les conservateurs ni les « libéraux » ne pouvaient oublier qui étaient ses anciens alliés et amis politiques (le plus alarmant pour les conservateurs était William Ayers, un ancien des *Weathermen Underground* <sup>2</sup>, devenu de-

puis un professeur d'université respecté). Plus fondamentalement, plus les conservateurs se revendiquaient d'une droite dure constituant la base du soutien de Palin, à la fois nativiste et raciste, plus Obama semblait représenter quelque chose de radicalement différent.

Les journalistes, commentateurs, bloggeurs et gens ordinaires, aux Etats-Unis comme dans le reste du monde, ont depuis des mois défini l'élection de 2008 comme « l'élection du siècle ». A l'approche du vote, 40 % des partisans de chaque camp exprimaient des « craintes » quant aux conséquences de l'élection du candidat adverse. On peut difficilement éviter d'être un peu cynique ici. Les émotions agitées en période électorale aux Etats-Unis sont minutieusement orchestrées, avec plusieurs milliards de dollars de récompense attribués au parti victorieux par les lobbys et autres alliés. Cela dit, le moral populaire est incontestablement au plus haut depuis le début des années 1970 et plus étendu que durant les deux victoires de Reagan, en 1980 et 1984, alors que les politiques étrangère et intérieure étaient, à juste titre, perçues comme profondément transformées dans un sens conservateur.

Cette campagne électorale a vu émerger deux développements à la fois surprenants et remarquables, qui se sont accélérés durant les derniers mois de la campagne. Le contexte de crise économique, de proportions à la fois gigantesques et inconnues, doit également être pris en compte.

Soulignons d'abord la sociologie des foules qui se sont mobilisées lors des meetings d'Obama. Alors que McCain en était réduit à acheminer par bus des écoliers venant des villes avoisinantes pour qu'une réunion publique dans l'Ohio puisse atteindre 20 000 personnes, les meetings avec Obama allaient de 10 000 à 100 000 personnes (à Saint Louis, historiquement l'une des villes ouvrières et industrielles les plus divisées racialement), avec des publics composés de Blancs, d'immigrés hispaniques et asiatiques et de Noirs américains en nombre important et majoritairement, mais pas exclusivement, jeunes. Un sentiment commun : la direction du pays allait ou devait changer radicalement, bien plus radicalement que le candidat précautionneux lui-même ne l'envisageait a priori.

Les foules accueillant Sarah Palin, moins nombreuses certes, mais tout aussi intenses, signalaient quelque chose de très différent. Dans ces régions que Sarah Palin appelait « pro-américaines », on pouvait entendre un discours approchant un fascisme à l'américaine. Lorsque McCain concéda sa défaite lors d'un meeting à Phoenix (au cours duquel Palin tenta sans succès de prendre la parole avant McCain, comme les médias le rapportèrent), l'écrasante majorité des visages étaient blancs et durs. On leur refusait la victoire, ils allaient chercher à être vengés.

Le facteur décisif dans les résultats du vote populaire (et dans les Etats très divisés appelés les *Swing States*) a très certainement été l'économie plutôt que ce qu'on pourrait appeler la « guerre culturelle » entre deux visions très différentes des Etats-Unis et de sa place dans le monde. Mais l'argument selon lequel la classe ouvrière américaine à tendance à voter contre ses propres intérêts économiques était devenu un tel lieu commun en

politique américaine depuis 1980 (et même avant), qu'une telle éclipse de ce soutien a provoqué une onde de choc dans tout le système. Dans les Etats clés (*Battleground States*) du pays, un conservateur sur cinq et un chrétien évangélique sur trois ont voté pour Obama.

### **Quel changement ?**

Les Etats-Unis sont-ils pour autant devenus une société post- raciale ? Sûrement pas. La présidence d'Obama va-t-elle entraîner des changements profonds en termes de sécurité sociale, d'éducation et d'environnement, à la manière du *New Deal* à la fin des années trente ?

Probablement pas, à moins qu'Obama ne soit politiquement contraint et forcé de le faire, dans un contexte de crise économique, par une mobilisation populaire allant bien au-delà du vote. Une présidence Obama permettra-t-elle de dompter cette aspiration américaine à la domination mondiale et de mettre un frein à la brutalité des exigences de l'empire américain ? Cette question est la plus importante d'entre toutes.

N'oublions pas la férocité avec laquelle les instances dirigeantes du Parti démocrate résistèrent aux manifestants antiguerre dans les années 1960 et au début des années 1970 et avec quelle détermination les « faucons » démocrates (y compris les dirigeants du mouvement ouvrier américain) refusèrent de soutenir George McGovern, le candidat antiguerre démocrate à la présidence en 1972. Souvenons-nous comment les mêmes individus usèrent de tous les moyens nécessaires, y compris financiers, pour punir les personnalités les plus pacifistes à l'intérieur du Parti, lorsqu'ils reprirent le contrôle de l'organisation avant même les années Reagan. La centralisation des pouvoirs fut en effet menée à bien par le comité exécutif du Parti démocrate. On en avait d'ailleurs eu un avant-goût lorsque Bella Abzug, une parlementaire antiguerre issue de l'« ancienne gauche » de l'Etat de New York sortit perdante contre le démocrate pro-Nixon Daniel Patrick Moynihan lors des primaires au Sénat. Cette centralisation des pouvoirs fut suivie d'attaques en règle, bien financées elles aussi, contre le candidat à la Présidence Jesse Jackson en 1988. Durant la même période, Harry Belafonte avait fait figure de candidat possible au Sénat pour représenter l'Etat de New York et s'opposer à un républicain de droite dure appelé D'Amatto. Mais les attaques anticommunistes menées de concert par les démocrates et les républicains y firent barrage. Cette histoire nous ramène pourtant étrangement au présent.

Belafonte, citoyen du monde et caribéen d'origine, vêtu de son célèbre imperméable à la une du magazine *Time* à la fin des années 1950, ressemble à Obama, vêtu presque à l'identique, à la une du *New York Times*, cette fois durant les dernières semaines de sa campagne. Tous deux sont élégants et charismatiques. Ils sont aussi, comme on sait, très intelligents, mesurés dans leurs jugements et, s'agissant de leur image publique, fins stratèges. Belafonte, qui commença sa carrière politique durant les circonstances historiques difficiles de la campagne Wallace, avait relayé le message de sa génération aussi loin qu'il le pouvait au sein de la société profondé-

ment raciste et de l'économie militarisée du milieu du vingtième siècle. Obama, lui-même un ancien militant politique associatif, représente un siècle nouveau, combinant les perspectives et complications inédites de son identité particulière, celle d'un dirigeant multiracial (en termes strictement américains, synonyme de « non-blanc »).

L'empire aura-t-il raison de lui ? Voilà une question aussi importante que celle concernant l'économie. On retrouve d'ailleurs les mêmes enjeux concernant le choix des « experts », pour nombre d'entre eux de simples pièces rapportées des années démocrates de l'ère Clinton. Aucun aspirant à la Présidence américaine ne peut être élu sans promettre de défendre la suprématie américaine dans le monde, avec le budget militaire (et les morts certaines) qui vont avec. Une présidence Obama risque-t-elle de dilapider l'extraordinaire bonne volonté d'une population mondiale désespérant de voir s'ouvrir un nouveau chemin vers la paix et vers un degré de coopération plus grand en matière d'environnement, de santé, et toutes les questions qui y sont rattachées ? Ou une autre voie pourra-t-elle être trouvée, par Obama et au-delà d'Obama, pour permettre à la mobilisation secouant le pays de devenir une mobilisation mondiale ?

Telles sont les questions qui se posent à court et moyen terme. Elles sont aussi difficiles qu'incontournables. Pour l'heure, les visages qui peuplaient Grant Park à Chicago le soir des résultats signalent ce qui ne doit pas nous échapper. Une page d'histoire a été tournée.

Traduction, intertitres et notes d'Ambre Ivöl

# Howard Zinn : le parcours d'un intellectuel militant

Entretien avec Ambre Ivól<sup>1</sup>

HOWARD ZINN EST L'UNE DES FIGURES intellectuelles de la gauche américaine depuis près de cinquante ans. Son implication dans les mouvements majeurs des années soixante a fondé son identité d'historien engagé, l'amenant à écrire une histoire états-unienne du point de vue des groupes sociaux restés jusqu'alors dans l'obscurité historiographique. Historien polémique et populaire, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-six ans, il constitue la mémoire vivante d'une contestation remontant aux années trente. Lors des récentes crises de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement altermondialiste, la guerre contre le terrorisme, la profonde crise économique et l'élection historique de Barack Obama, Zinn a constitué un pont entre générations militantes.

**Ambre Ivól :** Tu es surtout connu pour ton engagement dans les mouvements contestataires des années soixante et soixante-dix et grâce à ton ouvrage d'histoire sociale sur les Etats-Unis *A People's History of the United States from 1492 to the Present*<sup>2</sup>. Mais les moments clés qui ont fondé ton engagement politique remontent à la période de la Grande Dépression et du New Deal. Comment es-tu devenu un militant de gauche ?

**Howard Zinn :** Ma conscience politique s'est forgée dans les quartiers ouvriers pauvres de Brooklyn, où mes parents vivaient. Enfant, j'avais conscience de la misère de nos vies, de l'exiguïté de nos logements, mes trois frères et moi dormions dans un même lit, pendant certaines périodes nous étions privés d'électricité et de gaz car nous ne pouvions pas payer la facture. Nous déménagions souvent pour cause de loyers impayés. Mon père était serveur lors de mariages et autres fêtes, mais avec la Grande Dépression il se retrouva au chômage. Grâce à sa section syndicale, il trouva de quoi subvenir à nos besoins, même si cela signifiait être réduit à vendre des pommes dans les rues ou laver les carreaux des immeubles de bureau. Je me sou-

viens très distinctement du jour où il est tombé de l'un de ces bâtiments et s'est blessé. Il est rentré à la maison couvert de sang.

Notre maison était un désert culturel, il n'y avait ni livres ni musique, mais nous avions une radio qui nous permettait d'écouter les émissions comiques et autres programmes. Lorsque j'ai commencé à lire, j'ai mieux compris le sort qui nous était réservé. Des écrivains comme Jack

<sup>1</sup>/ Cet entretien est issu de diverses rencontres avec Howard Zinn durant la période 2006-2008, en particulier les entretiens du 11 avril 2007, du 6 décembre 2006 et du 24 septembre 2003. Il a été complété par des échanges par courrier électronique les 16 et 18 août 2008. La traduction de l'entretien et les notes sont d'Ambre Ivól.

<sup>2</sup>/ Edition française : *Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours*, trad. Frédéric Cotton, Marseille, Agone, 2002. Aux Etats-Unis, *A People's History* vient d'atteindre deux millions d'ouvrages vendus depuis sa première parution en 1980. Zinn Howard, entretien avec Ambre Ivól, courrier électronique, 29 octobre 2008.

London, Charles Dickens et Upton Sinclair me permettaient de donner sens à ce qui nous arrivait. A l'âge de dix-sept ans, j'ai rencontré de jeunes communistes dans mon quartier ; à l'époque je m'intéressais à Hitler et Mussolini. J'avais connaissance de la guerre civile espagnole et je me souviens d'un copain de quartier qui rejoignit la brigade Abraham Lincoln pour aller combattre aux côtés des républicains espagnols. J'ai aussi connu la répression lors d'une manifestation de gauche (je crois me souvenir que c'était contre la guerre en Europe) au cours de laquelle je vis la police frapper les manifestants. Frappé moi aussi, je perdis connaissance. Suite à cet événement, j'ai commencé à réfléchir sur la neutralité de l'Etat, réalisant que les libertés civiles des militants de gauche, et plus largement de ceux qui contestaient le gouvernement, n'étaient pas garanties.

C'est aussi durant cette période que j'ai commencé à lire Marx et Engels. Après le lycée j'ai passé avec succès un examen pour travailler sur les chantiers navals de Brooklyn. Le travail pour les apprentis comme moi était particulièrement dur, l'air y était irrespirable et le bruit assourdissant. Mais j'ai rencontré là-bas d'autres jeunes gens de gauche et ensemble nous avons fondé un syndicat pour les ouvriers non qualifiés comme nous. Nous nous réunissions ainsi toutes les semaines pour lire et discuter de politique.

Puis durant la Seconde Guerre mondiale, je me suis engagé pour lutter contre le fascisme en devenant bombardier dans l'armée de l'air américaine. Mais après la guerre, j'ai appris ce qui s'était réellement passé à Hiroshima, j'ai repensé à mes propres missions de bombardements, surtout celle de la ville de Royan en France à la toute fin de la guerre. En outre, j'ai remis en cause le rôle de l'Union soviétique, notre soi-disant allié héroïque contre le fascisme.

Durant toute cette période, j'ai été soutenu par ma femme, qui avait elle aussi développé sa propre conscience de classe dans sa jeunesse, ayant grandi dans un milieu ouvrier comparable au mien.

**AI :** *Comment percevais-tu le Parti communiste américain dans ta jeunesse ?*

**HZ :** J'ai toujours été aux marges du Parti communiste, même si j'ai partagé moi aussi cette vision romancée de l'Union soviétique pendant un temps. Mais le tournant pour moi n'a pas été 1956 et la dénonciation officielle des crimes de Staline [lors du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS], non cela s'est fait bien avant. Déjà, je trouvais que mes amis communistes avaient la manie de toujours chercher à tout rationaliser, tout justifier, comme l'invasion de la Finlande par l'URSS en 1939, ou le pacte germano-soviétique. Il s'agissait selon eux d'un choix tactique, pour se préparer à une confrontation plus massive avec les fascistes. Mes amis étaient des militants purs et durs, ayant adopté l'orthodoxie du Parti sur ces questions. J'étais pour ma part plus ambivalent, plus sceptique sur ces questions de politique étrangère en particulier.

Le tournant pour moi vis-à-vis de l'Union soviétique s'est fait pendant la guerre, alors que j'étais bombardier dans l'armée de l'air et que je participais aux dernières missions de bombardement en Europe en 1943

et 1944. J'ai rencontré un type qui était dans une autre équipe de pilotage. On était tous deux de grands lecteurs et on parlait donc souvent de livres. Un jour il m'a prêté l'ouvrage d'Arthur Koestler, *Le Yogi et le Commissaire*. Et alors qu'on discutait des enjeux de la guerre mondiale, il qualifia le conflit de lutte entre les puissances impérialistes. Surpris, je lui demandai pourquoi il s'était engagé. « C'est pour parler avec des gars comme toi », me répondit-il. Malheureusement ce soldat est mort quelques jours plus tard dans une mission de bombardement. Cette discussion m'avait ébranlé, mais je n'y réfléchis réellement qu'à la fin de la guerre. Je n'ai jamais oublié cet homme.

**AI :** Dans ton autobiographie, tu dis, en effet, avoir eu la chance d'avoir été épargné alors que tes meilleurs amis sont morts au front<sup>3</sup>. Parmi les événements les plus traumatiques de cette période, tu racontes le bombardement de la ville de Royan, un bombardement que tu juges avoir été inutile du point de vue strictement militaire, mais qui a tué des milliers de personnes.

**HZ :** Oui, j'ai beaucoup écrit à ce sujet<sup>4</sup>. Je suis retourné à Royan plus tard, en 1967 je crois, lors d'un voyage en Europe (en Italie et en Yougoslavie). J'étais déterminé à passer par Royan. Sur place, j'ai consulté les archives de la ville pour clarifier la chronologie des événements et recueillir des témoignages écrits de ces bombardements. J'ai aussi beaucoup parlé avec les bibliothécaires<sup>5</sup>. Je n'ai pas spontanément dit aux gens que j'avais moi-même participé à ces bombardements dévastateurs. Mais je n'ai pas non plus cherché à le cacher. En l'apprenant, les gens se sont montrés plutôt compréhensifs, considérant que beaucoup de choses terribles avaient été faites pendant la guerre. Ils comprenaient que je n'étais qu'un simple soldat obéissant aux ordres de sa hiérarchie. Je n'ai pas ressenti d'hostilité de leur part.

Et puis les Américains étaient globalement vus comme ayant libéré la France. Je me souviens aussi d'avoir été présent lors d'une cérémonie de commémoration de la libération de la ville de Bologne en Italie aux alentours de la même période. Lorsqu'ils ont appris que nous étions américains

(j'étais accompagné de ma femme Roslyn), ils nous ont fêtés comme des héros. Pour moi, c'était très difficile à gérer. En tout cas, c'est suite à ce voyage que j'ai écrit un premier article sur Royan et sur Hiroshima, dans le contexte de la guerre du Vietnam qui faisait alors rage aux États-Unis<sup>6</sup>.

Parmi les opposants à la Seconde Guerre mondiale, il y avait les trotskistes, qui préféraient choisir la prison. Je suis certain que ce soldat avec qui j'échangeais sur les enjeux de la guerre était un trots-

3/ cf. Howard Zinn, *L'impossible Neutralité : autobiographie d'un historien et militant*, trad. Frédéric Cotton, Marseille, Agone, 2006.

4/ Howard Zinn, « *Nous, le peuple des États-Unis... : essais sur la liberté d'expression et l'anticommunisme, le gouvernement représentatif et la justice économique, les guerres justes, la violence et la nature humaine* », trad. Frédéric Cotton, Marseille, Agone, 2004.

5/ Howard Zinn avait pris des cours de français à l'université et a donc pu utiliser les sources primaires de l'époque, articles de presse, autobiographies de chefs militaires et témoignages d'habitants de la ville.

6/ cf. notamment, Howard Zinn, *The Politics of History*, Boston, Beacon Press, 1970, et *Postwar America 1945-1971*, New York, Bobbs-Merrill Company, 1973.

kiste. D'ailleurs cela colle avec l'attitude de ces militants pendant la guerre du Vietnam aussi, certains refusèrent la conscription, préférant la prison, ou s'exilant au Canada ; d'autres considéraient qu'il fallait servir dans l'armée pour organiser les GI. Moi-même, pendant la guerre du Vietnam, je n'étais pas impliqué dans l'organisation des soldats dans les bases militaires et les *coffee houses* qui se montaient dans tout le pays, mais je connaissais quelques militants. Ils n'étaient pas tous trotskistes évidemment mais il ne fait pas de doute que certains d'entre eux organisaient les soldats dans l'armée américaine.

**AI :** Venons-en à l'évolution de ton militantisme à ton retour de la guerre en 1945. Dans quel état d'esprit étais-tu alors ?

**HZ :** J'ai été relevé de mes fonctions au sein de l'armée en 1945, mais en rentrant, fort des promesses d'un monde nouveau, débarrassé de la guerre et du racisme, je me suis trouvé promis à la même vie précaire que celle que j'avais quittée quelques années auparavant.

J'ai rejoint un groupe d'anciens combattants, appelé le Comité des Vétérans Américains (AVC) <sup>7</sup>, qui se voulait une alternative de gauche aux autres organisations plus traditionnelles comme la Légion américaine. Son mot d'ordre était « citoyens d'abord, vétérans ensuite ». Nous avons donc monté un groupe à Brooklyn, surnommé le comité *Gung Ho* (d'après un cri de ralliement des révolutionnaires chinois alors en guerre contre Tchang Kaï-chek, lui-même soutenu par les Etats-Unis). Nous sommes très vite devenus le comité le plus influent de Brooklyn : nous étions à la fois très engagés politiquement, sans perdre de vue l'importance de la dimension de soutien matériel et pratique (une dimension qui expliquait pourquoi les autres groupes de vétérans plus traditionnels continuaient de perdurer) en délivrant une aide sociale allant des prêts bancaires à l'assistance médicale, en passant par l'aide à l'emploi, etc. Je dirigeais le comité et le représentais aux conférences nationales d'AVC. Lors de ces réunions nationales, il y avait constamment des désaccords entre les militants de gauche (les radicaux) et ceux qui se définissaient comme centristes (les libéraux <sup>8</sup>), ces derniers étant les plus influents au niveau national.

Ces désaccords furent exacerbés avec le déclenchement de la guerre froide car les plus centristes acceptèrent les politiques anticommunistes du gouvernement, alors que les plus radicaux étaient pour une coexistence pacifique avec l'Union soviétique et s'opposaient au soutien que les Etats-Unis apportaient aux gouvernements de droite en Grèce, en Turquie et dans les autres pays bénéficiaires de la doctrine Truman. Le plan Marshall de 1948 fut un point de controverse central entre ceux qui le soutenaient et ceux, plus à gauche, qui le percevaient plutôt comme une mesure antisoviétique accentuant la militarisation du monde.

L'élection de 1948 fut un tournant pour le groupe car les plus radicaux soutinrent la candidature de Henry Wallace qui se présentait sur

<sup>7</sup>/ *American Veterans Committee*, ou AVC.

<sup>8</sup>/ Le terme américain est *liberal* et désigne, selon le contexte historique, une mouvance réformatrice plus ou moins de gauche. Ce terme inclut en général le Parti démocrate.

un programme indépendant, en rupture avec le Parti démocrate. Wallace était pour la paix avec l'Union soviétique. Je me suis engagé activement dans cette campagne présidentielle et j'ai été embauché comme organisateur de la campagne dans notre district de Brooklyn.

Durant cette même période, je suis allé de petit boulot en petit boulot, après avoir tenté de reprendre le travail sur les chantiers navals. Mais cet emploi m'était devenu pénible, même en étant désormais un travailleur qualifié.

J'ai ensuite brièvement travaillé dans le bâtiment, dans une usine de fabrication de bière, puis comme serveur, tout en percevant une aide au chômage grâce au *GI Bill*.<sup>9</sup> J'ai aussi travaillé pour une structure d'aide au logement de la ville de New York où j'aidais les personnes démunies à trouver un logement. Et pendant tout ce temps, je lisais de la littérature marxiste. J'ai quitté ce dernier poste pour m'engager dans la campagne de Wallace et c'est alors que j'ai décidé de reprendre mes études grâce au programme d'aide sociale du *GI Bill*. Au même moment, ma femme et moi avons enfin pu emménager dans un logement social décent alors que je reprenais mes études supérieures à la *New York University* puis à l'université de Columbia.

Parmi mes amis militants de gauche, certains trouvaient que mon choix d'aller à l'université était une « trahison » de la cause du mouvement ouvrier et un « embourgeoisement », mais je les ai ignorés. Et puis, tout en étant étudiant, je suis resté ouvrier car je continuais de travailler de nuit, de 16 heures à minuit dans un entrepôt de Manhattan, et ce durant les quatre années et demie d'études de master puis de doctorat.

Et je restais engagé politiquement. En 1949, Roslyn et moi sommes allés rejoindre les milliers de personnes rassemblées à Peekskill dans l'Etat de New York pour exprimer notre solidarité avec le chanteur noir américain Paul Robeson, dont le concert avait été annulé quelques temps auparavant sous la pression de groupes de droite. Les événements de Peekskill font partie de ces épisodes oubliés de l'histoire du pays. Le concert en plein air fut encerclé par une foule enragée qui se mit à lancer des pierres sur les voitures qui tentaient de se frayer un passage pour repartir. Il y eut de nombreux blessés (y compris une jeune femme qui était en voiture avec nous et qui eut le crâne fracturé) pendant que la police regardait passivement la scène. Le romancier Howard Fast a écrit des pages là-dessus. Notre voiture

eut toutes ses fenêtres brisées. Ma femme s'était baissée et tenait notre fille de deux ans pour la protéger. Elle était alors enceinte de notre fils qui allait naître quelques mois plus tard.

Par ailleurs, dans cet entrepôt où je travaillais de nuit, j'étais membre du syndicat District 65 des travailleurs de l'industrie des services<sup>10</sup>. Mais mes collègues et moi-même

9/ Officiellement nommée *Servicemen Readjustment Act*, cette loi, votée en juin 1944, accordait aux anciens combattants cinquante-deux semaines d'aide au chômage, des facilités de prêts bancaires, une assurance-maladie et le financement de quatre années de formation professionnelle. Plus de huit millions d'anciens soldats bénéficièrent de cette loi. Cf. Adams Michael C., *The Best War Ever: America and World War Two*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1994, p. 151-52.

10/ *Wholesale and Retail Workers of America*: travailleurs du secteur de la vente en gros et au détail.

étions bien plus à gauche que la direction de notre syndicat. Du fond du garage où nous travaillions à charger les camions, nous avons mené des actions qui ont fait paniquer nos responsables syndicaux, comme la fois où nous avons fait grève durant une nuit pluvieuse, refusant de reprendre le travail avant de nous voir fournir des vêtements contre la pluie.

Par ailleurs, je n'hésitais pas à exprimer mes opinions de gauche durant mes cours. J'étais, il est vrai, plus sûr de moi que le reste de mes camarades de classe car j'étais de plusieurs années leur aîné et fort de l'expérience des chantiers navals, de l'armée de l'air et du militantisme. Et j'étais déjà père de deux enfants, donc bien plus mûr que les autres aussi. A l'université de New York, j'ai opté pour un parcours autonome en histoire ouvrière car ce thème n'était tout simplement pas enseigné en tant que tel. Puis à l'université de Columbia je choisis de faire mon mémoire de master sur la grève des mineurs du Colorado en 1913-1914, connue sous le nom du massacre de Ludlow (du nom de la ville minière où la grève eut lieu). Ensuite, pour ma thèse, j'étudiai le parcours politique de Fiorello LaGuardia durant les années où il était le représentant d'un quartier pauvre de Harlem au Congrès, dans l'entre-deux guerres.

J'ai terminé mon doctorat d'histoire dans un contexte de guerre froide et d'anticommunisme. J'ai aussi étudié l'économie et le droit, le français et le russe. J'ai ensuite commencé à enseigner dans une petite université du New Jersey avant de décrocher mon premier poste d'enseignant digne de ce nom dans une université noire du Sud, à *Spelman College* en Georgie.

Cette première période de ma vie, Brooklyn, les chantiers navals, la guerre - ainsi que mes lectures et mes études - a été cruciale dans l'élaboration de ma vision du monde, qui peut être caractérisée comme une sorte de marxisme et d'anarchisme. Mais à l'époque je ne définissais pas mes propres convictions de cette manière-là.

**AI :** *Quelle importance accordes-tu à ton judaïsme ?*

**HZ :** Nombreux sont les Juifs qui m'ont posé la question, mais cela n'a jamais été déterminant pour moi en tant qu'homme de gauche. En Allemagne dans les années trente, je me serais opposé à ce qu'on faisait subir aux militants de gauche tout comme à ce qu'on faisait subir aux Juifs. J'étais opposé à Mussolini aussi pour ce qu'il faisait aux Ethiopiens. Il est vrai cependant que comme Noam [Chomsky] je peux revendiquer mon opposition à l'Etat d'Israël car ses actes sont commis en mon nom, au nom du peuple juif. De même, les Blancs pouvaient s'opposer à l'apartheid racial car c'était fait en leur nom. Et je pense aussi à d'autres figures de la gauche américaine de ma génération, comme le romancier Howard Fast, pour qui leur propre judaïsme n'eut pas de signification particulière.

**AI :** *Les intellectuels américains Gore Vidal et Studs Terkel parlent tous deux des « Etats-Unis d'Amnésie » pour souligner la faiblesse de la mémoire collective du pays. C'est surtout vrai pour la période que tu viens de décrire*

et qui a précédé la guerre froide et le maccarthysme. Peux-tu parler du mouvement des droits civiques et de son importance pour renouer avec cette mémoire des luttes durant la période précédente ?

**HZ :** J'ai beaucoup écrit sur ce mouvement et sur son pouvoir de transformation de la société américaine <sup>11</sup>. Le mouvement des droits civiques fut important car les Noirs américains ne se laissaient pas facilement intimider lorsqu'on les traitait de communistes. Ils étaient plutôt méfiants à l'égard du gouvernement et n'adhéraient évidemment pas à la culture de guerre froide qui véhiculait l'image d'une société harmonieuse et dénuée de conflits sociaux. Dans le Sud du pays où le mouvement prit forme, la jeunesse devint très vite la pointe avancée de la contestation. Le groupe étudiant du SNCC <sup>12</sup> refusait carrément tout chantage anticommuniste. Durant les décennies précédentes, d'autres groupes [comme le NAACP <sup>13</sup>] avaient subi le même chantage et souvent cédé à cette pression en expulsant de leurs rangs les militants soupçonnés d'être ou d'avoir été des militants communistes par le passé. Mais dans les années soixante, cette intimidation n'avait plus prise. Plus largement, il faut noter que la communauté noire continuait d'admirer des personnalités clés de la période des années trente, comme l'artiste noir Paul Robeson ou même les militants communistes noirs comme Benjamin Davis [de New York].

**AI :** Quelle fut l'attitude des mouvements sociaux vis-à-vis du Parti démocrate au cours des années 1930 puis des années 1960 ?

**HZ :** Le Parti démocrate a bénéficié d'un certain soutien de la part de la gauche dans les années trente du fait de la politique du *New Deal* de Roosevelt. Toutefois, les mouvements sociaux des années 1960 étaient moins

liés au Parti démocrate, qui était alors considéré tout autant responsable de la guerre au Vietnam que les républicains, et qui semblait être tout aussi indifférent aux besoins de la population noire, et ce d'autant plus que les démocrates dépendaient en partie du soutien des politiciens racistes du Sud. Lors de la campagne du candidat démocrate Lyndon Baynes Johnson en 1964, les gens dans le mouvement des droits civiques avaient d'ailleurs comme slogan, « *Half the way with LBJ* ». <sup>14</sup>

<sup>11</sup>/ cf. Howard Zinn, *The Southern Mystique* (1964), Boston, Beacon Press, 2002 et *SNCC: The New Abolitionists* (1965), Boston, Beacon Press, 2002 ; cf. aussi *Une histoire populaire des États-Unis...*, op. cit., et plus récemment, *A Power Governments Cannot Suppress*, San Francisco, City Lights Books, 2007.  
<sup>12</sup>/ Student Nonviolent Coordinating Committee : Comité de coordination étudiant non-violent fondé en 1960, essentiellement composé d'étudiants afro-américains (mais aussi d'étudiants blancs et de militants issus de la génération précédente, comme Ella Baker et Ann Braden), en lutte contre la ségrégation raciale et tourné vers l'organisation de sit-in dans les lieux publics et de campagnes d'inscription des Noirs américains sur les listes électorales. A l'échelle nationale, l'organisation constitua le noyau dur de la nouvelle gauche américaine.

<sup>13</sup>/ *National Association for the Advancement of Colored People* : Association nationale pour l'avancement des gens de couleur, en général désignée par son sigle NAACP, est une organisation fondée en 1909 à partir du *Niagara Movement*, créé en 1905 par W. E. B. Du Bois.

<sup>14</sup>/ « Soutenons LBJ, mais seulement à moitié ».

**AI :** Après huit ans de gouvernement Bush, considères-tu qu'il y a des différences qualitatives entre le Parti républicain et le Parti démocrate ?

**HZ :** Je ne pense pas qu'on puisse parler de différence qualitative entre les républicains et les démocrates. Le gouvernement Bush a poussé à l'extrême les caractéristiques du capitalisme américain, le militarisme, la guerre, la répression, l'enrichissement des plus riches.

**AI :** Tu es devenu un intellectuel engagé dans les années 1960, dans le contexte du mouvement de libération noir et de la guerre du Vietnam. Comment ton engagement a-t-il évolué, des années soixante à aujourd'hui ?<sup>15</sup>

**HZ :** Je ne suis pas aussi impliqué dans les mouvements à la base que je pouvais l'être durant les années 1960. Dans le Sud, j'étais en première ligne, alors même que je publiais des articles en tant qu'historien du mouvement. Aujourd'hui, mon engagement combine l'écriture et les interventions publiques dans les universités et dans les villes à travers tout le pays. J'écris des articles d'opinion pour les magazines *The Progressive* et *The Nation*, qui circulent sur internet et sont traduits ensuite dans différentes langues. Récemment, durant la campagne présidentielle, j'ai insisté tout particulièrement sur la nécessité pour le futur président de s'inspirer du *New Deal*. Plus précisément, il s'agit selon moi de comprendre ce qui a rendu le *New Deal* possible, notamment grâce à une forte mobilisation populaire, qui a reconfiguré l'horizon politique du pays et forcé Roosevelt à radicaliser son programme.<sup>16</sup>

Quant à mes autres écrits, ma pièce *Marx in Soho* – qui raconte le retour de Karl Marx sur terre pour réhabiliter son nom après le double échec du modèle soviétique et du modèle néolibéral américain – a été mise en scène dans des centaines de lieux dans le pays et à l'étranger, en Amérique latine notamment.<sup>17</sup> En un sens, je

crois que mon influence en tant qu'intellectuel est plus importante aujourd'hui qu'elle ne l'était durant les années 1960. Elle s'est développée surtout grâce aux ventes, toujours croissantes, de mon *Histoire populaire des Etats-Unis* depuis sa première parution en 1980.<sup>18</sup>

<sup>15/</sup> Pour une étude replaçant Zinn dans l'histoire plus large de la gauche américaine, cf. Immanuel Ness (dir.), *The International Encyclopedia of Revolution and Protest, from 1500 to the Present*, New York, Blackwell, à paraître en 2009.

<sup>16/</sup> Pour de récents entretiens avec Howard Zinn à propos des élections américaines, voir *Télérama*, entretien avec Martine Laval, 22 octobre 2008, p. 14-18 ; et « La victoire historique d'Obama », *L'Humanité*, 11 novembre 2008.

<sup>17/</sup> Howard Zinn, *Karl Marx, le retour*, trad. Thierry Discepolo, Marseille, Agone, 2002.

<sup>18/</sup> Anthony Arno et Howard Zinn ont écrit une version théâtrale de cette œuvre, en invitant divers artistes de théâtre, de télévision et de cinéma à lire en public des textes reliant plusieurs générations de contestataires aux Etats-Unis, comme Bartolomé de Las Casas, dénonçant les crimes contre les Indiens, les abolitionnistes exigeant l'abolition de l'esclavage, mais aussi des figures comme Emma Goldman et Helen Keller, ou des anciens combattants de la guerre actuelle en Irak, opposés à l'occupation, des familles de militaires, comme Cyndy Sheehan, etc. Cf. Howard Zinn et Anthony Arno (dir.), *Voices of A People's History of the United States*, New York, Seven Stories Press, 2004.

## **CAPITALISME : FIN D'ÉPOQUE ?**

### Une crise qui vient de loin

Isaac Johsua

L'INSTABILITÉ ACCOMPAGNE le capitalisme, les crises scandent sa marche, les chutes violentes succèdent aux progressions éclatantes. Pendant longtemps, cependant, le système capitaliste a baigné dans un environnement de petite production (paysannerie, artisanat, etc.) qui a atténué la portée de ses crises. En effet, les discontinuités de l'espace social, les réactions diversifiées (voire opposées) aux chocs font que la propagation de l'épidémie est ralentie et son impact atténué. Mais le capitalisme est conquérant, travaillant en permanence à réduire l'univers qui l'entoure aux deux seuls pôles extrêmes du capital et du salariat. La prépondérance du salariat et des sociétés par actions crée une continuité des comportements qui déblaye le chemin pour le déferlement des vagues dépressives. <sup>1</sup>

Instaurée dans l'après-guerre, la régulation fordiste tente de répondre au nouvel état des choses, un état où, qui dit consommateur dit salarié. Il s'agit, pour éviter la transformation d'une défaillance passagère en dépression, de soutenir la demande globale le temps que l'activité reparte. Ce qui passe par un rôle accru de l'État, par l'affirmation d'un nouveau rapport salarial et par une place grandissante des transferts sociaux dans le revenu disponible des ménages.

Mais deux risques menacent le capitalisme et il ne peut esquiver l'un qu'en acceptant d'affronter l'autre : celui de l'effondrement, si l'encadrement de l'activité est insuffisant, et celui de l'étouffement, s'il est excessif. Ainsi, la régulation fordiste a été acceptée par les capitalistes tant que les taux de profit étaient élevés. Mais ces taux commencent à baisser à partir de la moitié des années 1960 et atteignent un plus bas au début des années 1980. C'est désormais le danger d'étouffement qui guette ; le risque d'effondrement paraît, comparativement, mineur. Du coup, la régulation fordiste est détruite. Les taux de profit se redressent mais, immédiatement (ce qui est vraiment une preuve éclatante de l'incapacité du système à se tenir debout tout seul), l'instabilité augmente, couvrant une surface de plus en plus grande : la crise mexicaine de 1994-1995 ne concerne qu'un seul pays ; celle de 1997 dévaste toute une région continentale, l'Asie du Sud-Est ; celle de la « nouvelle économie », en 2001, s'attaque au centre, aux États-Unis. Quant à la crise actuelle, elle menace le monde entier.

Pourtant, ce n'est pas parce qu'on a détruit le fordisme qu'on a détruit la réalité qui lui a donné naissance.

<sup>1</sup> J'ai ainsi pu interpréter la grande crise américaine de 1929 comme celle générée par le passage brutal d'un monde de petits producteurs à celui du salariat. Voir Isaac Johsua, *La Crise de 1929 et l'Émergence américaine*, PUF, 1999.

Dans les pays développés, la population active est massivement salariée. Il faut une réponse à cette situation, il faut assurer le maintien

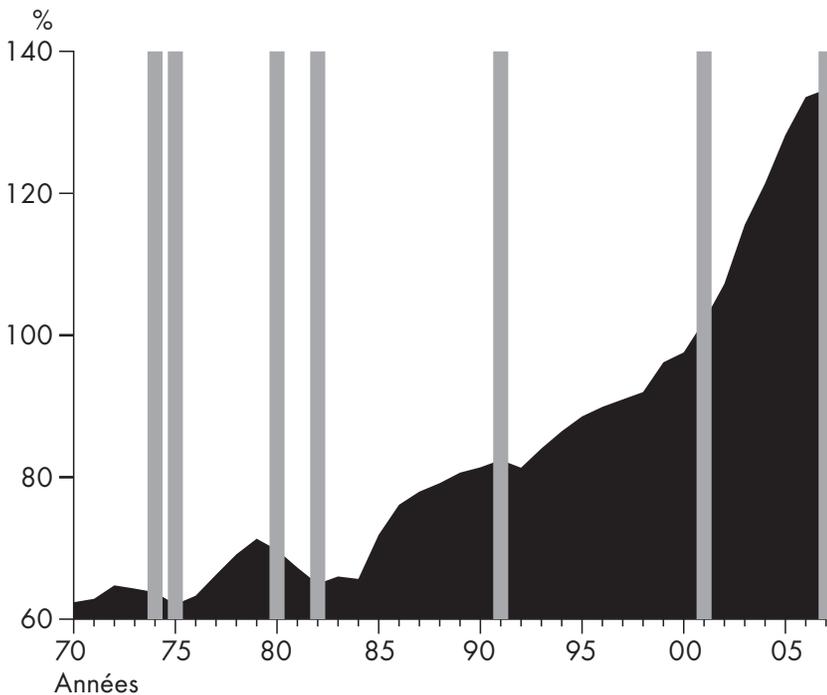
## CAPITALISME, FIN D'ÉPOQUE ?

d'une demande globale même dans des circonstances adverses. La fin du fordisme, c'est le confinement de l'État, c'est le refus des transferts sociaux ou du partage négocié de la valeur ajoutée : en bref, c'est la réinstallation d'une flexibilité à la baisse lors des épisodes conjoncturels récessifs, avec le risque – majeur – de glisser d'une récession à une profonde dépression. Il faut donc un autre modèle qui remplace, même mal, le fordisme défunt. L'investissement des entreprises et les exportations étant des éléments de la demande particulièrement volatils, il ne reste plus qu'une porte de sortie, à savoir pousser à toutes forces les dépenses des ménages vers le haut avec de moins en moins d'épargne, de plus en plus de dettes. En effet, à revenu constant, la baisse du taux d'épargne des ménages accroît la consommation sans bourse délier ; quant à la montée du taux d'endettement, elle permet d'augmenter la dépense de ces ménages (en particulier l'achat de logements) sans hausse des salaires.

### Graphique 1

#### **Etats-Unis. Taux d'endettement des ménages**

Endettement des ménages en pourcentage de leur revenu disponible  
Barres verticales: années de chute du PIB réel \*



Source: BEA et Federal Reserve Board

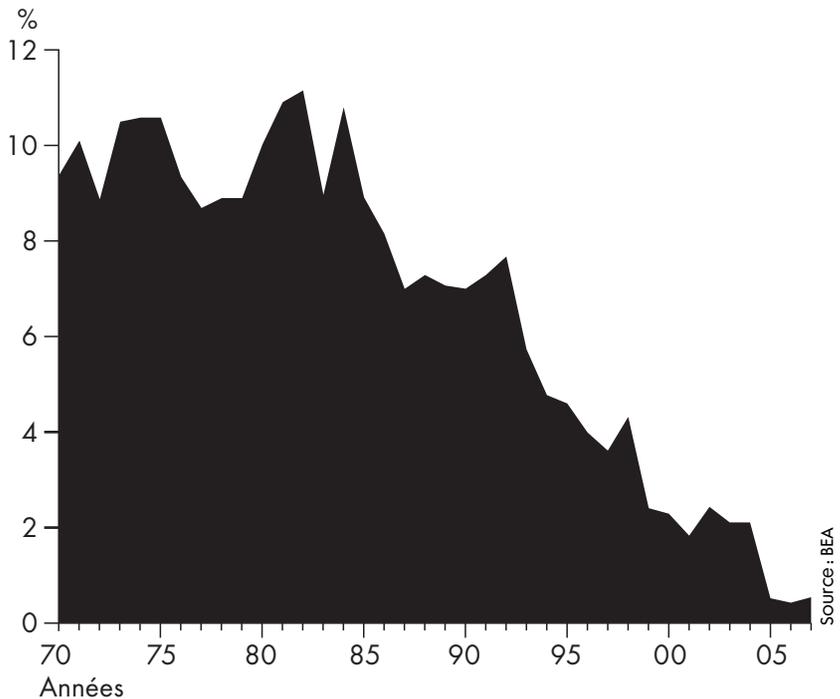
\* 2001 est classée année de récession par le NBER américain

C'est ainsi que le surendettement des ménages, mis en régime de surconsommation, remplace aux Etats-Unis le pacte social keynésien. Ce pacte pouvait par tâtonnements trouver un point d'équilibre. Le nouveau modèle, par contre, est explosif. La chute du taux d'épargne des ménages a pour contrepartie inévitable le financement de l'économie américaine par l'étranger ; la hausse continue du taux d'endettement de ces ménages n'est qu'une fuite en avant qui doit, tôt ou tard, déboucher sur la crise de surendettement. Ainsi les échéances sont repoussées mais au prix de l'aggravation des déséquilibres. Ceux-ci sont représentés sur les trois graphiques, qu'il s'agisse du taux d'endettement des ménages, de leur taux d'épargne – pratiquement nul – ou encore du déficit – rapporté au PIB (Produit intérieur brut) de la balance des transactions courantes. Un coup d'œil sur les graphiques montre que les grands déséquilibres de l'économie américaine ont tous commencé à se manifester simultanément, au cours de la première moitié des années 1980. Ce qui laisse entendre que le nouveau modèle s'est mis en place au moment même où l'ancien était détruit.

Graphique 2

**Etats-Unis. Taux d'épargne des ménages (%)**

(épargne des ménages rapportée à leur revenu disponible)

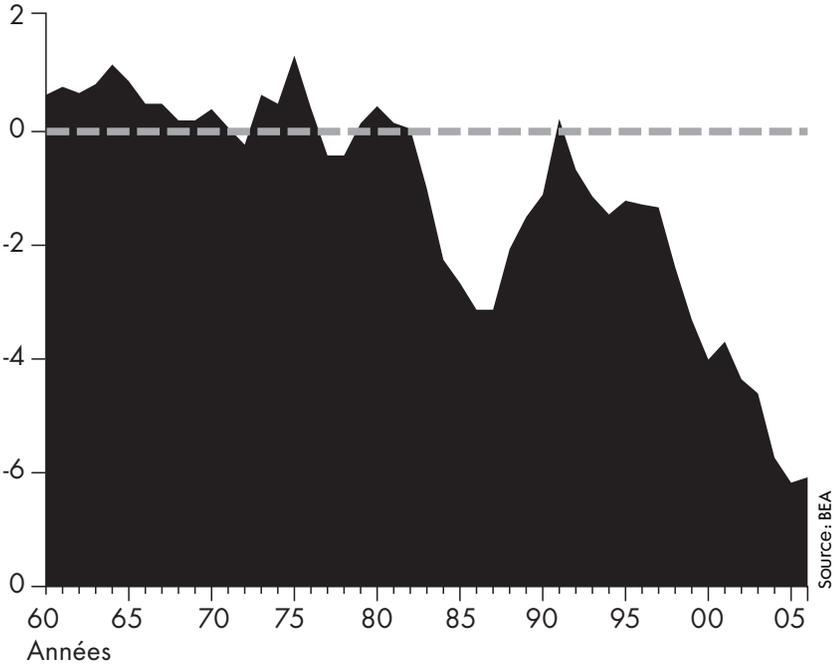


Graphique 3

**Etats-Unis.**

**Solde de la balance des transactions courantes rapporté au PIB (%)**

Données en dollars courants



L'enchaînement qui, aux Etats-Unis, mène de la crise de la « nouvelle économie » (en 2001) à la crise actuelle est une parfaite illustration des impasses du nouveau modèle. La crise de la nouvelle économie a été précédée d'une bulle boursière d'une extraordinaire ampleur qui a débouché sur l'inévitable récession. Mais celle-ci ne s'est pas transformée en dépression. Les ménages ont poussé leur taux d'épargne à un plus bas historique (1,8 % en 2001), favorisant la consommation. Surtout, une véritable thérapie de choc a été mise en œuvre, combinant politiques budgétaire et monétaire. Le budget est passé d'un confortable excédent à un imposant déficit mais c'est la politique monétaire qui a joué le rôle essentiel. La Fed (*Federal Reserve Bank*, la banque centrale) a ramené en un temps record de 6 % à 1 % son principal taux directeur, avec un impact certain sur les taux d'intérêt de long comme de court terme. L'activité a été soutenue par le crédit à la consommation mais surtout par l'essor de la construction résidentielle, propulsée par le crédit hypothécaire. Du coup, entre 2001 et 2005, la bulle immobilière a gonflé et le taux d'endettement des ménages américains a réalisé un bond sans précédent (parfaitement visible sur le graphique 1), ouvrant la voie à la crise de surendettement que nous vivons aujourd'hui.

La crise actuelle, c'est en somme la crise de la nouvelle économie qui continue : celle-ci n'a pas été surmontée, mais seulement stockée dans les déséquilibres accumulés. Par une fuite en avant depuis longtemps engagée, les échéances ont été reportées, à l'aide du modèle que nous venons d'évoquer : de moins en moins d'épargne (privée et publique), de plus en plus de dettes (privées et publiques). Compenser le déficit d'épargne intérieur et alimenter la boulimie consommatrice exigent cependant, du reste du monde, un apport constamment renouvelé de sommes énormes, atteignant en 2007 plus de 5 % du PIB américain. Aux déséquilibres internes, on rajoute l'externe. Mais il s'agit d'une déduction et non d'une simple addition. Le déficit extérieur américain résulte moins, à l'évidence, de la compétitivité des produits exportés par les pays émergents (dont la Chine) que des effets, sur les rapports avec l'étranger, du modèle intérieur. Celui-ci annule l'épargne pour consommer, accumule des dettes pour dépenser et doit, dès lors, faire appel à l'épargne du monde entier. Pour y parvenir, les Etats-Unis s'appuient sur une survivance de leur toute-puissance passée : le statut de monnaie internationale du dollar, accepté de ce fait partout. Mais cela ne suffirait pas à expliquer la bonne volonté du reste du monde qui stocke jour après jour les créances sur le géant américain. Nombre de pays asiatiques mettent la main à la poche en achetant massivement des bons du Trésor de l'oncle Sam. Ce qui se comprend aisément : l'économie américaine tire l'économie mondiale et, de ce fait, également celle des grands pays émergents, par le biais de leurs exportations. « Je te prête, tu me tires » : la santé de l'économie mondiale dépend de plus en plus étroitement de celle des Etats-Unis mais celle-ci, à son tour, dépend de la capacité de ce pays à continuer à recevoir des capitaux de ceux-là mêmes qui sont sous sa dépendance économique. En fait, le modèle américain repose sur un pacte implicite et informulé passé entre le capitalisme américain et les zones émergentes de la sphère mondialisée. Si c'est le modèle intérieur américain qui rend le déficit de la balance des paiements nécessaire, c'est cette alliance qui le rend possible.

Le nouveau modèle donne l'illusion qu'on peut gouverner l'économie par le seul maniement des taux d'intérêt. En principe, en effet, la hausse de ces taux devrait, si nécessaire, pousser les ménages à accroître leur épargne et à réduire leur endettement. Mais ce n'est guère le cas, le système emprunte la plus forte pente : il pousse dans le sens de l'argent facile, des taux d'intérêt bas, du robinet du crédit ouvert à fond. Suralimentée en liquidités, l'économie navigue alors de bulle en bulle. Une bulle prépare la suivante, une bulle colmate (provisoirement) les effets de la précédente. On n'a pu faire face aux effets de la première bulle, boursière, qu'en se lançant tête baissée dans une deuxième bulle, immobilière, passant de la bulle internet à l'immobilière, puis de celle-ci à celle sur le marché des matières premières.

Le nouveau modèle ne se limite pas aux seuls Etats-Unis. Il s'est étendu au Royaume-Uni, qui présente un tableau fort proche de l'américain sur bien des points. Une bulle immobilière a éclaté en Angleterre, en Espagne et la France n'est pas épargnée. De façon plus générale, nous retrouvons

en Europe la dégradation de la part des salaires dans la valeur ajoutée et, en parallèle, la montée du taux d'endettement des ménages.<sup>2</sup> La comparaison, cependant, ne peut être poussée trop loin : reposant sur d'importants déficits extérieurs constamment reconduits, le modèle américain est hors de portée de la plupart des pays. Il s'ensuit que ce n'est pas par la généralisation d'un tel modèle qu'après les années 1980 la fonction de stabilisation de l'économie mondiale a pu être assurée. Cette fonction a été, de fait, déléguée aux Etats-Unis par les autres grandes puissances capitalistes et par les principaux pays émergents : à la première économie mondiale de jouer le rôle de locomotive et de garder l'ensemble du convoi sur les rails.

### **L'éclatement de la bulle immobilière américaine**

Avec l'éclatement de la bulle immobilière américaine, deux crises (réelle et financière) cheminent parallèlement et s'entretiennent l'une l'autre. La crise réelle est celle du bâtiment et peut durer longtemps. Car, du côté de l'offre, on ne peut arrêter l'édification d'une habitation, sous peine de perdre toute la mise de fonds : dès lors, pendant des mois, voire des années, des logements peuvent continuer à arriver sur un marché déjà encombré. Du côté de la demande, la crise de surendettement n'encourage pas les ménages à se porter acquéreurs, surtout quand elle se manifeste spectaculairement par la multiplication des saisies ; quant à la chute des prix de l'immobilier poursuivie mois après mois, elle leur fait ressentir qu'il s'agit pour le moment d'un mauvais placement, d'autant plus que certains peuvent spéculer à la baisse, repoussant leur achat dans l'espoir de futures baisses de prix.

La crise financière est la plus grave et elle frappe prioritairement l'appareil bancaire. Elle menace toute l'activité car aucune économie moderne ne peut fonctionner avec un système bancaire paralysé. Par un effet « domino », les ménages surendettés, qui ne peuvent faire face aux échéances, font chuter les organismes prêteurs, qui tirent à leur suite les banques qui les ont financés, lesquelles, à leur tour, entraînent dans la glissade les grands organismes de refinancement.

Nombre de banques américaines ont voulu prendre leurs précautions en transformant les crédits hypothécaires qu'elles ont accordés, en titres de créances, qu'elles ont vendus. Elles ont ainsi évité une concentration dangereuse dans leur bilan mais le risque a été disséminé dans toute l'économie nationale, voire internationale : les milliards et milliards de créances douteuses sont logés quelque part, mais où ? La méfiance est devenue universelle. Deux types de crise menacent alors les banques. Une crise de liquidité car le marché interbancaire est paralysé, les banques hésitant à se prêter de l'argent ou ne le faisant qu'à des taux particulièrement élevés, ce qui contraint les banques centrales à des interventions massives qui n'ont toujours pas cessé. Une crise de rentabilité (voire de solvabilité) car les dé-

préciations liées à la crise immobilière viennent en déduction des profits ou débouchent sur des pertes

<sup>2</sup>/ En France, le taux d'endettement des ménages (dette des ménages ramenée à leur revenu disponible) passe de 33 % en 1975 à 68 % en 2006.

qui seront couvertes par de nouveaux apports de capitaux (s'ils sont possibles) ou mèneront à la faillite.

Trois étapes ont ainsi été successivement franchies. La première a été, aux Etats-Unis, la chute de certains organismes de prêts hypothécaires, tels que *New Century Financial* ou *American Home Mortgage*. La deuxième, avec les lourdes pertes enregistrées par les grandes banques mondiales, a montré que la structure même de l'appareil financier était atteinte : en 2007, ces banques ont déclaré pour 150 milliards de dollars de dépréciations avec, en tête, des monstres tels que les américains *Citigroup* et *Merrill Lynch* ou les suisses *UBS* et *Crédit Suisse*. Le mouvement s'est poursuivi sur les premier et deuxième trimestres 2008, dépréciations d'actifs et déclarations de pertes se succédant pour les grandes banques américaines (*Lehman Brothers*, *Bank of America*, *JP Morgan*, *Citigroup*, *Merrill Lynch*, *Wachovia*), suisses (*UBS*, *Crédit Suisse*), allemandes (*Deutsche Bank*, *Allianz*, *IKB*), britanniques (*Royal Bank of Scotland*, *Barclays Capital*), ou françaises (*Crédit Agricole*, *Natixis*).

La banque d'affaires américaine *Bear Stearns* a inauguré la troisième étape, celle des faillites. Fondée il y a quatre-vingt-cinq ans, elle était l'un des fleurons de Wall Street. Elle a sombré en un week-end (15-16 mars), rachetée par la banque *JP Morgan* à un prix dérisoire. La *Bear Stearns* avait en réalité été précédée sur cette voie par la *Northern Rock* anglaise et suivie par une autre banque anglaise, *Bradford & Bingley*. Notons aussi, en janvier 2008, le rachat en catastrophe par *Bank of America* du premier prêteur hypothécaire des Etats-Unis, *Countrywide Financial*, sauvant ce dernier d'une faillite annoncée. N'oublions pas la faillite le 11 juillet 2008 de la banque californienne *Indymac*, l'un des plus gros prêteurs hypothécaires américains, devenu le plus important établissement bancaire à sombrer aux Etats-Unis depuis vingt-quatre ans. Loin de se résorber, la crise s'est installée au cœur de l'appareil financier mondial.

En fait, à l'été 2008, c'est d'une aggravation qu'il s'agit. D'une part la crise financière enrôle de nouvelles catégories d'emprunteurs. D'autre part elle porte sur de nouveaux instruments (cartes de crédit, etc.) et implique de nouveaux acteurs financiers, à commencer par les deux grands organismes de refinancement hypothécaire, *Freddie Mac* et *Fannie Mae*<sup>3</sup>. Les banques accordent des crédits hypothécaires pour l'achat d'une maison et ces deux organismes rachètent ou garantissent certaines de ces créances, permettant ainsi aux banques d'accorder de nouveaux prêts. Ces créances sont ensuite soit conservées jusqu'à échéance, soit vendues sous forme de titres à des investisseurs. Mais avec le surendettement, après l'éclatement de la bulle immobilière, nombre de ces créances se sont révélées défectueuses et les deux géants ont déclaré de lourdes pertes pour 2007, puis pour les deux premiers trimestres 2008 (il s'agit alors de 14 milliards de dollars, si l'on compte sur un an). Les doutes sur la qualité des créances ta-

<sup>3/</sup> *Freddie Mac* désigne la *Federal Home Loan Mortgage Corporation* et *Fannie Mae* la *Federal National Mortgage Association*.

raudant les opérateurs, *Freddie* et *Fannie* s'effondrent à Wall Street, leurs actions perdant le 11 juillet

2008 jusqu'à 50 % de leur cotation. Entre ce jour et le début de la crise, les deux titres ont perdu au total 90 % de la valeur qu'ils avaient en Bourse. Or il s'agit des piliers du financement hypothécaire américain. Fin mai 2008, leur portefeuille de prêts atteignait 5 200 milliards de dollars, soit plus d'un tiers du PIB ; ils détenaient plus de 40 % des prêts immobiliers consentis dans le pays.

L'étape des faillites culmine aux Etats-Unis lors de la « semaine folle ». Le 7 septembre 2008, violemment attaqués en Bourse, *Freddie* et *Fannie* sont mis sous tutelle gouvernementale et ainsi sauvés d'un effondrement imminent. Joyau de Wall Street, la banque d'affaires *Lehman Brothers* a moins de chance et fait faillite le 15 septembre. Enfin, *AIG*, la compagnie américaine d'assurance, il n'y a pas si longtemps n° 1 mondial (4 millions de clients dans le monde, 116 000 employés dans 130 pays) est sauvée d'entre les morts par la *Fed*. Le poids des acteurs concernés, la concentration dans le temps d'événements stupéfiants, la dramatisation liée à l'intervention des autorités publiques, autant d'éléments qui ont contribué à donner un extraordinaire retentissement à cette succession d'effondrements.

Dans cette séquence, la crise financière progresse suivant toujours le même axe : l'effet domino, où chaque pièce qui tombe en entraîne une autre à sa suite. Après *Fannie* et *Freddie*, *Lehman Brothers* ; après *Lehman*, *AIG* ; après *AIG*, la banque britannique *HBOS* (*Halifax-Bank of Scotland*), rachetée en catastrophe par la *Lloyds TSB*. Mais cet effet domino a élargi son cercle et concerne désormais, en cascade, de nouveaux acteurs qui ne sont plus directement liés au marché hypothécaire américain. La chute de *Fannie* et *Freddie* s'explique, évidemment, par l'effondrement de ce marché. Tel est encore le cas de *Lehman*, fortement impliqué dans le crédit immobilier aux Etats-Unis. Les choses changent déjà avec la banque britannique *HBOS*, tombée parce qu'elle est le plus gros prêteur immobilier, non pas aux Etats-Unis, mais en Grande-Bretagne. Le glissement est encore plus net avec *AIG*, dont le lien au marché hypothécaire n'est qu'indirect.

Le cyclone financier avait atteint l'Europe dès l'été 2007, les faillites, rachats ou absorptions succédant aux déclarations de pertes et dépréciations d'actifs. A l'été 2008, son centre de gravité s'est transféré sur le sol américain. Mais dès l'automne 2008, le voilà de retour en Europe. Sont alors menacés le bancassureur *Fortis* du Benelux, la banque allemande *Hypo Real Estate*, le bancassureur franco-belge *Dexia*. Les banques britanniques sont à leur tour sur la sellette : le 7 octobre 2008, journée noire, *Barclays* et *Lloyds TSB* chutent en Bourse respectivement de 9 % et 13 % mais leurs consœurs *HBOS* et *RBOS* (*Royal Bank of Scotland*) plongent, la première de 39 % et la seconde de 42 %. La tempête est telle qu'elle emporte un Etat, l'Islande, qui avait imprudemment fondé sa prospérité sur un secteur financier hypertrophié.

La crise proprement financière atteint alors des sommets et semble échapper à tout contrôle. Tout se passe comme si on en était arrivé à un effet domino qui anticipe son propre mouvement. Une fois un domino tombé, les acteurs de la finance cherchent quel sera le prochain, persuadés qu'il y en aura

un. Chaque fois qu'une victime est désignée la meute de loups l'entoure, l'isole, attendant qu'elle tombe pour la dépecer tout en se lamentant sur la crise effroyable. La logique de la crise financière est auto-entretenu. Jusqu'alors guère concevable, l'hypothèse d'un effondrement en cascade de l'ensemble du système financier mondial gagne en crédibilité. La déflagration sera sans doute évitée, mais il est clair que la crise financière est installée pour longtemps dans le paysage.

Les places financières offrent un spectacle de désolation mais le contre-coup principal de la crise bancaire concerne l'économie réelle et passe par le durcissement des conditions de crédit (sélection des emprunteurs, hausse des taux, etc.). Les banques directement atteintes sont contraintes de réduire la voilure toutes affaires cessantes. Les autres, même celles qui ne sont pas menacées, prennent peur et ferment le robinet. Clairement visible sur les chiffres disponibles, le rationnement du crédit frappe durement les entreprises américaines mais surtout les particuliers. Il peut s'agir des crédits hypothécaires mais également de ceux destinés à la consommation, ce qui pèse particulièrement lourd sur des ménages habitués à consommer à crédit. Par ailleurs le marché immobilier américain s'effondre. On peut alors s'attendre à un « effet richesse » qui postule que la consommation des ménages ne dépend pas seulement de leur revenu courant mais aussi de l'évolution de leur patrimoine, c'est-à-dire de la valeur des actifs réels et financiers qu'ils possèdent. Si cette valeur monte ils se sentent plus riches et sont tentés de consommer plus. Mais si (comme c'est le cas actuellement aux États-Unis) c'est l'inverse et que portefeuille d'actions et valeur du logement baissent tous deux, on peut s'attendre à un impact négatif sur la consommation. Encore faut-il souligner que ces ménages ont bien plus de mal que par le passé à « adosser » leurs divers crédits sur une valeur de leur maison en chute libre.

En bref, la consommation a, jusqu'à un certain point, changé de nature. Elle s'est en partie financiarisée : elle ne dépend plus simplement du revenu courant des ménages, elle dépend aussi de l'état et de la valorisation de leur patrimoine, ce qui crée un engrenage redoutable entre crise financière et crise réelle.

Ajoutons que les ménages américains peuvent difficilement continuer à réduire un taux d'épargne déjà pratiquement nul, ou à accroître leur endettement, alors qu'ils sont en pleine crise de surendettement, et qu'enfin leur pouvoir d'achat est contraint sur fond de licenciements et de chômage. Autant d'effets qui viennent se rajouter aux désastres déjà en cours dans les secteurs de la construction et de la finance. Franchissant une étape décisive, la crise financière s'est transmise à l'économie réelle.

Alors que l'année 2007 touche à sa fin, l'économie américaine entre en crise : au quatrième trimestre de cette année, le PIB des États-Unis recule de 0,2 % (en rythme annuel). Un plan de relance de 152 milliards de dollars assure un rebond provisoire, mais le PIB du troisième trimestre 2008 recule à nouveau - de 0,3 % - confirmant l'entrée en récession. Comme on pouvait s'y attendre, l'affaissement est guidé par une chute impressionnante

de la consommation – de 3,1 %. Après les Etats-Unis la crise a rapidement atteint les deux autres pôles de la triade (Asie et Europe), ce qui n'a rien d'étonnant : l'économie américaine joue le rôle de locomotive pour l'économie mondiale, et il n'y en a pas d'autre. Les ondes dépressives émises par la première puissance se sont répandues, qu'il s'agisse de l'influence que le pays leader a inévitablement sur les anticipations des agents économiques étrangers, ou de la chute brutale de ses importations, amputant la demande adressée aux autres pays. Mais la crise mondiale était aussi directement présente au sein des pays européens, où nous retrouvons la paralysie bancaire, bien sûr, mais également la baisse du pouvoir d'achat sur fond de restriction salariale, et enfin l'éclatement de bulles immobilières, tout particulièrement en Angleterre, Espagne ou Irlande.

Au total, au deuxième trimestre 2008, comparativement au trimestre précédent, le PIB du Japon s'est contracté de 0,9 %, celui de l'Allemagne de 0,4 %, celui de l'Italie de 0,4 %, celui de la France de 0,3 % et celui de l'ensemble de la zone euro de 0,2 %. La Grande-Bretagne a enregistré une croissance nulle, tout comme l'Espagne. Pour le troisième trimestre, toujours comparativement au trimestre précédent, la chute est de 0,1 % pour le Japon, de 0,5 % pour l'Allemagne comme pour le Royaume-Uni ou pour l'Italie, de 0,2 % pour l'Espagne et de 0,2 % pour l'ensemble de la zone euro (en récession pour la première fois depuis sa création en 1999). L'économie française est au point mort, avec + 0,1 %. La brutalité du retournement, sa simultanéité, son caractère universel, autant d'éléments qui ne peuvent laisser de doutes : il n'y a pas ici une accumulation d'accidents, une seule et même crise est à l'œuvre. Le monde développé est en récession et il n'est nullement nécessaire d'enregistrer deux trimestres successifs de recul du PIB pour le proclamer.

### **Libéralisme pour les travailleurs, interventionnisme pour le profit**

On nous a longuement et doctement expliqué que les marchés s'équilibraient eux-mêmes, qu'il ne fallait surtout pas intervenir ni perturber leur fonctionnement. Mais dès que le système de profit est menacé, les beaux discours pour les naïfs sont jetés aux orties, littéralement piétinés et ne reste plus que la réalité toute crue de la défense du fric. La *Northern Rock* est nationalisée par le gouvernement britannique dès le 17 février 2008 au nom de la devise cynique : privatisation des profits, socialisation des pertes. Toujours en Europe, *Bradford & Bingley*, *Fortis*, *IKB*, *WestLB*, *SachsenLB*, *Hypo Real Estate*, *Dexia*, *ING*, *KBC* sont sauvés sur fonds publics. Il en est de même aux Etats-Unis pour les deux grands organismes de refinancement hypothécaire, *Freddie* et *Fannie*. La banque centrale américaine n'est pas en reste. Le rachat de *Bear Stearns* par *JP Morgan* en mars 2008 n'a été rendu possible que par son intervention : sortant totalement de son rôle, elle a accepté de couvrir les éventuelles pertes résultant de l'opération, pour un montant total de 29 milliards de dollars. Nouvelle intervention de la *Fed* en septembre 2008, pour sauver la compagnie d'assurance *AIG* à qui elle prête 85 milliards de dollars.

Un plan d'ensemble face à la crise, dit plan Paulson (du nom du secrétaire au Trésor américain, Henry Paulson) est présenté le 19 septembre 2008. Initialement, il prévoit de consacrer 700 milliards de dollars au rachat des créances douteuses détenues par les banques. Face aux difficultés de mise en œuvre, il est peu à peu modifié et les 700 milliards en question devraient plutôt être affectés, pour une bonne part, à des prises de participation dans des banques. Cela permet de recapitaliser celles-ci et de compenser les pertes mais, en contrepartie, les créances douteuses plombent toujours les bilans des établissements financiers, ce qui veut dire que la crise financière reste en l'état.

Le 13 octobre 2008, le gouvernement britannique prend le contrôle majoritaire de deux des plus grandes banques du pays, RBS (*Royal Bank of Scotland*) et HBOS (*Halifax-Bank of Scotland*) ainsi que des parts significatives dans *Lloyds TSB* et *Barclays*. La somme totale consacrée à des prises de participation dans des banques est fixée à 75 milliards de livres. Parallèlement, 250 milliards de livres sont prévus pour garantir les emprunts à moyen terme des banques et faciliter leurs opérations de refinancement. La Grande-Bretagne est rapidement imitée par la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, etc. Le plan français est doté de 360 milliards d'euros. Sur ce total, 320 milliards d'euros sont destinés à garantir les prêts interbancaires et 40 milliards affectés à la recapitalisation de banques en difficulté. L'instant d'avant les caisses étaient vides, il n'y avait pas un sou pour le « social ». En un tour de main, on a trouvé 360 milliards d'euros pour sauver les profits de banquiers dotés pour la plupart de « parachutes dorés ».

Les divers plans européens, venant se rajouter au plan américain, vont-ils réussir à stopper l'engrenage terrible ? Le risque (extrême) d'un effondrement en cascade du système financier mondial est sans doute écarté, mais les restrictions de crédit ne s'arrêteront pas de sitôt et la récession, comme nous l'avons vu, est déjà sur les rails. D'ailleurs, les sauvetages tous azimuts ont un coût, particulièrement élevé, qui vient *in fine* alourdir l'endettement public. En France, en 2007, la dette des administrations publiques atteignait 1 209 milliards d'euros, soit 64 % du PIB de cette année. Au cas où les 360 milliards d'euros du plan d'aide seraient entièrement mobilisés, nous passerions à une dette totale de 1 569 milliards d'euros, ce qui, pour donner un ordre de grandeur, représente 83 % du PIB de 2007. C'est d'un véritable bond qu'il s'agit et les marges de manœuvre sont désormais pratiquement inexistantes. La dette publique des États-Unis s'élevait au 30 septembre 2008 à 10 025 milliards de dollars. Si on y ajoute les sommes des divers plans de soutien, ainsi que le poids du déficit public fédéral, nous sommes aux alentours de 85 % du PIB de 2007<sup>4</sup>, un montant particulièrement impressionnant. En aurait-on fini, cependant, avec le surendettement américain, à l'origine de toute la crise ? Nullement. Quelle que soit la variante du plan Paulson, les dettes ne

sont ni payées ni annulées, au mieux transférées : la dette des ménages qui font défaut est transmise aux

4/ En pourcentage du PIB, la dette publique anglaise s'élève à 43,4 % (après la nationalisation de *Northern Rock*), celle de l'Espagne à 38 %, celle de la zone euro à 56,4 %.

banques, ces dernières la repassent, sous une forme ou sous une autre, au Trésor public lequel, à son tour, se défause sur le reste du monde, prié d'acheter le flot grandissant des bons du Trésor américain. Que ce soit en Europe ou aux États-Unis, les dettes privées sont transformées à tour de bras en dettes publiques, qui atteignent des montants extraordinairement élevés. A un point tel qu'on se demande si la prochaine forme que prendra la crise ne sera pas celle, catastrophique, du défaut souverain et de la méfiance à l'égard des placements en bons d'Etat, considérés jusqu'ici comme parfaitement sûrs.

Du coup, aux États-Unis, les deux leviers que sont les politiques budgétaire et monétaire semblent hors d'usage. S'agissant de la politique budgétaire, un nouveau plan de relance pèserait particulièrement lourd sur un endettement public déjà exorbitant. Quant à la politique monétaire, elle flotte dans le vide. Au gré des krachs boursiers et des paniques, la Fed a fait passer son principal taux directeur de 5,25 % (le 18 septembre 2007) à 1 % (le 29 octobre 2008). Le taux zéro n'est pas loin. Malgré cela, il n'est pas sûr que les entreprises soient incitées à investir. En ce qui concerne les ménages, jusqu'à quel point seront-ils poussés à s'endetter alors qu'ils sont déjà pris à la gorge par leurs dettes passées ? Et comment convaincre les banques de prêter alors qu'elles se sentent directement menacées et veulent par-dessus tout « être liquides » ? L'économie américaine ressemble de plus en plus à un bateau sans gouvernail.

### **Le tournant vers la récession mondiale**

Le tournant vers la récession mondiale est donc engagé. Un tournant qui dessine une direction mais ne peut encore nous dire ce que sera l'aboutissement. La question tout à la fois la plus pressante et la plus décisive est celle de l'avenir des pays émergents et, parmi eux, de la Chine. Dans la mesure où ils ont adopté le modèle « tiré par les exportations », très déséquilibré, on peut penser que ces pays subiront de plein fouet le recul d'économies développées conduites à couper brutalement dans leurs importations. Si tel était le cas, la crise déboucherait sur de grands bouleversements, allant jusqu'à remettre en cause des traits essentiels de la mondialisation actuelle.

La crise peut-elle alors menacer le leadership américain ? Le rôle de locomotive a été dévolu à l'économie des États-Unis, moins par le poids intrinsèque de cette dernière que par l'abandon de responsabilité des autres pays. L'évident effritement des bases de la puissance américaine ne suffira pas à changer la donne, car il n'y a pas de véritable candidat à la relève. Ni une Union européenne qui a encore une fois montré son impuissance, pour laquelle c'est en quelque sorte trop tard. Ni une Chine elle-même en mauvaise posture et pour laquelle c'est trop tôt. La conférence du G20 (réunissant pays développés et émergents) convoquée le 15 octobre à Washington l'a montré : elle s'est contentée de déclarations de principe et de vœux pieux, n'entamant en aucune façon ni le modèle néolibéral ni une suprématie américaine qui tient lieu d'une gouvernance mondiale inexistante.

Au-delà de la récession, allons-nous vers une dépression mondiale, qui

se différencierait de la récession par sa profondeur et sa durée ? La crise proprement financière est loin d'avoir produit tous ses effets, mais la crise réelle se fait pressante. Certaines branches sont particulièrement menacées, telle celle de l'automobile, avec *General Motors*, de son propre aveu au bord du dépôt de bilan. Au-delà de ce risque immédiat, de nombreuses interrogations sont dans la balance. Première d'entre elles : de 0,7 % et 0,6 %, respectivement, en 2006 et 2007, le taux d'épargne des ménages américains est passé en 2008 à 2,7 % pour le deuxième trimestre et 1,3 % pour le troisième. La différence est nette et fait plus penser à une tendance de fond qu'à un redressement purement conjoncturel. Aux Etats-Unis, mais aussi dans de nombreux pays européens, la dépense des ménages a été pendant longtemps artificiellement portée à bouts de bras. Financiarisée, elle a crû à un rythme particulièrement rapide, indexée sur les valeurs montantes de la Bourse et de l'immobilier, s'alimentant à bon compte à la baisse du taux d'épargne et à la hausse du taux d'endettement. Après la fuite en avant, après le report des échéances, voici venue l'heure des comptes. La même mécanique qui avait fait monter les marches à toute allure, les fait maintenant descendre précipitamment, avec le dégonflement de la bulle immobilière, la Bourse entraînée à sa suite, un taux d'épargne qu'il s'agit de reconstituer et un taux d'endettement qu'on réduit dans la douleur des saisies immobilières. La consommation risque de reculer bien plus qu'il ne faudrait pour revenir à un point d'équilibre, car il faut liquider le trop-plein d'endettement et reconstituer une épargne de précaution. Ainsi, la crise est déjà toute à son œuvre : dénouer, dans le désespoir des plus démunis, les contradictions accumulées et déblayer le terrain pour une issue encore hypothétique.

D'ailleurs, une fois lancée, la crise a sa propre dynamique. Le recul de l'industrie automobile a, par exemple, des retombées sur la sidérurgie, puis sur le marché des matières premières, etc. Les licenciements, les fermetures d'usine, les réductions d'horaires font chuter le revenu distribué ou anticipé, amputent la consommation et propagent la crise. A côté de l'effet domino nous avons le ping-pong qui se joue entre crise financière et crise réelle, de la crise financière à la crise réelle, mais aussi en sens inverse, comme cela commence à être le cas avec les faillites d'entreprises (qui signifient autant de crédits bancaires qui ne seront jamais remboursés) ou s'agissant des salariés devenus chômeurs et désormais incapables de faire face à leurs charges, etc.

Il est temps, il est plus que temps de tirer les leçons de la crise. La preuve est maintenant faite de l'incapacité de ce système de se tenir debout et de l'effroyable capacité qu'il a, par contre, d'entraîner toute la population dans sa course à l'abîme. « Un autre monde est possible », avait déjà proclamé le mouvement altermondialiste. Oui, il peut l'être, il doit l'être.



# Un capitalisme vert est-il possible ?

Michel Husson

## La théorie des ondes longues

La théorie des ondes longues analyse la succession au sein du capitalisme de phases alternées (expansive et récessive). Elle insiste sur l'asymétrie dans l'alternance de ces phases. L'épuisement des phases expansives est endogène, autrement dit il résulte du jeu des mécanismes fondamentaux du système capitaliste, à savoir la recherche du taux de profit maximal et la concurrence entre capitaux individuels. En revanche, le passage à une nouvelle phase expansive est exogène, ce qui veut dire qu'il n'est pas automatique (contrairement au cycle des affaires courant) mais dépend de la mise en place d'un ensemble de conditions, technologiques, sociales et institutionnelles qui définissent un « ordre productif » ou un « régime d'accumulation ».<sup>1</sup>

L'histoire du dernier demi-siècle est caractérisée par la succession de deux phases : une phase expansive *fordiste* jusqu'à la récession généralisée du milieu des années 1970 ; puis une phase *néo-libérale* qui s'installe avec le tournant libéral du début des années 1980. Par rapport à la précédente, la phase actuelle se caractérise par des gains de productivité, une croissance et un taux d'accumulation inférieurs. Elle se caractérise aussi par un rétablissement du taux de profit à des niveaux élevés. Contrairement à des phases antérieures du capitalisme, ce rétablissement du profit n'a donc pas été consacré à l'accumulation mais à la distribution de rentes financières prélevées sur la valeur créée, au détriment de la part salariale.

Cette phase se caractérise également par une hyper-concurrence qui résulte, à la fois, de la mondialisation (mise en concurrence directe des salariés à travers le monde), d'un phénomène de remarchandisation généralisée (services publics et protection sociale) et de l'extension du mode de production capitaliste à l'intégralité de l'économie mondiale.

Cette phase présente donc des caractéristiques relativement inédites dans l'histoire du capitalisme : on ne peut parler, au sens strict, d'une phase récessive dans la mesure où le taux de profit est très élevé, mais pas non plus d'une phase expansive dans la mesure où le taux d'accumulation reste à un niveau relativement bas. Cette configuration est révélatrice d'une crise

systémique où le mode de reconaissance capitaliste des besoins sociaux conduit à la non-satisfaction et au déni des plus élémentaires et des plus urgents de ces besoins.

<sup>1</sup> Michel Husson, *La théorie des ondes longues et le capitalisme contemporain*, mai 2007, hussonet.free.fr/mandel07.pdf

Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development*, 2<sup>e</sup> édition révisée, Verso, 1995.

### **Viabilité du capitalisme vert et taux de profit**

C'est dans ce cadre théorique que l'on examinera la possibilité d'existence d'un « capitalisme vert ». Il s'agirait, pour aller vite, d'un capitalisme qui réussirait à prendre en charge les problèmes environnementaux « à sa manière » (marchande) et réussirait en même temps à s'ouvrir de nouveaux champs d'accumulation et de nouveaux débouchés.

#### **Le scénario du capitalisme vert**

- 1.** une écotaxe (ou un système de permis d'émission, ce qui revient au même à ce degré de généralité) est mise en place ; cela revient à renchérir le prix relatif de l'énergie en tant qu'élément des coûts de production (capital constant circulant) ;
- 2.** en augmentant le coût de l'énergie, l'écotaxe rentabilise des méthodes de production plus économes en énergie qui permettent d'alléger l'impact sur le capital circulant ;
- 3.** ces nouveaux processus requièrent éventuellement un surcroît de capital fixe couvert, en tout ou partie, par les recettes tirées de la taxe ;
- 4.** la part des salaires (taux d'exploitation) peut également compenser l'évolution du taux de profit.

La viabilité d'un tel modèle pose plusieurs questions que l'on essaiera de bien distinguer. La première est celle de la viabilité économique abstraite du point de vue du taux de profit : à quelles conditions le capitalisme vert est-il compatible avec le maintien du taux de profit ? La deuxième question porte sur les autres éléments permettant de définir un régime d'accumulation cohérent : structure des débouchés, configuration de l'économie mondiale, organisation de la concurrence. La troisième question est plus transversale, et concerne les modalités de passage du capitalisme néo-libéral au capitalisme vert.

L'examen rigoureux de la première question conduit à la conclusion générale qu'un régime d'accumulation vert garantissant un taux de profit inchangé est virtuellement possible, à condition de supposer une efficacité suffisante de l'investissement vert. La variable-clé est ici l'élasticité qui compare le pourcentage de baisse d'intensité énergétique obtenu par un investissement vert équivalant à 1 % du capital engagé. L'autre variable d'ajustement est la part des salaires dont la baisse peut également contribuer, transitoirement ou non, au maintien du taux de profit.

Cette première analyse met d'emblée en évidence un constat essentiel : les conditions de viabilité d'un capitalisme vert entremêlent étroitement des facteurs technologiques (la fonction de production « verte ») et des facteurs sociaux (la répartition des revenus). Mais, encore une fois, ce premier ré-

sultat ne porte que sur les déterminants du taux de profit, ce qui ne suffit pas à définir un régime d'accumulation stabilisé. On reviendra sur ce point, mais on peut d'ores et déjà aborder la question du passage d'un régime d'accumulation à un autre.

### **La transition vers le capitalisme vert**

La discussion nécessite en effet de distinguer deux phases : celle de l'*amorçage* qui correspond à l'introduction de la taxe, et celle de la *montée en puissance des effets compensateurs* qui assure la stabilisation du taux de profit à un niveau suffisamment élevé. Dans la phase d'amorçage, le taux de profit ne peut être maintenu que par une baisse de la part des salaires ou des impôts payés par les entreprises, puisque l'introduction de nouvelles techniques de production n'a aucune raison de porter immédiatement ses fruits. Mais cette éventuelle compensation réduit d'autant le caractère incitatif de la taxe. Il faut alors distinguer à quel niveau se réalise cette compensation. Si elle tend à se faire entreprise par entreprise, donc au prorata de leur dépense en énergie, l'effet incitatif est nul. Si la compensation est réalisée au niveau global, on modifie alors la structure sectorielle des taux de profit : le taux de profit baisse dans les entreprises fortes consommatrices d'énergie mais se maintient, voire s'élève, dans les branches moins voraces en énergie. L'effet incitatif n'est pas supprimé mais amoindri d'autant.

Une première conclusion consiste donc à souligner la contradiction qui existe entre l'efficacité d'une écotaxe et l'existence d'une contrainte de rentabilité propre au capitalisme. L'efficacité de l'écotaxe n'est optimale que si elle frappe réellement la rentabilité des entreprises à forte intensité énergétique à travers un *choc initial de rentabilité*. Les ressources procurées par l'écotaxe devraient, durant cette première phase, être consacrées par l'Etat qui en est le bénéficiaire à des programmes publics d'investissement vert. Mais cette distorsion des taux de profit s'oppose au fonctionnement « naturel » du capitalisme.

### **La péréquation des taux de profit**

Le capitalisme est un système fondé sur la concurrence entre « capitaux nombreux ». Concrètement, cela veut dire qu'il faut envisager un système d'incitations permettant de doper certains secteurs du capitalisme au détriment d'autres secteurs et d'insuffler ainsi une dynamique d'ensemble. Les secteurs producteurs de biens de capital verts seraient les moteurs de ce nouveau dynamisme en bénéficiant d'un taux de profit supérieur, tiré par des débouchés croissants. Mais cette représentation est en grande partie une fiction qui oublie la loi de la valeur, autrement dit le principe selon lequel des taux de profit plus élevés obtenus par certains secteurs sont compensés par des taux de profit inférieurs dans les autres secteurs.

On déboucherait alors sur un schéma de reproduction déséquilibré où une « section I » produisant des biens de production verts croîtrait plus vite que le reste de l'économie, en captant une partie croissante de la plus-value créée dans la « section II » produisant des biens de consommation. Un

tel schéma n'est pas stable et doit se résoudre en une baisse relative des salaires (capital variable) : là encore, on retrouve la répartition des revenus comme variable d'ajustement.

Une voie de sortie pourrait être une accélération de la productivité dans les secteurs verts. Ces gains de productivité ne seraient pas redistribués aux salariés mais répartis entre les différents secteurs à travers les mécanismes de prix relatifs. Mais il est difficile d'imaginer qu'un moindre recours aux technologies « sales » permettrait d'économiser du travail direct à un rythme supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. On peut au contraire postuler le contraire.

Il faut, en effet, distinguer les modifications dans les types de produits qui seraient entraînées par le passage à un capitalisme vert. Il y aurait d'une part des changements dans la nature même des marchandises, passant encore une fois par l'incorporation de coûts supplémentaires. Il y aurait, d'autre part, un changement des méthodes de production. Dans les deux cas, on voit mal comment la quantité de travail incorporé dans les nouveaux biens de consommation et d'investissement tendrait à baisser plus vite qu'auparavant. En règle générale, les produits les plus « propres » sont au départ plus chers, reflétant une dépense de travail supplémentaire. Même si ce différentiel était progressivement réduit par la montée en charge des nouvelles technologies, on ne voit pas comment les économies de travail « vivant » pourraient s'accélérer de manière à compenser l'augmentation des dépenses de travail « mort » incorporées dans les nouvelles technologies.

### **Les modalités de la concurrence**

Il existe aujourd'hui une abondante littérature qui s'interroge sur la compatibilité entre les objectifs environnementaux et la concurrence entre capitaux. On prendra ici comme exemple de cette littérature un article récent qui, au-delà de son formalisme, pointe bien ce type de préoccupation.<sup>2</sup> Son point de départ est le constat suivant : « Les dispositifs mis en place par une agence environnementale peuvent aller à l'encontre des objectifs d'une autorité de la concurrence, qui veille au fonctionnement concurrentiel des marchés ». Ce conflit est particulièrement net quand « les firmes les plus efficaces pour produire sont les plus polluantes ».

L'auteur oppose donc clairement « efficacité environnementale » et « efficacité économique ». Son modèle conduit à des résultats qui pointent les effets pervers possibles des solutions marchandes, avec par exemple cette proposition : « Dans un duopole polluant dans lequel la firme efficace est plus polluante que sa rivale, l'introduction d'une taxe sur les émissions peut engendrer une hausse de la part de marché de la firme inefficace. » Et son corollaire : « Lorsque la part de marché de la firme inefficace augmente avec l'introduction d'une taxe sur les émissions, la production de la firme

efficace baisse toujours avec la taxe alors que la production de la firme inefficace peut augmenter. » Para-

<sup>2</sup>/ Maia David, « Politique environnementale et politique de la concurrence », *Économie et Prévision*, n° 178-179, 2007, gesd. free. fr/at25138.pdf

doxalement, cette même étude montre qu'une « norme de procédé qui porte exclusivement sur les choix d'investissement des pollueurs [...] présente une propriété de neutralité sur la concurrence ». C'est reconnaître, même d'un point de vue capitaliste, la rationalité supérieure d'une gestion par les quantités (normes de procédés) par rapport à une gestion par les coûts (écotaxe). Ce résultat met à mal le postulat théorique néo-libéral selon lequel les solutions libérales (écotaxe ou marché des permis d'émission) conduiraient à une affectation optimale des ressources du point de vue environnemental : la soumission aux lois de la concurrence montre au contraire que des effets pervers, propres aux règles du jeu capitalistes, viennent réduire l'efficacité de telles mesures.

### **La fonction de production verte**

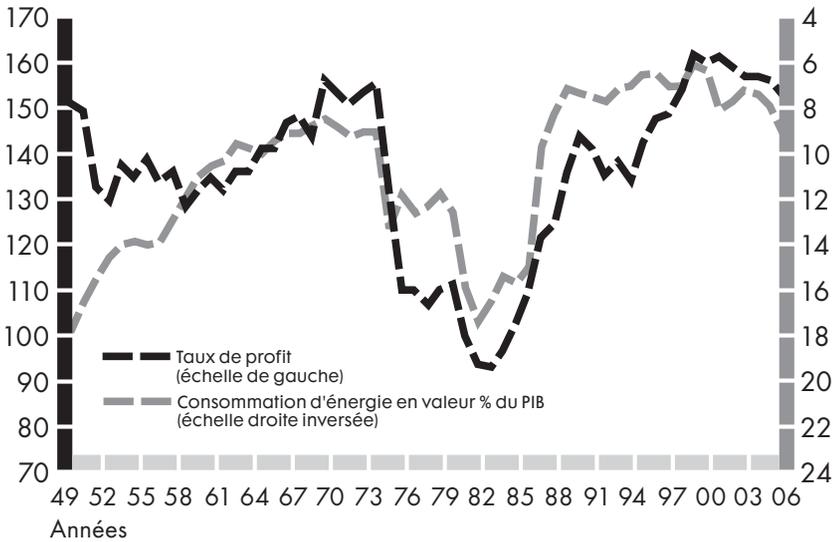
L'approche libérale est délibérément optimiste. Par exemple, elle ne considère pas l'épuisement des ressources fossiles comme une véritable menace. Si l'augmentation du prix du pétrole continue, elle va finir par rendre rentables des gisements qui ne le sont pas au prix actuel – voire susciter la découverte de nouveaux gisements – ou encore rendre rentables de nouvelles sources d'énergie. En admettant qu'il puisse fonctionner, ce scénario optimiste réglerait la question de la disponibilité de ressources ; mais il n'apporte aucune réponse au problème du coût supplémentaire et de la ponction qu'il exerce sur le taux de profit.

L'optimisme libéral invoque alors ce que l'on pourrait appeler le « pari néo-classique » en matière de méthodes de production. Il postule une sorte de théorème d'existence selon lequel on peut toujours trouver, pour un système de prix donné, une méthode de production disponible qui permette de ne pas augmenter le coût global de production. Mais il n'y a aucune raison de compter sur un flux ininterrompu d'innovations techniques adéquates aux exigences du capital pour n'importe quel niveau d'économie d'énergie. Rien ne garantit que l'économie réalisable du côté des dépenses d'énergie compense automatiquement le surcroît d'investissement nécessaire à réaliser ces économies. On peut admettre que les gains de productivité liés à l'échelle de production permettront de faire baisser le prix des nouveaux équipements verts, mais on ne peut affirmer que ce sera dans une proportion suffisante pour annuler à terme ces coûts supplémentaires. Dans ces conditions, la variable d'ajustement risque à nouveau d'être trouvée du côté des salaires.

On peut faire ici un rappel : depuis au moins un demi-siècle, l'expansion capitaliste a bénéficié d'une énergie à bas coût, et ce facteur a joué un rôle décisif dans la mise en place de toute une série de méthodes de production intensives qui ont servi de base aux gains de productivité. Avec un coût plus élevé de l'énergie, ces gains de productivité n'auraient pas forcément compensé l'alourdissement du capital comme ils ont pu le faire. Dans le cas de la France, on peut en tout cas mettre en lumière un lien très étroit entre les fluctuations du taux de profit et le coût de la consommation d'énergie (graphique 1).

Graphique 1

**Taux de profit et coût de la consommation d'énergie  
France 1949-2006**



Sources : Villa (1994), Insee (1981), ministère de l'Economie (1997) <sup>3</sup>

En admettant la viabilité d'un capitalisme vert, définie au regard des critères capitalistes, rien ne garantit par conséquent qu'elle soit adéquate aux objectifs d'économie d'énergie fixés par ailleurs. Autrement dit, le cheminement capitaliste va forcément raisonner à la marge, par tâtonnement et expérimentation empirique des réponses aux incitations, bref à l'aveuglette. Le point d'arrivée qui serait la généralisation de nouvelles techniques garantissant le maintien du taux de profit n'existe pas forcément et, dans la logique capitaliste, on ne peut s'en approcher que progressivement. On retrouve là une caractéristique essentielle du capitalisme qui est l'inversion des moyens et des fins. C'est le respect des contraintes propres au capitalisme – qui ne devraient être que des moyens – qui détermine les objectifs que l'humanité a le droit de se fixer. Autrement dit, l'intensité énergétique ne pourra baisser que jusqu'au point où cette baisse constitue une menace pour le taux de profit, même si les objectifs environnementaux nécessiteraient d'aller au-delà.

Le modèle de capitalisme vert examiné ici a, en effet, été défini à partir de l'introduction d'une écotaxe, mais sans préciser quel est l'objectif fixé en

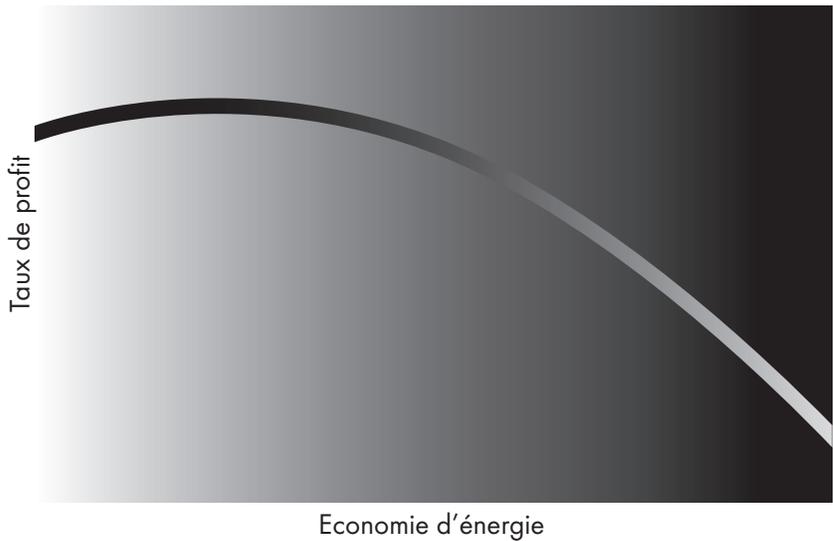
termes d'économie d'énergie. Or, selon toute vraisemblance, le rendement des innovations est décroissant au-delà d'un certain seuil. Dans un premier temps, on peut postuler que l'introduction de technologies

3/ Pierre Villa, « Un siècle de données macro-économiques », *INSEE Résultats*, n° 303-304, 1994, [www.cepii.fr/francgraph/bdd/villa/mode.htm](http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/villa/mode.htm)  
Insee, *Le mouvement économique en France 1949-1979*, 1981; Ministère de l'Economie, *L'Energie en France*, 1997, [www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pdf/reperes.pdf](http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pdf/reperes.pdf)

vertes permet des économies d'énergie dont le volume est équivalent à celui de l'écotaxe et des dépenses supplémentaires en capital. Mais, au-delà d'un certain seuil, ce rendement décroît, en ce sens que le coût net d'une économie supplémentaire d'énergie augmente et que le taux de profit baisse en conséquence.

Graphique 2

### Taux de profit et économies d'énergie



Le graphique 2 illustre cette configuration. Dans la zone claire, les économies d'énergie sont compatibles avec le maintien du taux de profit. Puis on entre dans une zone sombre où le taux de profit se met à baisser doucement : on peut alors concevoir un régime d'accumulation s'accommodant d'un taux de profit modérément réduit. Mais on arrive ensuite dans la zone sombre où le taux de profit descend dangereusement. Toute la question est de savoir dans laquelle de ces trois zones se situe l'objectif d'économie d'énergie. Bref, s'il est possible d'imaginer un « capitalisme vert » compatible avec une certaine dose d'économie d'énergie, rien ne garantit que celle-ci soit suffisante pour une réelle maîtrise de l'environnement. C'est de ce point de vue qu'il faudrait examiner les rapports de référence qui reposent tous sur une hypothèse extrêmement optimiste de non-linéarité. Ils évaluent en effet le coût total de la réduction des émissions en multipliant le coût actuel de réduction d'une tonne de CO<sub>2</sub> par la quantité totale de réduction fixée comme objectif. Mais les procédés que l'on peut introduire à moindre

coût aujourd'hui risquent de se révéler impossibles à mettre en œuvre – ou beaucoup plus coûteux – à plus grande échelle. Ted Trainer <sup>4</sup> (2007, 2008) insiste particulière-

<sup>4</sup>/Ted Trainer, *Renewable Energy Cannot Sustain a Consumer Society*, Dordrecht, Springer, 2007 ; « A short critique of the Stern Review », *Real-World Economics Review*, n° 45, 2008, [www.paecon.net/PAEReview/issue45/Trainer45.pdf](http://www.paecon.net/PAEReview/issue45/Trainer45.pdf)

ment sur les limites physiques, plutôt qu'économiques, à l'extension possible des procédés disponibles et en conclut à la non-soutenabilité de la société de consommation.

### **La structuration de l'économie mondiale**

Ces considérations sur le taux de profit ne font pas le tour de la question. L'un des grands apports de la théorie des ondes longues est de montrer que le maintien d'un taux de profit élevé suppose un certain nombre d'arrangements techniques, sociaux et institutionnels. On a vu que l'un des éléments clé de cet ensemble de conditions porte sur les modalités de la concurrence qui s'exerce entre capitaux mais qui admet aussi une dimension géographique. C'est d'ailleurs une condition essentielle d'existence d'un capitalisme vert : il faut que la nouvelle norme introduite par l'écotaxe ou le marché des permis d'émission soit établie de manière universelle, à l'échelle planétaire. Dans le cas contraire, on verrait apparaître toute une série d'effets pervers mettant en cause à la fois l'une des règles fondamentales de fonctionnement du capitalisme (la concurrence sur un marché mondial) et la réalisation des objectifs environnementaux.

Imaginons par exemple une écotaxe qui ne soit effectivement appliquée que dans certains pays et pas dans d'autres. La concurrence entre les entreprises installées dans ces différents pays serait faussée et conduirait à des relocalisations vers les pays « hors taxe » où l'incitation à mettre en place des technologies vertes serait nulle ou inférieure. Les mêmes effets pervers peuvent se concevoir, encore plus facilement peut-être, dans le cas des marchés de permis d'émission.

Certains imaginent une issue partielle à ces contradictions qui passerait par la croissance des débouchés offerts par les pays émergents. Ils imaginent une configuration relativement stable de l'économie mondiale, où le bouclage se ferait de la manière suivante : les pays avancés vendraient de la technologie verte aux pays émergents et leur achèteraient les marchandises à bas prix produites de manière croissante avec ces nouvelles technologies. Mais cela suppose que soit instaurée une instance de régulation à l'échelle mondiale. Toutes les questions soulevées précédemment, notamment à propos de la concurrence, se déploient à l'échelle du marché mondial.

De plus, le renchérissement du coût de l'énergie va augmenter les coûts de transport et ralentir le degré d'intensification des échanges qui contribue aux baisses de coûts. Là encore, on voit apparaître une contradiction entre l'objectif de profit maximum et celui de réduction des dépenses d'énergie.

### **La question des débouchés**

L'obtention d'un taux de profit potentiellement élevé est une condition nécessaire mais non suffisante de la mise en place d'un régime d'accumulation cohérent. Il faut encore que la structure de la demande soit adéquate. Se pose alors la question de la reproduction : comment écouler la pro-

duction verte ? Le profit doit en effet être réalisé, autrement dit la production doit être vendue. L'« ordre productif » associé à une nouvelle phase expansive doit également traiter cette question des débouchés.

Sur ce point, le capitalisme vert ne peut qu'enregistrer des difficultés supplémentaires. Du côté de la demande, la volonté de maintenir le taux de profit par un ajustement sur les salaires, va tendre à rétrécir relativement la demande salariale disponible. Du côté de l'offre, sa composition va changer, au moins transitoirement, dans le sens d'une croissance plus rapide de la section « verte » des moyens de production qui devrait trouver des débouchés dans les investissements verts réalisés par les autres branches. Un tel schéma où l'on assiste à une auto-croissance de la « section I » n'est pas indéfiniment viable, et on retrouve ici le risque que la croissance du capital fixe vienne peser sur la rentabilité.

Par ailleurs, le prix des marchandises vertes aura tendance, au moins dans un premier temps, à augmenter et donc à réduire la capacité d'absorption de la demande salariale. Elle conduira aussi à réorienter la demande vers des services moins coûteux en énergie mais moins susceptibles de gains de productivité élevés et donc de profits. De manière plus importante encore, la logique de réduction des dépenses d'énergie devrait conduire à la fabrication de biens « durables » et à un ralentissement de la vitesse de circulation du capital. Mais celle-ci est contradictoire avec le soutien au taux de profit qui passe aujourd'hui par le raccourcissement de la durée de vie des biens produits.

### **Le capitalisme vert est un oxymore**

La théorie des ondes longues insiste sur deux aspects centraux du capitalisme : son historicité et sa nature de modèle social global. Son utilisation permet donc de balayer l'ensemble des conditions de viabilité d'un régime d'accumulation spécifique d'une phase de l'histoire du capitalisme. Elle conduit à quelques conclusions générales.

Sur le plan « strictement économique » il est possible d'imaginer un capitalisme vert compatible avec le maintien du taux de profit. Mais rien ne garantit que cette compatibilité soit assurée pour des niveaux d'économie d'énergie correspondant aux objectifs requis. Il faudrait postuler la possibilité de gains de productivité élevés et durables dans les branches produisant les technologies vertes qui rendraient viable un « fordisme vert » où ces gains de productivité compenseraient les coûts initiaux et permettraient (à condition de supposer que la part des salaires cesse de baisser, voire remonte au détriment des rentes financières) de garantir une croissance correspondante des débouchés salariaux. Dans le cas contraire, bien plus vraisemblable, on irait vers un capitalisme verdi plutôt qu'un capitalisme vert.

Le scénario du capitalisme vert suppose que l'on impose au capitalisme des règles qui ne lui sont pas naturelles. Sur bien des points, un tel scénario entre en contradiction avec les mécanismes fondamentaux de ce mode de production. L'introduction massive d'une écotaxe perturberait profon-

dément le principe de concurrence entre capitaux individuels, elle freinerait la rotation du capital et ne déboucherait pas sur une structuration stable de l'économie mondiale.

Fondamentalement, l'hypothèse du capitalisme vert suppose un « choc exogène » brutal qui viendrait bouleverser profondément la configuration actuelle du capitalisme. Elle suppose en outre l'existence d'une instance planétaire assurant un degré accru de centralisation et l'édiction de normes mondiales qui vont, encore une fois, à l'encontre de l'essence concurrentielle du mode de production capitaliste.

Le capitalisme vert est donc un oxymore. L'hypothèse d'un tel régime d'accumulation repose sur une mauvaise compréhension des lois du capitalisme et sur une surestimation de sa capacité à faire face de manière rationnelle aux défis environnementaux. Cette conclusion négative permet de pointer les spécificités d'une alternative éco-socialiste. Elle implique une planification à l'échelle mondiale et une remise en cause des modes de production et de consommation adéquats à la logique capitaliste. En termes économiques, cette alternative revendique une baisse significative du taux de surplus social ou en tout cas une transformation profonde de son contenu. Pour ne prendre qu'un exemple, la durabilité accrue des biens de consommation est en soi un facteur de baisse de la rentabilité.

## INTERVENTIONS

### Thatcher, Blair et les défaites de la gauche britannique Leçons du « néogramscisme »

Fred Falzon

*Nous publions ici la première partie d'une longue étude de Fred Falzon qui se propose d'analyser et de tirer des leçons des graves défaites subies par la gauche britannique, toutes tendances confondues, sous les gouvernements de Thatcher puis Blair. Cette première partie développe ce constat d'échec, ainsi que le renouvellement qu'ont alors apporté, dans ce contexte, les analyses du « thatcherisme » produites par Stuart Hall. La deuxième partie de cette étude, dans le prochain numéro de ContreTemps, reviendra sur les limites de ces analyses et, surtout, de leurs déclinaisons pratiques.*

DE MANIÈRE RÉTROSPECTIVE, le thatchérisme apparaît comme la première vague d'une déferlante néolibérale qui s'est abattue, depuis, sur l'Europe et le monde. Si le mouvement altermondialiste a semblé représenter un défi sérieux à la mondialisation néolibérale, son essoufflement depuis 2004 remet en question la viabilité d'une alternative au modèle économique dominant.

Dans le contexte actuel, la notion gramscienne d'hégémonie a semblé retrouver de sa pertinence analytique précisément parce que le rôle historique du *Juggernaut*<sup>1</sup> néolibéral est de rendre irréversibles les transformations que son passage engendre sur le terrain. La stratégie néolibérale sort des cadres traditionnels du consensus et de l'alternance démocratiques en ce qu'elle tente de rayer de manière historique toute possibilité d'opposition globale.

Stuart Hall a été l'un des premiers à avoir saisi la portée hégémonique du néolibéralisme à travers l'analyse de son précurseur thatchérien. Hall a rencontré alors une féroce opposition à gauche<sup>2</sup>. Pourtant, trente ans plus tard, et alors qu'en Grande-Bretagne onze ans de social-libéralisme ont succédé à dix-huit ans de néolibéralisme conservateur, le retour au pouvoir des conservateurs semble acquis, sous le regard impuissant de la gauche antilibérale.

Originaire de Kingston (Jamaïque) Stuart Hall est l'une des figures emblématiques du marxisme britannique. Il fut parmi les fondateurs de la *New Left Review* en 1960, qui contribuera à renouveler la pensée de gauche en

Grande-Bretagne en adoptant une approche multicausale des questions sociales et une vision novatrice de l'intégration de la culture populaire et des questions ethniques dans le champ marxiste. Sa contribution sociologique n'est pas moins remarquable. Dans la droite ligne de

1/ Force implacable détruisant tout sur son passage.

2/ Le terme « gauche » qui sera utilisé ici correspond à ce que le terme *left* désigne en général dans les pays anglo-saxons, y compris dans son ambiguïté, c'est-à-dire à la fois la gauche travailliste et extra-travailliste, révolutionnaire ou pas. Il pourra aussi inclure le Parti travailliste en tant qu'opposition à la droite conservatrice.

ses analyses politiques, il est l'un des principaux animateurs du mouvement des *Cultural Studies* dans les années 1960 et 1970, contribuant au renouveau de la sociologie par une vision novatrice des relations entre pouvoir, identité et culture, exprimée notamment à travers la réception des nouveaux médias de masse.

Au fil de ses articles politiques écrits de 1979 à 2003, Stuart Hall apparaît comme le pronostiqueur avisé d'une possible reconquête, puis comme le spectateur impuissant de sa propre défaite.

Alors que le gouvernement Thatcher enchaîne, mandat après mandat, les victoires sociales et électorales, Stuart Hall adresse son diagnostic à une gauche en plein « traumatisme », selon l'expression de Ralph Miliband <sup>3</sup>, tiraillée entre accès de panique et excès de confiance. En ravivant le concept gramscien d'hégémonie, le sociologue avait pour ambition de renouveler la pensée à gauche dans ce qu'il percevait comme une crise historique de perspective. Il cherchait à replacer les stratégies anti-thatcheriennes à l'intérieur d'une compréhension englobante des processus politiques et étatiques en cours dans la phase néolibérale et post-fordiste du capitalisme.

A l'heure où se développe un « thatcherisme à la française » <sup>4</sup> et où la gauche s'interroge sur les moyens de contrer le sarkozisme, la publication en français des articles politiques de Stuart Hall a suscité un certain intérêt. La gauche française entend-elle tirer des leçons de la Grande-Bretagne ? Si les récents commentateurs français ont vanté avec raison la fertilité et l'actualité des conceptions théoriques de Stuart Hall, une critique plus politique de leurs implications pratiques est rarement entreprise. La plus frappante de ces traductions pratiques est l'influence, mal assumée de part et d'autre, que les théories néogramsciennes ont exercée sur l'idéologie du New Labour blairiste.

Faut-il pour autant rejeter l'ensemble du concept d'hégémonie comme justification et fixation d'un état de domination que seules des forces institutionnelles déjà constituées pourraient faire fructifier ? La viabilité d'une stratégie hégémonique antilibérale fondée sur les théories néogramsciennes reste à déterminer. La publication française des articles politiques de Stuart Hall donne, en tout cas, l'occasion d'un retour critique sur une période charnière de l'histoire politique européenne, sur l'analyse de Stuart Hall et sur les réactions qu'elle a suscitées à gauche.

### **Face au bulldozer libéral, la gauche en panne**

Les défaites successives de la gauche face au thatcherisme depuis 1979, puis la prise du pouvoir par le New Labour ont appuyé là où la gauche refuse aujourd'hui encore d'avoir mal. A la gauche réformatrice, l'avancée inexorable du thatcherisme dévoila l'étroitesse de sa marge de manœuvre

<sup>3</sup>/ Ralph Miliband (1924-1994) : théoricien marxiste qui fit partie de la New Left britannique.

<sup>4</sup>/ Stathis Kouvelakis, « Un thatcherisme à la française », postface, *La France en révolte. Luites sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007. Cf. [www.europe-solidaire.org/spip.php?article6278](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article6278).

dans un monde post-keynésien et le caractère finalement éphémère du consensus social-démocrate d'après-guerre.

Concernant la gauche révolution-

naire, les victoires de Thatcher sur tous les terrains révélaient qu'à l'instar de sa rivale social-démocrate, l'extrême gauche s'était, à son niveau et à son insu, rendue dépendante des espaces de négociation et de concession aménagés par l'Etat (providence) bourgeois pour la satisfaction de ses revendications transitoires. Après que Thatcher a transformé la législation pour cadenasser la liberté d'organisation et d'expression du mouvement syndical et ouvrier, la gauche ne disposait d'aucun espace socio-politique d'« exception », autonome à la fois de l'Etat et du marché, lui permettant de faire vivre dans la société réelle les revendications du mouvement ouvrier. L'absence de toute intervention autonome de la classe ouvrière sur la scène politique facilitait alors la remise en cause de l'existence même de la classe ouvrière en tant que sujet politique. Un cercle vicieux était enclenché.

La destruction de l'Etat-providence affectait le mouvement ouvrier de manière bien plus aiguë que la gauche révolutionnaire ne l'avait prévu et qu'elle ne l'a jamais accepté à ce jour. Dans la période d'après-guerre, la gauche révolutionnaire britannique considérait que la collaboration de classe inhérente au consensus keynésien constituait un obstacle majeur à l'éclatement de la révolution. Force fut de constater, mais peu le firent, que la démolition de ce rempart à la révolution débouchait non pas sur une vague révolutionnaire prolétarienne mais sur l'élection d'un des gouvernements les plus antirévolutionnaires et antimarxistes que la Grande-Bretagne ait connus, avec le soutien d'une partie non négligeable de l'électorat ouvrier.

La gauche révolutionnaire, dans sa grande majorité, ne prit pas la mesure de la situation. Habitée à serrer les dents, elle attendait une nouvelle fois que passe la tempête. Sauf que dans l'intervalle thatchérien, elle allait perdre plus des deux tiers de ses effectifs et la plupart de ses positions clés.

La gauche préférait se réfugier dans ses analyses et ses pratiques traditionnelles pour interpréter mais surtout atténuer des échecs qui échappaient à ses explications habituelles. En effet, ces revers ne pouvaient pas être attribués à un défaut de mobilisation à la base. Les victoires du gouvernement n'avaient pas été acquises sur le dos d'un prolétariat démoralisé mais d'un mouvement ouvrier actif et dont le niveau de conscience, de syndicalisation et de cohésion, jusqu'au milieu des années 1980, avait peu d'équivalents en Europe, à l'exception de l'Italie.

La défaite des mineurs en 1985, après un an de grève dure et malgré une importante solidarité nationale, fut le point d'orgue de cette série de défaites, et certains y virent le chant du cygne du mouvement ouvrier britannique. Les mineurs occupaient, en effet, une place particulièrement symbolique dans l'imaginaire socialiste britannique. Ils incarnaient la puissance de la classe ouvrière organisée et consciente. Avant-garde ou aristocratie ouvrière, en 1972 et 1974 elle avait en tout cas déjoué l'état d'urgence décrété contre les mineurs grévistes et provoqué la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath.

En 1985, par contre, comme dans toutes les défaites passées et à venir, la rhétorique de la trahison allait permettre à certaines organisations de gauche de s'exonérer à peu de frais sur le dos de toutes les autres.

Dans ces règlements de compte, certaines attaques ont touché juste, mais beaucoup n'ont fait qu'ajouter l'aigreur de la division à l'amertume de la défaite.

L'efficacité de ces procès en trahison s'émoissait au fur et à mesure que les accusateurs d'hier devenaient les accusés du jour. En effet, les divers secteurs politiques de la gauche militante eurent, chacun à leur niveau, leur « moment » face à Thatcher. Ainsi la gauche travailliste lors des élections législatives de 1983, le groupe Militant lors de la prise du conseil municipal de Liverpool en 1985 et le Socialist Workers Party dans le mouvement de masse contre l'extrême-droite, ont eu l'opportunité de développer leur propre stratégie d'opposition. À défaut d'avoir tiré des leçons de leurs défaites, aucun des courants d'opposition à Thatcher ne sut concrétiser ces opportunités en une alternative crédible de pouvoir... hormis les blairistes.

L'espoir d'une victoire rapide contre les néoconservateurs par la mobilisation sociale s'amenuisait d'année en année, en même temps que celui de battre Thatcher dans les urnes. La déconfiture de la gauche travailliste en 1983, soutenue par un bon nombre d'entristes trotskystes, sera particulièrement cruelle, puisqu'elle mettait un terme aux espoirs d'impulser un recadrage à gauche du Parti travailliste. Soutenu largement au-delà du parti, son champion, Tony Benn, allait échouer d'un cheveu dans la course à la vice-direction du parti. La défaite électorale qui s'ensuivit deux ans plus tard ne fut pas plus rassurante, puisque les travaillistes menés par Michael Foot y recueillirent leur plus faible pourcentage historique de votes ouvriers alors qu'ils proposaient le programme le plus à gauche jamais développé par le Labour. La droite « modernisatrice » du Parti travailliste rassemblée autour du leader Neil Kinnock subira, elle aussi, une défaite électorale face à Thatcher lors des législatives de 1997. Mais contrairement à la gauche en 1983, les modernisateurs, parmi lesquels Tony Blair, sauront utiliser cette défaite pour accélérer le tournant centriste du parti et son acceptation du capitalisme de marché.

Chaque défaite, qu'elle soit politique ou sociale, contredisait un peu plus les analyses traditionnelles de la gauche. Les théories dites catastrophistes qui, contrairement à ce qui est souvent affirmé, étaient utilisées aussi bien dans la gauche modérée que radicale, prévoient que l'exacerbation des contradictions du capitalisme soumis à une libéralisation accélérée finirait par provoquer une riposte ouvrière de masse et un effondrement interne de Thatcher.

La réalité contredira cruellement cet « optimisme ». Loin d'exacerber la lutte entre patronat et travail, l'appauvrissement et la polarisation sociale, que Bob Jessop a définis sous le concept des « Deux Nations »<sup>5</sup>, exacerbent le repli sur soi et trouvent un exutoire non pas dans les discours de la gauche radicale, mais dans les raisonnements autoritaires et sécuritaires de Thatcher.

Les explications circonstancielles et conjoncturelles révèlent, elles aussi, leurs limites. Au fur et à me-

<sup>5</sup>/ Bob Jessop *et al.* « Authoritarian Populism, Two Nations, and Thatcherism », *New Left Review* 147, septembre-octobre 1984, p. 32-60.

sure que le phénomène Thatcher s'inscrit dans la durée, il s'impose comme un mouvement de transformation économique de l'ensemble de la société dans le cadre de mutations internationales. Ceux qui attribuaient les succès de Thatcher à sa victoire militaire dans les Malouines en 1982, ou à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord dans les années 1980, sont forcés de se raviser. Même la récession économique du milieu des années 1980 ne dévissera pas les conservateurs du pouvoir.

L'interprétation du gouvernement Thatcher comme un gouvernement conservateur traditionnel qui serait simplement plus dur et plus antiouvrier que ses prédécesseurs avait, elle aussi, de plus en plus de mal à tenir. Soit on admettait que le gouvernement de droite déjouait les plans de ses adversaires parce qu'il sortait des repères démocratiques traditionnels, soit on acceptait que Thatcher était forte des faiblesses de son opposition. Soit le gouvernement Thatcher était trop fort, soit le mouvement ouvrier était trop faible. Or la plupart des organisations de gauche britanniques se refusaient à chacune de ces hypothèses.

La crise analytique de la gauche était perceptible, aussi, dans ses traductions tactiques. L'échec des mineurs malgré leur mobilisation en masse contredisait les tactiques « basistes » qui misaient sur un dépassement spontané des directions travaillistes et syndicales par une base militante que l'offensive thatchérienne aurait radicalisée. Même si la gauche radicale rencontrait des succès partiels en termes de recrutement, les pratiques purement « propagandistes » n'offraient que peu de perspectives sur le terrain.

Que ce soit dans la pratique ou dans la théorie, la gauche ne parvenait plus à puiser, dans les changements socio-économiques en cours, des arguments susceptibles de générer un nouveau projet d'émancipation. Pour une gauche dont une bonne partie se réclamait du matérialisme historique, le fait de marcher à contre-courant de l'histoire constituait un véritable anathème. Au lieu de le refouler, Stuart Hall a eu le mérite d'en chercher une issue.

L'offensive libérale conservatrice puis social-démocrate fit mal à la gauche parce qu'elle minait le terrain sur lequel reposaient ses convictions, le rendant impraticable. Et le fait, a priori paradoxal, que ce travail d'innovation théorique provienne des restes eurocommunistes du Parti communiste de Grande-Bretagne n'est pas le fruit du hasard. Les intérêts partidaires, mais aussi les urgences du moment, s'accordaient peu avec les questionnements existentiels. Seules deux catégories d'acteurs politiques pouvaient s'y atteler. Ceux, d'une part, qui avaient un intérêt à déstabiliser leur propre parti – c'était le cas des « modernisateurs » travaillistes de droite – et ceux, d'autre part, qui n'avaient plus de parti à défendre – tel le petit groupe d'intellectuels de *Marxism Today* en rupture avec un Parti communiste agonisant.

L'éviction des conservateurs en 1997 provoqua un sursaut d'espoir. Le mouvement contre la *poll tax*, où la gauche radicale avait joué un rôle important, acheva une Dame de fer déjà rouillée de l'intérieur. Mais cet espoir céda le pas à la désillusion lorsque le nouveau gouvernement confirma sa

volonté de capter à son compte l'héritage thatchérien. Car la victoire des modernisateurs dans le Parti travailliste était aussi la défaite de tout un pan stratégique de la gauche révolutionnaire. Les entristes avaient imaginé qu'une exacerbation de la lutte de classes dans les années 1980 discréditerait la ligne modérée de la droite travailliste et permettrait à la gauche de prendre d'assaut le Parti. Or, dans les faits, c'est le contraire exact qui se produisit. La droite et le centre du Parti, dirigé par Neil Kinnock, eurent raison de la gauche marxiste. Malgré un activisme entriste de plus de trente ans au sein du mouvement travailliste, l'exclusion du groupe Militant en 1985 ne provoqua qu'une prudente indifférence parmi les membres du Parti.

Dès les premiers jours de son mandat, Tony Blair allait sonner le glas des derniers espoirs de la gauche en poursuivant la ligne de rigueur économique tracée par les conservateurs, laissant à son désarroi une gauche dont une bonne partie avait appelé à voter pour lui.

### **La « question » thatchérienne et ses réponses « néogramsciennes »**

Pour Stuart Hall, battre le thatchérisme impliquait en premier lieu d'en comprendre et d'en analyser les fondements structurels socio-économiques. Hall entendait forcer la gauche à accepter les leçons du réel, à voir dans le phénomène Thatcher un miroir de ses propres difficultés et potentialités historiques. Il souhaitait, à l'instar de Gramsci, « donner non pas les instruments pour résoudre le puzzle mais les moyens de poser les bons types de questions ». <sup>6</sup> Les débats qui divisèrent les factions de gauche face à Thatcher n'étaient pas sans rappeler les controverses apparues à l'intérieur du mouvement ouvrier dans les années 1930 dans sa riposte au fascisme. De ce point de vue, le retour au centre du débat des théories d'Antonio Gramsci et de l'analyse du fascisme proposée par Nicos Poulantzas <sup>7</sup> n'était pas anodin.

La situation dans laquelle Gramsci avait écrit ses *Cahiers de prison* était, comme l'ère thatchérienne, une période où « tous les points de référence, toutes les prédictions ont été réduits en miettes. » <sup>8</sup> Le mouvement ouvrier italien avait laissé passer son « moment », celui où – pour paraphraser Gramsci – les aspects sociaux, économiques, intellectuels et moraux s'unissent de manière inédite pour permettre l'éclosion d'un nouveau pouvoir.

Son « moment » passé, à l'instar du mouvement ouvrier britannique, la classe ouvrière italienne, en position de recul, était confrontée à un phénomène politique nouveau qui changeait le terrain sous ses pieds et la poussait à naviguer contre le courant de l'histoire. La gauche devait-elle tirer des leçons de l'ennemi au risque de le légitimer, ou bien dédaigner les changements en cours au risque de se disqualifier en tant que force formatrice ?

Pour Stuart Hall, loin d'être un nouveau balancement du pendule politique, le glissement vers la droite du terrain politique britannique marquait une rupture « épocale », struc-

<sup>6/</sup> Stuart Hall, « Gramsci and Us », *The Hard Road to Renewal: Thatcherism and the Crisis of the Left*, London, Verso/MarxismToday, 1988, p. 62.

<sup>7/</sup> Nicos Poulantzas (1936-1979) : philosophe, politologue et sociologue marxiste français d'origine grecque.

<sup>8/</sup> Stuart Hall, « Gramsci and Us », *op. cit.*

turelle, organique dans le cours historique du capitalisme et le passage à ce que dans les années 1990 il nommera *New Times*, les « temps nouveaux ». L'avènement de Thatcher, indiquait-il, était une des manifestations politiques de ces temps nouveaux, mais pas sa résultante nécessaire et exclusive. Comme le passage à la phase industrielle du capitalisme portait la promesse de la révolution prolétarienne, ces temps nouveaux pouvaient, eux aussi, être captés par les forces de gauche pour y fonder un nouveau projet de société. En soi, pourrait-on ajouter en paraphrasant la rhétorique blairiste, ils n'étaient donc ni de droite ni de gauche.

En termes socio-économiques, l'émergence de ces temps nouveaux reposait tout d'abord sur le passage à un mode de production dépassant le cadre fordiste défini par la production et la consommation de masse, la standardisation des produits finis et la fragmentation des tâches. Largement débattue et controversée à gauche, la thèse d'une réorganisation post-fordiste de la production prétendait s'inspirer du chapitre « L'américanisme et le fordisme » écrit par Gramsci dans ses *Cahiers de prison*. Elle expliquait en partie le phénomène de désindustrialisation qu'avait connu la Grande-Bretagne depuis la fin des années 1960. Ces changements techno-structurels avaient des implications politiques et sociologiques importantes pour la gauche. Ils permettaient d'expliquer l'affaiblissement numérique et politique de la classe ouvrière ainsi que la résorption des idéologies de classe.

Pour Hall, le thatchérisme était une tentative de répondre à la crise du mode de production fordiste et du mode de régulation keynésien qui étaient incapables, selon les libéraux, d'inverser le déclin économique de la Grande-Bretagne. L'hégémonie thatchérienne visait à mettre en place une stratégie de régulation néolibérale offrant aux forces du marché la reprise en main du management économique, en « libérant » les leviers économiques des vicissitudes de la négociation sociale propres au keynésianisme.

Thatcher avait conscience jusqu'à un certain point que la rupture du cadre contractuel keynésien serait violente mais vitale. Elle impliquait de mobiliser la Nation et l'État, de centraliser et canaliser les forces étatiques dans un processus de mutilation qui rencontrerait la résistance des forces sociales dont l'État-providence avait cristallisé une partie des intérêts sectoriels. C'est dans ce cadre, aussi, que devait se comprendre la guerre acharnée menée par les thatchériens contre les mineurs.

Seul un gouvernement à visée hégémonique, c'est-à-dire qui se fixait comme objectif non pas simplement de « gagner les élections mais de réaligner l'ensemble de la société sur son propre projet »<sup>9</sup>, pouvait effectuer cette « révolution » que Hall qualifiait de « régressive »<sup>10</sup>. La première étape, le premier test de la bataille hégémonique des néoconservateurs s'était déroulé avec succès à l'intérieur du

Parti contre les conservateurs plus modérés, les wets ou « poules mouillées ».

Cette bataille interne remportée, l'offensive pouvait se poursuivre au ni-

9/ Stuart Hall, « The Bitter Death of the Welfare State », *New Internationalist*, n° 188, octobre 1988.

10/ Stuart Hall et Martin Jacques, « The Meaning of New Times », *New Times: The Changing Face of Politics in the 1990s*, Londres, Lawrence and Wishart, 1989.

veau national, mais elle n'aurait eu aucune chance d'aboutir si elle avait été érigée sur la simple justification des intérêts particuliers d'une élite économique. Elle s'inscrivait dans un nouveau consensus « national populaire » centré sur une redéfinition de l'intérêt national, tout en se basant sur des valeurs compatibles avec le maintien du taux de profit. Ce nouveau « sens commun » thatchérien s'appuyait sur des notions conservatrices traditionnelles d'élévation sociale par le travail, de *self-help* (autodépendance), de moralité et de famille, de loi et d'ordre, de réciprocité des droits et des devoirs, d'accès à la propriété, couplées à des valeurs plus innovantes d'individualisme, d'esprit d'entreprise, de modernisation économique et de compétitivité. Tout en donnant du sens aux sacrifices qu'il exigeait, le populisme thatchérien devait en faire miroiter des compensations individuelles par la rétribution méritocratique offerte aux « citoyens respectueux de la loi ». Il s'agissait, selon les termes de Stuart Hall, de restructurer la société et la culture elle-même en « gagnant les cœurs et les esprits », <sup>11</sup> y compris parmi l'électorat ouvrier, autant que de mener une guerre sans merci contre les « ennemis de l'intérieur » marxistes et syndicalistes.

Pour Hall, le thatchérisme correspondait à ce que Gramsci définissait comme un « bloc historique », c'est-à-dire une alliance entre des secteurs sociaux divers autour d'une élite dirigeante nationale. Hall désignait le thatchérisme comme un « autoritarisme populaire ». S'inspirant du théoricien marxiste Nicos Poulantzas, il entendait le populisme comme une idéologie nationale englobante, utilisée par une élite dirigeante pour convaincre et mobiliser les masses en dépit de leurs intérêts de classe. L'« autoritarisme populaire » désigne donc une stratégie « faussement contradictoire », basée à la fois sur la confrontation et le consentement.

Mais comme le souligne Bob Jessop, si le néolibéralisme thatchérien a su mener une offensive de destruction massive des acquis keynésiens, sa contrepartie redistributive n'a jamais fonctionné. Ce déséquilibre dans sa stratégie de régulation a contribué, en interne comme en externe, à causer sa perte. <sup>12</sup> Selon Hall, la gauche ne pouvait faire face à la complexité du phénomène thatchérien en utilisant des recettes qui s'avéraient d'ores et déjà inopérantes sur le terrain. Elle devait entamer une douloureuse mais indispensable marche vers le renouveau. Pour changer à nouveau le monde, elle devait commencer par se changer elle-même.

Pour Hall et ses compagnons des « temps nouveaux », la gauche se devait de développer une contre-hégémonie face à Thatcher qui serait adaptée à la période post-fordiste. Elle devait élargir sa base sociologique et ses revendications à celles des nouveaux mouvements sociaux, devait intégrer en théorie et en pratique les nouvelles revendications locales nées de l'écla-

tement de l'Etat-Nation, enregistrer l'émergence de nouveaux sites d'antagonisme social et de nouvelles inégalités dépassant le cadre traditionnel de l'opposition bourgeois-prolétaire. Elle devait in-

<sup>11</sup>/ Stuart Hall, « The Bitter Death of the Welfare State », *op. cit.*

<sup>12</sup>/ Bob Jessop, « The Transition to Post-Fordism and the Schumpeterian Workfare State », in Roger Burrows et Brian Loader, *Towards a Post-Fordist Welfare State*, Londres, Routledge, 1994, p. 30.

tégrer les revendications féministes, ethniques, écologiques, individualistes. Pour le lecteur contemporain familier des « mouvements sociaux », ce catalogue pourrait sembler d'une frappante banalité. Il l'était un peu moins dans les secteurs les plus dogmatiques du travaillisme et de la gauche britannique, même à la fin des années 1980.

Pour Stuart Hall, alors que le règne conservateur touchait à sa fin, le gouvernement appelé à le remplacer aurait eu la possibilité de développer une stratégie radicalement alternative au néolibéralisme. Elle aurait consisté à déployer un « programme de transition » audacieux et renouvelé, visant à réparer les dommages sociaux thatchériens, tendant vers une redistribution des richesses par l'impôt, et remettant en cause certaines privatisations du gouvernement Thatcher-Major. L'autre option avait triomphé, celle qui, selon Hall, délaissait le potentiel progressiste des changements productifs au profit d'une adaptation à la stratégie néolibérale, poursuivant par des moyens plus consensuels la « mission historique » du démantèlement de l'État-providence.

On peut être surpris de la confiance que plaçait Hall dans les capacités progressistes d'un futur gouvernement travailliste dirigé par Tony Blair, malgré la bataille que ce dernier menait depuis 1994 pour éradiquer la tradition socialiste dans le Parti. Cette ambiguïté de Hall s'explique par sa tentative d'appliquer au blairisme la démarche « dialectique » ou plutôt « faussement contradictoire » qu'il avait utilisée à propos du thatchérisme, qui reflète elle-même le double caractère des « temps nouveaux », structurellement neutres mais politiquement orientés.

Pour Hall, le blairisme a un caractère hybride <sup>13</sup>, à la fois néo-libéral et social-démocrate, bien que ce deuxième aspect soit subalterne, subordonné au premier, tout en lui étant indispensable. Loin de présenter le blairisme comme un instrument de pur opportunisme, il redéfinit son pragmatisme comme la mise en place d'une démarche stratégique répondant aux impératifs de développement du régime d'accumulation néolibéral. Il offre ainsi à l'opposition contre Blair une compréhension socio-économique de la politique et de l'idéologie de la troisième voie qui évite, contrairement à de nombreuses autres analyses critiques, de se focaliser sur la personnalité de Blair. L'analyse de Hall lui permet aussi de dévoiler, sous les aspects progressistes de la rhétorique blairiste, la cohérence d'un projet fondamentalement néolibéral, mais dont les accents progressistes mettent une nouvelle fois en difficulté une gauche qui n'a toujours pas résolu les problèmes théoriques que le thatchérisme lui a posés.

<sup>13</sup>/ La notion d'hybridité du gouvernement Blair a aussi été reprise en France par Florence Faucher-King et Patrick Le Galès, cf. *Tony Blair 1997-2007 – Le bilan des réformes*, Presses de Sciences Po, 2007.



## CONTROVERSES

### Peut-on critiquer Marx ?

A propos d'un article de Daniel Bensaïd sur Castoriadis <sup>1</sup>

Pierre Khalfa

ON NE PEUT QUE SE RÉJOUIR que des intellectuels et des militants se réclamant du marxisme révolutionnaire s'intéressent à la pensée de Castoriadis. L'article de Daniel Bensaïd est donc le bienvenu, ce d'autant plus qu'il traite un point crucial, le rapport entre la pensée de Castoriadis et le marxisme. Ce point est d'autant plus fondamental que Castoriadis s'est toujours défini comme « révolutionnaire » et que sa critique du capitalisme et de la démocratie représentative, qu'il analysait comme une oligarchie libérale, est restée sans concession.

Castoriadis considérait que « les réserves les plus fortes, les critiques les plus radicales à l'égard de Marx n'annulent pas son importance de penseur, ni la grandeur de son effort <sup>2</sup> ». Il voyait en Marx celui qui avait compris que l'activité humaine est à la source de toutes les organisations sociales et donc que l'activité des êtres humains peut transformer le monde : « Avoir un projet politique, et essayer de voir en quoi ce projet politique est nourri et porté par la réalité historique, c'est cela la singularité absolue de Marx. <sup>3</sup> » Pourtant, Castoriadis s'est employé à avancer des réponses théoriques s'opposant à celles de Marx sur un certain nombre de points fondamentaux.

Bensaïd présente la rupture de Castoriadis avec Marx comme « un règlement de comptes » avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est dommage qu'il n'en rappelle pas l'origine qui portait sur l'analyse du stalinisme, de l'URSS et des pays de l'Est. L'effondrement du mur de Berlin a rendu apparemment obsolète le débat sur ces points. Apparemment seulement, car derrière ce débat, c'est aussi la conception du « socialisme », et donc du sens des combats à mener, qui est en jeu. <sup>4</sup> Au moment où l'expression « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » semble faire florès, la discussion sur son contenu doit être un impératif catégorique, faute de quoi le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » risque fort de ressembler au « socialisme réel » du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans ce cadre, il est assez étonnant que Bensaïd ne s'interroge pas plus sur le fait que « le marxisme, codifié sous Staline en doctrine d'Etat, soit devenu l'idéologie de la bureaucratie, en URSS comme dans les partis communistes staliniens <sup>5</sup> ». Il y a là, pourtant, ce qui devrait être une interrogation fondamentale sur « le destin historique du marxisme <sup>6</sup> ». En effet, comment la même théorie peut à la fois être l'idéolo-

<sup>1</sup>/ Daniel Bensaïd, « Politique de Castoriadis », *ContreTemps*, n° 21.

<sup>2</sup>/ Cornelius Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance*, Editions du Seuil, p. 40.

<sup>3</sup>/ Cornelius Castoriadis, *Domaines de l'homme*, Editions du Seuil, p. 81.

<sup>4</sup>/ Voir Cornelius Castoriadis, *Le Contenu du socialisme*, Editions 10/18 ; ou, pour des positions se réclamant du marxisme, Isaac Johsua, « Sur le socialisme », OCT-Courant 4, Jacques Bidet et Gérard Duménil, *Altermarxisme — Un autre marxisme pour un autre monde*, PUF.

<sup>5</sup>/ Daniel Bensaïd, *art. cit.*

<sup>6</sup>/ Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive*, Editions du Seuil, p. 45.

gie officielle de régimes d'exploitation et d'oppression totalitaire et celle qui permet de réfléchir sur les conditions de l'émancipation de l'humanité ? Castoriadis part de cette question pour appliquer le marxisme au marxisme. La vraie question est donc de savoir « comment le marxisme a effectivement fonctionné dans l'histoire effective et pourquoi <sup>7</sup> » et de voir « que la signification d'une théorie ne peut être comprise indépendamment de la pratique historique et sociale à laquelle elle correspond, en laquelle elle se prolonge ou qu'elle sert à recouvrir ». <sup>8</sup> Il s'agit avant tout, pour Castoriadis, de critiquer ce qui a été la théorie et l'idéologie du mouvement ouvrier marxiste dans sa réalité historique effective.

Nous ne reprendrons ici que les questions développées par Bensaïd, le marxisme comme déterminisme, la théorie de la valeur et la conception de la politique. Nous laisserons volontairement de côté des points fondamentaux de la critique du marxisme par Castoriadis, comme l'arrière plan philosophique du marxisme, la conception des classes sociales ou l'évolution du capitalisme.

Pour Castoriadis, deux problématiques théoriques totalement contradictoires et intimement mêlées existent chez Marx. Il ne s'agit pas là d'une quelconque « coupure épistémologique » mais de « deux éléments antinomiques de la pensée de Marx – le germe révolutionnaire, anti-spéculatif, et l'élément théoricien, systématique, objectiviste, déterministe <sup>9</sup> » qui parcourent tous les moments de l'œuvre de Marx.

### **Entre déterminisme économique et autonomie des êtres humains**

Le premier de ces éléments a été hégémonique, non seulement dans les partis staliniens, mais aussi chez leurs critiques « de gauche ». Il renvoie au « grand récit marxien <sup>10</sup> » parfaitement résumé dans la préface à la *Critique de l'économie politique*, texte cité à satiété dans toutes les « écoles de formation » et qui a modelé le mouvement ouvrier toutes tendances confondues.

Voici ce que dit Marx :

« Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent

des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine

7/ Cornelius Castoriadis, *Domaines de l'homme*, op. cit., p. 76.

8/ Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Editions du Seuil, p. 14.

9/ Cornelius Castoriadis, *Capitalisme moderne et révolution 2*, Editions 10/18, p. 88.

10/ J'emprunte cette expression à Gérard Bidet et Gérard Duménil dans leur livre *Altermarxisme*, op. cit.

leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. [...] Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. »

Disons le nettement et sans ambages, cette conception, présente dans nombre de textes de Marx, y compris *Le Capital*, corrobore « l'accusation banale de déterminisme historique et d'économisme mécanique <sup>11</sup> » faite au marxisme que tente de réfuter Bensaïd. Cette conception est historiquement fautive car à un « degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles » ont correspondu des rapports de production différents suivant les pays et les époques. Que sur une même « structure économique » se sont élevées des superstructures juridiques et politiques très diverses. Il n'est pas vrai que « le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général ». On pourrait multiplier les exemples historiques qui contredisent cette analyse. Nous n'en prendrons qu'un, celui de la Grèce classique qu'a développé Castoriadis. A un même niveau de développement des forces productives ont correspondu dans le monde antique des régimes sociaux et politiques radicalement différents. A des rapports de production similaires (l'esclavage) ont correspondu des formes d'organisation politique opposées, la démocratie athénienne et les cités oligarchiques.

Ce qui est présupposé dans cette conception, c'est qu'il serait dans la nature des forces productives que de croître. Or, des sociétés ont vécu des centaines d'années sans développement significatif des forces productives. Les raisons de leur naissance et de leur disparition sont à chercher ailleurs que dans une contradiction entre le développement des forces productives et des rapports de production. Ces sociétés ne se posaient même pas le problème de développer les forces productives. Il a fallu attendre le capitalisme pour que le développement des forces productives devienne la question centrale de la société. Ce qui est expliqué ici par Marx, c'est le fait que le développement des forces productives puisse être entravé. Ce qui n'est jamais expliqué, c'est pourquoi les forces productives devraient croître <sup>12</sup>... sauf à supposer que c'est dans leur nature profonde. On baigne ici dans

la métaphysique. Telle est, brièvement résumée, la critique développée par Castoriadis.

Il indique ainsi :

« C'est une chose de reconnaître l'importance fondamentale de l'en-

<sup>11</sup>/ Daniel Bensaïd, *art. cit.*

<sup>12</sup>/ Ainsi l'objectif du socialisme serait de développer les forces productives entravées par les rapports de production capitalistes. On comprend qu'avec une telle vision, les courants marxistes ont eu du mal à s'approprier la démarche écologique.

seignement de Marx concernant la relation qui unit la production et le reste de la vie sociale [...] C'est une autre chose que de réduire la production, l'activité humaine médiatisée par des instruments et des objets, le travail, aux forces productives, c'est-à-dire finalement à la technique, d'attribuer à celle-ci un développement "en dernière analyse" autonome, et de construire une mécanique des systèmes sociaux basée sur une opposition éternelle et éternellement la même entre une technique ou des forces productives qui possèderaient une activité propre et le reste des relations sociales et de la vie humaine, la superstructure, doté tout aussi arbitrairement d'une passivité et d'une inertie essentielle. »<sup>13</sup>

Dans cette conception, les forces productives sont neutres socialement, les rapports de production se situant en extériorité par rapport à elles. Les forces productives sont réduites ici, en dernière analyse, à la technique. Or la technique cristallise certains rapports sociaux, et la lutte des classes, affrontement entre groupes sociaux antagonistes, n'est pas étrangère à la sélection de telle ou telle technique parmi toutes celles possibles à un moment donné. Au Moyen Âge l'imposition du moulin à eau aux paysans, contre le moulin à bras, détruit leur autonomie et impose violemment le nouveau rapport seigneurial.<sup>14</sup> Ce dernier n'est pas déterminé par un quelconque développement des forces productives, mais par une lutte de classe féroce qui est gagnée par les seigneurs. De même la généralisation du taylorisme n'est pas simplement le produit du développement des forces productives, mais la création dans la douleur d'un nouveau rapport salarial.

Enfin et surtout, l'action des êtres humains, la lutte des classes et des différents groupes sociaux ne jouent qu'un rôle marginal dans cette conception. La perspective émancipatrice est subordonnée à la contradiction forces productives/rapports de production qui apparaît comme le moteur de l'histoire. « La révolution sociale » n'est possible que lorsque les rapports de production commencent à entraver le développement des forces productives. Mais comment le savoir ? Les rapports de production capitalistes étaient-ils une entrave au développement des forces productives en 1848, le sont-ils devenus en 1914 (thèse de Trotski), l'étaient-ils en 1968, le sont-ils aujourd'hui ?

Bensaïd passe totalement sous silence cette conception de Marx pourtant présente tout au long de son œuvre. Il évoque simplement au détour d'une phrase les « contradictions parfois bien réelles<sup>15</sup> » de la théorie de Marx, sans qu'il nous en dise plus. Il a cependant raison d'affirmer qu'une autre conception est présente chez Marx, notamment dans les textes politiques.

Marx indique au tout début du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* que « les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans

les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé ». Au pied de la lettre, cela signifie que si ces conditions pèsent sur l'activité présente des êtres humains, elles ne configurent pas une histoire tracée

13/ Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, op. cit., p. 26-27.

14/ Voir Pierre Dockes, *La Libération médiévale*, Flammarion. Pierre Dockes note que le moulin à eau inventé mille ans auparavant, n'avait jamais été utilisé et est « redécouvert » par les seigneurs à l'époque.

15/ Daniel Bensaïd, art. cit.

d'avance. L'activité humaine est créatrice d'inédit, pour le pire et le meilleur. C'est l'action concrète des êtres humains, leurs conflits à tous les niveaux qui font que telle société existe plutôt que telle autre. L'histoire humaine est donc un processus de création, un processus d'auto-institution de la société par elle-même, par les êtres humains, la « capacité de faire émerger ce qui n'est pas donné ni dérivable, combinatoirement ou autrement, à partir du donné »<sup>16</sup>. C'est un des apports majeurs de Castoriadis que d'avoir développé ce point.

Bensaïd indique à juste titre que « le problème qui hante la trilogie [de Marx] sur la France, c'est que les classes ne font pas ce qu'elles seraient supposées faire, que la politique n'est pas un fidèle reflet du social, que la représentation, l'idéologie, ou l'imaginaire, sont autant de médiations qui ont leur efficacité propre »<sup>17</sup>. Or Engels développe justement dans la préface de la 3<sup>e</sup> édition du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* une conception totalement contradictoire, mécaniste, économiste et scientiste du rôle des classes sociales.

Pour Engels, les classes sociales font justement ce qu'elles sont supposées faire :

« Ce fut précisément Marx qui découvrit le premier la loi d'après laquelle toutes les luttes historiques, qu'elles soient menées sur le terrain politique, religieux, philosophique ou dans tout autre domaine idéologique, ne sont, en fait, que l'expression plus ou moins nette des luttes des classes sociales, loi en vertu de laquelle l'existence de ces classes, et par conséquent aussi leurs collisions, sont, à leur tour, conditionnées par le degré de développement de leur situation économique, par leur mode de production et leur mode d'échange, qui dérive lui-même du précédent. Cette loi, qui a pour l'histoire la même importance que la loi de la transformation de l'énergie pour les sciences naturelles, lui fournit ici également la clé pour la compréhension de l'histoire de la deuxième République française. »

On a là, dans le même ouvrage, à quelques lignes de distance, deux conceptions radicalement opposées de l'histoire de l'humanité. Ces deux conceptions antinomiques sont présentes dans les œuvres de tous les grands théoriciens marxistes. L'œuvre de Rosa Luxemburg l'exprime très clairement. D'une part, on trouve chez elle des arguments très forts en faveur de l'action autonome du prolétariat, sur sa créativité sociale... Mais d'autre part, elle essaye de démontrer dans un de ses principaux ouvrages théoriques, *L'Accumulation du capital*, l'effondrement inéluctable du capitalisme à partir de considérations strictement économiques, en dehors de toute lutte de classes.

### **A propos de la théorie de la valeur**

Bensaïd liquide en quelques phrases la critique de Castoriadis sur la théorie de la valeur. Sur un sujet aussi complexe, il est certes difficile de faire le tour de la question dans un court article. Cependant Bensaïd ne répond pas

<sup>16</sup>/ Cornelius Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance*, op. cit., p. 110.

<sup>17</sup>/ Daniel Bensaïd, art. cit.

vraiment aux objections de Castoriadis. Tout d'abord il passe totalement sous silence l'aspect central

de la critique de Castoriadis, la critique de la conception marxiste de la valeur de la force de travail.

Citons ici Castoriadis :

« Marx pose que la force de travail est une marchandise et la traite comme telle dans la théorie <sup>18</sup> (à partir de l'idée qu'elle est telle dans le capitalisme). [...] Mais la force de travail n'a ni valeur d'usage définie, ni valeur d'échange définie. Elle n'a pas de valeur d'usage définie : le capitaliste qui achète une tonne de charbon sait, en fonction de l'état donné de la technique, combien de calories il peut en extraire ; mais quand il achète une heure de travail, il ne sait pas quel est le rendement qu'il pourra en extraire [...] ; chaque geste de l'ouvrier a deux faces, l'une qui se conforme aux normes de production imposées, l'autre qui les combat. Le rendement effectif est le résultat de la lutte qui se déroule sur ce terrain. Il n'y a donc pas de valeur d'usage définie de la force de travail que l'on puisse saisir indépendamment de cette lutte et de ses effets. Or il est facile de voir qu'en même temps cette lutte codétermine à un degré décisif la valeur d'échange de la force de travail. Cela non seulement parce qu'elle codétermine la productivité du travail (et par-là la valeur unitaire des marchandises qui entrent dans la consommation ouvrière), mais surtout parce qu'elle seule fixe le niveau effectif du salaire. [...] Le capitaliste n'achète pas en fait une heure [de travail] ; [...] en réalité il achète du rendement effectif qui est précisément indéterminé, qu'il va essayer de déterminer par l'introduction de nouvelles machines, par les chronos, etc., et que les ouvriers, eux, essaieront de déterminer autrement en roulant les chronos, en trichant sur les cotes, en s'organisant entre eux, etc. » <sup>19</sup>

Insistons sur un point. Marx note : « Comme la force de travail équivaut à une somme déterminée de moyens de subsistance, sa valeur change donc avec leur valeur, c'est-à-dire proportionnellement au temps de travail nécessaire à leur production ». <sup>20</sup> Or, comme la productivité du travail ne cesse d'augmenter, année après année, le temps de travail nécessaire à produire les marchandises qui rentrent dans la valeur de la force de travail diminue, ce qui devrait entraîner une tendance à la baisse de la valeur de la force de travail et donc des salaires. On sait qu'il n'en est rien, une partie des gains de productivité ayant été historiquement redistribuée aux salariés sous l'effet de la lutte des classes.

La force de travail n'est donc pas une marchandise comme les autres, car sa valeur d'usage joue un rôle particulier dans le procès de production. Quand le capitaliste achète des machines ou des matières premières, la mise en œuvre de la valeur d'usage de ces produits ne pose aucun problème particulier. Par contre, quand il achète la force de travail de l'ouvrier, les problèmes

<sup>18/</sup> Exactement comme celle de toute autre marchandise, sa valeur est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production [...] la valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des objets de première nécessité, indispensables pour produire, développer, conserver et perpétuer la force de travail. (Marx, *Salaire, prix et profit*). En passant, on peut rappeler que Marx omet de comptabiliser le travail ménager assuré par les femmes dans la sphère domestique pour l'entretien et la reproduction de cette force de travail.

<sup>19/</sup> Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive*, op. cit., p. 46-47.

<sup>20/</sup> Marx, *Le Capital, Livre I*, Editions sociales, p 175.

commencent pour lui. Le fait d'avoir acheté x heures de travail ne lui garantit en rien l'intensité de l'effort, ni le rythme de travail fourni par le salarié pendant ces x heures de travail. <sup>21</sup> D'où la lutte permanente qui a lieu au sein du procès de production pour traquer, comme le disait F.W. Taylor « la flânerie ouvrière ». Ce sont ces luttes, ainsi que celles qui ont lieu explicitement sur les salaires, qui, en définitive, déterminent la valeur de la force de travail. Bref, la force de travail ne peut pas devenir une simple marchandise – malgré tous les moyens que se donne le capital pour qu'il en soit ainsi –, dont la valeur d'échange serait déterminée par des facteurs objectifs.

Certes, Marx indique que « la force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique ; ce qui la distingue des autres marchandises ». Mais aucune conséquence réelle n'est tirée de ce constat, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. Sur le plan théorique, Marx ajoute immédiatement dans la phrase suivante que « pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée » <sup>22</sup>, retombant ainsi dans une détermination objective de la valeur de la force de travail.

Bensaïd reconnaît, certes, que « le temps de travail nécessaire n'est pas déterminé de manière univoque par les techniques disponibles à une époque donnée, ni même par la seule organisation du travail, mais aussi par la résistance et la lutte de la force de travail salariée » <sup>23</sup>. Mais telle n'était pas la conception centrale de Marx qui a répété ad libitum que la valeur de la force de travail était déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production. <sup>24</sup> Au-delà, Bensaïd passe de plus sous silence que, pour Castoriadis, on ne peut pas établir une mesure du capital qui ait un sens à travers le temps <sup>25</sup>, ce qui ruine la théorie de la valeur.

Castoriadis critique aussi cette théorie en montrant que chez Marx cohabitent trois conceptions de la notion de « travail socialement nécessaire ». Il ne procède pas, comme l'affirme Bensaïd, par une « démonstration par

l'absurde ». Castoriadis démontre que Marx est obligé, pour maintenir la cohérence de son explication, de s'appuyer sur des définitions différentes : le « temps de travail socialement nécessaire » apparaît ainsi à la fois comme « le temps requis par [le travail effectué dans] l'entreprise la plus efficace », comme « le temps requis par l'entreprise la moins efficace », mais aussi comme « le temps moyen consacré à la production du produit. » <sup>26</sup>

Bensaïd réfute la critique de Castoriadis d'une façon assez curieuse. Il admet que la théorie de la valeur n'a aucun sens dans le fonctionne-

<sup>21/</sup> Ce qui s'est passé dans l'industrie automobile à la fin des années 1960 et au début des années 1970 illustre parfaitement ce point de vue. Le refus du travail à la chaîne a entraîné un coulage des cadences et des malfaçons importantes qui ont fait chuter les profits des entreprises de façon importante, entraînant ainsi une réorganisation générale du procès de travail.

<sup>22/</sup> Marx, *Le Capital, Livre I, op. cit.*, p. 174.

<sup>23/</sup> Daniel Bensaïd, *art. cit.*

<sup>24/</sup> Une citation parmi beaucoup d'autres : « Il nous faut maintenant examiner de plus près la force de travail. Cette marchandise, de même que toute autre possède une valeur. Comment la détermine-t-on ? Par le temps de travail nécessaire à sa production » (Marx, *Le Capital, Livre I, op. cit.*, p. 173).

<sup>25/</sup> Par manque de place, je ne développerai pas cet aspect. Voir Cornelius Castoriadis, *Une Société à la dérive, op. cit.*, p. 51-52.

<sup>26/</sup> Cornelius Castoriadis, *Les Carrefours du labyrinthe*, Editions du Seuil, p. 256-257.

ment réel de l'économie. Mais cela n'a, pour lui, aucune importance car « la critique marxienne de l'économie politique est une critique de la dynamique économique. Elle échappe à la logique [...] de l'économie réelle, une économie dans laquelle la valeur serait fixée, mesurable et quantifiable par le calcul économique ».<sup>27</sup> On reste un peu stupéfait devant une telle affirmation. La tentative de Bensaïd pour distinguer la « dynamique économique » à laquelle la critique marxienne s'appliquerait et « l'économie réelle » à laquelle elle ne s'appliquerait pas, montre son embarras. Qu'est-ce donc que cette « dynamique économique » si radicalement différente des mécanismes de « l'économie réelle », et à quoi peut donc servir une théorie critique qui ne peut se confronter au réel ?<sup>28</sup>

Il faut refuser d'être entraîné dans une aporie de ce type. Une chose est, en effet, de dire que le travail est la source de la richesse produite,<sup>29</sup> d'affirmer que le capitalisme est basé sur l'exploitation de la force de travail et que la logique de l'accumulation du capital aboutit à produire toujours plus en moins de temps, autre chose est de construire un système théorique fermé à partir de catégories dont le rapport au réel ne peut être en aucune façon démontré.

### Castoriadis, Bensaïd et la politique

Marx et le marxisme traditionnel ont fait de la perspective de l'émancipation de l'humanité le produit de la nécessité historique : le développement historique aboutit au capitalisme qui engendre le prolétariat, classe révolutionnaire jusqu'au bout qui, par son action propre, supprime toutes les classes en se supprimant elle-même comme classe, achevant ainsi « la préhistoire de l'humanité ». Dans cette perspective, le sens de l'action politique est donné d'emblée. Le projet d'émancipation n'apparaît pas comme le produit de l'activité humaine, mais comme porté par une impérieuse exigence qui la dépasse. Rosa Luxemburg résume en une phrase cette conception : « Le socialisme, programme commun d'action politique du prolétariat international, est une nécessité historique, parce qu'il est le fruit des tendances évolutives de l'économie capitaliste. »<sup>30</sup>

Dans ce cadre, la politique ne peut être au mieux qu'une simple affaire technique : saisir le bon moment pour agir, cibler les maillons faibles, peser sur les contradictions etc. Bref, c'est comme le dit Bensaïd « un art stratégique de la décision ». Entendons-nous bien, les questions stratégiques

sont des questions décisives et Bensaïd a raison d'y insister régulièrement. Mais la question qui se pose est de savoir si la politique peut se réduire à la stratégie à partir du moment où on reconnaît, comme Bensaïd le fait, que nous sommes « dans une histoire dont aucun Dieu, aucune science, aucun Esprit absolu ne garantit le sens »<sup>31</sup>. Si tel est le

<sup>27</sup>/ Daniel Bensaïd, *art. cit.*

<sup>28</sup>/ Les controverses sans fin sur la transformation de la valeur en prix, censée marquer le passage de la théorie marxiste au réel, illustrent ce problème.

<sup>29</sup>/ A condition de rajouter avec Marx (*Critique du programme de Gotha*) que « la nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle !) que le travail. »

<sup>30</sup>/ Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, Editions Anthropos, p. 69-70.

<sup>31</sup>/ Daniel Bensaïd, *art. cit.*

cas, la politique doit alors définir le sens donné à la perspective émancipatrice qui, elle-même, devient alors un enjeu de débat politique.

Castoriadis donne comme perspective émancipatrice l'autonomie. Bensaïd critique cette réponse car elle ne serait qu'un terme sans contenu et indique que « l'autonomie pour l'autonomie ne saurait être qu'un formalisme de l'autonomie <sup>32</sup> ». Or, pour Castoriadis, l'autonomie a un sens tout à fait particulier et un contenu très précis :

« C'est le projet d'une société où tous les citoyens ont une égale possibilité effective de participer à la législation, au gouvernement, à la juridiction et finalement à l'institution de la société [...]. C'est en cela qu'on peut l'appeler projet révolutionnaire [...], il est clair qu'une société démocratique est incompatible avec l'énorme concentration du pouvoir économique qui existe aujourd'hui. Il est tout aussi clair qu'elle est incompatible avec une pseudo-planification bureaucratique [...]. Il y a donc un objectif d'auto-gouvernement dans la sphère du travail. » <sup>33</sup>

Sur quoi fonder une telle perspective émancipatrice ? La réponse de Castoriadis est sans ambiguïté. On ne peut la fonder sur rien. Elle peut être rationnellement argumentée, mais toute tentative pour en démontrer théoriquement la nécessité ne peut mener qu'à des théories spéculatives, que ce soit la théorie des droits naturels ou celle du communisme comme nécessité de l'histoire. L'autonomie n'est donc pas « une loi immanente du développement historique <sup>34</sup> », contrairement à la thèse défendue par le « socialisme scientifique » à propos du communisme. Nous restons seuls avec nous-mêmes, et c'est ce que nous décidons de faire ou de ne pas faire qui créera peut-être du sens. Castoriadis insiste sur le fait que la politique est le domaine de la doxa, de l'opinion, qu'il n'y a pas d'épistémè politique, de vérité scientifique. Alors, « comment éviter le double écueil du décisionnisme sans critères préexistants de l'homme royal, et du relativisme pour lequel tout se vaut et s'équivaut ? » <sup>35</sup> Cette question de Bensaïd est tout à fait fondamentale, mais elle ne peut trouver aucune réponse théorique, à partir du moment où nous agissons « dans une histoire dont aucun Dieu, aucune science,

aucun Esprit absolu ne garantit le sens ». La réponse ne peut être donnée que dans la bataille politique, bataille d'idées et constructions de rapports de forces, réponse qui doit être en permanence (ré)interrogée.

La perspective de l'autonomie chez Castoriadis ne joue pas simplement « le rôle d'une utopie régulatrice de la décision, d'un horizon sans cesse repoussé, qui aiderait à résister aux tendances lourdes des sociétés contemporaines <sup>36</sup> », ce qui ne serait déjà pas si mal. Elle est surtout un guide pour

<sup>32/</sup> *Ibid.*

<sup>33/</sup> Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive*, *op. cit.*, p. 18-19.

<sup>34/</sup> Daniel Bensaïd, *art. cit.*

<sup>35/</sup> *Ibid.* « Peut-on imaginer un sophiste non relativiste ? » questionne Bensaïd. Cette interrogation révèle un contresens sur ce qu'ont été les sophistes et reproduit la critique faite par Platon. Très divers philosophiquement et politiquement, les sophistes avaient en commun une attitude nouvelle pour l'époque. Pour eux, toutes les croyances, les institutions, même les plus vénérables, devaient être analysées, débattues et pouvaient être si nécessaire remises en cause. Mais cela ne signifiait pas un relativisme généralisé. Protagoras a été le grand penseur de la démocratie et Critias un partisan farouche de l'oligarchie.

<sup>36/</sup> *Ibid.*

## CONTROVERSES

l'action politique dont l'objectif est de « créer les institutions qui, intériorisées par les individus, facilitent le plus possible leur accession à leur autonomie individuelle et leur possibilité de participation effective à tout pouvoir explicite existant dans la société <sup>37</sup> ». La crainte qu'évoque Bensaïd « d'une autonomie et d'une démocratie sans médiation ni représentation » qui ferait disparaître « la politique comme stratégie » n'est donc pas de mise ici. Le risque est plutôt, comme l'ont montré nombre d'expériences historiques, de réduire la politique à la stratégie, en particulier celle qui vise à la prise du pouvoir.

Il n'y a aucune garantie pour que l'action politique en vue de l'autonomie, c'est-à-dire en vue de l'autogouvernement des êtres humains sur tous les aspects de leur vie, réussisse ou même puisse voir le jour. Cela dépend entièrement de nous, même si cette action s'enracine dans les contradictions du monde réel. De ce point de vue, si on ne peut qu'être sceptique sur le fait que « la finalité sans fin du développement historique » qu'évoque Bensaïd permettrait de fonder en quoi que ce soit le jugement politique, « l'anticipation rationnelle du procès d'universalisation et d'autonomisation » qu'il prône rejoint la pensée de Castoriadis qui voulait que « la transformation de la société ne soit pas une exigence seulement morale (mais) une exigence politique et humaine <sup>38</sup> ».

<sup>37</sup>/ Castoriadis, *Le Monde morcelé*, Editions du Seuil, p. 138

<sup>38</sup>/ Castoriadis, *Une société à la dérive*, *op. cit.*, p. 188

# La lutte des classes hors sol ?

## A propos du prétendu ékonomisme de Marx

Jean-Marie Harribey

UN DÉBAT ENTRE DANIEL BENSÂÏD <sup>1</sup> et Pierre Khalfa <sup>2</sup> a été lancé dans la revue *ContreTemps* au sujet de la critique que fait Cornelius Castoriadis de Karl Marx. Le point de départ de Castoriadis, et que reprend Khalfa dans son article, est qu'on ne peut exonérer Marx des échecs du marxisme historique car, finalement, peu importe l'appareillage conceptuel de Marx, seule compte la manière dont il a été perçu, compris et ensuite traduit dans la pratique des expériences révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle. Or, une fois exprimée, cette position est abandonnée pour porter la critique au niveau des concepts de Marx eux-mêmes et non pas à l'interprétation qui en fut donnée par le marxisme ultérieur. Plus encore, « la solution ne peut pas être non plus un pur et simple « retour à Marx », qui prétendrait ne voir dans l'évolution historique des idées et des pratiques depuis quatre-vingts ans qu'une couche de scories dissimulant le corps resplendissant d'une doctrine intacte. » <sup>3</sup> Castoriadis entend apporter des « réponses théoriques » à Marx, et pas seulement des réponses politiques à l'impasse politique historique du marxisme officiel, ce que Castoriadis appelle le « destin historique du marxisme ». Comprendre « comment le marxisme a effectivement fonctionné dans l'histoire effective et pourquoi » doit s'entendre en fait, si l'on suit Castoriadis, comme « qu'est-ce qui, dans les concepts de Marx, a conduit à faire de ceux-ci une idéologie ? » Autrement dit, et le terme de « destin » n'est sans doute pas pris au hasard, l'échec du « socialisme réel » serait inscrit dès l'origine dans les concepts de Marx. L'idée que je voudrais esquisser ici est que cette thèse est philosophiquement assez idéaliste et déterministe, ce qui ne manque pas de sel pour un auteur qui prétend réhabiliter le rôle de la lutte des classes.

### **Le plus déterministe des deux n'est pas celui qu'on pense**

Le grand paradoxe de l'histoire de la théorie de Marx est qu'une théorie née pour penser les rapports sociaux fut interprétée comme un déterminisme économique et donc tordue. <sup>4</sup> Le verdict tombe dès que l'instruction rappelle cette phrase à l'emporte-pièce de Marx : « Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur vous donnera la société avec le capitaliste industriel » <sup>5</sup>. De plus, les circonstances aggravantes

<sup>1</sup> Daniel Bensaïd, « Politiques de Castoriadis (Castoriadis corrige Marx ?) », *ContreTemps*, n° 21, février 2008.

<sup>2</sup> Pierre Khalfa, « Peut-on critiquer Marx ? A propos d'un article de Daniel Bensaïd sur Castoriadis. », *ContreTemps*, n° 1 (nouvelle série), janvier 2009.

<sup>3</sup> Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, p. 14.

<sup>4</sup> Jean-Marie Harribey, « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », in Ivan Sainsaulieu, *Par-delà l'ékonomisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 101-116.

<sup>5</sup> Karl Marx, *Misère de la philosophie, Réponse à La Philosophie de la misère de M. Proudhon*, 1847, Paris, Gallimard, tome 1, 1965, p. 79.

sont requises si l'on cite le célèbre Avant-propos de la *Critique de l'économie politique* : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence ; c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. »<sup>6</sup> Ceux qui prétendent y trouver la pièce à charge majeure contre Marx oublient l'essentiel, à savoir la place de l'« être social ». La présence de ce concept au cœur même de cette phrase clé de l'Avant-propos suffit, à mon sens, à invalider la critique castoriadienne reprise par Khalfa. Qu'est-ce donc que cet être social sinon le produit combiné de conditions matérielles objectives et de l'action concrète des hommes en société, les uns réagissant sur les autres et réciproquement ?

### Un mode de production parle-t-il d'économie ?

Selon Castoriadis, la relation entre forces productives et rapports sociaux serait historiquement fautive et philosophiquement contradictoire avec une perspective émancipatrice. Que signifie le concept de mode de production que Marx forge à l'entrée de sa critique sociale ? Contrairement à ce que l'on dit souvent – et c'est plus qu'implicite chez Castoriadis – l'infrastructure ou base économique n'est pas pour Marx constituée des forces productives, mais des forces productives et des rapports sociaux de production. C'est-à-dire les rapports sociaux sont intégrés dès l'abord dans le jeu dialectique qui provoque le mouvement de l'histoire. Or Castoriadis établit une suite séquentielle qui me paraît tordre la théorie de Marx dans le sens qui lui permet de la mettre à bas. Ainsi : « L'idée, par exemple, que dans toutes les sociétés le développement des forces productives a "déterminé" les rapports de production et par suite les rapports juridiques, politiques, religieux, etc., présuppose que dans toutes les sociétés la même articulation des activités humaines existe, que la technique, l'économie, le droit, la politique, la religion, etc., sont toujours et nécessairement séparés ou séparables, sans quoi cette affirmation est privée de sens. »<sup>7</sup> L'idée de séparation est totalement contraire à celle d'imbrication de tous les aspects de la vie sociale. Elle ne vaut pas plus qu'une certaine interprétation du « désencastrement » de Karl Polanyi<sup>8</sup> : l'économie et le marché ne sont pas des entités autonomes obéissant à des lois indépendantes des rapports sociaux.

Le cas de l'Antiquité est-il opposable à Marx : « A des rapports de production similaires (l'esclavage) ont correspondu des formes d'organisation politique opposées, la démocratie athénienne et les cités oligarchiques »<sup>9</sup> ? Ce dont il s'agit ici ne concerne pas la relation entre forces productives et rapports sociaux mais concerne les formes différentes de « superstructures politiques » articulées à un état

comparable de l'infrastructure, comprenant forces productives et rapports sociaux. Au sein même de l'histoire du capitalisme, on peut trouver de nombreux cas où, au rapport social fondamental du

<sup>6</sup>/ Karl Marx, Avant-propos de la *Critique de l'économie politique*, 1859, Paris, Gallimard, tome 1, 1965, p. 273.

<sup>7</sup>/ *L'Institution imaginaire...*, op. cit., p. 35.

<sup>8</sup>/ Karl Polanyi, *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), Paris, Gallimard, 1983.

<sup>9</sup>/ cf. « Peut-on critiquer... », art. cit.

salariat, se trouvent associées des formes politiques très différentes, allant de la démocratie représentative avancée à la dictature la plus féroce. Autrement dit, le déterminisme économique aurait consisté à établir une relation mécanique et à sens unique entre état des forces productives et type de rapports sociaux, mais ce n'est plus le cas dès lors qu'on intègre à niveau égal dans la « base » de la société forces productives et rapports sociaux ; et dès lors que, selon le rapport de forces entre les classes, se dessinent une architecture politique et une conscience de cette architecture, laquelle conscience donne des représentations collectives de « légitimation » (au sens de Pierre Bourdieu) ou au contraire de contestation de l'ordre social.

### **Théorie abstraite et histoire concrète**

Marx avance sur deux fronts sans chercher systématiquement à les réunir à tout instant : il construit un modèle théorique abstrait – surtout le modèle idéal-typique de la marchandise et du capital – et il fait une analyse historique concrète. Son ouvrage théorique maître, *Le Capital*, alterne considérations abstraites (ainsi, le tout début du Livre I) et descriptions précises sur la fabrique capitaliste, la journée de travail et les premières résistances à son allongement. Un autre exemple de cette dualité est fourni par l'analyse des classes sociales. Le modèle théorique ne distingue que deux classes antagoniques dans le capitalisme. Mais l'analyse historique d'une société concrète, telle la France de 1848, en inventorie six dans leurs rapports spécifiques. D'un côté, la transformation matérielle, d'ordre socio-technique, et non pas d'ordre purement technique, constitue la trame de ce mouvement de fond qu'est le changement social. De l'autre, l'entrelacement des rapports complexes et contradictoires entre les forces sociales et politiques dont l'action fait passer de la potentialité à la réalité. Où est l'économisme dans le discernement de ce qui est condition nécessaire mais non suffisante ?

Chacun est libre de contester *a priori* la thèse marxienne selon laquelle les conditions de la transformation sociale sont réunies lorsque s'exacerbe la contradiction entre forces productives et rapports sociaux, mais cette contestation ne peut raisonnablement pas être menée au motif que cette thèse pêcherait par économisme. D'une part, parce que cette dialectique intègre au cœur même de l'explication les rapports entre les classes. D'autre part, parce que l'issue de l'éclatement de la contradiction entre forces productives et rapports sociaux dépend évidemment des représentations collectives et de la pratique politique des classes en présence. Il est assez ahurissant que la thèse la plus dialectique peut-être de Marx, la moins déterministe, la moins economiciste soit retournée contre son auteur avec une pancarte infamante d'économisme : « La force matérielle doit être renversée par une force matérielle, mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses. »<sup>10</sup> Finalement,

<sup>10</sup>/ Karl Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel* (1844), Paris, Gallimard, tome III, 1982, p. 390.

c'est à se demander si, sous couvert de critique du prétendu économisme outrancier de Marx, ses

contestataires ne s'attaquent pas en fait à sa vision matérialiste et dialectique du monde, celle-ci étant entendue à la manière dont la formule Maurice Godelier : l'idéal est dans le matériel <sup>11</sup>.

La lutte des classes, dans ses dimensions culturelle, idéologique, politique et économique pour le partage de la valeur ne se déroule pas hors sol. Elle s'enracine dans une réalité matérielle, bien que ne découlant pas mécaniquement d'elle, surtout en ce qui concerne son aboutissement, qui n'est jamais décidé par avance. Et on reste assez abasourdi de lire sous la plume de Castoriadis :

« Si on effectue ce retour, on est amené à constater que la théorie économique de Marx n'est tenable ni dans ses prémisses, ni dans sa méthode, ni dans sa structure. Brièvement parlant, la théorie comme telle "ignore" l'action des classes sociales. Elle "ignore" l'effet des luttes ouvrières sur la répartition du produit social – et par là nécessairement, sur la réalité des aspects du fonctionnement de l'économie, notamment sur l'élargissement constant du marché des biens de consommation. Elle "ignore" l'effet de l'organisation graduelle de la classe capitaliste, en vue précisément de dominer les tendances "spontanées" de l'économie. Cela dérive de sa prémisses fondamentale : que dans l'économie capitaliste les hommes, prolétaires ou capitalistes sont transformés en choses, réifiés ; qu'ils y sont soumis à l'action de lois économiques qui ne diffèrent en rien des lois naturelles sauf en ce qu'elles utilisent les actions "conscientes" des hommes comme l'instrument *inconscient* de leur réalisation. » <sup>12</sup>

Mais tout n'est-il pas dans le « sauf » de Castoriadis ?

En occultant, sinon en faisant disparaître, ou bien en suspectant, sinon en niant, les relations entre l'économie, les rapports sociaux et l'ensemble de l'organisation sociale, *in fine*, en rejetant le concept de mode de production, reste-t-il encore une théorie de l'exploitation puisqu'on en conteste le support qui est la théorie de la valeur ?

### **La valeur, une catégorie sociale**

L'idée maîtresse qui parcourt toute l'entreprise théorique de Marx sur la valeur est de faire de celle-ci non pas avant tout une explication des prix – encore qu'elle surpasse sur ce point toutes ses rivales – mais une théorie critique de l'aliénation, entendue largement, c'est-à-dire incluant l'exploitation économique. La production capitaliste n'est pas seulement l'occasion de voler au travailleur une partie du fruit de son travail, mais c'est celle de lui voler sa capacité à être maître de son temps, de sa vie, et donc d'inféoder ceux-ci à la rentabilité du capital, cette subsumption prenant notamment la forme de l'assujettissement à la machine. Mais cette réification, pour les besoins mêmes du capital, ne peut être totale : l'homme ne peut être réduit entièrement à l'état de machine ni à celui d'appendice de celle-ci. Nous sommes ici au cœur d'une contradiction fondamentale du système. En réaffirmant

une constante de l'œuvre de Marx, Castoriadis peut-il prétendre rompre avec lui ?

<sup>11/</sup> Maurice Godelier, *L'idéal et le Matériel*, Paris, Fayard, 1984.

<sup>12/</sup> *L'Institution imaginaire...*, op. cit., p. 23.

### Des contradictions de Marx ? Oui, mais

Castoriadis s'attaque ainsi à la théorie économique de Marx : « La pierre angulaire de tous les problèmes est la détermination du taux d'exploitation. »<sup>13</sup> Et il donne quitus à Marx d'avoir correctement défini ce dernier comme le rapport de la plus-value au prix de la force de travail. Mais c'est pour aussitôt ajouter que le raisonnement « s'effondre avec l'hypothèse que le niveau de vie réel de la classe ouvrière reste constant dans le temps »<sup>14</sup>. Où peut-on trouver chez Marx cette idée ? Nulle part. Tout le raisonnement de Marx se place sur un plan relatif et non pas absolu. C'est donc celui de Castoriadis qui s'effondre, bâti il est vrai à une époque où, entre autres, le Parti communiste français s'obstinait encore à défendre la thèse éculée de la paupérisation absolue de la classe ouvrière. De plus, la période à laquelle se réfère Castoriadis pour observer l'augmentation absolue du niveau de vie du prolétariat dans les pays capitalistes développés – et donc entreprendre de réfuter Marx – est celle des « Trente Glorieuses », dont on peut se demander avec le recul si elle ne fut pas qu'une période temporaire, tellement elle semble révolue depuis que le néolibéralisme est passé par là. Pendant cette période, le taux d'exploitation de la force de travail était resté stable car les salaires suivaient la productivité du travail. Sous le capitalisme néolibéral, les salaires au mieux stagnent en valeur absolue, et donc le taux d'exploitation augmente puisque dans le même temps la production croît. L'analyse de Castoriadis est donc datée et a perdu aujourd'hui toute pertinence.<sup>15</sup>

Castoriadis récuse la thèse de la contradiction entre forces productives et rapports sociaux : « C'est pire qu'un abus de langage, c'est une phraséologie qui prête une apparence dialectique à ce qui n'est qu'un modèle de pensée mécanique. »<sup>16</sup> Il n'accorde à cette thèse qu'une seule application : « la révolution bourgeoise »<sup>17</sup>. Dans ce cas, comment expliquer que le néolibéralisme ait fait sauter le rapport salarial fordiste pour lui substituer le modèle de la précarité et mettre ainsi fin à la chute du taux de profit des années 1960-1970 ?

Castoriadis croit déceler des « contradictions insurmontables »<sup>18</sup> au sujet de la valeur comme travail socialement nécessaire, dont il donne trois interprétations possibles, à ses yeux toutes intenable : temps de travail le plus productif, ou le moins productif, ou moyen. Or, ce n'est aucune de ces

définitions qui s'applique au travail socialement nécessaire, c'est est une autre : le temps de travail validé par le marché après péréquation du taux de profit, abstraction faite des différences de son objet, de son intensité et de sa qualification. Castoriadis l'écarte en attribuant à Marx la conception ricardienne qu'il a justement récuse : « Les marchandises ne sont pas échangées selon "le

<sup>13</sup>/ Cornelius Castoriadis, *Capitalisme moderne et révolution*, Paris, 10/18, tomes I et II, 1979, t. 2, p. 77, cité par Philippe Caumières, *Castoriadis, Le Projet d'autonomie*, Paris, Michalon, 2007, p. 45.

<sup>14</sup>/ *Capitalisme moderne...*, tome II, p. 206, cité par Caumières, *op. cit.* p. 47.

<sup>15</sup>/ *L'Institution imaginaire...*, p. 22-23.

<sup>16</sup>/ *Ibid.*, p. 26-27.

<sup>17</sup>/ *Ibid.*, p. 27.

<sup>18</sup>/ Cornelius Castoriadis, « Valeur, égalité, justice, politique, De Marx à Aristote et d'Aristote à nous », in *Les Carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, 1978, p. 256.

temps de travail socialement nécessaire”, c’est-à-dire selon leurs valeurs, mais selon leur “prix de production” (c’est le fameux pseudo-problème de la pseudo-péréquation du taux de profit et du rapport entre le Livre I du *Capital* et le Livre III). »<sup>19</sup>

Il est vrai que Marx a laissé un « blanc » au sujet de la réduction du travail complexe en travail simple, précisément parce qu’il reste encore ici sous l’influence de Ricardo. Mais ce « blanc » peut être comblé en menant jusqu’au bout la logique du concept de travail abstrait : une heure de travail abstrait égale une heure de travail abstrait, c’est-à-dire l’une crée autant de valeur que l’autre.<sup>20</sup>

Pourquoi Castoriadis pense-t-il démontrer l’inanité de la théorie de la valeur de Marx ? Parce que la force de travail n’est pas une marchandise comme les autres. Et où a-t-il trouvé cette idée géniale ? Chez Marx. On ne peut donc la retourner contre celui-ci. En revanche, l’affirmation de Castoriadis « il est entièrement faux de dire que le niveau des salaires sur une période donnée est indépendant de l’action de la classe ouvrière »<sup>21</sup> tombe à côté car on ne trouve pas chez Marx une telle idée. Certes, on trouve sous sa plume, à de nombreuses reprises, que la valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des marchandises nécessaires à sa reproduction. Mais c’est pour préciser ensuite que la valeur de la force de travail est « socio-historique », ce qui signifie deux choses : d’une part, elle évolue dans le temps avec le développement économique, d’autre part, elle évolue selon le rapport de forces entre capital et travail. Ces deux aspects, l’histoire et la lutte des classes, sont, au sujet même de la valeur de la force de travail, liés car le niveau des salaires qui fera l’objet d’un rapport de forces et, à tout instant, d’un compromis provisoire, intègre à chaque période historique la conscience de ce que *doit être* – et pas seulement *peut être* – le niveau de vie des travailleurs. Pourquoi faire alors le reproche à Marx d’avoir pensé que le « doit être » ne pouvait cependant pas être séparé du « peut être » ? En persistant dans cette direction, Castoriadis ne peut que dériver encore une fois vers ce que j’appelle une théorie de la lutte des classes hors sol.

### **De la force de travail à la plus-value et au profit**

Il y a un autre argument pour critiquer l’interprétation castoriadienne du statut de la force de travail chez Marx et la réfutation de la théorie de la valeur de celui-ci. Cet argument concerne la résolution de la célèbre énigme dite de la « transformation de la valeur en prix de production ». On se souvient que Marx a proposé une réponse au problème qu’avait posé Ricardo. Dès lors que la composition organique du capital diffère selon les branches

capitalistes, la tendance à la formation d’un taux de profit moyen pour l’ensemble des capitaux empêche que les prix de production des marchandises correspondent à l’équivalent monétaire des quanti-

<sup>19/</sup> *Ibid.*, p. 259.

<sup>20/</sup> Jean-Marie Harribey, « Éléments pour une théorie marxienne de l’égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », 1997.

<sup>21/</sup> *Capitalisme moderne...*, tome II, p. 86, cité par Caumières, *op. cit.*, p. 47.

tés de travail incorporé. La controverse est venue à la suite d'un avertissement lancé par Marx lui-même comme quoi sa solution n'était pas formellement correcte.

En effet, selon que l'on adopte une définition du salaire comme prix du panier de subsistance ou comme traduction du rapport de forces entre salariés et capitalistes, soit on aboutit à une transformation des valeurs-travail en prix comme l'a formulée Morishio Morishima <sup>22</sup> dans laquelle les deux égalités marxiennes *somme des valeurs = somme des prix* et *somme des plus-values = somme des profits* ne peuvent être vérifiées simultanément, soit on aboutit à la formalisation proposée par Gérard Duménil et Duncan Foley <sup>23</sup>, en suivant les indications de Marx, et il est possible de transformer les valeurs ajoutées *nettes* – et non plus *brutes* – et de conserver alors la double égalité ci-dessus.

Le choix entre les deux branches de cette alternative exige de clarifier les concepts de salaire et de force de travail. La force de travail est-elle une marchandise ? Les biens consommés par le salarié ont été, lors de leur fabrication, l'occasion d'une production de plus-value, ils contiennent donc une plus-value, mais lorsqu'ils sont utilisés comme matière première pour « produire » la force de travail, il n'y a aucun travail générateur de plus-value. Ces matières premières transmettent leur propre valeur sans création de surplus nouveau. Autrement dit, la « production » de la force de travail n'est pas une vraie production au sens capitaliste : il n'y a pas de valeur ajoutée et de ce fait, la « valeur » de la force de travail ne peut être transformée en prix de production.

La conception du salaire dont Marx hérite de la part des classiques est celle considérant que le salaire est déterminé par la quantité de marchandises dont le salarié a besoin pour se maintenir en vie et se reproduire. C'est cette conception que systématisera Ferdinand Lassalle dans sa célèbre loi d'airain des salaire. Cette conception du salaire comme valeur du panier de marchandises est totalement cohérente avec l'idée que la force de travail est une marchandise dont la valeur est, comme celle de toutes les autres, déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa propre production.

Le fait d'y introduire comme Marx un élément historique en considérant que le panier minimum évolue dans le temps avec l'augmentation de la productivité et du niveau de vie moyen ne change pas la nature de ce salaire.

Dans beaucoup de textes, Marx adopte cette conception <sup>24</sup>. Mais il fait appel aussi fréquemment <sup>25</sup> à une conception dont on pourrait croire qu'elle s'harmonise avec la précédente et la complète mais dont on va voir qu'elle lui est largement

<sup>22</sup>/ Mikio Morishima, *Marx's Economics*, Cambridge, C.U.P., 1973.

<sup>23</sup>/ Gérard Duménil, *De la valeur aux prix de production, Une réinterprétation de la transformation*, Paris, Economica, 1980 ; Duncan Foley, « Value of money, the value of labor power and the marxian transformation problem », *Review of Radical Political Economics*, XIV, 1982, p. 37-47. Leur solution s'inspire d'indications laissées par Karl Marx, *Le Capital, Livre III*, 1894, Paris, Gallimard, tome II, 1968, 953. Elle a été ensuite adoptée par Alain Lipietz, *Le Monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte-Maspero, 1983.

<sup>24</sup>/ Karl Marx, *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, 1965, tome I, chapitres VI à IX.

<sup>25</sup>/ *Ibid.*, chapitre XXVII.

contradictoire. Marx considère en effet que, compte tenu d'un état donné du développement définissant la norme moyenne de subsistance, le salaire est le résultat d'un rapport de forces entre capitalistes et salariés. Par conséquent, on pourrait dire : le panier de marchandises définit un seuil par rapport auquel se fixe définitivement le salaire en fonction du résultat de la lutte des classes à un moment donné. Mais alors, comment peut-on prétendre que le salaire dépend tendanciellement de la quantité de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail (celui que Marx appelle travail nécessaire, sous-entendu nécessaire à la production des biens de subsistance) et en même temps que la longueur de la journée du travail dépend de la lutte sociale, sachant que la longueur de la journée influe sur le partage de celle-ci entre temps nécessaire au salarié et sur-travail ?

La première conception est typiquement une conception du salaire réel alors que la seconde est une conception du salaire monétaire puisque les salariés ne luttent jamais pour obtenir tel ou tel panier de marchandises mais pour tel ou tel salaire monétaire (encore moins, les capitalistes n'achètent les biens de consommation nécessaires aux travailleurs). Alors, on pourrait objecter qu'il s'agit d'une querelle byzantine puisque le salaire réel est égal au rapport du salaire monétaire et des prix des marchandises achetées pour être consommées. Mais l'objet de la discussion porte sur le sens de la détermination. Est-ce que c'est la valeur des biens de consommation et leur quantité qui déterminent le salaire monétaire comme le sous-entend la conception du salaire panier, ou bien est-ce le niveau du salaire monétaire qui détermine la quantité de biens qu'il permet d'acheter ? Dans un cas, c'est la valeur de la force de travail qui détermine, via le prix des biens de consommation, le salaire. Dans l'autre, c'est le salaire qui détermine, via le taux de profit et les prix de production, le prix de la force de travail.

Dans le premier cas, on part de l'idée que la force de travail est une marchandise comme les autres, qui a une valeur déterminée comme celle des autres, et on arrive à une conception du salaire réel, tout à fait classique et en partie marxienne.

Dans le second, la force de travail n'est pas une marchandise ou tout au moins n'est pas une marchandise comme les autres, qui n'a pas sa valeur déterminée *a priori* par une quantité de travail incorporée, mais qui a un prix qui résulte d'un rapport de forces pour le partage du revenu national, le salaire étant une variable de répartition, et on aboutit à une conception marxienne, non pure car hésitante, keynéso-kaleckienne et polanyienne.

En définitive, faut-il considérer le salaire monétaire comme une variable endogène ou exogène ? Si l'on refuse de le considérer comme une variable expliquée par les conditions économiques, les structures productives, mais plutôt comme une variable largement extérieure à celles-ci, car sociale et institutionnelle, on modifie la façon dont on résout le problème de la transformation des valeurs en prix de production et finalement la façon dont on explique le profit. On ne peut donc faire comme si le salaire réel était connu avant les prix, ou, ce qui revient au même, comme s'il était payé en nature,

ni adopter comme Piero Sraffa <sup>26</sup> le taux de profit comme variable exogène car il est un résultat du processus de détermination des prix.

Avec une conception du salaire monétaire, les objections adressées à la théorie de la valeur de Marx tombent. D'une part, le salaire n'est pas un prix économique, c'est un « prix » social, car il est le résultat de la confrontation sociale pour le partage du revenu national. Il s'ensuit que le salaire monétaire équivaut à une certaine fraction d'heures de travail payées, et la plus-value est alors la fraction d'heures restantes ; le taux de plus-value est le rapport de deux fractions d'heures calculées *a posteriori* en mesurant la part des salaires monétaires dans la valeur ajoutée nette exprimée elle aussi monétairement. La difficulté théorique vient du fait que les capitalistes et les travailleurs « règlent » entre eux la question de l'exploitation *a priori*, c'est-à-dire avant que les travailleurs consomment le salaire qu'ils ont arraché aux capitalistes. Malheureusement pour lui – mais est-ce si grave ? –, l'économiste marxiste ne peut la mesurer qu'après. <sup>27</sup>

En divisant le prix du produit net par la quantité de travail vivant, on obtient l'équivalent monétaire d'une unité de travail vivant. En divisant le taux de plus-value par cet équivalent-monétaire, on obtient, *ex post*, le taux de plus-value sous la forme du rapport de deux quantités de travail. La séparation entre ce que Marx appelait travail nécessaire et surtravail apparaît alors. Ce faisant, on a cessé de voir le taux de plus-value comme le rapport de deux paniers de marchandises, celui auquel n'ont pas accès les salariés et celui qui leur est concédé. De la même façon, on peut calculer *a posteriori* l'équivalent-travail du profit mais ce sera un surtravail réalloué parce qu'on ne peut observer que celui-là, ce qui n'enlève pas le surtravail comme source du profit.

D'autre part, les salaires monétaires ou nominaux servent à acheter des biens de consommation à des prix « transformés » c'est-à-dire incorporant le taux moyen de profit. Il en résulte que l'on peut établir une relation entre le taux de profit conforme à la définition de Marx et le taux de plus-value redéfini comme ci-dessus par le biais d'une composition organique du capital exprimée en prix de production. Le fait que le taux de plus-value ne puisse être *calculé* avant de connaître le profit monétaire n'élimine donc pas l'exploitation, ni la théorie de la valeur qui la sous-tend.

Marx a passé sa vie à dénoncer le fétichisme de la marchandise : les rapports entre les choses dissimulent les rapports entre les hommes et entre les classes sociales. Ensuite, Marx n'a cessé de répéter que la valeur ne résultait pas du travail comme le croyaient les classiques parce que la valeur n'est pas une propriété immanente, intrinsèque de l'objet, bien que celui-ci soit le produit du travail, pas plus qu'elle ne résulte de l'utilité comme le croient les néo-classiques ; la valeur résulte, disait Marx, d'un travail social rendu abstrait

par des conditions socio-historiques précises : la marchandise n'existe que dans certains rapports sociaux.

Autrement dit, car il est temps de revenir à Castoriadis et à sa critique

<sup>26/</sup> Piero Sraffa, *Production de marchandises par des marchandises, Prélude à une critique de la théorie économique* (1960), Paris, Dunod, 1970.

<sup>27/</sup> Jean-Marie Harribey, « Retour sur la « source » du profit », *DEES*, n° 119, mars 2000, p. 39-54.

de la théorie de la valeur de Marx, celle-ci serait justifiée si l'on prenait la moitié de Marx qui se coule dans l'héritage classique, elle ne l'est plus quand Marx se débarrasse de ce dernier. Il semblerait que la condamnation de Castoriadis soit pour le moins hâtive.

### **D'où vient l'autonomie ?**

Si le projet politique de Castoriadis est l'autonomie du prolétariat et si son projet théorique est de choisir entre « rester marxistes ou rester révolutionnaires »<sup>28</sup>, on ne voit pas bien en quoi le projet politique est différent de celui de Marx – « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » – et donc ce qui fonde son projet théorique. Philippe Caumières le résume ainsi : « Castoriadis en vient à prendre conscience que si du nouveau survient dans le monde, il faut le comprendre comme relevant d'une *création* de formes ou de représentations n'ayant jamais été et qui procède de ce qu'il appelle *imaginaire social*. Autant dire que la société n'est à rapporter à rien d'autre qu'à soi, qu'elle est création d'elle-même : la reconnaissance explicite de ce fait est la condition première de toute autonomie. »<sup>29</sup> Plus loin : « Le travers du matérialisme historique, qui fait "du développement des forces productives" le moteur de l'histoire, est de postuler un *invariant anthropologique*, en contradiction avec les propres thèses de Marx sur le caractère historique de toute structure sociale. »<sup>30</sup>

### **Un invariant chasserait-il l'autre ?**

Plusieurs objections peuvent ici être apportées à Castoriadis. Premièrement, on reste dubitatif devant l'acharnement à transformer systématiquement la célèbre phrase « l'histoire de toute société est l'histoire de la lutte des classes » en « le développement des forces productives est le moteur de l'histoire ». Deuxièmement, s'il existe un invariant anthropologique, sa reconnaissance entre-t-elle en contradiction avec le caractère historique de toute structure sociale ? Ce n'est pas certain, car on peut supposer justement que l'invariant anthropologique est que l'être humain n'est que dans une structure sociale. Il n'est donc pas nécessaire de renvoyer et de réduire cet invariant à l'économie. Troisièmement, Marx procède-t-il à cette réduction ? Il se contente de dire que pour produire leurs conditions d'existence, les hommes nouent *nécessairement* des rapports entre eux. Ces conditions d'existence se résument-elles à la matérialité de la nourriture, des vêtements, d'un abri, etc., ou encore à la technique ? Ou bien ces conditions incorporent-elles immédiatement la symbolique des rapports sociaux, la pensée de ceux-ci et tout ce que Castoriadis appelle l'« imaginaire », condition de l'autonomie ? Quatrièmement, Castoriadis chasse un invariant pour aussitôt en réintroduire un autre, que pour ma part je pense inclus dans le premier. D'ailleurs, Caumières n'est peut-être pas très loin de cette idée quand

il écrit : « Le projet d'autonomie n'est en rien utopique au sens courant (et quelque peu péjoratif) donné à ce mot. Il pourrait être, bien au

<sup>28</sup>/ *L'Institution imaginaire...*, op. cit., p. 21.

<sup>29</sup>/ Philippe Caumières, *Castoriadis, Le Projet...*, op. cit., p. 43-44.

<sup>30</sup>/ *Ibid.*, p. 54.

contraire, le seul projet politique cohérent de portée *universelle*. » J'en conclus que l'humanité a donc cette capacité *invariante* de construire son « être » et son avenir.

### **Le destin à la place du sens de l'histoire ?**

La question est donc de savoir si elle les construit en dehors de toute réalité objective. Et Caumières pointe bien la contradiction au sein même de la théorie de Castoriadis :

« Le projet d'autonomie n'est en effet le propre d'aucune civilisation, il manifeste plutôt une possibilité offerte à *tous* les hommes. Ce qui ne veut pas dire, contrairement à ce qu'affirme Castoriadis, que "la visée de l'autonomie tend *inéluçtablement* à émerger là où il y a homme et histoire, que, au même titre que la conscience, la visée d'autonomie c'est le *destin* de l'homme". De deux choses l'une : ou bien cette visée d'autonomie est nôtre parce que nous sommes « en aval » de sa création, qui, comme telle, est contingente ; ou bien cette visée est *destin*, et elle cesse alors d'être création. » <sup>31</sup>

La critique du « sens de l'histoire » est donc aisée, mais l'art est difficile. Derrière le « destin » que lit Castoriadis, le déterminisme ne resurgit-il pas précisément là d'où il avait cru l'éjecter ? Castoriadis a failli nous persuader que le déterminisme était l'enfant du matérialisme ; finalement, il nous convainc *a contrario* que le déterminisme peut naître aussi bien d'un anti-matérialisme.

Que vaut donc la suite logique qui parcourt le raisonnement de Castoriadis et qui va de la contestation de la relation entre forces productives et rapports sociaux à celle de la théorie de la valeur et à l'autonomie de la capacité imaginative des hommes ? Elle revient, pour éviter de courir le risque de l'économisme, à tomber dans l'écueil inverse : considérer que tout se joue au niveau des représentations collectives, lesquelles ne renverraient qu'à elles-mêmes, dans une boucle sans fin. Un imaginaire auto-réalisateur – comme on le dit des prophéties auto-réalisatrices –, dans lequel on se demande bien où serait l'intervention humaine. Daniel Bensaïd a sans doute raison d'y voir une négation de la politique. Peut-on critiquer Marx, se demande Pierre Khalfa ? Sans doute, mais pas avec des catégories hors sol. Ce n'est pas le moindre des paradoxes d'un grand penseur comme Castoriadis à qui s'applique sans doute la maxime dont il est l'auteur : il a pensé « au-delà de ses moyens » <sup>32</sup>.

<sup>31/</sup> *Ibid.*, p. 113-114.

<sup>32/</sup> *L'Institution imaginaire...*, *op. cit.*, p. 261.



## MILLE MARXISMES

Communisme

### Sur l'effacement d'une notion et d'une réalité historique <sup>1</sup>

André Tosel

LE COMMUNISME NE FAIT PLUS RECETTE et son sort semble scellé depuis la fin de l'expérience soviétique. A la terreur stalinienne et à l'immobilisme autoritaire de la période poststalinienne ont succédé l'échec de la tentative de réforme du système initiée par Gorbatchev – *Perestroïka*, *Glasnost* – et la restauration d'un capitalisme d'Etat autrement autoritaire. La liquidation du bloc socialiste et celle de l'Union soviétique, après la dislocation de l'empire, ont, en 1989-1991, reconduit la nouvelle Russie à des frontières bien plus étroites que celles de l'Empire du tsar Pierre le Grand, surtout après la défection de l'Ukraine et de la Géorgie. Pour beaucoup, le communisme pensé par Marx et le communisme historique qui s'est réclamé de lui sont soit censés avoir trouvé leur vérité dans un type de société totalitaire, soit s'être révélés une utopie inconstructible. Dans les deux cas, le communisme aurait fait la preuve de son impossibilité, que celle-ci soit matérielle ou éthique. L'idée d'une tendance historique communiste s'est du coup effacée et se voit rejetée dans le passé, dans l'inactualité.

Et pourtant, en relation plus ou moins pacifique avec le socialisme, le communisme est l'une des trois idéologies qui ont structuré le monde moderne. Il a tenté une critique et un débordement du libéralisme dans le sens d'une socialisation égalitaire et il a fait pendant à une autre critique du libéralisme venue d'un bord opposé, le conservatisme, qui a entendu initialement défendre la tradition de l'Ancien Régime et ses élites. Le libéralisme, sous sa double version économique et éthico-politique, est demeuré en quelque sorte la pensée de référence. Comme le notait Benedetto Croce en 1930 dans son *Histoire de l'Europe*, c'est le libéralisme qui est la conception du monde centrale, en tant que religion laïque de la liberté, et c'est lui qui oblige ses critiques, extrêmes ou pas, de gauche comme de droite, à se définir par rapport à lui. La prévision de Croce était celle d'une absorption à terme du socialisme et du communisme, d'une part, et, d'autre part, du conservatisme au sein du libéralisme. En ces années marquées par la crise croisée du capitalisme et des démocraties libérales sous le feu du communisme stalinien et du nazi-fascisme, la prévision était hardie. Elle s'est réalisée encore davantage aujourd'hui où le libéralisme en ses diverses figures peut se faire social ou autoritaire, tout comme le conservatisme est contraint de se présenter comme libéral-conservatisme et le socialisme comme libéral-socialisme.

Et pourtant, malgré tout, il faut prendre la mesure du défi originel inscrit dans le communisme de Marx et d'Engels et de ce qui en est passé

<sup>1</sup> Version remaniée d'un article à paraître dans W.F. Haug (dir.), *Historisches Wörterbuch des Marxismus*, Hambourg, Argument, 2008. Une version longue de cet article est disponible sur le site du séminaire «Marx au XXI<sup>e</sup> siècle» : [www.semimarx.free.fr](http://www.semimarx.free.fr)

dans le mouvement socialiste d'abord, puis nommément communiste de 1917 à 1989, durant le siècle court. Le communisme historique à incarné sur moins d'un siècle le succès et l'échec de la plus grande tentative apparue depuis le christianisme, d'une transformation du monde qui a mobilisé initialement les masses dominées et humiliées. Né de la catastrophe de la guerre qui a opposé avec une sauvagerie alors inouïe les plus grandes nations du monde dit civilisé, le communisme s'est nourri de la critique de la capitulation qui a vu les grandes social-démocraties se laisser, à la fois, nationaliser et corporativiser par les élites capitalistes, elles-mêmes nationalistes et impérialistes. Ce communisme a alterné, dans une tragédie désormais close, les engagements d'un idéalisme éthico-politique capable d'immenses sacrifices et des politiques cyniques qui ont justifié des crimes de masse.

Ce communisme-là ne peut être imputé à Marx qui a toujours lié libération des individus et libération de la société, et qui visait une démocratisation radicale de la démocratie dans une association de libres producteurs. Toutefois, la complexité et l'équivocité de la critique marxienne de la société moderne ont pu autoriser des interprétations contradictoires, tout comme elle a laissé irrésolues des contradictions théoriques, en les masquant dans l'enthousiasme raisonné produit par la foi en une rencontre de la critique théorique et de la pratique du mouvement ouvrier. Il faut donc éclairer historiquement, en cette époque de disparition de la notion et de son référent, la disjonction relative entre socialisme et communisme qui a conduit à manifester le communisme au sein de la nébuleuse du protosocialisme. Ensuite il importe de prendre la mesure de la conception du communisme chez Marx, de sa complexité, de son mouvement, de ses apories, au sein d'une œuvre immense et inachevée, et cela sans oublier Engels. Le devenir de l'idée communiste passe d'abord par le collectivisme socialiste de la II<sup>e</sup> Internationale et ses divisions internes entre révisionnistes et orthodoxes, entre gradualistes et révolutionnaires. Mais c'est la Révolution bolchevique de 1917 qui assure l'avènement historique de la thématique communiste et pose sa différence avec le socialisme. A partir de ce moment, la théorie communiste est investie dans les problèmes de ce que l'on nomme transition révolutionnaire et elle ne fait pas l'objet d'une réflexion d'ensemble. Avec Lénine et la construction du socialisme en un seul pays, préparatoire au communisme internationaliste, le communisme historique trouve son banc d'essai, du succès initial à l'échec final, en passant par le stalinisme. Le refus de toute identification du communisme au bolchevisme et au stalinisme s'exprime dans la critique utopique du conseillisme et dans l'exaltation de la grève de masse de Rosa Luxemburg à Korsch et à Pannekoek. Dans le mouvement ouvrier européen, ce mouvement s'épuise rapidement. Seul Gramsci tente une reformulation, à la fois réaliste et dynamique, du communisme en tentant d'unir conseils et parti dans la stratégie de l'hégémonie, qui implique à la fois une refonte de la théorie de Marx et une réforme intellectuelle et morale. Mais cette refonte et cette réforme demeurent simple proposition sans effet politique. Elles semblent s'ouvrir une carrière avec la stratégie de front populaire, mais elles sont absorbées dans le transfor-

misme des partis qui entendent se démarquer du soviétisme et se disent eurocommunistes, sans pouvoir innover vraiment. Une forme historique du communisme a vécu. Cela n'autorise pas toutefois à conclure à l'obsolescence de communisme. Le capitalisme mondialisé réaligne une tendance communiste au sein de l'être socio-historique. Toutefois, la nouvelle figure du communisme demeure encore relativement informelle. Elle est suspendue à tout un travail d'autocritique historique et d'invention théorique dans la recherche d'un bien commun respectueux de la pluralité humaine et capable de critiquer sa propre idéologisation en écartant tout fantasme de maîtrise.

### **Le communisme selon la III<sup>e</sup> Internationale Lénine et la Révolution bolchevique**

Dans le cadre de la II<sup>e</sup> Internationale, la complexité du communisme marxien n'a pu être mesurée par les responsables politiques et les théoriciens des partis socialistes ou social-démocrates « marxistes » qui organisent de manière effective le mouvement ouvrier. Seule l'aile gauche socialiste a maintenu l'exigence proprement communiste tout en se satisfaisant initialement de la référence commune au socialisme. Ce sera Lénine qui réfléchira et imposera le recours au communisme en syntonie avec Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht dans le sillage de la Révolution d'octobre 1917. Les mêmes théoriciens critiqueront la capitulation socialiste, précédés en cela par quelques rares penseurs comme Antonio Labriola. Le socialisme montrera ses limites de l'idéalisation du cadre national et étatique en ne pouvant pas éviter la catastrophe de la première guerre inter-impérialiste en 1914. L'internationalisme de la II<sup>e</sup> Internationale se révèle aussi faible que le pacifisme libéral. La rupture de la Révolution bolchevique conduite par Lénine actualise les critiques de la gauche socialiste à laquelle Lénine appartient avec Radek, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Trotski.

Lénine assure le retour explicite du communisme en en faisant la forme supérieure après le passage par le socialisme qui est la phase inférieure de la transition révolutionnaire. C'est lui qui, depuis avril 1917, mène bataille pour le changement de nom du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) et qui le fait accepter au VII<sup>e</sup> congrès où il devient le Parti communiste (bolchevique), le PC (b), le 8 mars 1919. L'ancienne dénomination est « inexacte ». La révolution a dépassé l'ancienne notion de la démocratie, la « démocratie bourgeoise ». Elle a créé les conditions d'un nouveau type de démocratie dans la lignée de la Commune de Paris. Les masses peuvent envisager de « gérer l'Etat, de créer une force armée qui soutient l'ordre nouvellement existant », de dépasser l'expropriation des usines, du sol et des moyens de production, de ne pas se limiter au contrôle de la production et de la répartition des produits. La construction du communisme passe par tous ces objectifs qui définissent le socialisme. <sup>2</sup>

Lénine a pris acte de l'épuisement du socialisme ; il a frayé une voie inédite qui a enchaîné l'un à l'autre le défaitisme révolutionnaire

<sup>2</sup>/Lénine, *Œuvres complètes*, Paris et Moscou, Editions sociales et Editions du progrès, 1958, t. 25, p. 136.

et la guerre civile ; il a redonné vie à la tendance internationaliste moribonde, ne serait-ce qu'en proclamant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, en soutenant les guerres anticolonialistes et anti-impérialistes. Il a enfin tenté de jeter les bases d'une expérimentation communiste. C'est sur ce terrain décisif qu'il a échoué.

Lénine a essayé, en effet, de réunir deux aspects contradictoires du mouvement historique : d'une part, sa puissance de résistance à la soumission réelle telle qu'elle s'est concentrée dans la politique impérialiste et militaire du tsarisme et, d'autre part, le culte de l'organisation extérieure avec ses mécanismes de délégation et de désappropriation. Le premier aspect innove, un instant du moins : c'est la création par les masses populaires des soviets de soldats, d'ouvriers et de paysans qui refusent de poursuivre la guerre, prennent le pouvoir et qui après la guerre tentent de se constituer en conseils de démocratie directe et d'organisation du travail, les conseils seule véritable institution inventée par le mouvement ouvrier. Le second aspect rétablit la continuité avec Kautsky et l'orthodoxie de la II<sup>e</sup> Internationale ; et c'est la conception de l'organisation, du parti. Il ne faut pas oublier l'efficacité de cet appareil qui a su, sous Lénine, diriger une entreprise hors du commun. Mais il demeure que le parti se veut le fondateur de la conscience ouvrière par l'intervention d'éléments extérieurs. Il est supposé être le dépositaire de la théorie, de la capacité d'analyser de manière objective le mouvement historique, et de la pratique. Il doit savoir interpréter et déchiffrer la situation réelle des masses. Le parti ne peut pas ne pas représenter la classe. La question critique est alors : Qu'est-ce que respecter la classe ? Comment la respecter de bonne manière ?

Le parti a donc une double détermination sous laquelle ont agi tous les partis communistes. Il est à la fois une fraction de la classe ouvrière et l'incarnation d'une conscience qu'il faut apporter de l'extérieur à la totalité de la classe. Il doit perpétuellement se lier à des masses dont il est censé être issu. L'équivoque de cette dualité s'est révélée dans le sort réservé à ce qui a été le point significatif du léninisme, la question du contrôle ouvrier. Les soviets ont été salués comme l'invention de la révolution d'Octobre. Élus par leur base et responsables devant elle, ils entendent exercer leur contrôle sur les activités économiques et en même temps exercer le pouvoir politique. Il s'agit pour l'État des soviets de garantir l'unité et l'unicité de l'appropriation sociale. *L'État et la Révolution*, en se rattachant à la Commune de Paris, soutenait la convergence d'action entre l'État révolutionnaire et les conseils. Livré à lui-même, l'État reproduit, avec la coupure entre gouvernants et gouvernés, la coupure entre les travailleurs et les moyens de production en lesquels le capital se matérialise. Seuls les soviets dégénèrent en unités anarchisantes séparées les unes des autres. Le contrôle ouvrier sur la production et le commerce exige donc une médiation. Lénine la cherche dans un nouvel appareil d'État, l'appareil économique du *Vezenkha*. Il s'agit du Conseil supérieur de l'économie nationale qui réunit les banques et les organismes de statistiques. Il combine les uns aux autres les fonctionnaires nommés, les représentants des soviets et les syndicats nouvellement promus

au rang de défenseurs des travailleurs et d'école du socialisme.<sup>3</sup> Face à la désorganisation de la production, les comités d'usine se révèlent impuissants. Lénine juge nulle la capacité des travailleurs à contrôler le procès de travail et renvoie à des jours meilleurs leur formation. Il lui faut alors séparer le travail politique général et la direction du procès de travail. Les directeurs d'usine sont nommés et mis en tension avec les commissaires politiques. En même temps la discipline du travail est restaurée avec l'introduction du taylorisme et la réduction de toute démocratie directe. Le nouvel appareil économique d'Etat est une synthèse impossible puisqu'il entend préserver des formes d'intervention active des travailleurs tout en maintenant, superposé et dominant, l'Etat. Les éléments de communisme sont vite recouverts par une sorte de capitalisme d'Etat au sein d'un mode de production hybride inédit, témoignant à la fois de la spécificité russe, immense pays agricole et analphabète, de l'arriération des masses et de capacités effectives à affronter la désorganisation de la production, la guerre civile, à assurer un minimum de services publics et sociaux pour ces masses, tout en les industrialisant durement.

Lénine a tenté, sans y parvenir, toute sa vie durant, de maintenir une dialectique entre centre organisateur et spontanéité populaire ; mais chemin faisant c'est l'organisation qui refoulé la spontanéité. Le devenir de la liberté politique témoigne de cette parabole descendante. Le centralisme démocratique prend des formes de plus en plus dictatoriales qui culminent en 1921 lors du X<sup>e</sup> congrès. La pluralité politique est niée outre mesure. Les autres partis qui ont fait la révolution, notamment les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, sont interdits et font l'objet d'une répression sévère. A l'intérieur du parti, les débats sont limités afin de maintenir l'unité partidulaire ; les fractions sont condamnées et sont suspectées de représenter à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et de son parti le point de vue des forces sociales et politiques contre-révolutionnaires à éliminer. A la fin de sa vie, en mars 1923, Lénine fait le bilan de la construction de la nouvelle société et ce bilan est négatif. L'appareil d'Etat soviétique est jugé homologue à celui du passé tsariste. Il ne dispose même pas d'une bureaucratie compétente, ce qui oblige à susciter la participation des experts ou « spécialistes bourgeois ». Mais il n'en appelle pas aux masses, mais aux meilleurs des militants dans l'article « Mieux vaut moins mais mieux ». La « Nouvelle politique économique » (NEP) réhabilite partiellement l'initiative économique privée mais ne parvient pas à rendre possible une révolution culturelle pour sortir les masses de leur condition.

Le but du communisme se maintient, mais il est perpétuellement différé en raison de circonstances que Lénine justifie. La tenaille de la contradiction se referme. Lénine sait que la violence ne peut pas obtenir ce qu'il nomme une direction hégémonique du bloc de classes. Celle-ci exige un compromis avec les couches structurant l'appareil de production, ainsi que le précise un texte de 1920. « Les révolutions précédentes échouent parce qu'elles ne pouvaient pas se gouverner selon une dictature rigide,

3/ Lénine, *op. cit.*, t. 32, p. 97.

avec la violence seule. La dictature seule ne peut pas gouverner. On ne peut gouverner qu'en assimilant toute l'expérience industrielle technique du capitalisme progressif et en mettant à son service les hommes qui le représentent. »<sup>4</sup> En 1923, les notes dites « Testament de Lénine » reconnaissent l'échec de toutes les tentatives de rectification. « Ou bien nous démontrons que nous avons appris quelque chose de l'Etat, ou bien nous démontrons que nous n'avons pas de maturité et alors il ne vaut pas la peine de nous consacrer à notre œuvre. » La prise de contrôle du parti et de l'Etat par Staline consacrera l'échec du contrôle ouvrier voulu par Lénine et jugé impossible dans les conditions historiques données. Désormais le dépérissement de l'Etat, la cessation de la soumission réelle des travailleurs reculent dans le lointain. La socialisation se fait étatisme et nationalisation sous la dictature du parti. L'organisation devient objet d'un culte et incarne l'universel. De ce point de vue, le communisme historique ne dépasse pas le socialisme.

Staline aggrave la dictature en lui faisant franchir le pas de la répression de masse, en rendant plus oppressant le goulag des camps de travail forcé qui sont des camps de la mort, déjà mis en place sous Lénine. L'URSS obtient néanmoins des succès économiques qui impressionnent les Occidentaux dans les années 1930, qui sont celles de la grande crise capitaliste. Les plans quinquennaux réalisent une sorte d'accumulation primitive, assortie d'un effort réel d'alphabétisation. L'idée communiste est énonçable comme perspective lointaine et se renforce des succès relatifs du socialisme dans un seul pays. Cette planification a fait l'objet d'un fétichisme indu, en ce qu'elle n'a pas été une planification digne de ce nom, en ce qu'elle aurait dû identifier les priorités sans négliger les objectifs de l'économie populaire, alors qu'elle s'est concentrée sur l'administration de l'industrie en temps de guerre, guerre imposée par les grandes puissances. Les objectifs prioritaires ont exigé de sacrifier tout le reste. S'ils se justifiaient durant ce temps, ils ont été à l'origine, après la victoire sur le nazisme, des déséquilibres cumulatifs. Les plans quinquennaux n'ont été que des indicateurs consignants chiffres et desiderata et ils ont été contraints d'accepter des formes de marché sauvages, tout en se constituant en éléments essentiels de la propagande. L'URSS a néanmoins fasciné parce qu'elle a pu se présenter comme cas tangible de système alternatif au capitalisme, le premier dans l'histoire. La victoire de 1945, la constitution du bloc socialiste soutenant l'ondée des mouvements de libération ont pu faire croire que ce système hybride conservait, malgré les démentis, l'idée communiste révolutionnaire. L'implosion du système a achevé de détruire ce mythe de l'URSS, seul autre possible dans l'histoire de l'émancipation. Aujourd'hui, l'analyse de ce qu'a été réellement l'URSS, demeure encore ouverte et ne peut se limiter à la problématique des deux totalitarismes ennemis. Quoi qu'il en soit, ce mixte d'industrialisation autoritaire, de tradition russe d'absolutisme d'Etat, la rapidité de cette énorme transition historique ont fait pour victimes premières la profession de foi communiste et le dynamisme initial propre au nouveau système.

En définitive, deux orthodoxies rivales se sont accordées en pra-

<sup>4</sup>/Lénine, *op. cit.*, t. 21.

tique pour faire de l'Etat le sujet révolutionnaire. Toutes deux sous des formes différentes se sont subordonné les producteurs en fusionnant la direction politique et l'appropriation économique. Le communisme historique soviétique est allé plus loin en ce sens. Condamné longtemps à décréter l'état d'urgence en raison de la situation internationale défavorable, il a fini par remettre en cause les libertés politiques fondamentales de réunion, d'association, de pensée, par nier la pluralité et le droit des minorités politiques. Il s'est effondré sans résistance effective sous l'évidence reconnue d'avoir dégénéré en mythe. De son côté, le socialisme démocratique a certes maintenu et quelquefois défendu les libertés, mais il a laissé intacte la soumission réelle et n'a été réellement réformateur que durant la période où il était en concurrence avec son frère ennemi. Il n'a pu davantage faire bloc contre la restauration capitaliste. Il est aujourd'hui absorbé comme libéral-socialisme, et ne croit plus en son propre mythe.

### **La survie de l'idée communiste dans le socialisme de gauche et le communisme conseilleriste**

Et pourtant l'idée communiste a eu d'autres porteurs que Lénine et ses amis. Il serait équitable de traiter des oppositions russes à Staline, notamment de Trotski et de Boukharine, mais leur problématique reste intérieure au marxisme de la III<sup>e</sup> Internationale et leur apport s'inscrit surtout dans l'élaboration des questions de stratégie dans la transition russe. La discussion est politique et économique et elle a pour objet ce qu'il convient de faire. L'idée communiste n'a pas été leur thème et ce en raison de la conjoncture. La situation est différente pour les théoriciens militants de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales qui ont maintenu le cap sur la spontanéité des masses populaires et sur l'exigence de démocratie radicale. Il s'agit des socialistes de gauche, tels Rosa Luxemburg, Paul Levy et Karl Liebknecht et des communistes conseilleristes comme Karl Korsch et Anton Pannekoek.

Rosa Luxemburg, adversaire résolue du révisionnisme comme de l'orthodoxe attentiste au sein de la social-démocratie allemande de la II<sup>e</sup> Internationale, salue la révolution réussie d'octobre 1917 comme elle l'avait fait pour la révolution manquée de 1905. Elle défend contre Kautsky l'initiative de Lénine et des bolcheviques, qui a su capter la poussée démocratique brute de la société russe, qui a su interpréter la crise finale du tsarisme et traduire l'aspiration à des institutions de nouvelle liberté. Elle voit dans la percée de 1917 la concrétisation de sa critique du réformisme et de l'opportunisme de la social-démocratie allemande. Elle anime l'opposition de gauche après la défaite de 1918 et elle est une des fondatrices du Parti communiste allemand (KPD). Tout comme elle avait fait en 1905 de la grève de masse le moyen révolutionnaire adéquat qui supplante la seule action parlementaire, elle voit dans l'émergence des conseils les germes d'une démocratie de base à la fois politique et sociale. Elle peut, sur la base de la reconnaissance de cet apport russe, critiquer très tôt les périls du centralisme autoritaire, les mesures dictatoriales contre-productives que sont la dissolution par la force de l'Assemblée constituante élue au suffrage universel, la répression.

Comme le dit un article de 1904 « Problèmes organisationnels de la social-démocratie russe », le parti doit se construire comme représentant des mouvements internes de la classe ouvrière. Toute discipline de caserne se condamne à stériliser l'activité autonome du prolétariat. Tout se joue sur la participation révolutionnaire des ouvriers. L'on peut, certes, critiquer l'idéalisation quasi mystique des masses, mais Rosa a l'immense mérite de souligner la subordination du parti qui est un moyen nécessaire à l'activité populaire qui est déjà une présence du but. La Révolution de 1917 confirme la pertinence de cette analyse. Si la Révolution russe porte en elle la promesse d'un salut pour la civilisation occidentale gangrenée par la guerre, il lui faut viser sa propre mondialisation sans laquelle elle est vouée à l'isolement et à la défaite totale. Un texte d'octobre 1918 « La Révolution russe » critique les mesures antidémocratiques, comme la dissolution de l'Assemblée constituante, et les bolcheviques sont comparés aux jacobins français. La suspension révolutionnaire des libertés doit être réduite au minimum, voire évitée. C'est bien la terreur révolutionnaire de Lénine et de Trotski qui est en cause<sup>5</sup>.

Le socialisme-communisme ne se construit pas par la terreur. Il est une construction en devenir qui ne dispose d'aucun savoir a priori et qui ne peut se développer que dans une expérience, et celle-ci ne peut être que celle de la démocratie de masse en acte. « La nature du socialisme fait qu'il ne peut être octroyé ou interdit par oukase. Il présuppose une série de mesures coercitives contre la propriété. On peut décréter l'aspect négatif, la destruction, mais on ne peut décréter l'aspect positif, la construction. Terre neuve, mille problèmes. Seule l'expérience permet des corrections et l'ouverture de nouvelles voies. En excluant la démocratie, la vie des Etats à liberté limitée tarit les sources vivantes de toute recherche et de tout progrès intellectuel. » « La seule voie qui conduit à une renaissance est l'école même de la vie publique, une démocratie très large sans la moindre limitation de l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise. »<sup>6</sup> Si la révolution s'identifie à la terreur en interdisant les tendances internes, en suspendant les libertés politiques, non seulement elle régresse par rapport aux révolutions bourgeoises, mais elle se barbarise. Socialisme ou barbarie, telle est l'alternative selon laquelle Rosa Luxemburg pense la situation historique ; mais elle ne peut s'empêcher d'évoquer la situation menaçante d'un socialisme barbarisé en lutte contre la barbarie.

Cette argumentation converge partiellement avec la critique immédiate que l'orthodoxie social-démocrate, avec Kautsky, adresse au bolchevisme. Il serait toutefois erroné de confondre les deux critiques. Le théoricien le plus en vue du marxisme se situe du point de vue libéral d'une démocratie républicaine constitutionnelle, non pas de celui d'une démocratie de masse. Rosa soutient la perspective d'un communisme par la démocratie et dans la démocratie, où les masses populaires interviennent constamment. Cette

5/Rosa Luxemburg, *Œuvres politiques*, Paris, Maspéro, 1960, t. 2, p. 82.

6/Rosa Luxemburg, *op. cit.*, p. 54.

intervention n'a pas eu lieu en Allemagne où la social-démocratie a écrasé dans le sang le spartakisme

et assassiné Rosa Luxemburg sans que ces masses tant invoquées interviennent pour empêcher le meurtre d'une des figures les plus nobles du mouvement socialiste et communiste.

Lénine répondra en 1921 avec virulence, dans *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, à ces critiques qui sont en Russie même et ailleurs reprises par des communistes de gauche, ces défenseurs du mouvement des conseils. Par-delà la violence de la réponse, Lénine soulève des problèmes stratégiques que Rosa Luxemburg laisse pendants. Le respect de la démocratie implique-t-il, en effet, de courir le risque de remettre le pouvoir fraîchement conquis aux adversaires de classe ? Quelles institutions positives élaborer pour garantir tout à la fois la pluralité politique et le socialisme ? Comment affronter la question paysanne en particulier, vitale pour la continuité du processus, si on ne dispose pas de ressources permettant d'obtenir le consensus ? On connaît la réponse des bolcheviques et surtout celle de Staline qui consiste à supprimer la question. L'idée communiste, sous sa version démocratique radicale après 1917, est donc soutenue par les communistes conseillistes qui s'en prennent à la violence d'Etat et à la dictature et qui sont réduits à l'état de minorité vouée à la marginalisation. Le conseillisme de l'opposition de gauche en URSS ne peut pas faire souche. Son refus de passer des alliances avec une paysannerie désireuse avant tout de développer la propriété privée et hostile à la révolution, le conduit à faire de l'unification du prolétariat la tâche principale.

L'organisation de la scission du prolétariat est essentielle. Lénine leur reproche, non sans raison, de manquer la question des alliances et de réduire la culture à un ouvriérisme. Si la réponse a sa pertinence, la solution donnée à la question passera par les grandes violences contre les koulaks et contre les dissidences ouvrières. Cela dit, en ses meilleurs représentants, comme Pannekoek, Gorter, Matrick, le conseillisme a eu le mérite de maintenir l'idée d'un communisme antiétatiste et antibureaucratique. Il réaffirme la priorité du mouvement de masse et dessine la tâche du parti dans la formation d'une élite consciente non bureaucratique.<sup>7</sup> Ce mouvement, rejeté par les socio-démocrates et combattu par les bolcheviques, est vite réduit à l'impuissance et ses animateurs finiront tous en soutenant la thèse de l'URSS comme capitalisme d'Etat.

Et aujourd'hui ? Faut-il choisir entre les diverses formes douces de disparition de l'idée communiste et de l'utopie critique ? Une voie étroite s'ouvre pour sortir de ce dilemme. La brutalité et le nihilisme de la mondialisation capitaliste, qui met le monde en abîme ou le transforme en non monde pour des millions d'humains, peuvent permettre, en effet, de repenser l'idée de communisme par-delà tout fantasme de maîtrise et toute illusion de transparence, en reprenant de manière autocritique la thèse humaniste de l'autoproduction de l'homme. Il ne s'agit plus de dénier les rapports de dépendance à la nature, de s'imaginer

7/ Pannekoek, « La Révolution bolchevique et la tactique communiste » in Massimo Salvadori, *L'Utopia caduta. Storia del pensiero comunista da Lenin a Gorbacev*, Bari, Laterza, 1991.

dissoudre une fois pour toutes l'opaque résistance des rapports sociaux dans le contractualisme, qu'il

soit central ou interindividuel, ou dans un retour à la fusion communautaire de la communauté. La pensée qui se veut radicale aujourd'hui tend cependant à remplacer la perspective du communisme, trop équivoque et compromise, par celle d'une démocratie radicale fondée sur l'« égaliberté ». Elle retrouve l'inspiration du républicanisme social de la Révolution française et réévalue positivement le grand libéralisme de Locke ou de Stuart Mill. Dans une conjoncture historique marquée par l'*apartheid* néocapitaliste et l'hégémonisme impérial, dans une société multiculturelle où les violences nationalistes, sexistes, ethniques et racistes sont une constante, il est plus qu'utile de soutenir le droit de tous et de chacun d'avoir des droits, d'être traité partout comme un citoyen du monde. Il est salutaire de sauver l'idée de monde public et de respect des singularités, de décliner l'appartenance au même monde dans le registre d'un cosmopolitisme. La démocratie radicale rencontre toutefois sa limite aux portes des usines et des entreprises. Si la perspective d'une libération du travail nécessaire et d'un rapport autre au temps libre dans une activité compatible avec la vie sur la planète n'est pas prise en compte, la démocratie perdra toute radicalité et dégénérera en régime. C'est à sa limite que la démocratie radicale se heurte. Il lui reste à mener le combat contre la soumission réelle des pratiques par le capital. Il lui reste à se laisser tourmenter productivement par la question communiste du vieux et inépuisable Karl Marx. Si le communisme implique la démocratie radicale, celle-ci est inachevée et inachevable lorsqu'elle se détache du communisme.

C'est de l'intérieur des périls extrêmes que produit la mondialisation capitaliste, que la tendance communiste peut être pensée à nouveau. Elle se manifeste négativement comme exigence d'interruption des processus de production de l'humanité superflue (par famine et par guerre), du gaspillage de la production et du gâchis du temps libre potentiel pour le développement humain, de l'arrêt de la dévastation écologique. Positivement elle se présente comme une culture de l'être en commun, du bien commun, comme une culture de la lutte contre la soumission réelle du travail et la recherche d'alternatives. La difficulté théorique majeure est de déterminer comment remplacer une économie et une politique de l'illimitation – celle d'une production orientée sur le profit infini du capital – par une économie et une politique de la finitude positive. Sans prétendre mettre un terme à l'indéfinie transformabilité des facultés humaines, sans imposer des bornes a priori, un communisme de la finitude positive aurait à orienter cette production selon une mesure réglée par la satisfaction des besoins les plus pressants et par le devenir actif ou acteur des masses ou multitudes subalternes. Comment penser cette puissance en la déconnectant du processus aveugle de destruction-production du capitalisme liquide ? Comment la penser en ses justes limites et inventer une sagesse de la mesure au sein même de l'indéfini du devenir ? *Hic Rhodus, hic salta !*

## LIVRES EN DÉBAT

A propos des ouvrages  
**68, une histoire collective  
(1962-1981)  
Mai Juin 1968**<sup>1</sup>

Fanny Gallot

Les quarante ans du mouvement de mai-juin 1968 ont permis la sortie de nombreux ouvrages. Certains, dans la lignée de *Génération*,<sup>2</sup> se sont intéressés au côté people de l'évènement, reprenant, comme l'a fait Virginie Linhart dans son livre,<sup>3</sup> des témoignages d'enfants de leaders de 1968. Des albums photos, des recueils d'affiches ont envahi les librairies. Les éditions Syllepse ont choisi une démarche originale : constituer une « encyclopédie de la contestation » autour de l'évènement reprenant, dans une série d'entrées, des articles de chercheurs, de militants, etc.<sup>4</sup>

Dans le même temps, deux autres ouvrages étaient publiés dont la démarche s'est voulue scientifique, cherchant à se détacher de la profusion des témoignages ou autres discours dont la commémoration a été l'occasion. Deux ouvrages qui, chacun à leur manière, ont cherché à replacer l'évènement de mai-juin 68 dans une séquence plus longue.

Ces deux ouvrages, *Mai Juin 1968*, et *68, une histoire collective*, ont cherché à rassembler des historiens, des sociologues, des politistes, des anthropologues voire des journalistes pour produire du savoir historique, de la connaissance.

« Comprendre comment et pourquoi, dans des circonstances historiques précises, une crise généralisée du consentement ordinaire à l'ordre social et symbolique a pu se produire, restituer les formes prises par cette crise et les terrains où elle a pris corps, la replacer dans la dynamique de la conjoncture critique », tel est le projet de l'ouvrage dirigé par Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal, *Mai Juin 1968*.

Il s'agit donc d'une problématique originale : envisager le mouvement de mai-juin 1968 comme un moment de crise du consentement, de rupture avec l'autorité à plusieurs niveaux. C'est en cherchant à « comprendre, au sens fort, l'évènement », c'est-à-dire les « façons dont ses acteurs, ses témoins, ses contemporains [...] appréhendent une situation dont il était impossible de prévoir la dynamique et l'issue, et les multiples pratiques [...] qu'il suscitait dans le cours même de son déroulement. » Trois phases dans l'ouvrage, donc. Une première concerne les prolégomènes de cette crise d'autorité ; une deuxième se rapporte à l'évènement, le mouvement de mai-juin 1968 proprement dit ; une dernière s'intéresse aux nouvelles pratiques émergentes dans la foulée du mouvement.

Il est impossible, ici, d'évoquer l'ensemble des contributions. Certaines, néanmoins, retiennent l'attention par

<sup>1</sup>Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p. ; Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal (dir.), *Mai Juin 1968*, Paris, Editions de l'Atelier, janvier 2008, 445 p.

<sup>2</sup>Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération, 1. Les années de rêve, 2. Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1987, 1988.

<sup>3</sup>Virginie Linhart, *Le jour où mon père s'est tu*, Paris, Seuil, 2008, 174 p.

<sup>4</sup>Antoine Artous, Didier Epsztajn et Patrick Silberstein (coord.), *La France des années 68*, Paris, Syllepse, 2008, 904 p.

leur approche originale d'un mouvement connu surtout sous ses aspects estudiantins et plus récemment sous ses aspects ouvriers.

La première partie de l'ouvrage approche de façon remarquable les transformations dans les rapports d'autorité de 1945 à 1968. A travers l'exemple des domestiques, Dominique Memmi montre comment les relations privées connaissent ce qu'elle appelle une « crise de domination rapprochée ». En particulier, elle étudie le rôle déterminant joué par la prise de parole dans le passage de la « bonne » à la « femme de ménage ». Plus loin, Muriel Darmon évoque, à travers l'exemple d'un lycée de Nancy, les changements dans la discipline et la conception de la jeunesse. En comparant deux règlements intérieurs, l'un du début des années 1950, l'autre du début des années 1970, elle montre comment les rapports d'autorité ont été renégo-ciés dans la période. Le règlement, qui réduisait le rôle de l'élève au respect de ses devoirs, sous menace de sanctions, fait ensuite de celui-ci un véritable interlocuteur. Romain Bertrand montre le rôle clef qu'a joué l'anticolonialisme dans la politisation d'une frange importante de la jeunesse dans les années qui ont précédé 1968, à l'occasion de la guerre d'Algérie comme de celle du Vietnam. Dans le cadre de la remise en cause des hiérarchies, Frédérique Matonti et Bernard Pudal s'intéressent à la reprise en main de l'Union des étudiants communistes par le Parti communiste français, entre la fin des années 1950 et 1968 et aux scissions que cela a provoquées, entraînant l'émergence

des principaux groupes d'extrême gauche, dont la Jeunesse communiste révolutionnaire et l'Union des jeunes communistes (marxistes-léninistes). Puis, Frédérique Matonti montre que les frontières entre le « normal » et le « pathologique » se sont déplacées, ce qui bouleverse non seulement la psychiatrie et la psychanalyse, mais aussi la société dans son ensemble : « La névrose a trouvé place à la table de famille. » Enfin, parce que le mouvement de mai-juin 1968 n'a pas été une parenthèse de combativité ouvrière, Nicolas Hatzfeld et Cedric Lomba reviennent sur la grève de Rhodioceta de 1967, montrant comment ce mouvement a eu sa logique propre même s'il est possible de trouver quelques passerelles avec la grève de mai-juin.

Dans un deuxième temps, les auteurs reviennent sur l'évènement. Après un bref récit chronologique, Lilian Mathieu aborde les manifestations de mai-juin 1968 « sous l'angle de leur inscription spatiale ». La Sorbonne, par exemple, est jusqu'au 13 mai, le « point focal ». C'est de là que sont évacués les étudiants, c'est pour s'y rendre en cortège que les premiers heurts se produisent, c'est devant que se tient un sit-in, c'est dans l'attente des résultats de la négociation pour sa réouverture que sont construites les premières barricades. Puis, c'est en s'interrogeant sur le « déficit de mémoire ouvrière » que Bernard Pudal et Jean-Noël Retière rappellent que sept millions d'actifs sur vingt millions ont cessé le travail. Ils tentent alors de comprendre ce paradoxe en comparant les grèves de mai-juin 1968 à celles de 1936. Enfin, Dominique Da-

mamme, montre comment l'évènement fait apparaître d'un côté, « une critique de l'autorité pédagogique » et de l'autre, « un mouvement de pédagogisation qui envahit la société tout entière » ou encore comment l'évènement a été un véritable « laboratoire », accélérant les réformes en matière de pédagogie.

Enfin, la troisième partie du livre privilégie les pratiques héritées du mouvement de mai-juin 1968. Isabelle Sommier évoque alors les « gauchistes » dans leur diversité et revient sur certaines de leurs orientations dans l'immédiat après 68. Puis, Erik Neveu étudie les trajectoires de « soixante-huitards ordinaires » en montrant que la plupart d'entre eux « n'ont pas suivi un parcours dont les étapes seraient la réussite facile, l'exercice des pouvoirs sociaux, le ralliement à une vision raisonnable parce que libérale du monde social ». La contribution de Xavier Vigna décrit ensuite ce qu'il appelle « l'insubordination ouvrière » consécutive du mouvement de mai-juin et la politisation à l'usine qu'elle engendre. Puis, Bruno Muel et Francine Muel-Dreyfus nous entraînent pour quelques week-ends à Sochaux. Ils nous font part, alors, de leur expérience des groupes Medvedkine. C'est au tour de Delphine Naudier et Catherine Achin qui, souhaitant se démarquer des clichés véhiculés autour du MLF, insistent sur la diversité des féminismes : elles reviennent d'abord sur les changements dans la société quant au statut des femmes pour évoquer ensuite les lieux de construction d'une nouvelle conscience de genre. Enfin, Olivier Neveux réfléchit sur les impacts du mouvement de mai-juin

dans l'articulation du théâtre et de la politique.

L'ouvrage est éclairant dans la compréhension du « comment et pourquoi [...] une crise généralisée du consentement [...] a pu se produire. » En effet, les approches de la première partie sont variées et la problématique choisie tout à fait intéressante. Par ailleurs, la troisième partie, revenant sur les pratiques, nous semble très juste avec un bémol concernant l'article d'Isabelle Sommier qui souligne trop peu les impacts réels des « gauchistes » dans la société de l'après 68, se concentrant de façon trop insistante à notre avis sur les aspects organisationnels et électoraux. En revanche, il nous semble que l'évènement lui-même est, en quelque sorte, laissé pour compte. Nous restons sur notre faim à la fin de cette partie, moins épaisse que les deux autres, de laquelle nous saisissons mal les enjeux.

De son côté, *68, une histoire collective* porte un tout autre projet puisqu'il s'agit d'établir « une cartographie du soulèvement » ou encore « en explorant [de] multiples dimensions », de voir apparaître un « paysage ». « Ce paysage des années 68 est par conséquent composé de multiples éléments, parfois minimes ou colossaux, des acteurs célèbres ou totalement inconnus, des scènes reléguées, des ruines. »

Pour atteindre cet objectif, l'ouvrage s'organise alors en quatre parties correspondant aux quatre périodes choisies pour replacer l'évènement dans une séquence longue. La première intitulée « le champ des possibles » va de 1962 à 1968. S'ensuit, directement après, l'« épi-

centre», le mouvement de mai-juin 1968. Puis, les auteurs ont choisi d'envisager la période allant jusqu'en 1974 en montrant comment les différents acteurs sociaux ont oscillé entre « changer le monde et changer [leur] vie » et enfin, de 1974 à 1981, il s'agit alors de mesurer « le début de la fin ». Chacune de ces parties comprend sept rubriques dans lesquelles des portraits sont quelquefois insérés. Nous avons choisi de sélectionner certains articles pour tenter de rendre compte de la variété des approches.

Chacune des parties commence par un récit rédigé par Michelle Zancarini-Fournel. Tout en le nourrissant de références abordées dans l'ouvrage, l'auteure cherche à replacer l'ensemble des événements dans leur contexte historique, tantôt en focalisant sur un cas (Grenoble), tantôt en posant une problématique de l'époque (la violence).

Puis, Antoine de Baecque choisit un film comme « matrice de la période ». Et, par exemple, pour faire écho aux utopies du début des années 1970, il pense à *L'An 01*, de Jacques Doillon. Il revient alors sur l'émergence de l'idée de montrer l'après « on arrête tout » et évoque la réalisation du film.

Viennent alors les *objets*, éclairant un aspect particulier de la période, constituant chaque fois un « petit musée de l'ordinaire ». La *guitare* est ainsi abordée par Bertrand Lemonnier, tantôt sous l'angle d'un rite de passage de l'enfance à l'adolescence, tantôt comme instrument de révolte lors de la guerre du Vietnam, par exemple. Plus loin, il est question du *LSD*, ou de la *minijupe*. Le *transistor* aussi, qui joue un rôle dé-

terminant lors de la « nuit des barricades » puisque les événements y sont diffusés en direct partout en France.

Ensuite, parce que des situations partout dans le monde trouvent un écho dans les événements français, parce que les acteurs s'en saisissent, y font référence, il faut revenir sur l'*ailleurs*. Ailleurs, c'est par exemple au Japon, où la Zengakuren<sup>5</sup> est érigée en modèle par les situationnistes strasbourgeois dans leur ouvrage *De la misère en milieu étudiant*, qui en font la seule organisation combattant à la fois le capitalisme et la bureaucratie socialiste. Ailleurs, c'est aussi au Québec où les « nègres blancs » s'organisent pour leur indépendance dans les années 1960. Ailleurs, c'est enfin en Italie, un peu plus tard. Pierre Girard revient alors sur les années 1970 en refusant de « les réduire au seul terrorisme des « années de plomb » ».

Certains *lieux* sont alors mis en exergue. A Flins et à Sochaux, ce sont des morts du mouvement de mai-juin 68 qu'il est question. Puis, c'est au tour de la Goutte d'Or, quartier dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dans lequel Djellali Ben Ali, adolescent de nationalité algérienne, a été tué d'un coup de fusil par Daniel Pigot. Cet événement a révélé les tensions raciales existant dans ce quartier que Ab-

5/ Fédération japonaise des associations d'auto-gestion étudiante. Fondée en 1948, son programme est, à l'origine, assez large puis, tombant sous le contrôle du PC japonais, elle devient anti-impérialiste, anticapitaliste et anti-américaine. A partir de 1956, des courants en rupture avec le PC émergent. Progressivement, la Zengakuren tend à devenir de plus en plus hétérogène. Elle se fait connaître par son organisation de type militaire affrontant la police.

dellali Hajjat analyse comme un « véritable laboratoire politique où s'expérimentent les collaborations, mais aussi les confrontations, entre habitants du quartier, militants arabes des comités Palestine, puis du Mouvement des travailleurs arabes, militants d'extrême gauche et intellectuels engagés ». Enfin, Vincent Porhel revient sur la mobilisation contre le nucléaire à Creys-Malville et à Plogoff avec comme fil directeur la « violence réelle ou perçue qui accompagne les conflits contre le nucléaire ».

En ce qui concerne les acteurs, il s'agit d'analyser l'émergence d'un groupe composant alors le « premier plan du paysage ». D'abord, c'est un portrait de deux femmes, Jacqueline Feldman et Anne Tristan, qui lors du mouvement de mai-juin 68 constituent un nouveau groupe, le FMA (Féminin, masculin, avenir), en organisant une première réunion à la Sorbonne. Puis, Florence Rochefort revient sur la naissance du MLF et l'« insurrection féministe ». Elle y mesure, dans un premier temps, les impacts des événements de mai-juin. Ensuite, elle évoque les thématiques abordées par le mouvement et son hétérogénéité tant d'intervention que d'orientation.

Enfin, la rubrique *traverses* approfondit une problématique ou un événement particulièrement central. Jean-Louis Fabiani revient sur la sociologie, une discipline récente au moment du mouvement de mai-juin 1968, qui a pourtant joué un rôle déterminant, en particulier à Nanterre, par l'intermédiaire entre autres d'Henri Lefebvre et de ses travaux

sur la vie quotidienne. Puis, deux portraits ont attiré notre attention. Celui d'un jeune homme du FHAR <sup>6</sup> qui, en 1971, prend la parole dans l'émission radiophonique de Ménéie Grégoire. Enfin, celui de Georgette Vacher, ancienne ouvrière de l'usine Calor, permanente de la CGT, responsable du secteur féminin, qui décide le 20 octobre 1981 de se suicider parce qu'elle vient d'être évincée de l'union départementale du Rhône pour un désaccord et qu'elle regrette que les responsables de la CGT « ignorent totalement ce que veut dire vivre avec 2 000,00 F d'alors, travailler huit heures par jour et rentrer chez soi sans avoir droit ni à la culture ni au loisir sportif ».

Finalement, cet ouvrage atteint son objectif en nous offrant un panorama fait de petits riens et de grands moments, alliant les individus et leur force collective, les événements français au reste du monde, les événements parisiens et ceux de la province dont on oublie souvent l'existence lorsqu'il est question du mouvement de mai-juin 1968.

Pour finir, ces deux ouvrages sont complémentaires. Tandis que le premier est organisé autour de problématiques globales, le second s'attache davantage à la formation de ce « paysage » qui peut s'insérer aussi dans ces problématiques globales. Si les deux ouvrages ont un lectorat commun, ils ne s'adressent pas tout à fait au même public. La démarche du second offre, sans aucun doute, un accès plus facile.

6/ Front homosexuel d'action révolutionnaire.

David Halperin,  
**What Do Gay Men Want?**  
*An Essay on Sex,  
Risk and Subjectivity*,  
The University  
of Michigan Press, 2007

Gabriel Girard

Peut-on proposer une analyse dépassionnée des enjeux de la prévention du sida parmi les homosexuels masculins ? A la lumière des violentes controverses sur la reprise des « pratiques à risque » qui ont agité ces dernières années le champ de la lutte contre le sida aux Etats-Unis et en France, on serait tenté d'en douter. Ces débats, qui portent centralement sur les motivations des pratiques sexuelles non protégées, voient s'affronter des explications divergentes des transformations des pratiques préventives. En France, l'opposition entre Etat et associations (ces dernières reprochant aux pouvoirs publics leur inaction) a progressivement laissé la place à un débat interne aux communautés gaies. Dans ce contexte, l'émergence, et le succès, du terme *bareback*<sup>1</sup> comme mode de catégorisation du risque traduit bien ce déplacement des enjeux : la responsabilité des contaminations apparaît dès lors imputable à des séropositifs « preneurs de risque » et « irresponsables ». En témoigne, pour la situation française, l'opposition entre Act Up Paris et des écrivains revendiquant des pratiques *bareback* au tournant des années 2000.<sup>2</sup> Mais au-delà des mises en scène médiatiques et sensationnalistes du risque, une lecture sérieuse des évolutions des comportements préventifs nécessite de

mieux appréhender les enjeux politiques de ces débats. C'est tout l'intérêt de l'essai *What Do Gay Men Want ?* publié en 2007 par David Halperin que d'y contribuer.

### **Subjectivité homosexuelle et risque du sida**

Car l'ouvrage d'Halperin, qui s'appuie pour une large part sur des données sociologiques et épidémiologiques états-uniennes, n'est pas sans intérêt pour envisager la situation française. A l'échelle internationale, les Etats-Unis et la France sont les deux seuls pays où les controverses sur la prévention ont connu une audience et un développement politique d'une telle intensité et d'une telle durée. Dans deux contextes très différents, la discussion des prises de risque y a traduit des enjeux moraux et politiques puissants : en terme de sexualité, de responsabilité et de définition de l'homosexualité comme réalité collective. Ainsi, pour Halperin, il s'agit au cœur de ces débats sur le *bareback* de comprendre, et de résister au retour en force des analyses psychologisantes et pathologisantes des comportements homosexuels. En effet, face à ces pratiques sexuelles non protégées le discours de santé publique a recours à des explications plaçant la responsabilité à l'échelle individuelle. La psychologie s'impose alors, explique-t-il, comme la discipline « clé » pour comprendre les

1/ Le terme, issu du vocabulaire du rodéo américain, signifie monter « à cru », sans selle et, par extension, avoir des relations sexuelles intentionnellement non protégées.

2/ C. Broqua, *Agir pour ne pas mourir*, Presses de Sciences Po, 2006.

motivations individuelles des comportements de santé. En découle une lecture clivée, où les gays sont renvoyés soit à la figure de victime, mal informée, ou animée de « pulsions de mort », soit à la figure d'un individu rationnel, calculateur et cynique. On a d'ailleurs vu émerger en France le même type d'analyses dans la santé publique, évacuant les explications sociales des inégalités de santé. Ce processus d'individualisation des responsabilités tend à renvoyer la non application des recommandations sanitaires vers des explications de type psychologisant ou de l'ordre de la « mauvaise volonté ».

Critique face à ces lectures du risque, Halperin développe son argumentation en trois moments. Dans un premier temps, il propose d'analyser de façon dépassionnée les données concernant les prises de risque parmi les gays. Il explore ensuite, pour mieux les comprendre, les approches psychologiques de la relation au risque. Enfin, face aux modèles explicatifs de la santé publique, il envisage des modèles de lecture alternatifs des comportements sexuels et préventifs. Pour l'auteur, et ce sera son fil conducteur, il est nécessaire d'ouvrir la voie à des analyses non psychologiques des subjectivités homosexuelles. Au-delà, il s'agit de proposer une approche de l'individu, socialement et politiquement ancrée, pour tenter d'échapper à l'omniprésence de la psychologie et de la psychanalyse comme « sciences du sujet » (p. 107). Ces disciplines, notamment dans le contexte de la santé, tendent à se poser comme un langage de vérité sur « la relation de soi à

soi » et sur l'intériorité subjective. L'auteur reprend ainsi le fil des analyses foucaaldiennes sur le « souci de soi », qu'il a déjà largement travaillées par le passé<sup>3</sup>.

### **Une lecture critique des problématiques du risque**

Dans une première partie de son ouvrage, Halperin se penche sur une question récurrente des débats sur la prévention : « Pourquoi les homosexuels prennent-ils des risques ? ». Pour l'auteur, la question est mal posée à plus d'un titre : ainsi, elle fait du rapport au risque une question de motivation rationnelle, quand toutes les enquêtes sociologiques soulignent la complexité des déterminants sociaux de la prévention. Par ailleurs, la focalisation sur une minorité de gays qui s'exposent aux risques de contamination masque le fait que la majorité des homosexuels continue à se protéger. Halperin admet cependant qu'il est légitime de s'inquiéter de l'augmentation des prises de risque chez les gays. Car certains gays croient éviter les risques alors qu'ils s'exposent, la présomption de séronégativité de leur partenaire paraissant une protection suffisante. La non connaissance de son statut sérologique constitue d'ailleurs un point central des fragilités de la prévention. Sans nier les problèmes de la prévention, Halperin, enquêtes à l'appui, bat en brèche l'idée que l'évolution des contaminations relèverait de la responsabilité exclusive des séropositifs.

Mais dans l'espace médiatique, la focalisation sur le phénomène de

<sup>3</sup>/ D. Halperin, *Saint Foucault*, Epel, 2000.

*bareback* a des effets contreproductifs et réducteurs. Les explications sociales et politiques comme l'absence aux Etats-Unis de campagnes de prévention dignes de ce nom sont écartées, au profit d'analyses psychologiques et morales. Pour Halperin, « les discours publics sur "le retour du sexe non protégé" ont contribué à la repathologisation de l'homosexualité » (p. 31). A travers les discours sur le *bareback*, la fascination pour les gays qui prennent des risques a produit un nouveau « bestiaire exotique » (p. 33) des preneurs de risque, dont les comportements s'expliquent par des déficits intellectuels ou émotionnels : « mauvaise estime de soi, impulsivité sexuelle, problème d'identité sexuelle »... (p. 33). Cette rhétorique fait renaître la vision classique de l'homosexualité comme maladie mentale.

A l'inverse, l'auteur explique que, dans la plupart des cas, les hommes qui revendiquent des pratiques *bareback* sont à la recherche de partenaires de même statut sérologique, afin d'éviter les risques de transmission. Loin de la figure médiatique du séropositif « contaminateur », les données d'enquêtes dessinent alors le portrait d'homosexuels séropositifs soucieux de leur santé, et conscients des risques. En réalité, pour Halperin, les discours de prévention doivent prendre en compte le fait qu'en matière de sida, le risque zéro n'existe pas. L'auteur établit d'ailleurs une synthèse claire et intelligente des travaux les plus récents sur la prévention du sida, étayée d'une bibliographie très complète. Ainsi, si on ne peut réduire la question du risque à des motivations

« pathologiques », il est donc nécessaire d'observer les arrangements et les adaptations préventives concrètes que les gays mettent en oeuvre.

### **Vers une approche non psychologique des subjectivités gaies**

D. Halperin s'appuie ensuite longuement sur la lecture d'un article de M. Warner (reproduit en fin d'ouvrage), pour développer ce qu'il considère comme une analyse non psychologique du risque. Dans cet article de 1995<sup>4</sup>, Warner, militant et intellectuel gay, s'attache à proposer une analyse politique des raisons qui poussent certains gays à ne pas se protéger du sida. L'originalité de sa démarche tient largement au fait qu'il s'appuie directement sur sa propre expérience du risque. Pour Halperin l'article présente, malgré toutes ses limites, un exemple utile de travail d'introspection non psychologique. Warner y met en lumière les rationalités complexes et concurrentes qui guident l'engagement dans des relations non protégées. Mais il souligne surtout, et c'est ce qui va intéresser Halperin, l'idée que pour certains homosexuels, la revendication du sexe non protégé s'apparente à une réappropriation de « l'abjection » attribuée à la contamination. L'abjection, expression intériorisée de l'homophobie structurelle, est analysée ici comme un moteur puissant des subjectivités homosexuelles. Cette

4/ Warner, « Unsafe: Why gay men are having risky sex », *Village Voice*, 31 janvier 1995. Une traduction française sous le titre « Pourquoi les homosexuels prennent-ils des risques ? », est parue dans le *Journal du Sida*, n° 72, avril 1995.

notion permet d'envisager l'ambivalence des processus de subjectivation que produit l'oppression structurelle : la haine et la honte associées à l'homosexualité et au sida, peuvent ainsi être transformées en fierté et en potentiel de création de soi, par retournement du stigmate. L'abjection comme processus social et politique ouvre alors la possibilité de penser l'intériorité et le « soi » en termes politiques, et non psychologiques. Afin d'élargir son propos à la question des subjectivités gaies, Halperin mobilise des textes de Genet et de Jouhandeau sur l'expérience de la honte. Pour ce faire, il s'inspire largement des analyses développées par D. Eribon dans *Une morale du minoritaire* en 2004<sup>5</sup>.

Ce cadre ainsi posé, la question des motivations de la prise de risque peut échapper aux présupposés pathologisants (pulsions de mort, problème identitaire...), tout en ne se réduisant pas aux motivations d'un individu rationnel et cynique. Halperin souligne ainsi à quel point l'implicite des campagnes de prévention, qui postulent un sujet « responsable » et une sexualité « saine », se confronte perpétuellement à l'expérience de bon nombre d'homosexuels. Le plaisir peut s'appuyer sur des constructions complexes, non réductibles à la « bonne image » de soi. La mise en scène du risque peut y jouer un rôle qui relève non pas d'un « mal-être » homosexuel, mais d'un retournement créatif de l'oppression. La question de l'intentionnalité rationnelle n'est alors plus centrale, et Halperin pro-

pose d'observer la capacité d'action (notamment en matière de prévention) comme « l'effet du jeu social du pouvoir : le résultat imprévisible d'une lutte » (p. 84).

### **Penser autrement la relation au risque ?**

Au terme de cette analyse, on peut toutefois s'interroger sur la portée concrète des réflexions de l'auteur. Peuvent-elles servir à imaginer des transformations des messages de prévention ? Comment des gays (militants ou non) peuvent-ils s'approprier cette grille de lecture du risque ? Halperin reconnaît que le travail sur l'« abjection » n'est pas une réponse opérationnelle en tant que telle. Pour lui, la notion peut être productive dans le débat social, si elle oblige à inventer des approches non jugeantes, non moralistes et non normatives de l'exploration des subjectivités gaies. L'abjection a une utilité politique si elle permet d'envisager la complexité sociale des existences gaies, sans tomber dans la psychologie « pathologisante ». S'inscrivant clairement dans la continuité des critiques de Foucault sur les discours du « soi », l'auteur propose d'envisager la subjectivité comme un espace créatif, et non comme une vérité qu'il s'agirait de découvrir. La multiplicité des enquêtes et des investigations sur les gays et le sida, donne parfois l'impression de refléter la « réalité » (médicale, sociale, psychique) de l'homosexualité. Dans ce contexte, la relation de soi à soi devient un site de lutte intense : « la subjectivité peut être le siège de la résistance politique » (p. 109), conclut Halperin. Le format de l'ouvrage, un essai

<sup>5</sup>/D. Eribon, *Une morale du minoritaire. Variation sur un thème de Jean Genet*, Fayard, 2001.

d'une centaine de pages, contraint nécessairement le développement des analyses et laisse le lecteur en attente de plus amples approfondissements. Le long développement sur la notion d'abjection, s'il propose une piste intéressante et novatrice à l'aune de l'épidémie de sida, appelle une mise à l'épreuve empirique, notamment dans le cadre d'enquêtes socio-anthropologiques. Mais reconnaissons que cet essai a le grand mérite de s'attaquer à une lecture critique (trop rare) des enjeux politiques de la prévention. Autre richesse, le fait que l'auteur problématise des conceptions du risque qui apparaissent trop souvent comme des évidences, alors qu'elles relèvent de constructions sociales et politiques. Enfin, la volonté d'explorer la complexité des capacités d'action et des contraintes qui pèsent sur l'individu, donne à cet essai une portée sociologique plus large, qui offre des pistes convaincantes pour une analyse des processus d'individualisation à l'œuvre dans nos sociétés.

François Cusset,  
**Contre-discours de mai**  
*Ce qu'embaumeurs  
et fossoyeurs de 68  
ne disent pas à ses héritiers,*  
Paris, Actes Sud,  
« Questions de société », 2008

Valentin Schaepelynck

L'ouvrage de François Cusset pointe la réification commémorative de 68, la récupération de l'événement par une logique iconodule qui en est le régime de propagation par les médias et la publicité : vignettes, photos de magazine, émissions de télé concourent ainsi à la « célébration de l'impuissance » politique de notre présent. 68 c'est fini ! et la parole des stars se libère désormais pour faire oublier celle des millions d'anonymes qui se retrouvèrent mêlés à cet embrasement et à la « magie noire de sa contagion ». Le livre tente de saisir et de faire saisir ce qui fut au travail dans l'événement, à l'opposé de tout sociologisme. Il invite à lire derrière et entre les lignes des propositions lourdes de l'idéologie, par-delà les « signifiants figés de l'histoire automatique - révolution, libération, subversion, rétroaction, ou bien gauchisme, marxisme, communisme, postmodernisme », pour apercevoir une force instituante dont la possible réactualisation dans notre présent continue d'effrayer, au point d'avoir récemment motivé la promesse électorale de sa liquidation.

Pour Cusset, l'avenir de 68 est encore devant nous, dès lors que nous faisons « confiance à l'événement », dès lors que nous croyons que ses potentialités pourraient se révéler

encore agissantes aujourd'hui. Le « style » propre de 68 est celui d'une immense « fête de la politique », dont la résonance est à chercher dans celui des trances populaires et révolutionnaires qui l'ont précédé et pourraient le suivre. Souvenons-nous qu'à propos du « style » de la Commune de Paris, Henri Lefebvre parlait, dès 1965, d'une « effervescence volcanique », d'une « immense grandiose fête », « fête du printemps dans la Cité, fête des déshérités et des prolétaires, fête révolutionnaire et fête de la Révolution, fête totale », lors de laquelle « la pratique sociale se métamorphose d'un bond en communauté, en communion au sein de laquelle le travail, la joie, le loisir, l'accomplissement des besoins [...] ne se sépareront plus ». Construire un contre-discours sur le contre-discours de Mai c'est d'une certaine manière, pour Cusset, le rattacher à cette généalogie des états modifiés de la conscience et de l'action collective, moments où l'interférence, la transversalité entre les différentes dimensions du social se lient pour contester la logique ensembliste-identitaire (Castoriadis) de l'ordre établi. Autrement dit, la politique commence, nous rappelle l'auteur en s'appuyant sur le travail de Jacques Rancière, lorsque s'affirme le refus de rester à son poste, à sa place, lorsque des gens que rien dans leur destination sociale ne pousse à se rencontrer élaborent ensemble, selon des logiques qui leur échappent sur le coup, l'articulation de leurs révoltes. Cusset fait référence pour illustrer ce point à la célèbre rencontre formulée par Lautréamont, type même du branchement des incommensurables, reprise

par les surréalistes, du parapluie et de la machine à coudre sur une table de dissection. Et il affirme d'autre part, dans la même perspective, le caractère résolument romantique de 68, « composite d'art et de politique, de désir et de sacrifice », de « révolte et de mélancolie », « style » qui bouscule une certaine police du corps social, un certain « partage du sensible » et qui trouble la logique tautologique et autoréférentielle des champs sociaux institués ; un art de la fête que les récupérations postérieures de l'événement couperont de son contenu politique, mais dont le sens est de déstabiliser aussi bien l'ordre établi qu'une certaine morphologie de la militance politique - organisations, syndicats et partis de la classe ouvrière compris.

A la fin du livre, plutôt qu'une bibliographie nous est proposée une « liste de textes veillant sur celui-ci », parmi lesquels nous rencontrons, entre autres, les noms de Blanchot, De Certeau, Deleuze et Guattari, Hocquenghem, Mascolo, Rancière. Ce qui, dans cette liste, n'est pas hasardeux tient à ce que ces auteurs partagent une même distance entretenue à une certaine gauche, celle pour laquelle - il faudrait toutefois la nommer, le livre reste trop allusif sur ce point - 68 est toujours demeuré un caillou dans la chaussure, dans la mesure où ce que les insurgés de Mai voulaient abattre, c'était justement « la forme a priori dans laquelle celle-ci s'est habituée à penser tous les problèmes humains : *l'Etat*, comme formation historique, pouvoir bureaucratique et appareil idéologique ». Le livre de Cusset invite - et c'est sur ce plan

que réside son véritable intérêt selon nous – à une lecture délibérément *libertaire* de celui-ci comme critique en acte de l'Etat comme forme de domination sur la société mais aussi comme paradigme de l'organisation révolutionnaire ; ce que René Lourau a pu appeler en 1978 « l'Etat inconscient » : cette action inconsciente de l'Etat qui se manifeste essentiellement par l'application du principe d'équivalence, qui porte chaque force sociale – pourtant instituante – à chercher sa légitimation dans l'adoption d'une forme semblable à celles des institutions existantes, à l'Etat ; cette conviction selon laquelle, pour paraphraser Pierre Clastres dont les travaux restent encore aujourd'hui, comme ceux de Lourau, trop peu lus et débattus, la société est pour l'Etat, que l'on ne peut penser la société – présente ou future – sans l'Etat.

Toujours dans cette perspective d'une contestation de la bureaucratie, de la conception centralisée de la lutte incarnée par le parti, Cusset voit dans le concept de minorité développé par Deleuze et Guattari une manière de faire pont entre la signification de 68 et les luttes de notre présent. 68 verrait l'émergence de la minorité comme question stratégique et non comme essence. Conception de la minorité qui démentirait donc ce qu'essaient de nous faire croire ceux qui nous alertent continuellement sur les dangers du communautarisme en sol républicain. La minorité se comprend d'abord comme manière de différer d'avec soi, d'avec les définitions, majoritaires et majeures, promues par l'ordre social. Elle n'a donc rien à voir avec le nombre. Ironiquement,

on peut même dire que les minorités, du point de vue numérique, représentent la majorité, face à la classe très réduite des dominants de toutes sortes. Effet sans doute d'une dynamique que Franco Basaglia a particulièrement bien décrite dans *La Majorité déviante*, dynamique par laquelle nous sommes en définitive tous, si l'on se réfère à l'étalon majoritaire, rejetés à la périphérie du système, tous en définitive partie d'une ou plusieurs minorités à la fois. Etre pour une *puissance mineure* signifie alors mettre en œuvre ce refus d'être référé à un étalon majoritaire et retourner la déviance subie, stigmatisée, en revendication active, en affirmation. En mai 1968, la jeunesse a pu être une telle puissance mineure, face à l'adulte comme modèle d'adaptation sociale, par-delà la question sociologique archi-rebattue d'un conflit entre générations, ce qu'avait énoncé, en 1963, un livre de Georges Lapassade, *L'Entrée dans la vie*, développant une contestation des mythologies liées à l'étalon-adulte, et proposant une conception de l'homme comme avorton chronique, voué à persévérer dans l'inachèvement. Un chapitre du livre, « Les révoltés sans cause », analysait en particulier la protestation que des groupes de jeunes de plus en plus nombreux opposaient à la société pourtant prospère dans laquelle on les invitait à faire leur entrée. Refus qui, pour Cusset, caractérise en propre 68 au moment où la jeunesse émerge comme force politique instituante, où le mot d'ordre « on a raison de se révolter » prend son sens bien au-delà de son origine maoïste, dans l'affirmation que la

protestation n'a pas à se justifier, n'a pas à rendre de comptes sur les alternatives concrètes qu'elle propose ou les lendemains qu'elle promet, que tout cela doit émerger « sur la crête du présent », à partir de la persévérance de la protestation elle-même.

Axe sur lequel il est possible de faire tenir ensemble Mai 1968 et le mouvement récent des banlieues en France, tenu à l'écart de toute réflexion politique par bien des courants de la gauche – « républicaine » en particulier. Axe qui permet de rapprocher des aspects de la lutte sociale et politique aussi hétérogènes que le parapluie et la machine à coudre chers à Lautréamont, mais selon une logique dont le caractère centrifuge compromet ou rend très difficile la persévérance. Cusset insiste ainsi sur le fait que la force de 68 comme des concepts et des mouvements qui ont été traversés par ses potentialités – mouvement des femmes, des immigrés, mouvement gay et lesbien – celle qui consiste à manier avec virtuosité l'auto-dissolution ou à faire émerger un nouveau groupe, une nouvelle stratégie, un nouvel agencement lorsque l'institutionnalisation est trop avancée, est aussi là où se loge la vulnérabilité de qui veut détruire le pouvoir sans le prendre et sans se faire prendre.

Lorsque cette force centrifuge perd son contenu politique, la communauté de ceux qui n'ont pas de communauté (Blanchot) devient la communauté désœuvrée, littéraire et mélancolique sans révolte, de Jean-Luc Nancy. L'art de la fête politique se dissout dans la fête de la musique, le libidinal se sépare de tout

enjeu social pour intégrer la sexualité normative des magazines et la valorisation des petits plaisirs pris au spectacle. C'est le cauchemar des années quatre-vingt, pour paraphraser le titre d'un autre livre de l'auteur, et dont les effets, comme ceux de la contre-révolution maquillée depuis les années soixante-dix en militantisme antitotalitaire, pèsent encore sur notre présent. Manifeste libertaire de la confiance en l'événement, le livre de Cusset s'avère une piqûre d'espoir salutaire et revigorante, en un temps de re-composition des luttes et des formes de l'anticapitalisme.

## Les auteurs

**Daniel Bensaïd** est professeur de philosophie à l'université de Paris 8. Derniers ouvrages parus : *Eloge de la politique profane* (Albin Michel, 2007) *Penser/Agir* (Lignes, 2008) et *Inventer l'inconnu. Textes et correspondance de Marx et Engels autour de la Commune* (La fabrique, 2008).

**Olivier Besancenot** est porte-parole du NPA. Il vient de publier, avec Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle* (Mille et une nuits, 2009)

**Luc Boltanski**, sociologue, est directeur d'études à l'EHESS. Il est notamment l'auteur, avec Eve Chiapello, du *Nouvel esprit du capitalisme* (Galimard, 1999). Derniers ouvrages parus : *La Production de l'idéologie dominante* (avec Pierre Bourdieu) et *Rendre la réalité inacceptable* (Demopolis, 2008).

**Paul Buhle** a été éditeur du magazine de la nouvelle gauche *Radical America*. Il a écrit et contribué à de nombreux ouvrages sur la gauche américaine et la culture populaire. Il travaille actuellement à divers projets traitant de l'histoire de la gauche en bande dessinée.

**Mike Davis** est professeur d'histoire à l'université de Californie, à Irvine, et auteur de nombreux ouvrages, dont le « classique » *City of Quartz* (La Découverte, 2006), et, également en traduction française, *Le pire des mondes possibles* (La Découverte, 2007) et *Paradis infernaux. Les villes hallucinées du néo-capitalisme* (Les prairies ordinaires, 2008).

**Fred Falzon** est enseignant d'anglais dans un lycée ZEP de Marseille. Docteur en civilisation britannique, il s'intéresse particulièrement au rapport entre mutations idéologiques et évolution socio-économique dans la gauche britannique et européenne.

**Franck Gaudichaud** est maître de conférences en civilisation hispano-américaine à l'université de Grenoble 3, spécialiste du Chili. Il a notamment dirigé *Le Volcan latino-américain* (Textuel, 2008).

**Fanny Gallot** est enseignante en LP et doctorante à l'université Lyon 2. Sa recherche porte sur le quotidien et les représentations des ouvrières des années 1968 à aujourd'hui. Auteure d'un mémoire de master sur l'intervention de la LCR et de LO à Renault Cléon de 1968 à 1991.

**Gabriel Girard** est doctorant en sociologie (Cermes, EHESS). Son travail de thèse porte sur la prévention du sida parmi les homosexuels masculins, notamment à travers l'étude des controverses autour du phénomène de *bareback* en France.

**Jean-Marie Harribey** enseigne l'économie à l'université de Bordeaux 4. Il est co-président d'Attac et auteur de nombreux travaux en économie critique dont *L'Économie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail* (L'Harmattan, 2007) et *La Démence sénile du capital* (Le passant ordinaire, 2<sup>e</sup> édition, 2005).

**Michel Husson** est économiste à l'Ires et membre du conseil scientifique d'Attac. Dernier ouvrage paru : *Un pur capitalisme* (Page deux, 2008), *Les Casseurs de l'Etat social* (La Découverte 2003). Ses textes sont disponibles sur [hussonet.free.fr](http://hussonet.free.fr)

**Ambre Ivoll** termine actuellement une thèse de doctorat sur « Les générations intellectuelles américaines : la vie et l'œuvre de l'historien américain Howard Zinn ».

**Isaac Johsua** a enseigné l'économie à l'université de Paris 13. Il est membre du conseil scientifique d'Attac et auteur de nombreux ouvrages dont *Une trajectoire du capital* (Syllepse 2006).

**Pierre Khalifa** est syndicaliste, responsable national de l'Union syndicale Solidaires et membre du bureau et du conseil scientifique d'Attac France. Il a co-dirigé l'ouvrage *Les Retraites au péril du libéralisme* (Syllepse 2007).

**Stathis Kouvelakis** est maître de conférences en philosophie politique au King's College de l'université de Londres. Derniers ouvrages : *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?* (collectif, Le temps des cerises, 2008), *La France en révolte. Luttes sociales et cycles politiques* (Textuel, 2007).

**Edgardo Lander** est professeur de sociologie à l'Université centrale du Venezuela. Intellectuel critique du néolibéralisme, du fonctionnement de la démocratie vénézuélienne et de la « colonialité » du savoir, il a récemment publié en français, avec Pablo Navarete, « Le Venezuela et le processus bolivarien » (in *Le Volcan latino-américain*, Textuel, 2008).

**Frédéric Lebaron** est professeur de sociologie à l'université de Picardie et directeur de publication de la revue *Savoir/Agir*. Il est notamment l'auteur de *Le savant, le Politique, la Mondialisation* (Le croquant, 2003) et de *La Croissance économique* (Liber 2000).

**Valentin Schaepeplynck**, membre du collectif « Zones d'attraction », est co-animateur de l'émission du même nom sur Radio libertaire.

**André Tosel**, professeur émérite de philosophie à l'université de Nice, est l'auteur de nombreux ouvrages sur le marxisme, la théorie politique et Spinoza. Parmi ses dernières publications : *Un monde en abîme. Essai sur la mondialisation capitaliste* (Kimé, 2008) et *Les Marxismes du XX<sup>e</sup> siècle* (Syllepse, 2009, à paraître).

**Howard Zinn**, intellectuel américain et professeur émérite d'histoire et de sciences politiques à l'université de Boston. Auteur de nombreux ouvrages dont, en traduction française, *Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours*, Agone, 2002. Aux Etats-Unis, cet ouvrage vient d'atteindre deux millions d'exemplaires vendus depuis sa première parution en 1980.